● EST-OUEST, DES BLOCS À LA DÉRIVE – Pages 8 à 11

LE MONDE diplomatique

N° 437 - 37e année – AOUT 1990

28 pages - 17 F

Algérie : 10 DA – DOM : 22 F – Belgique : 110 FB – Canada : 3,50 $ C – C.-d'Iv. : 1 315 F CFA – Espagne : 350 PTA – USA (N.Y.) : 2,75 $ US – USA (others) : 2,95 $ US – Roy.-Uni : 1,75 £ – Italie : 4 000 lires – Luxembourg : 110 FL – Maroc : 20,00 DH – P.-Bas : 6,00 Fl. – RFA : 5,50 DM – Sénég. : 1 275 F CFA – Suisse : 4,20 FS – Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 24

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

Qu'est-ce que l'islamisme ?

Par JACQUES BERQUE

Page 25.

La démocratie flambée

Par IGNACIO RAMONET

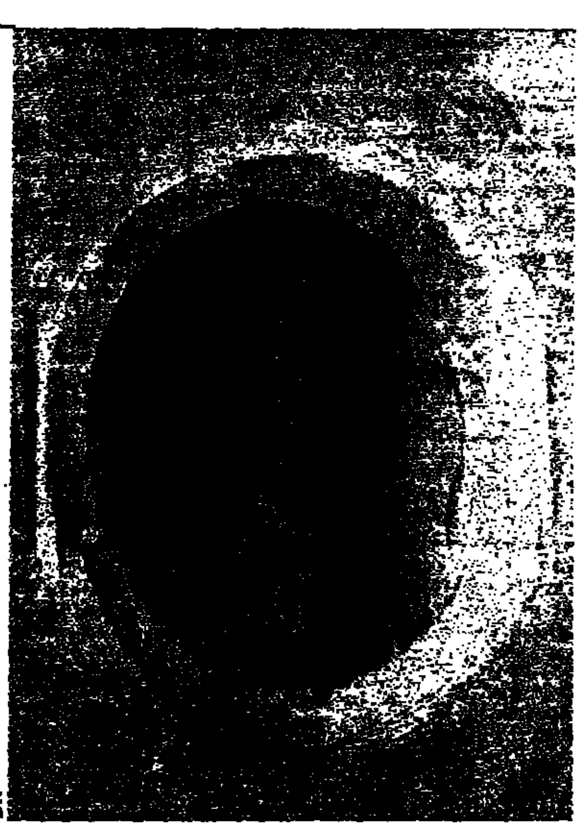
« L'amour de la démocratie est celui de l'égalité »
Montesquieu.

DES piliers politiques fondamentaux, sur lesquels reposait depuis 1945 l'ordre du monde, se sont paisiblement effondrés au cours des dernières semaines. Les décisions adoptées lors des récents sommets de Londres, de Houston et du Caucase montrent que la prodigieuse accélération de l'histoire, commencée en novembre 1989, se poursuit. La plupart des certitudes en matière de géostratégie se brouillent, remplacées par un sentiment dominant : l'incertitude. Avec la disparition d'une perception claire de l'adversaire, les Etats ne parviennent plus à discerner l'ami de l'ennemi. Or l'ennemi est une entité structurante, sa disparition entraîne un affaissement du système de défense et une crise d'identité.

De la guerre froide, l'Occident avait fait l'alpha et l'oméga de son interprétation du monde ; sa « victoire froide », largement inattendue, détruit soudain le sens de toute l'architecture diplomatique. Le surarmement, naguère indispensable, apparaît désormais aux Etats des blocs comme une inutile extravagance. Presque partout on réclame une rapide réduction des dépenses consacrées à la défense.

Les récents événements de l'Est apparaissent, à certains, comme le *« triomphe de la démocratie bourgeoise apolitique »* et constitueraient la preuve que *« l'histoire n'est pas faite par la politique, mais par l'économie* (1) ». On en déduit que les problèmes économiques vont dominer les relations internationales au cours des prochaines décennies.

La hiérarchie des nations s'en trouverait modifiée. A l'ère des deux superpuissances, fondée sur le nucléaire, succéderait l'ère des trois superriches, *« une diplomatie*, selon Mme Jane Kirkpatrick, *dominée par la troïka Allemagne-Japon-Amérique, et reposant sur la puissance économique de ces trois nations* (2) ». Déjà la RFA, principal bénéficiaire de la nouvelle donne internationale, semble montrer que le mark est une arme terriblement efficace. Une douce euphorie s'installe : *« Il semble clair que le monde se dirige vers un boom économique* (3) », affirme-t-on, non sans imprudence ; et, à Houston, les Sept déclarent à l'adresse du monde, dans cette perspective, vouloir faire de ces dernières années du siècle, *« la décennie de la démocratie »*. Bref, l'Occident apparaît content de soi.



DR

ODILON REDON. – « Le silence » (1911)

Il semble oublier que la démocratie est un long cheminement, qu'elle demeure sans cesse perfectible, et qu'elle est en permanence façonnée, polie par les revendications des citoyens insatisfaits. Le régime démocratique peut ainsi corriger les excès du capitalisme car l'objectif de la civilisation n'est pas la productivité en soi, mais bien *le* bonheur des hommes.

AU lieu de plastronner, ces pays riches ne devraient-ils pas méditer sur leur coupable silence devant la permanence des injustices ? Pourquoi la croissance économique ne permet-elle pas la réduction des inégalités ? Aux Etats-Unis, *« en 1990, les 2,5 millions d'Américains les plus riches vont percevoir la même masse nette de revenus que les 100 millions de personnes qui se trouvent en bas de l'échelle* (4) », et en l'an 2000, 11,9 % de la population du monde produira 56,7 % de sa richesse, en saccageant l'environnement. On sait qu'en France un chômeur sur deux ne perçoit aucune indemnité et que les revenus du travail progressent moins que ceux du patrimoine ou de l'épargne.

Silence aussi des démocraties quand elles négligent, au Sud, les 3 milliards d'hommes vivant au bord de la famine et où une personne sur trois vit avec moins de 6 F par jour. Elles restent pratiquement muettes sur les solutions qui permettraient de résoudre le problème de la dette (1 322 milliards de dollars) principale cause de la stagnation des tiers-mondes. Beaucoup de régimes dictatoriaux du Sud ont été soutenus, au nom de l'alliance anticommuniste, par l'Ouest qui a longtemps gardé le silence sur les nombreuses atteintes aux droits de l'homme. Qu'en sera-t-il désormais ? Çà et là, de vertueux appels au rétablissement des libertés sont lancés. Mais, chacun le sait, une démocratie sans développement n'est qu'une illusion.

A l'heure de la mondialisation, la démocratie demeure une aspiration universelle. Les citoyens peuvent-ils accepter que cet idéal soit dilapidé, gaspillé, flambé par des Etats qui en font un simple cadre juridique, rabaissant l'homme et glorifiant avant tout les égoïsmes et le profit ?

(1) *Time*, 28 mai 1990.

(2) *La Tribune de l'Expansion*, 18 juillet 1990.

(3) *US News and World Report*, 16 juillet 1990.

(4) *La Tribune de l'Expansion*, 25 juillet 1990.

NAISSANCE D'UNE NOUVELLE HÉGÉMONIE ?

Conquérante Allemagne

Après l'union monétaire du 2 juillet dernier, l'« acceptation définitive » de la frontière Oder-Neisse à l'est de la RDA et, surtout, la rencontre du Caucase entre MM. Kohl et Gorbatchev – qui consacre la position privilégiée de la future Allemagne en URSS, – la RFA apparaît comme une formidable puissance économique qui, profitant de la faiblesse de ses partenaires de la CEE, s'apprête à dicter sa loi au cœur du Vieux Continent.

Grâce à l'action des konzerns, ces consortiums industriels présents depuis longtemps dans toute la Mitteleuropa, l'Allemagne unie dominera les trois zones économiques européennes (CEE, AELE et COMECON) et sera peut-être tentée d'y constituer « une aire de coprospérité » dont elle tirerait le principal profit. Assiste-t-on à la naissance d'une nouvelle hégémonie ?

Par LAURENT CARROUÉ *

TROISIÈME puissance mondiale par son produit intérieur brut, la RFA ne cesse d'accumuler les records économiques : en 1989, ses excédents commerciaux (135 milliards de marks) (1) en font le premier exportateur mondial devant le Japon et les Etats-Unis, et représentent un quart des échanges mondiaux. Face à l'implosion des pays du Sud et aux difficultés des Etats-Unis, elle a réorienté son commerce vers les pays développés d'Europe, qui absorbent aujourd'hui 70 % de ses exportations, tandis que la part des Américains est tombée de 10 % à 7 % (2). Ce dynamisme hégémonique s'appuie sur un puissant socle industriel et technologique, ainsi qu'en témoigne la structure de la population active : 40 % des emplois dans l'industrie en 1988, contre 33 % pour l'ensemble de la CEE et seulement 30 % au Royaume-Uni.

En 1988, alors que le produit national brut connaît sa croissance la plus élevée de la décennie avec + 3,4 %, la production industrielle augmente, elle, de 3,6 %. Fin 1988, l'appareil de production tourne à 89 % de ses capacités, ce qui provoque de graves tensions en raison d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée : en 1989, 430 000 emplois sont créés (soit + 1,6 % de la population active), dont un tiers dans l'industrie. Dans cette dynamique, l'élargissement de la base productive à la RDA, à la faveur de l'unification, pose certains problèmes, mais elle représente l'un des moyens de dépasser les contradictions accumulées et d'assurer la pérennité de l'hégémonie allemande dans la CEE et dans toute l'Europe.

Ces capacités industrielles se conjuguent avec des potentialités financières d'une rare puissance. En juillet 1989, la RFA est le deuxième pays créancier au monde derrière le Japon, avec 427 milliards de marks d'avoirs nets, dont 151 milliards de marks d'actifs nets dans la seule CEE (3). La RFA possède les moyens financiers à la hauteur de ses ambitions (4).

(Lire la suite page 16).

* Centre de recherches industrie et aménagement, Institut de géographie de l'université Paris-I.

(1) 1 mark = 3,35 F environ.

(2) Voir à ce sujet J.-M. Dinand, « Comparaisons des excédents commerciaux allemands et japonais », revue *Japon*, juin 1988.

(3) Rapport mensuel de la Bundesbank, *Correspondance économique*, octobre 1989.

(4) Voir Frédéric F. Clairmonte, « *Le triomphe du capitalisme financier* », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

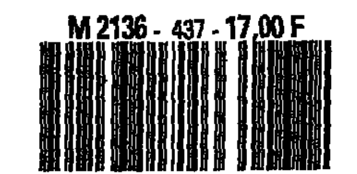
DANS CE NUMERO :

Du pain et des jeux

Le monde change de bases. Le rideau de fer s'évanouit. L'Occident triomphe brusquement. *« Sa victoire froide, largement inattendue*, écrit Ignacio Ramonet, *est venue soudain détruire le sens de toute l'architecture diplomatique, la rendant littéralement caduque, absurde » (page 1)*. Pourtant, les gagnants ne pavoisent pas ; seule, sans complexes, se réjouit une *« conquérante Allemagne »* avec ses konzerns *« qui s'affirment de plus en plus en position dominante au sein de la CEE » (pages 1, 16 et 17)*.

MALAISES

Ailleurs, de nombreux malaises affleurent. Sur la défensive, les complexes militaro-industriels cherchent *« à définir de nouvelles menaces. Sans oublier les anciennes » (page 9)*. Les Etats-Unis semblent incapables de remplacer *« une stratégie politico-militaire de guerre froide par une stratégie politico-financière de pareille ampleur » (pages 10 et 11)*. L'Europe de l'Est commence à être ravagée par les effets des réformes économiques que l'URSS voudrait mettre en œuvre *« avant qu'il ne soit trop tard » (page 8)*.


M 2136 - 437 - 17,00 F

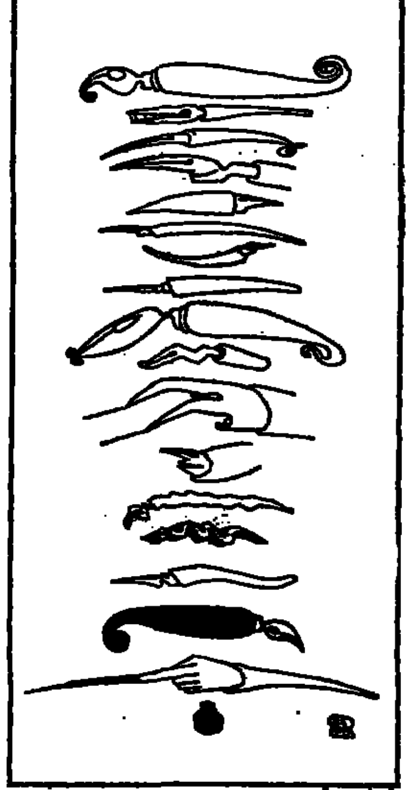
La subsistance des populations reste la préoccupation majeure d'un Sud où s'accentue *« la marginalisation des nations déshéritées » (pages 6 et 7)* ; où se rallument de *« vieilles guerres » (page 5)* ; et où explosent des colères longtemps refoulées, comme celle des Indiens d'Équateur *(page 3)*.

MYTHOLOGIES

A défaut d'offrir du pain à tout le monde, le capitalisme euphorique abreuve le bon peuple, grâce à la télévision, de séries, de *soap operas*, de sport et de jeux... Aux Etats-Unis, l'information elle-même devient un spectacle hyperréaliste que l'on raconte comme une fiction avec des figurants rémunérés *(pages 22 et 23)*. *« Racontée aux enfants »* par les bandes dessinées, la guerre froide fleurait bon naguère la mythologie *(pages 14 et 15)*. Ainsi mis en scène par les médias, notre monde oscille entre le conte de fées et le cauchemar.

Voir le sommaire détaillé page 28.

COURRIER DES LECTEURS



La Yougoslavie oubliée ?

M. Max Deschampt, adjoint au maire du Creusot, nous envoie un appel en faveur de la Yougoslavie dont voici les principaux extraits :

Nous sommes des femmes et des hommes venant d'horizons professionnels divers, animés de sensibilités politiques différentes avec un point commun : nous sommes des amis de la Yougoslavie. Dans nos villes ou régions, nous travaillons au développement des liens d'amitié, de la coopération la plus large avec ce pays des Balkans qui nous est cher. (...)

Aujourd'hui, de profonds bouleversements naissent en Europe centrale et orientale. Nous nous en réjouissons d'autant plus qu'ils signifient davantage de paix, moins d'armes, plus de coopération entre la France et ces pays qui attendent beaucoup de nous. Des menaces, des craintes subsistent : unification de l'Allemagne, résurgence des nationalismes. (...)

Nous n'avons jamais eu de contentieux avec ce pays ami. La France continue de bénéficier d'un capital de sympathie qui étonnerait beaucoup de Français. En Serbie, l'amitié avec la France, scellée en 14-18, représente une réalité tangible, de même en Slovénie, Croatie, et dans les autres Républiques. (...)

Nous voulons simplement attirer l'attention de l'opinion publique française, des responsables politiques et économiques, sur la nécessité de ne pas oublier la Yougoslavie. C'est dans l'adversité, dit-on, que l'on connaît ses vrais amis. Nous tenons à affirmer que la France s'honorerait, dans les moments difficiles que connaît ce pays, à développer l'aide économique, la coopération avec la Yougoslavie. Il ne s'agit pas de lui faire la charité. Nous connaissons la fierté et le patriotisme des Yougoslaves. Leur lutte de 1941 à 1945 l'a assez prouvé pour qu'ils n'aient pas à se justifier. Nous pensons que ces qualités les aideront à surmonter leurs difficultés et à retrouver l'unité qu'ils ont démontrée pendant et après la guerre.

Mais nous demandons que la France accorde une attention particulière à impulser la coopération économique, scientifique et culturelle avec la Yougoslavie amie. Elle en a besoin, elle ne mendie pas. (...) *(Association interrégionale France-Yougoslavie, hôtel de ville, BP 91, 71206 Le Creusot Cedex.)*

● On nous annonce d'autre part la création de l'Union nationale des amitiés franco-roumaines, qui vise *« à développer les échanges entre les deux pays et à intégrer la Roumanie dans le giron de la francophonie ». (Mme Duprat, 19, rue du Chai-des-Farines, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-81-85-47.)*

Le spectre des Oustachi

Mme Sophie Juka, docteur en philosophie, de New-York, nous écrit à propos de l'article d'Yves Plasseraud, « Après un si long état de déficit démocratique », paru dans notre numéro de juin :

Qu'on me permette une toute petite remarque, M. Plasseraud écrit que 700 000 personnes ont été victimes des massacres *« perpétrés par les Oustachi contre les juifs et les Serbes »*. C'est, en effet, ce même chiffre qui figure aussi dans les livres scolaires yougoslaves (1974), mais il représente les victimes serbes seulement. Selon une estimation plus récente du parti communiste du pays, le nombre des victimes serait de 800 000. Par ailleurs, un général d'origine serbe, ancien partisan, a déclaré que le nombre des Serbes qui ont péri pendant *« la guerre, rien qu'à Jasenovac, dépasse le million »*. C'est ce chiffre que donne également, pour les victimes serbes, *« dans la Croatie nazie »*, l'écrivain Vuk Draskovic dans son article « Confrontation avec la vérité » (*le Monde diplomatique*, avril 1989).

Xénophobie à la Réunion

Après lecture du supplément sur « la Réunion, entre l'Europe et l'océan Indien » (le Monde diplomatique, *juin 1990), un professeur du lycée Leconte-de-Lisle, à Sainte-Clotilde* (la Réunion), *qui préfère garder l'anonymat, nous écrit :*

Trois années passées dans l'île m'ont convaincu que les différents groupes ethniques (où le particularisme qui demeure très fort est exploité et renforcé par les politiciens) cohabitent sans aménité et que, comme partout où ils sont minoritaires, les Noirs se retrouvent en bas de l'échelle sociale, notamment nos compatriotes mahorais, beaucoup plus mal traités ici qu'en métropole : travail non déclaré, bidonvilles, ostracisme, mépris, etc.

J'ajouterai que la classe moyenne réunionnaise est, à rigoureusement parler, constituée des professions libérales – médecins, avocats, etc. – et surtout des commerçants et des propriétaires fonciers, qui empochent une part importante des sursalaires versés aux fonctionnaires (...).

De Paris, on ne peut imaginer combien la compétition pour les sursalaires du secteur public est la cause de la xénophobie manifestée à l'encontre des fonctionnaires métropolitains par nos concurrents locaux avides de mettre la main sur la fameuse « indemnité de vie chère », vie chère qui ne l'est vraiment que pour les sous-smicards du secteur privé.

La démagogie politicienne et syndicale prétend qu'il s'agit de la défense de l'emploi : rien n'est plus faux, il ne s'agit que de la course aux sursalaires. Qu'on les supprime, et vous verrez retomber du même coup toute l'agitation raciste antieuropéenne de ces Français « par profession » que sont nos xénophobes ultramarins et souvent ultras tout court, sous des phrases populistes. A la Réunion comme aux Antilles, l'Européen est *persona non grata*, y compris celui qui a consacré son existence à la lutte contre le racisme : pas de travail dans le privé pour la femme du prof muté, tracasseries pour la scolarité de ses enfants, etc. Ici nous sommes pris entre le marteau de l'appareil d'Etat, aux ordres des élus locaux, et l'enclume de la population, qui nous tolère à condition que l'on se fasse tout petit (...).

Il faut dire que la corruption de masse et le parasitisme sont les deux plaies majeures de nos jolis départements d'outre-mer, qu'il y existe un racisme anti-européen endémique, ouvert, toléré, encouragé, et périodiquement des ratonnades, connues (Baimbridge, Trinité, etc.) ou confidentielles, et que tout le reste n'est que folklore destiné à donner le change. De plus en plus nombreux sont les Français qui font ces tristes expériences et qui attendent de leurs représentants une explication franche et des solutions acceptables.

A continuer dans la voie de la mortification et du mensonge, on pousse le peuple dans les bras de M. Le Pen.

Syndicalisme et armée

M. Maurice Antoine, officier supérieur en retraite, nous fait part de ses réflexions après lecture de la lettre de MM. Aerts, Libin et Stassens publiée dans notre numéro de mai :

Pour avoir fait campagne pendant plusieurs années, au contact de milliers de cadres et de soldats, j'ai le sentiment que cet aspect spécifique du métier des armes et sa finalité interdisent toute forme de syndicalisme.

En effet, le risque couru en commun, la nécessité de décisions rapides, la tension permanente et extrême du combat imposent entre les chefs et les hommes une communauté d'esprit faite de confiance, d'acceptation et de reconnaissance des responsabilités du guide face à la décision qui peut conduire à requérir le tribut du sang.

De ce fait, tout rapport de force, conflictuel ou non, semble exclu. Le dialogue existe, par compréhension mutuelle tacite, pour orienter la volonté de tous vers un seul objectif en un faisceau commun.

L'expérience prouve que, dans les situations les plus dangereuses et les plus tendues, les exécutants ne souhaitent nullement partager le redoutable privilège de la décision. A cet instant précis, les yeux de tous, tournés vers le chef lui disent, sans ambiguïté possible : « Commande ! ».

On objectera, avec raison, que les armées sont, plus souvent, Dieu merci, dans les casernes ou en manœuvres que sur les champs de bataille. Mais l'habitude des rapports qui président, à la guerre, entre la troupe et le chef, doit, à l'évidence, être prise pendant le temps de paix. Au cours des manœuvres précisément. Elle fait partie de l'instruction.

Reste qu'il est tout à fait louable que les militaires souhaitent, à tous les niveaux, participer à l'élaboration des décisions relatives aux conditions matérielles et quotidiennes de leur existence dans les garnisons.

La démocratie au Nicaragua

L'article de Jorge Castaneda, « Leçons d'une défaite au Nicaragua », paru dans notre numéro d'avril dernier, nous a valu un important courrier : plusieurs lecteurs ont exprimé leur désaccord avec l'analyse faite par notre collaborateur (qui est, comme on sait, actuellement menacé de mort au Mexique par des Escadrons de la mort).

Voici, à titre d'exemple, les arguments de Mme Françoise Denis, d'Andrimont, Belgique.

Les élections libres ont déjà eu lieu au Nicaragua le 4 novembre 1984. Sept partis, de l'extrême gauche à la droite modérée, y ont participé, tandis que sous la pression des Etats-Unis, cherchant à discréditer le scrutin, trois partis de droite refusaient d'y défendre leur programme. Ces élections avaient donné un peu plus de 60 % des voix au FSLN, qui bénéficiait ainsi d'une confortable majorité, mais restait cependant loin des aberrants résultats des partis uniques, qui veillent toujours à friser les 100 % lors des farces électorales qu'ils organisent parfois. En 1984, la plupart des observateurs internationaux présents au Nicaragua avaient déjà reconnu que le scrutin s'était déroulé dans des conditions libres et honnêtes, confirmant ainsi la fiabilité des résultats.

L'Assemblée élue en 1984 était constituante. Lorsque la rédaction d'un premier projet de Constitution fut terminée, celui-ci fut imprimé à des milliers d'exemplaires, pour être lu, analysé et critiqué dans tout le pays. Les citoyens réunis en assemblées syndicales, paroissiales ou professionnelles, mouvements de femmes, de jeunes ou organisations ethniques, eurent amplement l'occasion d'apporter leurs remarques, critiques, souhaits et suggestions à propos de ce texte fondamental. Le Parlement étudia tout cela, s'en inspira en partie pour modifier son premier projet, et le vendredi 9 janvier 1987, *la Gaceta*, journal officiel du Nicaragua, publiait le texte de la nouvelle Constitution. Celle-ci prévoit, en son article 5 : *« L'Etat garantit l'existence du pluralisme politique »* et elle stipule en son article 51 que *« les citoyens ont le droit d'élire et d'être élus lors d'élections périodiques »*. Il ressort de tout cela qu'on ne peut affirmer que ces élections ont été imposées aux sandinistes : ils en avaient déjà organisé auparavant, et la nouvelle Constitution du pays prévoyait qu'elles auraient lieu régulièrement.

Leçons d'écologie

M. P. Levaire, de Paris, nous fait part de ses remarques à propos de l'article de Joël de Rosnay « Une culture de la complexité », publié dans le Monde diplomatique *de juin 1990 :*

Après la lecture du premier paragraphe, je m'écrie : « Et le bois ? Et la forêt ? » Comment l'auteur a-t-il pu « oublier » que tout le développement de la civilisation méditerranéenne et européenne a été assuré, sur le plan énergétique, par le bois, jusqu'à la relève du charbon. Et cela non pas sur le revenu, mais sur le capital. Que reste-t-il des forêts de ces pays ? Ce sont elles qui ont fait les frais du développement : elles sont parties en fumées... et en amphores, céramiques, bronze, fer, verre, navires, papier, etc. A tel point qu'il a fallu, au début du vingtième siècle, aller en chercher en Afrique... où, là aussi, c'est le capital qui est détruit ! (...)

Néanmoins, on peut relever que cet oubli est significatif de la bonne conscience sans limite de l'OBD (Occidental Blanc Développé). En effet : qu'allons-nous dire aux pays sous-développés de l'Afrique, à l'Indonésie, au Brésil ? Arrêtez de détruire vos forêts. (...) Vous allez nous asphyxier ! Sommes-nous vraiment bien placés pour donner des leçons d'écologie ? A des gens qui ont faim et ont droit aussi bien que nous à une vie décente ? Ils sont fondés à nous répondre : « Et vous ? Qu'avez-vous fait de vos forêts ? Et vous qui êtes riches et n'en n'avez plus besoin pour financer votre développement, êtes-vous seulement en train de les reconstituer ? » Voici une nouvelle démonstration de votre façon d'écrire l'histoire, vous les OBD !

Colloques et congrès

- ARABIE DU SUD : LE COMMERCE COMME FACTEUR DYNAMISANT DES CHANGEMENTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Journées d'étude sous l'égide du Groupe de recherches sur le Maghreb et le Moyen-Orient, à Paris, les 4, 5 et 6 octobre. *(GREMAMO, université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. – Tél. : 43-36-25-25, poste 4701.)*
- TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES. SESSION SUR L'AMAZONIE. A Paris, du 12 au 16 octobre, à l'initiative de la Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples. *(27, rue de Clignancourt, 75018 Paris. – Tél. : 47-42-77-36.)*
- LA GESTION DES ESPACES PUBLICS DE BEYROUTH EN 1990. Colloque de l'Institut de recherche sur le monde arabe contemporain, à Lyon, les 27, 28 et 29 novembre. *(IRMAC, 7, rue Raulin, 69365 Lyon Cedex 07. – Tél. : 78-72-02-53, poste 370.)*
- A L'HEURE DE L'EUROPE CONCRÈTE. Colloque les 29 et 30 novembre, à Paris, à l'initiative d'Eurocap. *(Eurocap, 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14. – Tél. : 45-80-91-08.)*
- AGRICULTURE ET PAYSANNERIES EN AMÉRIQUE LATINE. MUTATIONS ET RECOMPOSITIONS. Réunion à Toulouse, les 13 et 14 décembre, organisée par le Réseau Amérique latine. *(Université Toulouse-Le Mirail, 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex. – Tél. : 61-50-43-08.)*
- LES MOUVEMENTS ASSOCIATIFS DANS LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE. Colloque international, du 9 au 14 février 1991, à Gisenyi (Rwanda), de l'Association internationale de développement et d'action communautaires. *(AIDAC, 179, rue du Débarcadère, 6001 Marcinelle, Belgique. – Tél. : (071) 36-63-73.)*

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 53 397 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de Mme Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, quatre-vingts abonnements ont été établis : quarante en Afrique et au Proche-Orient, dix-sept en Amérique latine, vingt-deux en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :

M. ou Mme ....

n°......, rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ...... ans, verse par

□ chèque bancaire □ chèque postal

la somme de :

□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.

□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.

□ 340 F pour un abonnement en Asie.

ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS CEDEX 015
Tél. : 42-22-20-20
Télécopieur : 45-48-23-96

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

CINQ CENTS ANS DE RÉSISTANCE

La colère des Indiens de l'Equateur

AU pouvoir en Equateur, le Parti social-démocrate du président Rodrigo Borja a connu un sérieux revers lors des élections générales partielles du 17 juin dernier. Le scrutin s'est déroulé dans un contexte très tendu, marqué par un spectaculaire soulèvement des Indiens (40 % de la population), qui continuent de faire l'objet de nombreuses discriminations. Invoquant *« 500 ans de résistance »*, la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE) réclame, entre autres choses, la restitution des terres spoliées, la reconnaissance de la langue quechua, et des indemnités pour les dégâts écologiques provoqués par l'exploitation pétrolière.

Par ANNE-CLAIRE DÉFOSSEZ et DIDIER FASSIN *

Alors que l'on voit apparaître, en Europe de l'Est et en URSS, des violences mettant aux prises des minorités nationales, que l'on entend invoquer, en Afrique et en Asie, de vieilles rivalités tribales, et qu'au Canada 250 chefs amérindiens soutiennent leurs frères Mohawks du Québec, l'Amérique andine vient à son tour de rappeler avec force – même si les faits sont passés inaperçus dans la presse française – que la structure inégalitaire de sa société était fondée sur des discriminations ethniques, aujourd'hui devenues inacceptables.

Le soulèvement indien, entre le 4 et le 10 juin 1990, exprimait l'exaspération de la catégorie sociale la plus délaissée par les pouvoirs publics (elle représente environ 40 % de la population équatorienne et plus de 80 % de la population rurale). Axes routiers bloqués, marchés ruraux non approvisionnés, *haciendas* prises d'assaut, églises occupées, ces manifestations ont apporté, deux ans avant la célébration du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique – qui sera fêté par les Indiens sur le thème *« 500 ans de résistance indigène »*, – la preuve de l'existence d'un puissant mouvement indigéniste.

Renouant avec une longue histoire de soulèvements contre les colonisateurs et contre les propriétaires terriens, l'épisode actuel trouve son ancrage dans une forme de protestation traditionnelle. Cependant, il se distingue des événements antérieurs par son ampleur nationale sans précédent et par son caractère résolument politique. Comment une expression des revendications indiennes aussi archaïque à première vue a-t-elle pu connaître un aussi grand succès dans l'Equateur moderne ? Quelle est la signification de cette action dans le contexte social et politique du pays ? Quel est l'avenir de ce mouvement indigéniste ?

Violences et rébellions

LES soulèvements indiens ont jalonné l'histoire de l'Equateur, depuis les débuts de la colonisation (1) jusqu'à la période républicaine, bien après l'indépendance. Dans la région andine, la rencontre entre les Espagnols et de grandes concentrations indiennes sédentaires a favorisé le développement d'une relation de dépendance d'un type particulier : les Indiens dominés n'ont pas été systématiquement éliminés physiquement et culturellement, mais assujettis, parfois avec le concours de leurs chefs traditionnels, *kurakas* ou caciques, à la couronne d'Espagne et à ses représentants.

Les soulèvements ont été la réponse à cette situation. Loin d'être statique, la société indienne a été traversée de rébellions qui ont toujours éclaté à l'occasion d'un événement brisant le *statu quo* et faisant exploser les colères et frustrations latentes : un nouveau recensement pour augmenter le nombre de ceux qui sont soumis au tribut ou au travail forcé ; une nouvelle façon de percevoir l'impôt ; les mauvais traitements ; la volonté de récupérer des terres...

Mais ces soulèvements, parfois très violents, ont toujours eu un caractère ponctuel et des objectifs immédiats et limités. Peu étendus géographiquement (contrairement à la rébellion conduite au Pérou par Tupac Amaru et Tupac Catari en 1780-1781, qui alla du Cuzco à l'Argentine), isolés socialement et politiquement (sauf rares exceptions, les métis et le clergé étaient alliés aux Espagnols), ils étaient rapidement réprimés. De plus, même s'ils offraient l'occasion de laisser éclater la haine des « Blancs », ils ne remettaient pas en cause les bases de la société coloniale : l'ennemi visé était l'*hacendado*, le percepteur d'impôt – figure proche et honnie – non les autorités centrales. Ainsi, si les fondements et les modalités de l'exploitation étaient partout peu ou prou les mêmes, les soulèvements entre le dix-septième et le dix-neuvième siècle n'ont jamais permis la constitution d'un front commun indien s'engageant dans la lutte politique.

Le combat pour l'indépendance, auquel ils ont participé activement dans les colonnes de l'armée de libération, puis l'instauration de la République n'ont pas introduit de grands changements dans la situation des Indiens. Jusqu'à nos jours ils continuent d'être des citoyens de seconde zone. Non plus formellement, puisque après trois siècles de minorité légale et politique on leur a accordé l'ensemble des droits civiques, mais dans les faits : ils sont aujourd'hui encore les moins bien éduqués, les moins bien soignés, les moins consultés, les moins bien considérés ; et les conflits de toujours, en particulier pour la récupération des terres et un meilleur niveau de vie, n'ont jamais cessé (2).

Ce qui a changé en revanche, ce sont les formes prises par la lutte et son articulation à d'autres secteurs de la société équatorienne, notamment aux partis de gauche, aux syndicats ouvriers et à l'Eglise. En 1986 est créée la Confédération des nationalités indigènes d'Equateur (CONAIE). Si les conflits traditionnels se poursuivent, s'ouvre un nouvel espace politique où s'articulent revendication ethnique et lutte de classes.

C'est ainsi que, survenant quinze jours avant les élections générales du 17 juin 1990, le soulèvement des Indiens ne pouvait manquer d'apparaître aux yeux de certains comme une action destinée à déstabiliser le gouvernement social-démocrate (Izquierda democratica) du président Rodrigo Borja.

Dans sept provinces andines, les Indiens ont incendié des arbres, bloqué des routes et occupé des propriétés. L'armée a dû employer les grands moyens pour rouvrir les routes, et a arrêté des dizaines d'Indiens qui, à leur tour, ont pris en otages une douzaine de militaires. Tout cela a provoqué un choc dans le pays, et chaque parti politique a tenté de récupérer le mouvement.

Les organisations indigènes ont veillé à rendre impossible tout amalgame, en écartant systématiquement les représentants des partis de leurs réunions et en rappelant sans cesse la spécificité de leurs revendications. Le résultat du scrutin (3) apporte la preuve que les tentatives de récupération du mouvement indigéniste n'ont pas abouti : parmi les sept provinces comptant les populations indiennes les plus nombreuses et ayant eu la participation la plus active au soulèvement – il s'agit de la majorité des provinces rurales de la Sierra, – trois (Cotopaxi, Tungurahua, Bolivar) ont voté à droite, trois (Chimborazo, Cañar, Azuay) ont donné leurs voix à la gauche, une (Imbabura) a conservé sa confiance à la majorité gouvernementale ; si un recul du parti au pouvoir est constaté, il n'est pas plus important que dans les régions moins indiennes du pays et reflète un phénomène de désaffection tout à fait habituel en milieu de mandat présidentiel dans l'histoire équatorienne récente.

Le gouvernement de M. Rodrigo Borja a été contraint d'agir avec modération : il n'était en effet pas question d'entrer en conflit ouvert avec un groupe qui représente 40 % de l'électorat.

Dans la mise en place de la négociation, une institution a joué un rôle décisif : l'Eglise catholique. Il est, à cet égard, révélateur que la première action spectaculaire des manifestants, ait été l'occupation, à Quito, de l'église Santo-Domingo où plusieurs prêtres équatoriens et étrangers sont venus, en signe de solidarité, célébrer la messe pour les quelque deux cents Indiens retranchés. Il est de même significatif que le diocèse du Chimborazo ait publié un communiqué officiel dans lequel il *« se réjouit du fait que le mouvement indigéniste résiste et progresse pour la première fois uni dans son effort pour triompher des pouvoirs de la mort et libérer ainsi la terre-mère et ceux qui y vivent »*.

Un clergé militant

EN fait, la participation de l'Eglise au soulèvement a revêtu plusieurs formes. Tout d'abord, le patient travail réalisé auprès des communautés indiennes, dans certaines régions du pays, a sans aucun doute favorisé une prise de conscience politique, simultanément suscitée par les organisations indigènes. Ensuite, la mise à la disposition des manifestants, dans plusieurs villes, de locaux pour se réunir et de radios pour émettre les messages a incontestablement permis d'améliorer la coordination des opérations. De plus, les soutiens apportés par des collectivités catholiques de quartier, en particulier dans la capitale, ont contribué à assurer une légitimité au mouvement. Enfin, l'intervention directe de certains prélats comme médiateurs entre les dirigeants indiens et le gouvernement d'une part, entre les communautés indiennes et les forces de l'ordre de l'autre, a probablement évité un durcissement du conflit et facilité l'établissement d'une conciliation.

Cette orientation militante d'une partie du clergé catholique en faveur de la cause indigène n'est bien sûr pas récente : elle a été incarnée, dès les années 50, par la figure emblématique du célèbre *« évêque des Indiens »*, Mgr Leonidas Proaño. Mais elle demeure minoritaire au sein d'une institution où, sous l'influence du Vatican et de l'Opus Dei, les positions se rattachant plus ou moins explicitement à la théorie de la libération sont de plus en plus critiquées.

Des divergences sont apparues : soutien actif de l'évêque de Riobamba, l'une des villes les plus indiennes du pays ; condamnation sans ambages de l'archevêque de Guayaquil, la plus grande ville de l'Equateur ; et modération de l'archevêque de Quito, la capitale. Profondément divisée sur la question de son rôle social, l'Eglise n'en reste pas moins, en ce qui concerne sa minorité militante, l'une des forces les plus actives en faveur des Indiens (il est intéressant de noter que les évangélistes, pourtant très présents dans certains cantons ruraux des Andes (4), sont demeurés discrets et que les organisations indiennes se réclamant de ces Eglises ne se sont ralliées que tardivement au mouvement).

Dans un pays où la crédibilité politique des Indiens a toujours été faible (le refus du droit de vote aux analphabètes, a écarté des urnes la quasi-totalité de la population indienne jusqu'en 1979), le soulèvement a donné une légitimité aux revendications indigénistes.

S'il est vrai que la lutte sociale se gagne non seulement dans la rue, mais aussi, aujourd'hui, sur le terrain médiatique, la progression, depuis le 4 juin, de la place consacrée au soulèvement dans les colonnes de la presse écrite témoigne de la réussite du soulèvement.

Ce n'est pourtant pas seulement à l'égard de l'extérieur que le mouvement indigéniste a remporté une victoire : c'est aussi par rapport à lui-même. La conscience qu'ont collectivement les Indiens d'être devenus une force politique avec laquelle il faudra maintenant compter n'est pas le moindre des acquis de l'opération.

Toutefois, on voit mal comment le gouvernement céderait sur des exigences telles que la remise aux Indiens des terres pour lesquelles ils sont en conflit avec des grands propriétaires, le blocage des prix des denrées de première nécessité, la libre circulation internationale pour leurs produits commerciaux, la suppression de l'impôt municipal sur la propriété...

Dans un avenir plus lointain, le problème central est celui de la participation des Indiens à la vie politique, leur accès aux carrières administratives, aux professions intellectuelles, aux mandats parlementaires, etc. Ce qui implique la transformation profonde d'une société où les Indiens demeurent les plus nombreux dans les institutions publiques et sur les campus universitaires, et complètement absents des appareils des partis.

Organisation politique constituée sur une base ethnique, la CONAIE regroupe, à l'échelon national, les diverses nationalités indiennes, et se déclare *« seul représentant légitime des quatre millions d'habitants victimes depuis des siècles de discriminations* (5) ».

Cependant, la réalité équatorienne se transforme ; quelles que soient les différences et les inégalités, société indienne et société métisse ne sont pas forcément *« deux mondes superposés »* (6). En ne prenant pas suffisamment en compte cette évolution, les dirigeants indiens risqueraient de figer leur mouvement dans un mythe identitaire, et nieraient le travail de l'histoire.

COLOMBIE
PÉROU
Océan Pacifique
San Lorenzo
Esmeraldas
ESMERALDAS
Awa
Chachi
CARCHI
IMBABURA
Tsachila
QUITO
PICHINCHA
A'i (cofan)
Siona Secoya
COSTA
MANABI
Portoviejo
SIERRA
COTOPAXI
NAPO
LOS RIOS
TUNGURAHUA
Huaorani
BOLIVAR
Riobamba
PASTAZA
CHIMBORAZO
Guayaquil
GUAYAS
AMAZONIA
CAÑAR
MORONA SANTIAGO
Cuenca
AZUAY
Machala
EL ORO
LOJA
ZAMORA CHINCHIPE
0 100 km
PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES
Quechua
Shuar Achuar
Awa Autres groupes ethniques
Limites de provinces
Routes principales
Voies ferrées
EQUATEUR
Océan Pacifique
Océan Atlantique
2500 km

Cartographie : Philippe Rekacewicz

Superficie : 270 670 km²
Capitale : Quito (environ 1,5 million d'habitants)
Population : 10 millions
Mortalité infantile : 63 ‰
Analphabétisme : 17,6 %
Produit intérieur brut : 10,3 milliards de dollars (1987)
Dette extérieure : 11 milliards de dollars (1988)
Taux d'inflation : 54,2 % (1989)
Principales productions : pétrole, gaz naturel, pêche, noix de coco, bananes, café
Importations : 1 714 millions de dollars
Exportations : 2 192 millions de dollars

* Respectivement : sociologue à l'institut santé et développement, université Paris-VI, et médecin et sociologue à l'Institut français d'études andines, Quito.

(1) Consulter à ce sujet Segundo Moreno Yañez : *Sublevaciones indigenas en la audiencia de Quito desde comienzos del siglo XVIII hasta finales de la Colonia*, Editions de la Pontifica Universidad Catolica del Ecuador, Quito, 1985.

(2) *Cf.* Ignacio Ramonet, « La solitude des invisibles », *le Monde diplomatique*, juin 1989.

(3) Le Parti social-chrétien de l'ex-président Febres Cordero a obtenu 16,4 % des voix ; la Gauche démocratique du président Rodrigo Borja seulement 12,1 %.

(4) *Cf.* Sabine Hargous, « L'action de Vision mondiale en Equateur », *le Monde diplomatique*, juin 1985.

(5) C'est ce qu'on peut lire dans le manifeste *Las nacionalidades indigenas en el Ecuador, Nuestro proceso organizativo*, Editions Tincui-Abya Yala, Quito, 2e éd., 1989.

(6) *Cf.* Osvaldo Hurtado et Hernan Salgado, *Dos Mundos superpuestos. Ensayo de diagnostico de la realidad ecuatoriana*, INEDES, Quito, 1980.



L'AFRIQUE ANGLOPHONE GAGNÉE PAR LA CONTESTATION

Incertitudes en Zambie et en Tanzanie

ACCUSANT ses adversaires d'avoir *« libéré les forces de la haine »*, le président zambien Kenneth Kaunda a reporté à août 1991 le référendum sur la légalisation des partis politiques. Tout en acceptant de libérer les prisonniers accusés d'avoir comploté contre lui, il a refusé de lever l'état d'urgence. En Tanzanie, les élections générales d'octobre devraient marquer une avancée sur la voie du pluripartisme. Mais le succès de la démocratisation dans ces deux pays dépendra aussi de leur capacité à résoudre leurs graves problèmes économiques et sociaux.

Par VICTORIA BRITTAIN *

Après les régions d'expression française, les Etats de l'Afrique anglophone sont à leur tour confrontés à la contestation. De violentes manifestations secouent le Kenya où le président Daniel Arap Moi, incapable de résoudre les graves difficultés du pays, refuse toute ouverture vers le multipartisme et la démocratie (1). En Tanzanie et en Zambie, les élites au pouvoir depuis les indépendances sont mises en cause, alors que s'estompent les vieux rêves de justice et d'égalité, et que les deux pays se retrouvent à nouveau dépendants de décisions prises à l'extérieur de leurs frontières.

A l'aube du 30 juin 1990, après l'annonce par la radio du « renversement » du président zambien Kenneth Kaunda, des milliers de personnes manifestèrent leur joie dans les rues. Les portraits de M. Kaunda avaient déjà été lacérés et brûlés durant les émeutes qui avaient précédé la tentative avortée de coup d'Etat, et sa voiture de cérémonie – un cadeau offert par le Royaume-Uni à l'occasion de l'indépendance il y a vingt-cinq ans – fut lapidée par la foule. Quelques semaines auparavant, dans la métropole tanzanienne, Dar es-Salaam, une faculté fut rapidement fermée et les étudiants renvoyés dans leurs foyers après que des dizaines de caricatures insultantes pour le président Hassan Ali Mwinyi eurent été dessinées sur le « mur de la démocratie » de l'université.

Bien que de nature différente, ces incidents témoignent chacun à leur manière de la chute d'autorité des pouvoirs en place en Afrique et de la hardiesse de l'opposition, nourrie par le désespoir et les désillusions devant l'effondrement du niveau de vie durant la dernière décennie. Les deux cas illustrent aussi la violence de ces sociétés où la politique a été réduite à un rituel stérile dont la majorité s'est sentie de plus en plus exclue.

Pour la Zambie comme pour la Tanzanie, l'imposition par le Fonds monétaire international de ses programmes d'ajustement structurel et leurs conséquences sur la population ont été les détonateurs de l'effondrement de la crédibilité des gouvernements. Même si les racines de ces événements plongent profondément dans les échecs économiques et politiques, et dans les relations inégales entretenues avec les économies du Nord.

En Zambie, les émeutes de juin dernier, qui ont fait vingt-trois victimes, ont éclaté après l'annonce du doublement des prix de la farine de maïs. Elles furent une répétition des manifestations de 1986, déclenchées aussi à cause des augmentations de prix imposées dans le cadre d'un programme du FMI et qui avaient provoqué la mort de quinze personnes : le président Kaunda avait alors été obligé de rapporter les hausses, ce qui entraîna une suspension des prêts du FMI et donc de toute l'aide internationale (2).

Cette fois, le président a réagi de manière différente et a indiqué clairement qu'il ne dévierait pas de sa ligne. Mais le prix politique risque d'être lourd pour lui et son parti, l'United National Independance Party (UNIP), car les bailleurs de fonds occidentaux font désormais pression pour imposer le multipartisme. Mais le président Kaunda a reporté un référendum sur cette question prévu en octobre prochain et s'est prononcé vigoureusement contre le multipartisme qui suppose la disparition de l'UNIP, trop impopulaire.

En Tanzanie au contraire, où le parti Chama Cha Mapinazi est moins discrédité, l'ancien président Julius Nyerere, qui s'est démis de ses fonctions de secrétaire général, s'est déclaré favorable au multipartisme et à des élections libres dont il sortirait, vraisemblablement, vainqueur.

Ces évolutions se déroulent dans le cadre de la détérioration continue de la situation économique sur le continent, amorcée au début des années 80 et qui n'a pas été stoppée par les programmes d'ajustement structurel imposés par le FMI (3). Elles démontrent aussi le contrôle total que les organisations de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI) exercent désormais sur les gouvernements africains – disposant de plus de pouvoir que les anciens maîtres coloniaux – comme le dit M. Adebayo Adedeji, le secrétaire général de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (4).

Presque sans débat, si ce n'est dans les coulisses du pouvoir, les gouvernements occidentaux et la Communauté économique européenne soumettent leur aide à l'acceptation par le FMI et la Banque mondiale des politiques des anciennes colonies. Le président zambien Kaunda n'avait pas le choix, ses précédentes tentatives, après 1986, d'élaborer son propre programme d'austérité ayant échoué devant le front uni des bailleurs de fonds occidentaux.

Solitaire, le président tanzanien Nyerere s'est battu six années durant, à partir de 1980, contre les projets du FMI car ils aboutiraient forcément, selon lui, à des soulèvements sociaux et à une inadmissible utilisation des forces de sécurité contre la population. Finalement, sous la pression des Occidentaux, en particulier de ses vieux amis scandinaves, la Tanzanie a dû secrètement accepter les conditions du FMI juste après la démission de M. Nyerere de la présidence en 1985.

Les sombres prévisions de M. Julius Nyerere ne se sont pas réalisées, mais le pays a connu des bouleversements sociaux dont le récent affrontement avec les étudiants n'est qu'un exemple. A l'instar du Ghana, la Tanzanie est présentée aujourd'hui par la Banque mondiale et le FMI comme un *« succès éclatant »* pour lequel ce pays est récompensé par une aide annuelle de 900 millions de dollars. Mais, également comme au Ghana, les investissements privés qui devaient servir à amorcer une croissance durable, n'ont pas été réalisés. Et le flux de l'aide extérieure ne continuera pas indéfiniment...

Avec, respectivement, 160 dollars et 290 dollars de produit national brut par habitant, la Tanzanie – qui fait partie des pays les moins avancés de la planète *(lire les articles pages 6 et 7)* – est classée septième, et la Zambie treizième sur la liste des Etats les plus pauvres d'Afrique. Ces deux pays ont été, depuis l'indépendance, il y a vingt-cinq ans, les symboles sur le continent des idéaux chrétiens et socialistes enracinés dans la tradition de la Fabian Society qui a longtemps influencé le Parti travailliste britannique. Ces idéaux ont été partagés par toute une génération dans cette partie de l'Afrique anglophone : un Etat providence assurant l'éducation, la santé, l'accès à l'eau, les routes et procurant un sens de l'identité nationale à la population paysanne. Ce rêve s'est en partie réalisé durant les premières années de l'indépendance. Mais très vite, il s'est dissipé.

Dans le cas de ces deux pays, comme dans le reste de l'Afrique, l'échec du développement rural est à l'origine du désastre économique. Le déclin de la production agricole, le recours accru aux importations alimentaires et l'incapacité de payer les importations à la suite de l'effondrement des prix des matières premières, ont accentué les distorsions de l'économie. Les deux gouvernements ont payé aussi le prix de leur appartenance au groupe des Etats de la ligne de front contre le régime raciste d'Afrique du Sud et subi les manœuvres de déstabilisation sud-africaines – la Tanzanie ayant même envoyé des troupes au Mozambique pour défendre le gouvernement du FRELIMO. Enfin, les deux pays abritent des centaines de milliers de réfugiés sud-africains et mozambicains.

Lors de l'accession à l'indépendance, la sécurité économique de la Zambie était assurée par l'exploitation des mines de cuivre du Nord dont provenaient 90 % des recettes d'exportation ; en 1964, les réserves du pays se montaient à 2 milliards de dollars. La crise pétrolière et la chute des prix du cuivre, au milieu des années 70, ont amoindri ces atouts. L'absence de devises a entraîné une pénurie de pièces de rechange et la chute de la production. Le déficit budgétaire, le recours à l'inflation, et les emprunts à l'étranger ont été des réponses à court terme choisies par le gouvernement, personne n'imaginant que la dépression des prix du cuivre durerait. Une décennie plus tard, alors que se redressaient les cours, la dette culminait à 6,5 milliards de dollars, l'inflation s'élevait à 100 % par an, la plupart des usines ne fonctionnaient qu'à 40 % de leurs capacités et les villes étaient submergées par des paysans déracinés, chassés de leurs terres par les faibles prix agricoles.

« Nous avons commis une énorme erreur, nous avons subventionné la consommation non la production (5) », a déclaré récemment le président Kaunda. S'adressant aux six cents membres du conseil national de son parti, l'UNIP, il a évoqué la pauvreté croissante, l'état lamentable des infrastructures, le taux croissant de criminalité, le marché noir et le chômage en expansion. Il a prévenu que l'ajustement structurel créerait *« encore plus de difficultés et de souffrances pour le peuple »*, mais que, à l'horizon, se profile *« le but envié de la prospérité »*.

Il y a dix ans, et même il y a encore cinq ans, la stature politique de M. Kaunda lui aurait permis de défendre un tel message. Aujourd'hui, l'explosion de joie qui a suivi l'annonce prématurée de sa chute montre combien son image s'est dégradée ; même si chacun sait qu'il n'existe pas de solution de rechange à l'UNIP.

La Tanzanie a vécu une histoire similaire à celle de la Zambie avec ses infrastructures ruinées et le déclin du niveau de santé et d'éducation – l'une des fierté des premières années qui suivirent l'indépendance quand le pays occupait la première place en Afrique pour l'alphabétisation et la vaccination infantile (6). Entre 1980 et 1986, le niveau de scolarisation est tombé de 93 % à 69 %, avant de remonter à 74 % l'année dernière. L'administrateur du principal hôpital de la capitale, le professeur Sarungi, a déclaré que le déficit par rapport aux besoins minimaux avait été, dans les trois dernières années, de 23 %, 33 % et 43 % ; les cliniques dans la capitale et surtout dans les zones rurales manquent souvent de médicaments. A Pemba, la seconde île de l'archipel de Zanzibar, 60 % des enfants souffrent de malnutrition.



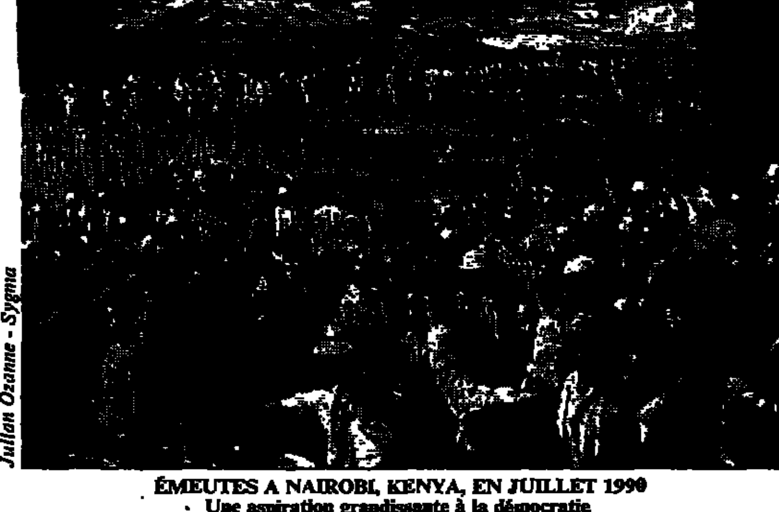
Un « nouveau colonialisme »

LE changement des priorités est illustré par les statistiques officielles : entre 1972 et 1987, les crédits de la défense sont passées de 11,9 % à 15,8 % du budget, alors que ceux de l'éducation chutaient de 17,3 % à 8,3 %. En Zambie, le déclin des dépenses de santé a été du même ordre mais on ne connaît pas le budget de la défense. Ces faits et la baisse de 14 % des revenus réels par rapport à 1977 contredisent les statistiques de la Banque mondiale qui parlent de 4 % d'augmentation du PNB de la Tanzanie durant les trois dernières années.

La seule évolution visible depuis la mise en place des programmes d'ajustement structurel en 1986 est l'abondance des biens de consommation à Dares-Salaam : des vidéos et télécopieurs importés de pays du Golfe aux sucreries et à la levure pour gâteaux venant d'Europe. Ces marchandises représentent des rêves inaccessibles pour n'importe quel salarié mais en disent long sur le niveau de corruption, un sous-produit désormais admis des plans d'austérité appliqués sous l'égide du FMI.

Selon les calculs du président tanzanien, les émoluments d'un assistant de l'université couvrent six jours de besoins d'une famille moyenne (7). Comme d'autres salariés, professeurs, médecins ou hauts fonctionnaires, les universitaires recourent, pour nourrir leur famille, au double emploi : chauffeurs de taxi, travail dans les cliniques privées, trafics divers, etc. La corruption et le cynisme ont remplacé la probité et l'idéalisme qui marquaient la Tanzanie au lendemain des indépendances.

Pourtant, de nombreux cadres n'ont pas abandonné leurs idéaux socialistes et les élections du 28 octobre permettront d'apprécier les rapports de forces à l'intérieur même du parti et de savoir si la Tanzanie réussira à imposer sa propre philosophie du développement ou si, au contraire, elle succombera au *« nouveau colonialisme »* dénoncé par le professeur Adebayo Adedeji.



ÉMEUTES A NAIROBI, KENYA, EN JUILLET 1990
Une aspiration grandissante à la démocratie

Julian Ozanne - Sygma

* Journaliste, auteur de *Hidden lives, Hidden deaths, South-africa's crippling of a continent,* Londres, 1988.

(1) Lire Victoria Brittain, « Le Kenya dans toute sa fragilité », *le Monde diplomatique,* août 1987.

(2) Lire Bokwe Mafuna, « La Zambie dans le carcan de la politique d'austérité », *le Monde diplomatique,* janvier 1988.

(3) Lire *l'Afrique subsaharienne : de la crise à la croissance durable,* Banque mondiale, novembre 1989.

(4) Sur la critique des programmes d'ajustement structurel, lire Adebayo Adedeji, *le Monde diplomatique,* septembre 1989.

(5) *The Guardian,* Londres, 2 juillet 1990.

(6) Lire Bernard Joinet, « Le socialisme tanzanien et les contraintes du système financier international », *le Monde diplomatique,* octobre 1981.

(7) *Academic Staff Assembly Newsletter,* université de Dar es-Salaam, nº 10, février 1990.

Points de repère

	ZAMBIE	TANZANIE
Superficie :	753 000 km²	945 000 km²
Population :	7,6 millions	24,7 millions
PNB/habitant :	290 dollars	160 dollars
Dette (en dollars) :	6,5 milliards	4,7 milliards
Espérance de vie :	53 ans	53 ans
Mortalité infantile :	78 ‰	104 ‰

(Tous les chiffres sont de 1988)

ÉVOLUTION POLITIQUE :

1919 : l'Afrique de l'Est, perdue par l'Allemagne, est partagée entre la Belgique et la Grande-Bretagne, qui reçoit le mandat sur le Tanganyika.

1924 : le territoire de la Zambie, administré jusque-là par la British South Africa Company, passe sous la juridiction du Colonial Office à Londres.

9 décembre 1961 : indépendance du Tanganyika sous la direction de Julius Nyerere.

Décembre 1963 : indépendance de l'île de Zanzibar qui met fin à plus de soixante-dix années de contrôle britannique.

27 avril 1964 : fusion du Tanganyika et de Zanzibar au sein de la Tanzanie.

24 octobre 1964 : indépendance de la Zambie sous la direction de Kenneth Kaunda.

1967 : déclaration d'Arusha définissant la philosophie du développement en Tanzanie et confirmant l'*« option socialiste »*.

1985 : démission du président, Nyerere, qui reste toutefois actif politiquement.

Décembre 1985 : émeutes en Zambie à l'annonce d'un programme d'austérité.

Juin 1990 : nouvelles émeutes en Zambie et tentative de coup d'Etat.

AFRIQUE AUSTRALE, L'AFRIQUE DU SUD, SES VOISINS, LEUR MUTATION. – Georges Lory

★ Autrement, Paris, 1990, 265 pages, 119 F.

Résolument optimiste, Georges Lory présente, dans un dossier très clair et complet, l'un des trois « pôles de développement » de l'Afrique de demain. A côté du Grand Maghreb et du Nigeria, l'Afrique australe, quoique déchirée par des guerres fratricides, dispose d'indéniables et prometteurs facteurs d'unité, d'ordre linguistique, ethno-culturel et religieux. L'étude historique, socio-politique et économique des dix pays de cet ensemble met en évidence le poids de l'Afrique du Sud mais également les potentialités de la Zambie et la réussite du Zimbabwe.

ODILE FELGINE.

UNIFICATION DU YÉMEN, EFFONDREMENT DE L'ÉTHIOPIE, DÉSAGRÉGATION DE LA SOMALIE

Vieilles guerres autour de la mer Rouge

DANS le cadre de son repli général, l'Union soviétique cède du terrain à Israël en Ethiopie, et perd – avec la réunification du Yémen – son unique allié marxiste-léniniste du Proche-Orient : Aden. La Corne de l'Afrique est le seul espace géostratégique à propos duquel les deux Grands ont exprimé leur accord pour régler un conflit régional, lors du sommet de Washington, en juin dernier : ils favoriseront l'organisation d'une conférence internationale sur les guerres civiles de la région, et tenteront, ensemble, d'acheminer des secours aux populations victimes des cataclysmes naturels et des combats.

Par PHILIPPE LEYMARIE *

Avec ses bases ou facilités dans la mer Rouge (aux îles Dahlak), dans le détroit (l'île de Perim) et au débouché de l'océan Indien (île de Socotra), l'Union soviétique était, jusqu'à présent, la véritable puissance militaire de la région de la Corne. Elle pouvait s'appuyer sur le Yémen du Sud, le seul Etat marxiste-léniniste du Proche-Orient ; et, de l'autre côté de la mer Rouge, sur l'Ethiopie, le meilleur adepte du modèle socialiste sur le continent africain. L'état-major soviétique ne trouvait, face à lui, que la base militaire française à Djibouti, et la présence plus lointaine des escadres de la VIIe flotte américaine. Cet édifice stratégique s'est écroulé en l'espace de quelques mois.

C'est d'abord la reconstitution d'un Yémen unifié, le 21 mai dernier, par la fusion du Yémen du Nord modéré et du Yémen du Sud révolutionnaire, qui prive Moscou de sa seule base sûre dans la région. La division entre les deux Yémens, ainsi que l'instabilité chronique de chacun des régimes, faisait partie du paysage régional depuis près de trente ans. Après ratification de la fusion par les deux Parlements, la suprématie du Nord a été consacrée ; la capitale du nouvel État est Sanaa, et la présidence en est revenue au chef de l'ancien Etat nord-yéménite, le général Ali Adballah Saleh.

En quelques mois, le Parti socialiste du Yémen du Sud, au pouvoir depuis le retrait des troupes britanniques de leurs possessions « à l'est de Suez », en 1967, a renoncé à son « socialisme scientifique » ; et il a accepté qu'Aden, abandonnant sa vocation militaire, devienne un port franc. Le traité d'amitié et de coopération avec l'URSS, signé en 1979, après une rupture des relations entre Aden et les Etats-Unis – et qui permettait notamment aux Soviétiques d'utiliser de manière discrétionnaire le port et l'aéroport d'Aden – s'est trouvé vidé de son contenu (1).

Cette évolution, qui ravit l'Occident, irrite en sourdine l'Arabie saoudite, qui voit poindre un concurrent dans la région, se parant au surplus des couleurs de la démocratie et du pluralisme. A l'intérieur du Yémen, elle suscite une double inquiétude : au Sud, celle des femmes, dont le statut, conquis sous le régime socialiste, pourrait être amputé ; au Nord, celle des tribus islamistes, dont l'autonomie devrait pâtir de cette unité retrouvée.

L'Union soviétique, qui entretenait cependant des relations soutenues avec le Nord, tentera de rester un partenaire privilégié de l'Etat réunifié, au moins sur le plan économique et politique : c'est le souhait du Parti socialiste sud-yéménite (PSY), son interlocuteur naturel, dont le chef devient le vice-président de l'Etat unifié (2). La détente intervenue entre Moscou et Washington avait poussé Aden, dès septembre 1989, à envisager un rétablissement de ses relations avec les Etats-Unis et à précipiter la fusion avec Sanaa. Toutefois, le dégel entre les deux Yémens a été dicté par des considérations plus économiques, après la découverte conjointe, par des opérateurs soviétiques et américains, de gisements si importants qu'ils pourraient propulser le Yémen parmi les grands du pétrole (3).

Cartographie · Philippe Rekacewicz

UNE RÉGION GANGRÉNÉE PAR LES GUÉRILLAS

Retour israélien

DÈS 1989, les Soviétiques avaient averti les dirigeants éthiopiens qu'ils se préparaient à un retrait de leurs conseillers militaires – suivant en cela l'exemple des Cubains – et qu'ils cesseraient, à partir de 1991, leurs livraisons « gratuites » d'armement. Les assistants techniques soviétiques dans l'armée éthiopienne ne sont déjà plus que quelques centaines, notamment dans les hôpitaux, les écoles militaires ou le service du matériel ; mais aucun d'entre eux ne séjourne plus, en principe, en zone de guerre.

Ce désengagement a des implications majeures : l'Ethiopie est un des Etats les plus peuplés d'Afrique (48 millions d'habitants) ; elle est la plus ancienne des nations indépendantes du continent ; sa capitale, Addis-Abeba, est le siège de l'Organisation de l'unité africaine depuis sa création, et les sommets de l'OUA (le dernier s'est achevé le 11 juillet 1990) s'y déroulent régulièrement. Sur le plan militaire, c'est un magnifique belvédère pour le contrôle de la mer Rouge et du golfe d'Aden ; s'ajoute à cela ce porte-avions naturel que constitue l'archipel des Dahlak, au large de la côte érythréenne, où les Soviétiques disposent d'une station d'écoute et de réparation navale au moins jusqu'à la fin de cette année.

Grâce aux conseillers et à l'armement soviétiques, le colonel Menguistu a pu remporter une victoire sur la Somalie dans la guerre de l'Ogaden en 1978 ; et il a bien failli venir à bout de l'irrédentisme érythréen. La création d'un Parti des travailleurs, sur le modèle du Parti communiste soviétique, et la mise en place d'institutions directement décalquées des usages moscovites avaient marqué l'apogée de l'alliance entre les deux pays. Le retrait progressif de l'Union soviétique a favorisé les échecs de l'armée éthiopienne en Erythrée et au Tigré, et a incité le colonel Menguistu à libéraliser son économie, et à chercher aux Etats-Unis, en Europe et surtout en Israël les appuis qui lui font défaut (4).

Rompues en 1973, les relations diplomatiques entre Addis-Abeba et Jérusalem ont été rétablies en novembre dernier. Les conseillers militaires israéliens seraient déjà aussi nombreux que les conseillers soviétiques (on parle de deux cents), et commenceraient à encadrer une armée et des forces de police que les échecs militaires et le retrait des assistants cubains, soviétiques ou est-allemands ont contribué à démotiver. En outre, Israël aurait intensifié des livraisons d'armes qui n'avaient jamais vraiment cessé : le Front populaire de libération de l'Erythrée affirme que le napalm et les bombes à fragmentation déversés sur ses combattants et sur des civils, dans la zone du port de Massaoua, sont d'origine israélienne (5).

La reconstitution de cette alliance traditionnelle entre l'Ethiopie et Israël a une cause essentiellement stratégique. Pour Jérusalem, il faut éviter à tout prix que la mer Rouge, dont Israël est également riverain, ne devienne entièrement un « lac arabe ». Ce serait le cas si les nationalistes érythréens – soutenus par les pays arabes, même si une moitié seulement de la population du territoire est musulmane – parvenaient à instaurer l'indépendance de la seule province éthiopienne ayant un accès sur la mer. La chute du port de Massaoua, en février dernier, outre qu'elle prive l'Ethiopie de son débouché numéro un, revient à laisser le contrôle d'une partie essentielle de la mer Rouge à des rebelles soutenus par le Soudan, l'Irak ou l'Arabie saoudite. En dépit des pressions américaines, Israël considère donc de son devoir de soutenir l'Ethiopie en tant qu'entité nationale devant préserver son intégrité, à défaut d'entretenir de véritables affinités idéologiques avec le colonel Menguistu.

Du côté éthiopien, même si l'alliance avec Jérusalem n'a pas encore produit les résultats escomptés, et si elle a plutôt eu pour effet d'attiser le conflit avec les nationalistes d'Erythrée et du Tigré, ainsi qu'avec les pays arabes, on espère qu'Israël saura plaider la cause d'Addis-Abeba auprès des Américains : le désengagement soviétique n'est-il pas un argument de poids, pour amadouer Washington ?

Pour le colonel Menguistu, la chute du port de Massaoua est une catastrophe. Il avait lui-même dramatisé l'enjeu, en février dernier, alors que ses troupes résistaient encore : *« Si Massaoua tombe, cela conduira à la sécession de l'Erythrée et détruira l'unité de l'Ethiopie, pour laquelle des générations entières ont sacrifié leur vie. La perte de ce port signifierait aussi celle de la IIe armée, l'épine dorsale de nos forces armées. »*

Les forces du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) menacent maintenant directement Asmara, la capitale de la province : au début juin, le FPLE avait averti qu'il pourrait abattre tout avion voulant atterrir sur l'aéroport d'Asmara, transformé progressivement en base militaire par l'armée : *« Les vols de secours, censés apporter vivres et équipements à la population affamée, servent de couverture aux transports de troupes, d'armes et de munitions »*, affirmait la représentation du Front à Khartoum, la capitale du Soudan, un pays qui sert depuis toujours de base arrière à une rébellion nationaliste vieille déjà de trente ans et peut-être en passe de triompher.

Plus grave encore pour le régime du colonel Menguistu : le FPLE, allié au Front populaire de libération du Tigré au sein d'un commandement militaire intégré, a étendu les combats dans la province du Choa, approchant à seulement 90 kilomètres au nord de la capitale, et tentant de couper la route reliant Addis-Abeba à Assab, le seul port contrôlé par l'armée éthiopienne. Le 25 juin, le Parlement éthiopien a décrété la *« mobilisation générale »*, après que le colonel Menguistu eut reconnu que son pays était *« au bord du chaos »*. La conclusion d'un « pacte de non-agression », en marge du sommet de juillet dernier de l'OUA à Addis-Abeba, et à l'initiative du chef de l'Etat éthiopien, entre tous les pays de la Corne, afin qu'ils mettent fin aux « ingérences » dans les affaires de leurs voisins, paraissait – aux yeux de la plupart des observateurs – comme devant rester sans lendemain.

La prise de Massaoua par les rebelles a donné au port d'Assab et à sa région une importance nouvelle : les Afars, la communauté majoritaire dans cette région, deviennent une « minorité stratégique », courtisée à la fois par le régime d'Addis-Abeba et par les fronts de libération de l'Erythrée, et tentée elle-même par l'indépendance (6). De leur côté, les principaux fronts de libération du Nord – FPLE pour l'Erythrée, FPLT pour le Tigré – ont amorcé un virage idéologique : ils se présentent en démocrates, adeptes du multipartisme et de l'économie de marché, renonçant de plus en plus aux principes marxistes qui avaient marqué les débuts de leurs combats.



La principale organisation armée en Somalie – le Mouvement national somalien (MNS), qui contrôle presque tout le nord du pays depuis deux ans – n'a pas eu à effectuer une telle conversion, le nationalisme issak ayant toujours été son unique ciment. Il vient de se doter d'un « gouvernement » clandestin : le chef en est le nouveau président du front, M. Abduraman Ahmed Ali « Tur », qui a également la responsabilité de la défense ; les relations extérieures sont sous la responsabilité d'une personnalité qui était encore membre du gouvernement de Mogadiscio l'an dernier. Le comité central, qui s'est réuni en « zones libérées » pour désigner ses responsables, était présidé par M. Ibrahim Samantar, un ancien ministre des finances du président Siad Barre (7).

Le « grand malade » de la Corne

QUELQUES villes du Nord – Borama, Zeila, Hargeisha et Berbera – restent contrôlées par l'armée somalienne, commandée par le général Maslah, un des fils du président Siad Barre. Hargeisha, la capitale de la province, est détruite aux quatre cinquièmes (8). L'offensive déclenchée en mars dernier pour la reconquête du Nord a été un échec. Les relations aériennes civiles sont interrompues ; seuls quelques appareils militaires effectuent la jonction avec Mogadiscio, dans des conditions acrobatiques (9). La majorité de l'élite issake vit en exil, dans cinq camps installés dans les confins du nord-est de l'Ethiopie, qui abritent plus de 300 000 personnes, sous la tutelle du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). L'opération de retour vers l'Ethiopie de 167 000 volontaires recensés par le HCR – il s'agit de réfugiés de la guerre de l'Ogaden, en 1978 – n'a pu être effectuée, en raison des relations difficiles qu'entretient le Haut-Commissariat avec le gouvernement somalien, et de l'impossibilité de réunir la trentaine de millions de dollars que coûterait cette entreprise – la plus massive jamais organisée par le HCR (10).

Pour s'attirer les bonnes grâces de la communauté internationale, et notamment de l'Italie, le gouvernement de Mogadiscio a promis le multipartisme pour l'année 1990. Mais, en mai dernier, le premier ministre, M. Samantar, a prévenu qu'il n'était pas question d'adopter une nouvelle Constitution et d'élections ouvertes à plusieurs formations tant que les mouvements d'opposition armée n'auraient pas accepté un cessez-le-feu. Le massacre de plusieurs dizaines de spectateurs, sur le stade de Mogadiscio, le vendredi 6 juillet, a contribué à discréditer le régime du président Siad Barre, au pouvoir depuis 1969 : après que le chef de l'Etat eut été conspué par une partie de la foule qui assistait à un match de football, la garde présidentielle, croyant son chef physiquement menacé, tirait sur les spectateurs.

La désagrégation du pays, en proie à des luttes de clans, fait de la Somalie le « grand malade » de la Corne que les élections finalement prévues pour février 1991 auront bien peu de chances de sauver. Bien qu'aucun de ses voisins ne soit en conflit ouvert avec le régime de Mogadiscio, nul ne peut entretenir avec ce pays des relations normales. La question des réfugiés empoisonne les rapports avec l'Ethiopie. Un incident de frontière avec le Kenya, en septembre dernier, avait fait dire au président Daniel Arap Moi qu'*« il est triste, pour une armée nationale, de tourner ses armes contre sa propre population »* et que *« l'on ne peut plus dire qui dirige la Somalie »*. De lourds soupçons, et la présence d'une trentaine de milliers de réfugiés issaks à Djibouti, assortis d'un chassé-croisé permanent entre l'armée somalienne et la guérilla du MNS à quelques kilomètres seulement de la ville de Djibouti, font que, à chaque instant, la guerre civile somalienne peut déborder de ses frontières.

Une raison de plus pour M. Hassan Gouled, chef de l'Etat djiboutien, de plaider en faveur d'un maintien du parapluie militaire français ; la base de Djibouti reste, de loin, la principale implantation française outre-mer, avec 3 600 hommes, et une panoplie tactique complète : escadrille de chasse de Mirage F-1, régiment blindé, force navale. Le dispositif peut être renforcé à partir de l'île de la Réunion, ou de l'Hexagone (11).

La France, tout comme les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, s'est d'ailleurs retirée, en mai dernier, du comité de préparation de la conférence sur « l'océan Indien, zone de paix », qui réclamait le démantèlement des bases militaires relevant de pays non riverains (comme la France à Djibouti, ou les Etats-Unis à Diego-Garcia). Le projet, en chantier depuis une quinzaine d'années, n'a jamais pu voir le jour...

* Journaliste.

(1) *Military Powers, Encyclopedia, Ligue des Etats arabes*, vol. 3, diffusion éditions Evénements, Paris, 1988.

(2) *Cf.* « Le Yémen sans étoiles rouges », *le Monde*, Jean Gueyras, 13 juin 1990.

(3) Dès 1988, une compagnie pétrolière interyéménite avait été créée, la Yemen Company Co Investment in Oil and Mineral Ressources.

(4) La chute du président est-allemand Erich Honecker, ami personnel du colonel Menguistu, a entraîné l'arrêt quasi immédiat de plusieurs contrats de livraisons d'armes, ainsi que le retrait des conseillers pour la police et les services de renseignement. Depuis plusieurs mois, les paysans se sont vu reconnaître l'usufruit de leur terre et sont libres de vendre leurs produits. Au début du mois de mai, les investissements privés – nationaux et étrangers – ont été autorisés par décret.

(5) L'importance réelle de la présence israélienne est controversée. Il serait pratiquement nul, sur le plan militaire, si l'on en croit l'ambassadeur Yoffé (*le Monde*, 18 mai 1990). Mais, en février par exemple, le sous-secrétaire d'Etat américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, demandait à divers pays – dont Israël, cité pour la première fois – de cesser de fournir des armes au régime éthiopien...

(6) « Les Afars, une minorité stratégique », *la Lettre de l'océan Indien*, 14 avril 1990.

(7) *La Lettre de l'océan Indien*, 3 juin 1990.

(8) *Cf.* Philippe Leymarie, « Tentations séparatistes en Somalie », *le Monde diplomatique*, juin 1989.

(9) Un Mig-19 et un Fokker-27, avec trente passagers, ont été abattus sur Hargeisha.

(10) Sur les 445 000 réfugiés recensés au centre et au sud de la Somalie par le HCR, 167 000, soit 33 %, se sont déclarés prêts à retourner en Ethiopie. L'opération aurait dû commencer le 21 avril 1990. A la fin juillet elle était encore au point mort.

(11) Avec ses manœuvres Aigle 90, en mars, au Togo, l'armée française a fait la preuve qu'elle peut désormais transporter, grâce à la technique des ravitaillements en vol, une force parachutiste d'urgence, à bord d'appareils de transports militaires, sans escales ni droits de transit, avec le maximum de discrétion. Des opérations similaires ont été menées, ces dernières années, pour l'acheminement rapide d'escadrilles de Jaguar. Sur la stratégie militaire française dans la région, voir Philippe Leymarie, « Djibouti, point d'appui à la périphérie du Golfe et de l'océan Indien », *le Monde diplomatique*, juillet 1987, et « L'océan Indien, de Djibouti aux îles du Sud-Ouest : une aire stratégique dévolue aux Français » *le Monde diplomatique*, mars 1989.

L'ESPOIR DE QUATRE CENTS

En finir avec la marginalisation

PARIS se prépare à accueillir, du 3 au 14 septembre 1990, la seconde conférence sur les pays les moins avancés (PMA). Neuf ans après la première réunion, qui s'était tenue à Paris également, l'action pour aider les nations déshéritées reste dérisoire. Quarante et un pays, représentant plus de 400 millions d'êtres humains, se sont enfoncés un peu plus dans la crise et la pauvreté. Le récent sommet des sept Etats les plus riches, à Houston, n'a adopté aucune mesure pour en finir avec la marginalisation des PMA (la France a proposé un plan pour éponger la dette des pays à revenus intermédiaires, qui a été rejeté). Pourtant, les moyens existent ; s'ils étaient mis en œuvre par le Nord, ils permettraient d'amorcer un réel développement du Sud et contribueraient aussi à un équilibre plus harmonieux de la planète.

Par YVES BERTHELOT *

Les bouleversements récents sur la scène internationale, s'ajoutant à des évolutions de tendance longue, conduisent les pays occidentaux à concentrer leur action internationale sur quelques objectifs considérés comme prioritaires : l'appui aux démocraties naissantes et à la transition économique dans les pays d'Europe de l'Est ; le désarmement et la sécurité en Europe ; la prévention de risques écologiques majeurs et la sauvegarde de l'environnement ; la constitution d'ensembles économiques régionaux autour des trois pôles ouest-européen, nord-américain et japonais. Les efforts entrepris pour progresser dans ces différents domaines promettent un regain de prospérité économique, la consolidation de la paix et l'émergence de nouvelles formes de solidarité. Toutefois, ils ne produiront leur plein effet que dans la mesure où une mobilisation analogue se met en place au service d'un autre objectif, tout aussi prioritaire : la revitalisation des relations et de la coopération Nord-Sud.

La seconde conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA) (1) dont la CNUCED coordonne la préparation et l'organisation, arrive en temps opportun. Elle invite la communauté internationale à s'engager clairement pour que les pays les plus défavorisés, les plus vulnérables ne deviennent pas les « oubliés » de la planète.

Un tel engagement se justifie par l'ensemble des fragilités structurelles qui pèsent sur ces pays, faisant obstacle durablement à leur croissance et à leur développement. Les principales caractéristiques communes à la catégorie des PMA sont : produit national brut par habitant d'environ 220 dollars (soit 1/13 de la moyenne mondiale) ; économie désarticulée et très peu diversifiée ; faible capacité d'exportation, consistant en un nombre limité de produits de base traditionnels ; marché intérieur restreint ; ressources humaines profondément affectées par le manque de services d'éducation et de santé ; environnement naturel fragile (désertification, déforestation) limitant la productivité de l'agriculture ; handicaps géographiques (insularité, enclavement) nuisant à l'organisation et à l'expansion des échanges.

Le principe de coresponsabilité

CET ensemble d'obstacles structurels est aggravé par une très forte vulnérabilité aux chocs extérieurs – hausse des taux d'intérêt, chute des prix des matières premières, catastrophes naturelles. D'autre part, ces pays ne peuvent guère profiter des échanges internationaux compte tenu de leur position marginale dans l'économie mondiale : ils participent pour à peine 1 % au commerce international et ils se situent en marge de tous les grands courants technologiques et financiers.

Enfin, cela les empêche le plus souvent de tirer un réel bénéfice des mesures internationales destinées aux pays en voie de développement dans leur ensemble.

C'est donc cette extrême fragilité qui légitime un traitement spécial en faveur des PMA. Le nouveau programme substantiel d'action adopté en 1981, lors de la première conférence des Nations unies sur les PMA, à Paris, en reconnaissait déjà la nécessité. Toutefois, aucun des grands objectifs économiques et sociaux qu'il fixait pour la décennie n'a été atteint, malgré les mesures préconisées. La situation des PMA s'est même gravement détériorée au cours des années 80. La majorité d'entre eux ont enregistré une croissance négative de leur production industrielle et agricole par habitant. Ils ont été confrontés à une désinvestissement dans de nombreux secteurs productifs ainsi qu'à une perte de marchés extérieurs. Les groupes de population les plus vulnérables ont été fortement touchés par l'accroissement du chômage et par la dégradation du fonctionnement des secteurs sociaux.

Cette évolution générale résulte de la conjugaison de politiques intérieures inadaptées, d'un soutien extérieur insuffisant et d'un environnement économique international défavorable. Il faut y ajouter des événements non prévus en 1981 qui ont précipité la crise : croissance de la dette extérieure ; effets déflationnistes liés à la mise en place de programmes d'ajustement structurel ; effondrement des prix des matières premières.

L'expérience de la décennie passée permet de dégager trois leçons principales. La première est qu'il n'existe pas de remède simple susceptible de lever, comme par miracle, les obstacles au développement de ces pays. Les PMA et la communauté internationale devront s'accorder à Paris sur un ensemble de mesures coordonnées et complémentaires pour renverser la tendance à l'appauvrissement et à la marginalisation. Celles-ci devront être mises en œuvre et poursuivies avec persévérance, et c'est la deuxième leçon de la décennie passée : pour que soient respectés les engagements pris et pour qu'ils se traduisent en actions concrètes, des mécanisme de suivi sont nécessaires. Enfin, l'expérience enseigne qu'inévitablement des événements imprévus (catastrophes naturelles, tensions politiques ou militaires, fortes fluctuations des cours des matières premières ou des taux d'intérêt) perturbent le bon déroulement des politiques mises en œuvre. Il importe donc de prévoir que les mécanismes de suivi garantissent une réaction rapide et suffisante.

La négociation a commencé. Beaucoup reste à faire, mais il existe déjà des acquis importants, en particulier l'accord très général sur le principe de coresponsabilité de la communauté internationale et des PMA dans le développement de ces derniers et donc d'un partenariat où les responsabilités des uns et des autres sont bien définies.

Les PMA sont pleinement responsables des stratégies nationales de développement. Ces politiques comportent notamment les axes prioritaires suivants : établissement d'un cadre macro-économique stable et orienté vers la croissance ; promotion de priorités sectorielles correspondant aux objectifs économiques et sociaux à long terme ; valorisation et mobilisation des ressources humaines ; lutte contre la pauvreté des groupes les plus vulnérables de la société. Les pays industrialisés ont, quant à eux, la responsabilité de créer un environnement international favorable et de fournir aux PMA les nécessaires appuis extérieurs : aide publique pour soutenir les programmes macro-économiques, sectoriels et de mise en valeur des ressources humaines ; allègement de la dette pour desserrer les contraintes financières externes ; financement compensatoire en cas de chute des prix des produits de base ; facilités d'accès aux marchés pour assurer des recettes extérieures prévisibles et stables.

Un défi majeur au système libéral

LE projet de programme d'action prévoit aussi des mécanismes de suivi aux échelons national, régional et global. Ils doivent essentiellement permettre d'adapter les objectifs et les mesures aux besoins spécifiques de chaque pays, de faire le lien entre la situation globale et les stratégies sectorielles, et de procéder à des révisions régulières de l'action concertée en fonction de l'évolution de l'environnement intérieur et international.

L'accord préliminaire sur la nécessité d'un partenariat renforcé et d'un suivi effectif constitue déjà un progrès notoire par rapport au programme d'action de 1981. Mais, pour donner une réelle portée opérationnelle à ce cadre général, il convient de parvenir à un accord dans cinq domaines-clés :

– **l'aide publique au développement** : les flux d'aide extérieure continuent à représenter pour le développement des PMA une source majeure de financement. Il est donc nécessaire qu'un objectif chiffré, réaliste mais à la mesure des besoins et représentant un réel engagement des pays donateurs, soit fixé à Paris. Il devrait être accompagné d'orientations communément acceptées pour l'amélioration de la qualité de l'aide. Celle-ci demande des changements de pratique et d'attitude tant du côté des donateurs que de celui des bénéficiaires, et les réformes devraient, en particulier, porter sur les conditions d'allocation, la coordination, les capacités de gestion et d'absorption, la décentralisation et la participation des populations ;

– **la dette extérieure** : l'encours de la dette des PMA représente en moyenne 72 % de leur produit national brut annuel et le paiement de son service correspond à 27 % de leurs revenus d'exportation. Les mesures d'annulation ou de rééchelonnement permettent un ralentissement sensible du taux de croissance de l'endettement. Elles ne parviennent toutefois pas à en réduire la charge globale, condition indispensable pour la relance de la croissance

(1) Le groupe des pays les moins avancés (PMA) comprend 41 pays en voie de développement, où vivent au total plus de 400 millions de personnes et ont un produit intérieur brut moyen par habitant légèrement supérieur à 200 dollars : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée-Equatoriale, Haïti, Kiribati (anc. îles Gilbert), Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar (Birmanie), Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Laos, Rwanda, Samoa, Sao-Tomé-et-Principe, Sierra-Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen.

Pour la plupart, ces pays souffrent d'au moins un grave handicap d'ordre géographique ou climatique – comme l'enclavement (15 pays), l'insularité jointe à l'éloignement (9 pays), la sécheresse et la désertification – et sont très exposés à des catastrophes telles que les cyclones, les inondations ou les tremblements de terre.

* Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

La décennie manquée

EN 1981 se tenait à Paris la première conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés. Des objectifs qui avaient alors été fixés, presque aucun n'a été atteint (1). Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut global des PMA était censé passer à 7,2 %, il n'a été que de 2,2 %, inférieur à ce qu'il avait été durant la décennie 70. La production agricole devait augmenter de 4 % par an ; elle a progressé de 2 % seulement, et la dépendance à l'égard des importations alimentaires s'est accrue. La production manufacturière devait croître de 9 % par an, le taux effectif a été de 2 %, soit moins que celui des années 70.

Le programme adopté en 1981 mettait l'accent sur la lutte contre l'analphabétisme, mais le nombre d'analphabètes a continué d'augmenter. L'aide publique au développement devait atteindre 0,15 % du PNB des donateurs, elle s'est limitée à 0,09 %. De plus, ce pourcentage correspond à l'aide aux 42 pays (2) inscrits sur la liste des PMA (au total 413 millions d'habitants), alors que les objectifs de 1981 avaient été fixés pour une liste qui n'en comptait que 31 (348 millions d'habitants).

La marginalisation du groupe des PMA dans l'économie internationale s'est accentuée : la part qu'ils occupent dans les exportations mondiales est tombée à 0,3 % contre 1,4 % en 1960.

(1) Lire *Eléments d'un programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés*, note du secrétariat de la CNUCED, Genève, 26 mars 1990.
(2) Désormais 41 après la fusion des deux Yémens.

Dans la presse étrangère

Les Africains et les « leçons de démocratie »

Faut-il « lier » l'aide aux pays africains à des conditions politiques et au respect des droits de l'homme ? C'était, depuis les débuts de la présidence de M. Reagan en 1980, la thèse américaine. C'est, de plus en plus, celle de la Communauté économique européenne et notamment de la France, qui l'a fait savoir à l'occasion du sommet franco-africain de La Baule en juin 1990. Réplique des Africains, réunis à Addis-Abeba, en juillet, pour le vingt-sixième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) : « Démocratisation, oui ; mais en toute souveraineté. »

Dans beaucoup de journaux africains, on a traduit : « Démocratie à la carte. » L'Ivoirien Mam Less Dia, dans le mensuel **Voix d'Afrique** (juillet), affirme que *« la démocratie pluraliste est désormais inscrite sur la liste des produits d'exportation manufacturée par l'Occident libéral, et il sera difficile à un pays pauvre de résister à son invasion »*. L'éditorialiste ajoute que cette denrée peut se révéler *« toxique »*, et que l'expérience menées depuis quelques mois en Côte-d'Ivoire sous la pression extérieure, fait déjà pronostiquer *« une sérieuse indigestion »*.

John Sedlins, dans l'hebdomadaire zaïrois **la Semaine** (28 juin), rend compte des travaux de M. Ali Mazrui, un chercheur kényan, qui a tenté de faire adopter par la Banque mondiale un système de pondération de l'aide, *« selon un coefficient correspondant au bilan de chacun de ces pays en matière de respect des droits de l'homme »*. Le journal recense une dizaine d'indicateurs principaux, comme le nombre des prisonniers politiques, la fréquence des affaires de corruption ou des fermetures d'universités, la durée de présence au pouvoir du chef de l'Etat en exercice (avec un coefficient négatif au-delà de dix ans), etc.

Un autre journal zaïrois, le **Potentiel** (2 juillet), publie les résultats d'un sondage – le premier du genre mais limité à un échantillon de deux cents personnes appartenant aux couches favorisées – d'où il ressort que les trois quarts des citoyens interrogés considèrent que la principale entrave à la démocratisation est *« l'absence de volonté réelle de changement de la part des gouvernants »*. **Week-End** (1er juillet), à l'île Maurice, se félicite, sous la plume de Gérard Cateaux, de ce que *« la tradition parlementaire héritée de Westminster ait fait découvrir, dans sa brutalité, le rôle dévolu à ceux qui sont mandatés « to investigate into public matters in the public interest »*. Allusion à ces « parlementaires-enquêteurs » qui ont su *« faire parler les lettres avant les chiffres »*, et conquis – dans une île Maurice déjà exemplaire en la matière – *« un nouvel espace de liberté »*, tenant compte aussi des traditions proprement mauriciennes.

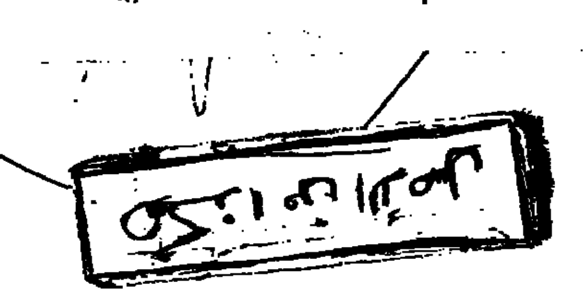
Au Burundi, le **Renouveau** (21 juin), seul quotidien existant, s'en prend à ceux qui cherchent le salut de leur pays dans le multipartisme, au lieu de s'atteler à la défense de l'unité nationale ou à la bataille pour le développement. *« Du pain d'abord, et les jeux du cirque ensuite »*, lance le journal à ses confrères africains trop sensibles aux modes du moment, et au vent d'Est. *« La réalité burundaise est particulière. A l'heure actuelle, l'instauration du multipartisme viendrait aggaver les problèmes tribalistes et régionaux. »* **La Semaine africaine** (28 juin), hebdomadaire de Brazzaville, rappelle qu'au sommet franco-africain de La Baule, M. François Mitterrand, tout en annonçant un coup de pouce supplémentaire pour les pays s'engageant sur la voie de la démocratie, avait toutefois précisé, *« comme l'en avait pressé Hissène Habré, que l'Europe ne s'érigerait pas en donneuse de leçon à des « clochards »* [l'expression est de M. Habré], *à qui l'Occident doit tout apprendre »*.

L'Union (30 juin), quotidien gabonais, rend compte du « satisfecit » délivré au président Omar Bongo par des sénateurs américains : *« Omar Bongo peut se montrer joyeux, le vent démocratique est approuvé par la communauté internationale. »* **Le Sahel** (2 juillet), quotidien nigérien, s'interroge à pleines pages sur la validité du multipartisme, rappelant que – malgré l'interdiction qui leur en était faite par les textes législatifs – les partis, dans la passé, avaient pour la plupart une base ethnique ou régionaliste. Mais le journal fait également valoir que le parti unique est *« impropre à la mobilisation populaire, condition de tout développement »*.

Au Togo, le quotidien **la Nouvelle Marche** (3 juillet) multiplie, comme à l'ordinaire, les louanges enflammées du président Eyadema, se félicitant tout de même de ce que le projet de révision de la Constitution cesse de faire du parti unique, le Rassemblement du peuple togolais, un « parti-Etat ». Mais pas de multipartisme en vue pour autant... Quant à **El Moudjahid** (5 juillet), quotidien algérien proche du gouvernement, il publie – à l'occasion du vingt-huitième anniversaire de l'indépendance – les témoignages d'anciens combattants protestant contre le récent envahissement du pouvoir par les carriéristes, et considérant que la démocratie en vogue ces derniers temps a surtout provoqué une *« politisation à outrance de nos enfants »*.

Ph. L.

l'union EL MOUDJAHID VOIX D'AFRIQUE Potentiel LA NOUVELLE MARCHE



MILLIONS DE PAUVRES

des nations déshéritées

dans les PMA. Trois avancées décisives sont nécessaires : la remise de la dette publique bilatérale par les pays créditeurs qui ne l'ont pas encore fait, l'extension des mesures prises en 1988 lors du sommet de Toronto à l'ensemble des PMA et l'amélioration de leur terme et un accord de principe sur les facilités de remboursement de la dette multilatérale, dont les modalités (subvention des intérêts, schémas de refinancement) seraient précisées et confirmées ultérieurement dans les instances appropriées.

– ***l'environnement*** : la dégradation de l'environnement dans les pays les plus pauvres résulte précisément d'une conjugaison de la pauvreté, de la pression démographique et de catastrophes naturelles. Un appui spécifique est donc indispensable pour assurer une saine gestion des ressources naturelles, en fonction de la nature des écosystèmes locaux. Le principe devrait en être clairement reconnu. D'autre part, la préoccupation à l'égard de l'environnement ne devrait pas engendrer une nouvelle conditionnalité pour l'ensemble des projets de développement, elle doit rester compatible avec l'exigence d'une croissance soutenue ;

– **la mobilisation des ressources humaines et les droits de l'homme** : le projet de programme d'action soumis à la conférence souligne qu'il faut instituer, dans les PMA, un cadre permettant aux talents naturels de s'épanouir et à tous les agents de la société de participer pleinement au développement. Il ne s'agit pas seulement des agents économiques des secteurs public et privé, mais aussi d'autres forces actives dans la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales (ONG) et les femmes, dont le rôle dans les activités sociales et productives est clairement mis en valeur. En revanche, la question des droits de l'homme reste en suspens ; elle constitue pourtant un objectif en soi, qui a un impact déterminant sur le développement. En particulier, l'extension des libertés individuelles est nécessaire pour promouvoir les initiatives économiques. Toutefois, elle ne constitue pas une garantie de promotion des droits sociaux, également indispensables pour le fonctionnement et le progrès d'une société. Un dialogue devrait donc s'instaurer pour trouver les meilleures formes d'appui à la promotion des droits de l'homme dans leur ensemble, sans que celle-ci devienne une condition politique pour les autres mesures de soutien que nécessite à coup sûr le développement des PMA ;

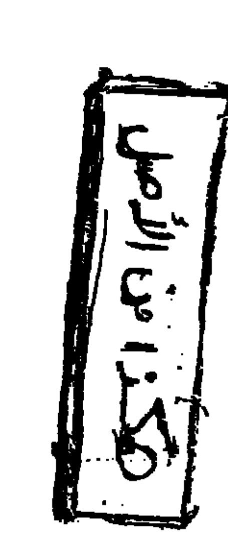
– **la coopération avec d'autres pays en voie de développement** : de par leur taille ou leur localisation, beaucoup de PMA sont économiquement peu viables s'ils ne coopèrent pas avec leurs voisins. Cette coopération est donc un facteur essentiel de croissance, et elle doit à la fois porter sur les échanges commerciaux (accès aux marchés régionaux, garanties d'approvisionnement), les systèmes de transport, les activités productives (notamment sous forme d'entreprises mixtes), la recherche et la formation, la promotion des technologies, la réalisation de projets liés à la préservation de l'environnement et la mise en valeur des ressources naturelles, etc. Il serait souhaitable que, à Paris, des principes directeurs soient adoptés pour promouvoir cette dimension régionale du développement des PMA et en faire une priorité de la coopération technique.

Ainsi, la conférence de Paris doit traiter des principales questions de développement, en tenant compte de la spécificité des pays les plus pauvres de la planète.

L'effondrement des régimes marxistes pose un défi majeur au système libéral qui demeure le seul modèle de référence et qui pourtant n'a pas su, jusqu'à présent, contenir les phénomènes de marginalisation existant tant à l'intérieur des sociétés qu'entre les nations.

YVES BERTHELOT.


D.R.
BRODERIE RÉALISÉE PAR DES ENFANTS DU PÉROU.
Ne pas oublier les populations rurales.



Rénover le Programme des Nations unies pour le développement

Par AMBROISE LAURENT *

NEW-YORK, première avenue, quarante-quatrième rue. Face au siège des Nations unies, se dresse un superbe gratte-ciel qui abrite le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Méconnue, cette organisation est présente dans plus de 110 pays et finance, avec un budget annuel de près d'un milliard de dollars, plus de 4 000 projets de développement *(lire l'encadré ci-dessous)*.

C'est en faveur des pays les moins avancés (PMA) que les ressources financières du PNUD sont orientées en priorité, mais l'efficacité de ces transferts reste incertaine. Sur 100 dollars versés par les pays donateurs, plus de 16 couvrent les dépenses de fonctionnement – il n'en fallait que 10 en 1980 – et celles-ci ont progressé plus vite que les contributions, pourtant en forte hausse.

L'importance des ressources n'a pas favorisé la rigueur de la gestion interne. Le PNUD s'est doté d'une pléiade de services particuliers destinés à servir de nouvelles ambitions. La complexité de l'organisation, les procédures spécifiques, les financements croisés et autres fonds d'affectation spéciale font prospérer une bureaucratie inutile et inefficace.

A partir de 1987, les principaux bailleurs de fonds ont cherché à limiter la progression des effectifs et des dépenses de fonctionnement. Qu'à cela ne tienne, le programme finance désormais des postes et dégage des crédits pour des projets de développement créés de toutes pièces. Ces « projets de soutien aux projets » sont abusivement confondus avec les vrais programmes de développement. En détournant ainsi des fonds pour financer son propre fonctionnement, le PNUD se prévaut d'avoir accru son aide au tiers-monde.

Du solde des dépenses disponibles – 84 dollars dans l'exemple choisi – il faut soustraire environ 12 dollars perçus par les agences spécialisées des Nations unies qui exécutent les projets. Ces ressources sont devenues essentielles pour la plupart d'entre elles car elles sont en proie à de graves difficultés financières. D'où l'âpre compétition qui oppose l'UNESCO, la FAO, l'ONUDI, etc., pour monter des programmes qui bénéficieraient des crédits du PNUD.

Restent 72 dollars, dont il faut déduire la rémunération élevée des consultants chargés d'animer le projet, les frais de transport, les coûts des missions d'évaluation... *In fine*, l'argent consacré à l'achat d'équipements et à la formation de personnels nationaux ne représente qu'une fraction limitée des contributions de départ.

A ce diagnostic déjà sévère vient s'ajouter un jugement critique sur les projets eux-mêmes : ils renforcent plus souvent la dépendance à l'égard de l'extérieur qu'ils ne favorisent le développement. Ils sont définis en étroite concertation avec les administrations locales qui cherchent, chacune dans son domaine, à faire entériner des entreprises pour lesquelles aucun autre financement n'a pu être trouvé. En conséquence le PNUD disperse ses efforts entre des projets soit irréalistes, soit élaborés de toutes pièces pour satisfaire les besoins des autorités autochtones.

On pourrait multiplier les exemples de plans technocratiques, grandioses sur le papier mais surdimensionnés par rapport aux besoins locaux ou totalement inadaptés à ceux-ci, tel ce réseau complet de stations météorologiques construit dans un PMA du Sahel et abandonné faute de voies d'accès et de capacités d'entretien.

A la demande de gouvernements qui n'ont plus les moyens de financer une partie de leur secteur public, des institutions et même des ministères émargent également au budget du PNUD. Une partie des personnels, des crédits, des véhicules, des administrations locales, se trouvent ainsi payés par le programme. Et l'agence d'exécution perçoit, sans rien faire, une commission sur ces dépenses récurrentes.

Le PNUD éprouve les plus grandes difficultés à se dégager de cette logique. Son représentant résident n'a pas l'autorité politique nécessaire pour s'opposer aux desiderata du gouvernement local, soutenu par les agences d'exécution qui ont tout intérêt à voir le système se perpétuer.

Les projets novateurs se font rares, notamment dans les PMA. Les échecs passés, l'appauvrissement généralisé, ont enterré l'esprit pionnier qui avait marqué les années 60 et 70. Il arrive, surtout en Afrique, que l'aide proposée par le PNUD ne trouve même plus à s'employer. Il ne reste alors qu'à financer des opérations sans avenir.

Loin d'être neutre, cette politique renforce la dépendance et accroît l'endettement : les importations supplémentaires nécessaires au fonctionnement des projets proviennent des pays développés ; l'aide technique du PNUD, réalisée certes à fonds perdus, sert souvent de catalyseurs pour d'importants investissements financés par l'emprunt, par exemple auprès de la Banque mondiale. L'échec prend alors un tour dramatique, le pays devant faire face à des échéances de remboursement sans que l'investissement réalisé ait produit les revenus escomptés. La Banque mondiale a ainsi prêté 10 millions de dollars à l'un des PMA asiatiques pour construire, à l'instigation du PNUD, une ferme de production de maïs. Cinq ans après, la ferme ne produit rien mais il faut tout de même rembourser le prêt.

Il convient toutefois de retoucher un peu ce tableau. Certains projets du PNUD, modestes dans leurs ambitions, dans les moyens mis en œuvre et directement orientés vers les besoins de la population (telle est la philosophie des microréalisations) ont produit des résultats appréciables. Et l'aide aux pays intermédiaires, concentrée sur quelques secteurs et relayée par des personnels et des ressources financières nationales, a donné des résultats fort encourageants.

Le PNUD est irremplaçable : par son existence même il diffuse les idées de progrès, de tolérance et de promotion de l'individu inscrites au cœur de la charte des Nations unies (1). Il a aussi aidé cette « maison commune universelle » qu'est l'ONU à franchir le cap de grandes crises politiques mondiales : quand les délégations de tous les gouvernements sont conviées à se pencher sur les programmes de développement des Etats les plus démunis, le fracas de la rhétorique et des affrontements s'estompe.

Demain, peut-être, le PNUD s'émancipera-t-il de toutes les tutelles et retrouvera un esprit d'entreprise proche des préoccupations locales.

* Haut fonctionnaire français en service détaché.

(1) Le PNUD vient de publier un *Rapport mondial sur le développement humain*. Le concept de « développement humain » prend en compte, pour chaque pays, non seulement le produit national brut, mais aussi l'éducation, la santé, l'espérance de vie, l'accès à l'eau potable, les libertés politiques, etc. Sans bouleverser le classement habituel des nations, cette nouvelle approche oblige à considérer le développement comme un tout : les individus ne sauraient être réduits à leur seule dimension d'*homo economicus*.

Transmettre savoirs et compétences

FINANCÉE par des contributions volontaires annuelles et administré par un conseil où siègent les représentants d'Etats élus par l'Assemblée générale de l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est riche, discret et peu politisé. Il dispose de réserves égales à la moitié du budget de l'aide française au tiers-monde, soit 12 milliards de francs de dons par an.

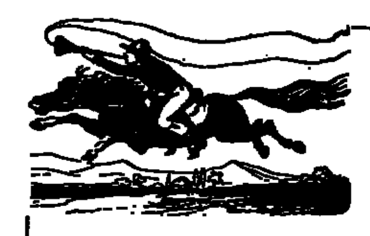
L'organisation se spécialise dans l'aide technique. Les projets qu'elle met en œuvre visent à transmettre des savoirs et des compétences dans tous les domaines (agriculture, santé, industrie, éducation). Chaque opération se voit allouer un budget qui permet de rémunérer l'expert chargé de la conduire et les consultants qui viendront l'épauler, d'acheter les équipements, de financer la formation de personnels nationaux censés prendre le relais, ainsi que toutes les autres dépenses (voyages, véhicules, bourses, etc.).

Le PNUD apporte les fonds, mais il ne prend pas lui-même en charge ses projets. Il confie leur exécution à l'une des agences des Nations unies, en fonction de leur spécialisation : l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ; l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

Mais c'est le bureau local du PNUD qui assure toute la logistique et le contrôle de l'exécution. L'organisation est donc complexe : chaque opération est suivie par l'expert qui la dirige, le gouvernement du pays qui en bénéficie, l'agence spécialisée qui en assure la réalisation, le siège du PNUD et son bureau local.

Dirigés par des représentants-résidents ayant rang d'ambassadeurs, ces bureaux disposent d'un personnel nombreux et qualifié, et pèsent d'un poids important auprès des administrations locales, surtout dans les pays les plus déshérités.

A. L.



Divine justice

APRÈS trois mois de procès et cinq jours de délibération, un tribunal de New-York a acquitté, le 2 juillet dernier, Mme Imelda Marcos, veuve de l'ancien dictateur philippin. Réfugiée aux Etats-Unis, elle est accusée par le gouvernement de Manille d'avoir détourné 222 millions de dollars d'argent public pour l'achat privé de cinq immeubles à New-York et d'une collection de tableaux rares et de bijoux précieux.

Deux mois plus tôt, le 29 mai, la Cour de cassation interdisait aux tribunaux français de se prononcer sur la demande de l'Etat d'Haïti réclamant la saisie et la restitution de 120 millions de dollars dérobés par « Bébé Doc » Duvalier qui réside dans le sud de la France.

Dans un cas comme dans l'autre, ces sommes ne représentent pourtant qu'une petite partie du trésor volé à des peuples parmi les plus pauvres de la planète par deux des familles les plus avides du club mondial des tyrans pillards. Pour les Marcos, environ 5 milliards de butin disséminés en Suisse, en Australie, en Grande-Bretagne, en Italie, au Canada, aux Etats-Unis. Ils s'étaient enfuis avec, pour tout bagage, 7 millions de dollars d'argent de poche et des mallettes de bijoux, laissant sur place, entre autres, une dette de 28 milliards de dollars. Pour les Duvalier, jadis principaux bénéficiaires des œuvres sociales de leur pays, trafiquants de drogue et de chair humaine, plus de 600 millions de dollars bien protégés. Les uns et les autres auront racketté toutes les activités économiques et détérioré l'aide internationale en toute impunité.

Divine surprise ? *« Que Dieu bénisse l'Amérique ! »*, s'est exclamé Mme Marcos à l'annonce du verdict, après avoir multiplié les incantations larmoyantes à la Vierge Marie. *« Et que Dieu bénisse la France »*, aurait pu ajouter « Bébé Doc » qui coule des jours paisibles, couvert d'or, sur la Côte d'Azur. Quant à Adnan Kashogi, l'intermédiaire obligé des uns et des autres, poursuivi pour recel, lui aussi disculpé, il ira à La Mecque *« remercier Allah »* !

Plus prosaïquement, la justice, qui dans sa majestueuse impartialité sanctionne le vol à l'étalage commis par le pauvre comme par le riche, protège également l'un et l'autre contre les atteintes au droit de propriété inviolable et sacré.

A condition de disposer de beaucoup d'argent pour payer cautions et avocats ou jouir d'un statut d'immigré sans papiers, libre de ses mouvements, comme les Duvalier, en France depuis le 7 février 1986 avec, pour tout viatique, un visa de huit jours. Seuls des esprits mal intentionnés pourraient s'aviser que dans nos démocraties le droit d'asile est aujourd'hui mieux garanti pour les bourreaux sanglants que pour leurs innocentes victimes.

CHRISTIAN DE BRIE.

DES BLOCS A LA DÉRIVE

Quelle équipe de chercheurs élaborera une théorie rendant compte de la formidable accélération, en quelques mois, de la dérive des blocs Est et Ouest l'un vers l'autre comme, au début du siècle, Wegener l'avait fait pour la dérive des continents ? Peut-on d'ailleurs encore parler d'Est et d'Ouest alors que se dessine, après le sommet de l'OTAN de Londres des 6 et 7 juillet, une véritable *« communauté de sécurité »* du Nord et que, face aux risques que les « dividendes de la paix » font courir aux establishments militaires *(voir ci-dessous l'article de Bernard Cassen)*, se formule une nouvelle représentation alarmiste des *« menaces »* venues du Sud ?

Les deux superpuissances nucléaires ne paraissent plus en mesure d'imposer leur loi à leurs alliés, et M. Kohl, moyennant finances certes, a obtenu de M. Gorbatchev ce que ce dernier avait refusé à M. Bush à peine un mois auparavant : l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'OTAN *(voir, pages 10 et 11, l'article de Jacques Levesque)*. Amer constat pour le président américain aux prises avec ses déficits, la faillite des caisses d'épargne et l'érosion d'une base industrielle de plus en plus minée par le Japon *(voir, pages 10 et 11, l'article de Jacques Decornoy)*. Quant à M. Gorbatchev, il continue de déjouer tous les pronostics pessimistes qui annoncent régulièrement sa chute prochaine, et de surprendre le monde par ses initiatives politiques, aussi bien nationales qu'internationales.

B.C.



DAUMIER. – « Equilibre européen » (1867)

DR

Transformer l'URSS

Par JEAN-MARIE CHAUVIER*

EN Union soviétique, la révolution politique est devenue permanente. Il y a saturation d'événements historiques. Au point que certains d'entre eux, qui auraient fait sensation il y a quelques mois, se perdent dans les entrefilets de la presse.

Ce sont pourtant des pans entiers de l'histoire de ce siècle qui viennent de s'effondrer : le régime politique et le statut des médias de la Russie soviétique depuis la guerre civile de 1918-1920 ; l'URSS telle que constituée en 1922 ; l'héritage allemand et soviétique, en Europe, de la seconde guerre mondiale et de la « guerre froide » ; les derniers vestiges du « camp socialiste ». Tout cela s'est concrétisé en moins d'une semaine du mois de juillet 1990.

Vendredi 13 : fin du 28e congrès du Parti communiste d'Union soviétique. *« Inspirateur et organisateur de toutes nos victoires »*, disaient, hier encore, en lettres d'or, les slogans à la gloire de la révolution d'octobre 1917, des grands chantiers, de la résistance antinazie. Noyau de l'*« empire du mal »*, scandaient ses ennemis de tous lieux et en tout genre, repris en chœur, depuis peu, par les nouveaux anticommunistes dans les rues de Moscou. Le 28e fut bien le dernier congrès du parti-Etat. Le cœur du pouvoir, en URSS, a été transféré du bureau politique (où il se situa dès 1919) vers le Conseil de la présidence et le gouvernement. Aucun ministre ne siège plus au Politburo (1). Seul M. Mikhaïl Gorbatchev, président de l'Etat, reste secrétaire général du PC. La plupart des « hommes qui comptent » se retrouvent au Conseil de la présidence. Presque tous sont, formellement, encore « communistes », une étiquette à contenus multiples désormais, depuis le traditionalisme religieux, anticommuniste et russophile, incarné par l'écrivain (non membre du PC) Valentin Raspoutine jusqu'au libéralisme radical de l'écrivain Stanislav Chataline, en passant par le conservatisme du ministre de la défense Dimitri Iazov, le cosmopolitisme de l'écrivain kirghize (turco-musulman) Tchinguiz Aïtmatov, et le socialisme démocratique d'Alexandre Iakovlev, l'un des principaux inspirateurs de la « nouvelle pensée » gorbatchévienne. Et à ce titre cible privilégiée de l'offensive conservatrice au congrès.

Avec la plupart d'entre eux – comme avec ceux qui ont quitté le PC à la fin du congrès, tels Boris Eltsine, les maires de Moscou, M. Gavril Popov, et de Leningrad, M. Anatoli Sobtchak, et les leaders de nouveaux partis en formation, – la voie du pluripartisme est ouverte. Une étape importante dans cette voie serait la constitution d'un gouvernement d'entente nationale, recommandée par plusieurs proches conseillers de M. Gorbatchev depuis quelques mois.

Dimanche 15 : « libération » de l'audiovisuel par décret de la présidence. Le comité d'Etat pour la radio et la télévision (Gosteleradio) est soustrait au contrôle du parti, au profit du gouvernement fédéral, mais les décisions des républiques ou des municipalités tendant à s'en emparer sont déclarées *« nulles et non avenues »*. L'heure des télévisions « de partis » ou privées est ouverte pour ceux qui en ont les moyens. Une évolution analogue est en vue dans la presse écrite (abolition de la censure depuis le 1er juillet), mais elle se heurte au fait que la propriété des imprimeries revient au parti. La « décommunisation » des médias ne signifie pas nécessairement leur démocratisation : les télévisions balte et géorgienne, par exemple, véhiculent des propagandes étroitement nationalistes. Par comparaison, certains organes réputés « communistes » de Moscou sont bien plus objectifs et pluralistes ! La bataille pour le contrôle des télécommunications ne fait que commencer.

Lundi 16 : le Parlement de Kiev déclare la *« souveraineté de l'Ukraine »*. C'est le fruit d'un compromis à l'élaboration duquel a pris part un proche de M. Gorbatchev, l'ex-président du Parlement ukrainien, M. Ivan Ivachko. Les ukrainistes ont réussi à faire passer des revendications très radicales, comme les projets de monnaie et d'armée nationales. Si la défection de l'Ukraine avait réellement lieu – la perte d'une république de 50 millions d'habitants, avec une part importante du produit agricole, industriel énergétique (nucléaire) du pays, – l'URSS serait très sérieusement amputée. Pendant ce temps, le Parlement russe, présidé par M. Eltsine, installe sa « souveraineté » ; les pays Baltes négocient leur sortie de l'URSS ; la Géorgie est pratiquement « sans pouvoir » et ses nationalistes sont écartelés ; le Kazakhstan et quatre autres républiques musulmanes d'Asie centrale forment une coalition d'intérêts des plus pauvres de l'Union. L'URSS a-t-elle déjà éclaté ? Non. Les courants centrifuges sont freinés par la réalité de l'interpénétration des économies et par les besoins de nouvelles formes d'association. C'est le moment, pour M. Gorbatchev, de donner corps à son projet d' *« Union d'Etats souverains »*. Les Etats-Unis soviétiques d'Europe et d'Asie permettraient-ils d'éviter les « autarcies » éclatées et les guerres fratricides ?

La « déclaration de paix » de l'OTAN

Mardi 17 : la visite du chancelier ouest-allemand, M. Helmut Kohl, s'achève sur un accord historique : l'Allemagne pourra s'unifier, si elle le veut, dans le cadre de l'OTAN. Le geste de M. Gorbatchev répond à la *« déclaration de paix »* de l'alliance atlantique quelques jours plus tôt, opportunément tombée en plein 28e congrès, alors que retentissaient, contre M. Gorbatchev, les reproches (surtout militaires) de *« désarmement unilatéral »* et de propension au *« mythe »* d'un bloc occidental désormais *« inoffensif »*. Qui a la naïveté de croire que la très réelle défaite de l'URSS dans la course aux armements signifie la démilitarisation du monde et des pensées ? Contraint parce que essoufflé, le Kremlin n'en pose pas moins un défi universel : comment vivre *« sans ennemi »* ? En attendant la réponse, l'accord germano-soviétique tourne la page du conflit de 1941-1945, marque la grande retraite et l'agonie d'un des deux blocs (le pacte de Varsovie) et permet à l'Allemagne de se frayer, la première, le chemin vers l'important marché soviétique.

Encore faut-il qu'il y ait « marché », c'est-à-dire une économie selon les critères occidentaux. C'est la condition d'une aide que MM. Kohl et Mitterrand, en tout cas, sont prêts à accorder à M. Gorbatchev *« avant qu'il ne soit trop tard »*. M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, est également favorable à un projet d'assistance en crédits à court terme et une aide à des réformes de structures.

Cette cascade de changements aide à mieux comprendre le sens du 28e congrès et, surtout, le comportement de M. Gorbatchev que d'aucuns qualifient de *« mauvais capitaine aux commandes du* Titanic », dont le naufrage est quotidiennement annoncé. Bien entendu, les audaces politiques de M. Gorbatchev ont beau entretenir l'un des grands suspenses de l'histoire, elles ne résolvent pas pour autant les difficultés en tout genre que connaît le pays : la guerre civile fait rage en Kirghizie ; les statistiques officielles confirment la régression de la production industrielle (2) ; le marasme économique et la peur du lendemain encouragent les séparatismes, les réactions de désespoir, la fuite des cerveaux, et l'émigration massive qui

* Auteur de *URSS, une société en mouvement*, Editions de l'Aube, La-Tour-d'Aigues, deuxième édition, 1990.

(1) Voir *le Monde*, 17 juillet 1990.

(2) 1 % de diminution du produit industriel au cours des six premiers mois 1990.

Le Vieux Continent avide de

Par BERNARD CASSEN

LA politique française de posture indépendante, fondée sur une dissuasion nucléaire du faible au fort, et qui, en l'état actuel des choses, continue de ne viser que l'Union soviétique, est de plus en plus mal acceptée. Au sein des autres gouvernements membres de l'OTAN, bien entendu, où l'on n'a jamais vraiment admis le retrait de Paris de l'organisation militaire intégrée, décidé par le général de Gaulle en 1965, mais aussi chez la quasi-totalité des mouvements progressistes d'Europe. Surtout après l'accumulation de décisions et d'annonces de ces dernières semaines, qui ont permis de boucler le « tour de table » politique, économique et diplomatique de l'unification de l'Allemagne et son intégration à l'alliance atlantique, et dont la plus significative est peut-être l'évolution de l'URSS du statut d' *« ancienne adversaire du temps de la guerre froide »* à celui de futur *« partenaire »* de l'OTAN.

« Il y a une certaine gauche qui a toujours été trop sensible aux modes venues d'outre-Atlantique. Rien d'étonnant à ce qu'elle veuille traduire en français l'expression peace dividend. *Celle-ci est malheureusement intraduisible »*, déclarait récemment M. Jean-Pierre Chevènement (1), défendant avec fermeté son budget du ministère de la défense. Pourtant, sans attendre l'étape décisive ainsi franchie en juillet dernier – et qui ne sera pas la dernière – vers la formation d'une « communauté de sécurité » du Nord (2), la quasi-totalité des pays occidentaux avaient, eux, su trouver, dans leur langue nationale, une façon de traduire les fameux « dividendes de la paix ». Le directeur de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, M. François Heisbourg, affirmait récemment : *« Quand les autres puissances industrielles tirent parti de la diminution de la menace soviétique pour réduire leurs dépenses militaires et les orienter vers la société civile, la France semble l'ignorer. Au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale, les dépenses militaires auront diminué au total de 7 %, 5 % et 2 % respectivement, en 1989 et 1990, alors qu'en France elles se seront accrues de près de 2 %.* (3). » Et le 25 juillet dernier, le gouvernement britannique a annoncé une réduction de 18 % du total de ses personnels militaires.

Et encore ne s'agit-il là que des grands Etats, ceux du « premier étage » de l'OTAN, car, dès le début de l'année 1990, *Business Week* pouvait écrire que *« nulle part la course au désarmement n'est aussi prononcée qu'au « second étage ». Le 5 février les Néerlandais annoncèrent subitement une réduction de 1,2 milliard de dollars du budget militaire pour 1995, soit un doublement des coupes claires décidées tout juste un mois auparavant. Les hommes politiques danois réclament aussi des compressions draconiennes et les Belges ont évoqué la possibilité d'un retrait unilatéral de leur contingent* [25 000 hommes] *en RFA. En Espagne, M. Felipe Gonzalez a récemment réduit le service militaire de dix-huit à douze mois et taillé dans le vif des crédits militaires* (4). » Et ce ne sont pas les résultats du sommet Kohl-Gorbatchev, prévoyant pour l'Allemagne unifiée une limitation, à échéance de trois ou quatre ans, de ses forces armées à 370 000 hommes, ainsi que son engagement à renoncer à la fabrication et à la possession d'armes chimiques, et à être partie prenante au traité de non-prolifération nucléaire, qui vont renverser cette tendance.

Il serait erroné d'attribuer à la seule diminution – pour ne pas dire la quasi-disparition – de la « menace » soviétique le mouvement de reflux des dépenses militaires engagé aux Etats-Unis et en Europe (sauf, jusqu'à ce jour, en France). Trois types de facteurs, qui se renforcent mutuellement, poussent dans cette direction : l'affaiblissement de la composante purement militaire du concept global de puissance ; la fin des illusions sur les industries militaires comme « locomotives » de la croissance ; enfin, pour les pays membres de la CEE, les incidences fiscales d'une construction communautaire d'essence néolibérale.

Quand les vaincus font la loi

QUE les vaincus de la seconde guerre mondiale soient, après moins d'un demi-siècle, en mesure d'imposer leurs vues aux deux grands Etats vainqueurs a donné et donne sérieusement à réfléchir. Le Japon marque constamment des points dans la compétition technologique avec les Etats-Unis, et, non content, par ses investissements et ses achats de bons du Trésor, d'empêcher que les déficits américains ne tournent à la catastrophe mondiale, se trouve même en situation de les dominer dans certains secteurs *high-tech*, comme les composants électroniques, nécessaires à leur propre défense...

Quant à l'Union soviétique, elle mesure combien son « énorme supériorité » classique et nucléaire ne lui a été d'aucun secours pour empêcher M. Kohl de parvenir à ses fins : les promesses de milliards de marks d'aide de la RFA et de transferts de technologie occidentale ont pesé autrement plus lourd que la capacité de détruire la planète quarante fois au lieu de trente-neuf pour tirer l'Union soviétique du chaos économique.

Les expériences du Vietnam, de l'Afghanistan, de l'Angola, du Cambodge, pour ne pas parler des guerres coloniales des années 50 et 60, ont montré aux pays industrialisés et à leurs alliés la vanité de l'occupation territoriale comme instrument de domination. La maîtrise des flux d'information, notamment scientifique et technique, celle des taux d'intérêt, des cours des matières premières, des investissements, etc., constituent aujourd'hui le véritable instrument de la puissance *(lire, pages 1, 16 et 17, l'article de Laurent Carroué)*. Et, lorsque M. Chevènement affirme : *« Il y a une géographie invisible des forces, et en particulier des missiles nucléaires, qui sous-tend en permanence l'activité des diplomates* (5) », on peut se demander si une telle analyse, parfaitement exacte du temps de la guerre froide, n'est pas aujourd'hui désuète faute d'adversaires qui la partagent.

On se souvient qu'en 1983, lorsque M. Ronald Reagan annonça l'initiative de défense stratégique (IDS), plus connue comme « guerre des étoiles », beaucoup d'observateurs y virent autant l'ambition de relancer la capacité d'innovation de l'industrie américaine dans des secteurs sensibles (matériaux composites, super-ordinateurs, physique des plasmas notamment) que la volonté de créer un déséquilibre stratégique au détriment de l'URSS. C'est d'ailleurs en réaction à l'IDS, et à partir de son impact présumé sur le développement technologique de l'Europe, que M. François Mitterrand avait, en 1985, lancé le projet Eurêka (6).

Les études réalisées à partir du milieu des années 80 aux Etats-Unis ont montré que l'hypothèse de la relance de la compétitivité technologique par la recherche-développement militaire n'était pas fondée, les responsables du Pentagone ayant d'ailleurs été les premiers à le dire. François Chesnais décrit ainsi le nouvel état d'esprit des milieux militaires d'outre-Atlantique sur la question : *« C'est d'une base industrielle civile saine que doit résulter l'autonomie en matière stratégique. Il n'est plus question de récolter les retombées positives de la R-D (recherche-développement) militaire, mais de prendre des mesures urgentes pour assurer l'existence d'une*

(1) *Le Monde*, 13 juillet 1990.

(2) Voir Maurice Bertrand, « Les dangers d'une communauté de sécurité du Nord contre le Sud », *le Monde diplomatique*, février 1990.

(3) François Heisbourg, « La France en retard d'une paix », *Libération*, 13 juillet 1990.

(4) *Business Week*, 19 février 1990.

(5) *Le Monde*, 13 juillet 1990.

(6) Voir le dossier « Les ambitions d'Eurêka », *le Monde diplomatique*, août 1985.



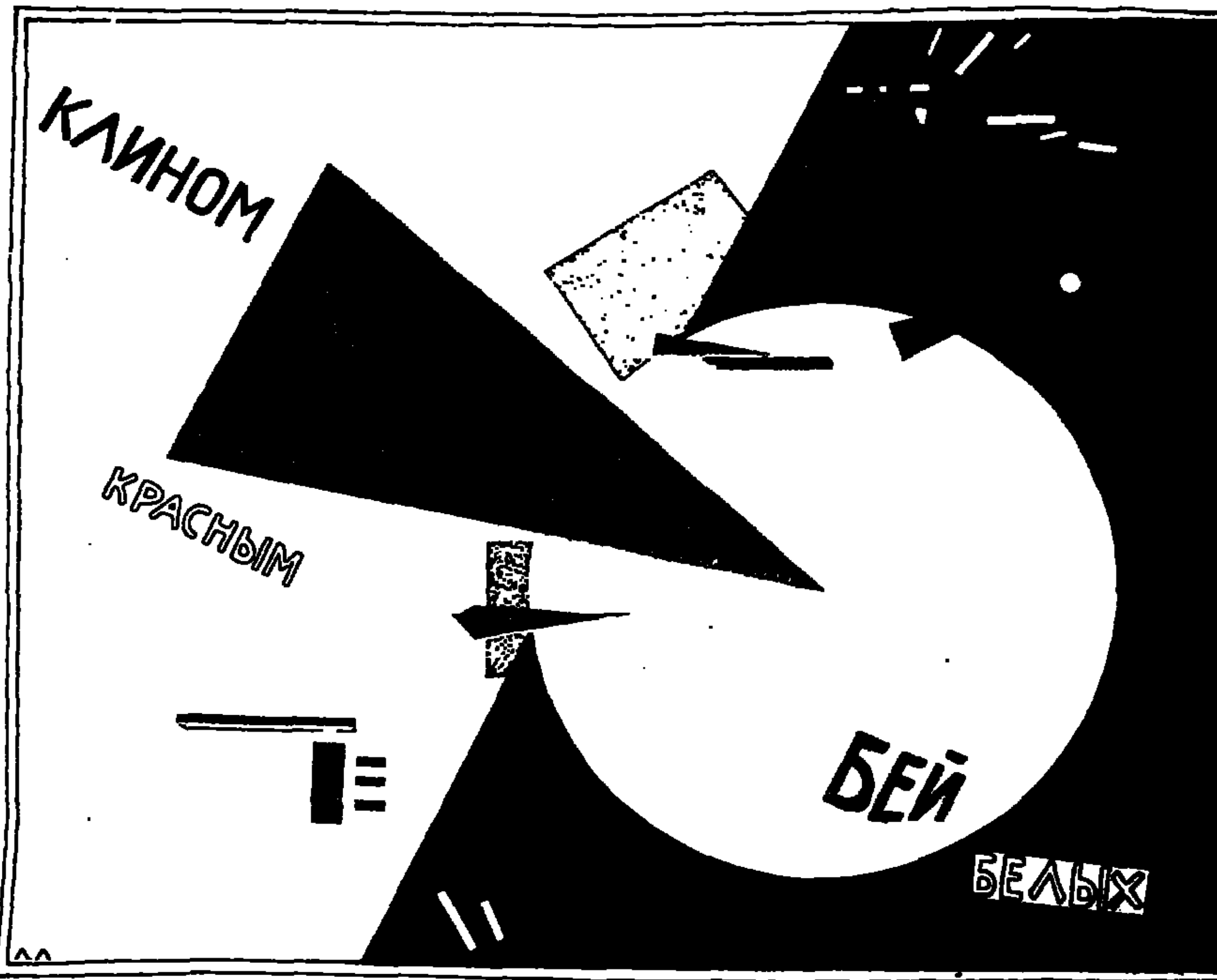
avant qu'il ne soit trop tard...

pourrait atteindre deux à trois millions de personnes en 1991 (3).

Sans doute M. Gorbatchev n'a-t-il pas encore *« détruit le PC »* et instruit le *« procès de Nuremberg du communisme »*, comme l'exigeaient quelque cinquante mille manifestants radicaux (qui scandaient « Gorbatchev-traître ») le 15 juillet, dans les rues de Moscou en compagnie d'un ex-général du KGB. Indéniablement, il n'a pas exhorté les congressistes du PC à la « restauration du capitalisme » ni au « choc thérapeutique » à la polonaise que réclament certains de ses conseillers russes et occidentaux. Le leader soviétique sait parfaitement que la mise au chômage de quinze millions de ses compatriotes, et la plongée dans la misère de la plupart d'entre eux en cas de brutales hausses des prix, serait une aventure peu souhaitable : un gouvernement résolument libéral en URSS ne bénéficierait ni du crédit initial et de l'encadrement de la population qu'a pu assurer Solidarité en Pologne ni des prédispositions favorables au capitalisme qui existent en Hongrie ou en Tchécoslovaquie. Il lui faut donc composer non seulement avec un appareil toujours puissant, mais avec une population réticente, attachée à ses « acquis sociaux » (4). Et cela sans lui promettre, comme M. Eltsine, que des réformes radicales *« n'entraîneront pas une diminution du niveau de vie »*.

Il faut toutefois constater l'échec de M. Gorbatchev à vouloir transformer le PCUS en *« avant-garde de la perestroïka »*. On ne verra pas cette formation moderne qui aurait, selon un historien réformateur, joué le même rôle stabilisateur que la Démocratie chrétienne en Italie et le Parti libéral-démocrate au Japon dans les années d'après-guerre (5).

Le 28e congrès ne fut même pas celui du parti – tel qu'il pense et bouge à la base – mais bien celui d'un appareil hâtivement récupéré par les conservateurs lors du congrès du PC russe. C'est que l'« appareil conservateur » n'a plus rien d'un bloc monolithique. Il cherche à sauver les meubles, au propre comme au figuré, mais quels « meubles » ? Le régime du passé ? Personne ne le défend, pas même M. Ligatchev, tous ne jurent que par la perestroïka. Le marxisme ? Hormis des dogmes auxquels plus personne ne fait semblant de croire, rares sont ceux qui ont lu Marx ou pensé en « marxistes », et l'antimarxisme à la mode à Moscou (y compris dans le PCUS) est aujourd'hui aussi grossier que le « marxisme » officiel d'hier. Lénine ? Cette valeur-là, bien que controversée, est plus solide. Mais chacun a « son » Lénine et peut trouver dans les derniers écrits du fondateur des critiques acerbes de la bureaucratie, de la *« morgue communiste »*, du *« chauvinisme grand russe »*... et des exhortations à la *« révolution culturelle »* par le marché ! Le collectivisme d'Etat ? Là se trouve effectivement la base sociale de la bureaucratie. Mais l'incurie, la corruption, la « privatisation » par le marché noir et les mafias ont singulièrement vidé ce collectivisme de sa substance : la bureaucratie du parti-Etat, jadis auréolée de vraies victoires, est devenue totalement parasitaire.



DR

LISSITZKY. – « Abattons les blancs avec un coin rouge ! » (1920)

Ceux-ci ne reposent pas sur la propriété privée, ils sont liés aux fonctions, donc à la politique : est-il bien sûr que le conservatisme soit le meilleur moyen de les préserver ? L'important, pour des gens de pouvoir, n'est-il pas de rester du côté du « manche » ? Les privilèges de type féodal sont condamnés à disparaître : voitures, datchas, magasins spéciaux, établissements de soins réservés – ce que M. Boris Eltsine vient d'« abolir » (au Parlement russe). Mais, l'expérience du capitalisme l'apprend, et aussi (déjà) celles de Prague et de Budapest où les nouveaux bourgeois font main basse sur les terres et les immeubles : il y a d'autres « privilèges » à prendre. Et il y aura encore *« des voitures et des datchas »*. Face à ces nouveautés déjà perceptibles, l'appareil est forcément tiraillé : le « manche », demain, se situera dans les capitalismes d'Etat et privé. Dans un tel contexte de déstabilisation, les fonctionnaires ne sont pas moins déroutés que le reste de la population. Quant au crédit politique ils peuvent le regagner par le nationalisme : dans les Républiques baltes, de larges fractions de l'appareil ont basculé dans le camp du séparatisme.

Cette toile de fond sociale permet de mieux dénouer l'« énigme » du 28e congrès : comment une majorité si agressivement antigorbatchévienne a-t-elle pu, finalement, choisir en M. Mikhaïl Gorbatchev son secrétaire général ? C'est qu'au-delà de ses convulsions l'appareil n'a pu découvrir ou entrevoir une quelconque solution de rechange, qu'il s'agisse de politique ou de personnalité. Habilement, M. Mikhaïl Gorbatchev a pu jouer de ce vide, des contradictions entre « durs » et timorés, entre Russes et non-Russes et aussi du soutien de l'Occident qui, dans l'état de besoin qui est celui de l'URSS aujourd'hui, n'est plus une caution suspecte.

Les conservateurs ont activement contribué à leur propre déroute. Ils se sont divisés dès leur « congrès d'initiative » de Leningrad : le noyau stalinien (« Edinstvo », Unité) de Mme Nina Andreeva fut écarté par les « léninistes » partisans du *« retour à la dictature du prolétariat »*, eux-mêmes trahis par leur allié M. Boris Gidaspov (secrétaire du PC de Leningrad), qui se rallia, successivement, à l'idée du marché, à celle du consensus, et à son « ennemi » M. Gorbatchev.

Au congrès du PC russe reconstitué, c'est un autre leader qui surgit, M. Ivan Poloskov, venu de Krasnodar (Russie méridionale) et qui se signale comme un *« homme à poigne »* (6). Au congrès du PCUS, enfin, les deux néoconservateurs, MM. Poloskov et Gidaspov, ont aidé à mettre en minorité le leader « archéo » conservateur M. Egor Ligatchev, qui n'a pu se retrouver ni au bureau politique ni à ce poste de secrétaire général adjoint qui aurait pu servir à placer sous surveillance M. Gorbatchev. Celui-ci y fit accepter « son » homme d'appareil, l'Ukrainien Vladimir Ivachko. Le tour était joué. La majorité fit semblant d'avoir reconduit M. Gorbatchev « malgré » son programme. A peine élu, le secrétaire général dissipa toute illusion ; c'est « avec » son programme que le parti irait au combat : pour l'économie de marché, la démocratisation, la séparation du parti et de l'Etat. Avec le programme, et... le président (7).

Le réalisme grognon de la majorité se doublait d'un réflexe autoconservateur : les barons se savent contestés, leur spectacle au congrès n'a pas amélioré leur image, leurs bavardages doctrinaires ont quelque chose d'indécent, d'intolérable, pour un peuple qui souffre toutes les pénuries et toutes les tragédies (de la mer d'Aral à Tchernobyl). Le 11 juillet, trois cent mille mineurs au moins (sur sept cent mille) ont fait grève pour la nationalisation des biens du parti et pour son expulsion des entreprises et des casernes. Avertissement qui sert la cause de M. Gorbatchev : « Qui d'autre que moi, camarades, pourrait encore vous protéger, ou du moins vous aider à sortir sans trop de dégâts, face à la colère qui monte ? », semble-t-il dire.

Les mineurs appuyaient les revendications de l'opposition radicale interne (Plate-forme démocratique) ou externe au parti. M. Gorbatchev ne pouvait y faire droit. C'était sans surprise. Tout comme les démissions finales des plus radicaux : MM. Boris Eltsine, Gavril Popov, Anatoli Sobtchak... Non suivis, pour l'heure, par la majorité de la Plate-forme, soucieuse de ne pas abandonner le terrain aux conservateurs, au moment délicat où va s'engager le « partage civilisé » des biens du PC.

Mais, à très court terme, M. Mikhaïl Gorbatchev ne pourra contourner les deux principaux problèmes : le contrôle des entreprises, dans la perspective du passage au marché, et celui de l'armée et du KGB. Les bruits de bottes, les tentations de coup de force militaire reprennent vigueur (8). Mais, pour l'heure, les tentatives de coup d'Etat civil ont échoué (9).

JEAN-MARIE CHAUVIER.

(3) D'après le président du Comité pour le travail et les questions sociales, Vladimir Chtcherbakov *(Les Nouvelles de Moscou,* nº 26, juillet 1990.)

(4) Sur les conséquences sociales des changements et l'extension de la misère en URSS, cf. *le Monde diplomatique*, juin 1990.

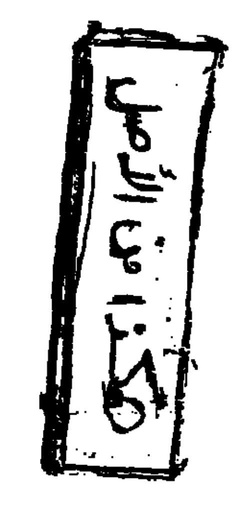
(5) Viktor Kouvaldine, *Les Nouvelles de Moscou*, nº 21, 25-31 mai 1990.

(6) Sur le congrès du PC russe, cf. *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(7) Les actes et débats du Congrès ont été publiés quasi intégralement dans la *Pravda*, et largement exposés et commentés par le quotidien gouvernemental et d'orientation réformatrice *Izvestia*.

(8) *Le Monde*, 10 juillet 1990.

(9) *« Le congrès des communistes de Russie a été une tentative de coup d'Etat »*, déclarait au *Monde*, le 28 juin 1990, le chef adjoint du département international du comité central du PCUS, Andreï Gratchev.



toucher les dividendes de la paix

« base industrielle viable », commune à la fois au secteur militaire et au secteur civil concurrentiel (7). »

Quant à la situation de la R-D et de la production militaires en France, l'analyse que l'on peut en faire – à partir des rares données disponibles (8) – conduit à un constat extrêmement sévère pour les responsables politiques – de tous bords d'ailleurs – qui, en 1987, ont laissé dire sans répliquer à M. André Giraud, alors ministre de la défense, dans sa présentation de la loi de programmation militaire au Parlement : *« En votant la loi de programmes, c'est une véritable locomotive du développement économique que vous alimentez »*, alors que les références du ministre à l'expérience américaine (*« Les Etats-Unis n'ont jamais eu de politique industrielle et ne veulent pas en avoir »*) dataient d'une vingtaine d'années et étaient devenues totalement caduques. Faute d'une base industrielle diversifiée, et donc viable, les industriels français de l'armement, comme d'ailleurs leurs homologues britanniques et américains, ont vu leurs ventes chuter alors que celles de la RFA augmentaient ! (9).

Loin de constituer une « locomotive », la R-D militaire française apparaît comme un véritable boulet pour l'économie civile, tant en termes financiers qu'en termes d'immobilisation de ressources humaines qui seraient mieux utilisées ailleurs. L'hypothèque militaire en Europe (principalement en France et au Royaume-Uni) fait que, sur les 75 millions d'écus consacrés en 1988 à la R-D dans l'ensemble des pays membres de la CEE, seuls 57 milliards ont été affectés à des usages civils (aux Etats-Unis, les chiffres correspondants étaient de 120 milliards et de 80 milliards d'écus), alors que la quasi-totalité du budget de R-D japonais (65 milliards d'écus) allait à ces usages civils (10). On peut voir les résultats en termes de solde industriel...

Budgets contractés, débouchés incertains, les industries de la défense (qui, en France, occupent près de 300 000 salariés) ont tout à craindre des « dividendes de la paix », et certains de leurs secteurs pourraient bien, dans les années 90, connaître le même sort que la sidérurgie et la construction navale dans les années 80...

La recherche d'une menace crédible

C'EST également la logique même de l'édification communautaire qui rend de plus en plus difficiles les arbitrages en faveur des dépenses militaires. L'harmonisation tendancielle de la taxation des revenus du capital vers le zéro (11) entraîne des baisses de recettes fiscales dans plusieurs Etats. Ainsi, pour la France, le manque à gagner annuel est supérieur à 20 milliards de francs. Ce chiffre – qui représente le montant de l'un des cadeaux faits aux plus privilégiés – est nettement moins claironné que celui des 5,7 milliards de francs produits en 1990 par l'impôt de solidarité sur la fortune. L'harmonisation des taux de TVA conduira également à des pertes de recettes considérables dans certains pays : pour la France, M. Michel Rocard a pu parler de risque de *« paupérisation de l'Etat »*.

Dans un contexte où le tabou du plafonnement des prélèvements obligatoires et celui de la « contrainte » européenne font reposer l'augmentation des rentrées de l'Etat sur la seule croissance de l'économie, et où les priorités budgétaires affichées sont celles liées à la compétitivité économique (éducation, formation professionnelle, recherche) et à des préoccupations électoralement importantes (environnement), sans parler de la protection et de la prévention sociales, de la justice, de la police, etc., les énormes crédits de la défense apparaissent comme autant de victimes toutes désignées dans la chasse aux économies budgétaires.

Faute de perception d'une menace extérieure crédible, les opinions publiques écouteront toujours davantage ceux qui préconiseront la réinjection d'une bonne partie des dépenses militaires dans l'économie civile et dans des projets à caractère social : la National Westminster Bank de Londres estime qu'à partir du milieu des années 90 – car il existe une forte inertie des budgets de la défense – le taux de croissance moyen annuel de l'Europe de l'Ouest pourrait ainsi augmenter, toutes choses égales par ailleurs, de 0,4 % (12).

C'est pourquoi l'exercice de relations publiques favori des milieux de la défense, dans tous les pays, consiste à définir de nouvelles menaces. Sans complètement oublier les anciennes. C'est ainsi que le rapport présenté par M. Geoffrey Finsberg à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) insiste d'abord sur le fait que *« l'Union soviétique demeurera une grande puissance militaire et la disparition du pacte de Varsovie, loin de mieux assurer la paix, risque fort de multiplier les conflits nationaux en Europe »*, pour envisager ensuite le scénario-catastrophe d'une désintégration partielle de l'Union soviétique : *« Cela pourrait bien déboucher sur l'apparition d'une République russe pleine de ressentiments qui serait nationaliste, antisémite et xénophobe, avec un sentiment d'isolement qui se fait déjà puissamment sentir dans les forces armées* (13). »

Mais le danger le plus « prometteur », si l'on peut dire, compte tenu, en particulier, de l'état d'une opinion française taraudée par un lepénisme qui prospère sur les décombres de la gauche (14) se situe au sud de la Méditerranée et au Proche-Orient. C'est ainsi que le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, après avoir rappelé, lui aussi, les risques inhérents à une déstabilisation de l'Union soviétique, étant donnée sa panoplie nucléaire et classique, et ceux d'un « vide stratégique » au centre de l'Europe, ajoute : *« Dans nombre de pays soumis à la pression intérieure du fondamentalisme et au détriment desquels s'accentuent les déséquilibres démographiques et économiques, existent des forces militaires importantes et modernes qui ne sont prises en compte, pour le moment, dans aucun traité* (15). » Et d'invoquer, à l'appui de cette thèse, les propos de M. Chevardnaze, tenus à Vienne le 6 mars dernier : *« Au sud de l'Europe et dans le sud-ouest de l'Asie existent des potentiels qui risquent de devenir bien supérieurs aux nôtres. »*

La difficulté d'un tel retour à une conception de la défense « tous azimuts » est qu'elle apparaît circonstancielle, faute de prendre réellement en compte la profondeur des extraordinaires réalignements mondiaux de ces derniers mois. Il y a tout lieu de penser qu'elle ne pourra pas résister très longtemps aux tendances lourdes du nouveau contexte européen.

BERNARD CASSEN.

(7) François Chesnais (sous la direction de), *Compétitivité internationale et dépenses militaires*, CPE/Economica, Paris, 1990. Voir, notamment le chapitre 1, « Leadership technologique et R-D militaire : les politiques américaines des années 1980 », par Bernard Haudeville, et le chapitre 2 « VHSIC : vertu retrouvée ou illusions perdues pour l'industrie américaine des semi-conducteurs », par Christos Passadeos.

(8) François Chesnais (sous la direction de), *Compétitivité internationale et dépenses militaires, op. cit.* Les citations sont tirées du chapitre 6 « L'industrie militaire, une « locomotive » du développement économique français » par François Chesnais.

(9) Voir Jacques Isnard, « La fin des marchands de canons », *le Monde*, 26 juin 1990. Pour les Etats-Unis, voir Serge Marti, « Marchands d'armes en panne », *le Monde*, 18 juillet 1990.

(10) Voir André-Yves Portnoff, « L'Europe technologique : l'espoir, enfin... » *Science et technologie*, novembre 1989.

(11) Voir Bernard Cassen, « La Communauté dans la spirale néolibérale », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(12) *Business Week, op. cit.*

(13) « L'UEO dans l'alliance atlantique » document 1225, 25 mai 1990.

(14) Voir Christian de Brie, « L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(15) *Le Monde*, 23 mars 1990.

● SÉMINAIRE. – Sous le patronage du *Monde diplomatique* et de Radio France Internationale (RFI), l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) organise, les 5 et 6 octobre, un séminaire consacré à la définition de nouvelles normes de solidarité Nord-Sud intégrant l'action envers les pays de l'Est : « Pour une nouvelle conscience planétaire. Francophonie et latinité au carrefour du Nord, de l'Est et du Sud ». Participation sur invitation. *(Renseignements et inscription : AUPELF-UREF, 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-22-96-38 ; télécopie : 42-22-39-48.)*

DES BLOCS A

La volonté européenne de

Par JACQUES LEVESQUE *

ETONNANT paradoxe : les bouleversements survenus en Europe de l'Est en 1989 ont constitué l'apothéose de la politique européenne de M. Gorbatchev ; et en même temps ils ont entraîné sa ruine. La perte aussi rapide de l'Europe de l'Est a en effet privé le président soviétique des principaux leviers nécessaires à la mise en œuvre de ses grands projets sur le Vieux Continent.

Le calme étonnant qui régnait à Moscou pendant que se précipitaient, en novembre et décembre 1989, les événements en Europe centrale était le signe qu'une ferme décision avait été prise de n'y intervenir par la force en aucune circonstance. Cela ne veut pas dire que M. Gorbatchev et son entourage avaient prévu l'ampleur et, surtout, la rapidité des bouleversements. Ils escomptaient que ceux-ci s'inscriraient dans un processus relativement contrôlé, s'étalant sur plusieurs années. C'est d'ailleurs ce que laissait prévoir le modèle initial mis au point en Pologne par le général Jaruzelski et les dirigeants du syndicat Solidarité, et consigné dans l'accord historique du 5 avril 1989, qui ouvrit la porte à tous les changements survenus ensuite en Pologne et partout ailleurs en Europe centrale.

Lorsque, en 1989, les dirigeants réformistes hongrois, M. Imre Pozsgay en tête, optèrent pour des élections libres et pour la transformation du Parti communiste en Parti social-démocrate, ils étaient persuadés que le PC pourrait ainsi reprendre l'initiative politique. M. Gorbatchev partageait cette illusion. A un rythme certes différent, il avait constamment agi en URSS, depuis son arrivée, sur la base du même pari politique. Il était persuadé que son audace réformatrice, non seulement n'allait pas amener la débâcle, mais constituait le plus sûr moyen de la prévenir. Il croyait même la RDA réformable ; et c'est sur cette base qu'il « lâcha » Honecker en refusant d'émettre la moindre réserve sur la décision du gouvernement hongrois de rompre son accord avec Berlin-Est et d'ouvrir ses frontières occidentales aux Allemands de l'Est au début de septembre 1989.

Le 9 novembre, le jour de l'ouverture du mur de Berlin, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov, affirmait : « *Ces changements vont dans la bonne direction. Nous évoluons de l'Europe divisée de l'après-guerre vers la maison commune européenne.* » Pourtant, au cours des semaines suivantes et surtout après la présentation au Bundestag par le chancelier Kohl, le 28 novembre, d'un plan de réunification qui surprit même ses alliés occidentaux, les Soviétiques changèrent brusquement de discours et manifestèrent les plus vives réticences face aux perspectives de réunification. Lors du sommet de Malte, le 3 décembre, M. Chevardnadze soutenait qu'il fallait « *respecter les réalités d'après-guerre* » en Europe. Son porte-parole, M. Guerassimov, affirmait que la première de ces réalités « *est que l'Europe reste divisée en deux alliances militaires, l'OTAN et le pacte de Varsovie ; la deuxième est que les frontières sont celles qui ont été confirmées à Helsinki ; et la troisième est qu'il y a deux Allemagnes* (1) ».

Ce changement ne signifiait pas que les propos antérieurs relevaient de l'intoxication ou de la propagande. M. Gorbatchev avait souhaité une « *atténuation progressive* » de la division de l'Europe et de l'Allemagne, dans le cadre d'une évolution bien contrôlée où chaque concession soviétique et est-allemande aurait été suivie de concessions occidentales. C'est bien pourquoi il déclara, lors du sommet de Malte, qu'il s'opposait à « *toute accélération artificielle* ». Il aurait favorisé plutôt ce que proposait M. Hans Modrow, avant la présentation du plan Kohl, « *une communauté contractuelle entre les deux Etats allemands* ». Finalement, ce furent les efforts soviétiques pour freiner l'irrésistible mouvement vers non plus l'unification, mais l'absorption de la RDA par la RFA et son incorporation à l'OTAN qui allaient se révéler « artificiels » et inutiles.

Tout comme ils l'avaient fait lorsque, en Pologne, le général Jaruzelski accepta la formation d'un gouvernement où les communistes étaient minoritaires, les dirigeants soviétiques, devant la débâcle des autres régimes de l'Est, exigèrent qu'en échange de leur tolérance l'appartenance de ces pays au pacte de Varsovie soit solidement maintenue. Ainsi, en novembre 1989, après l'annonce d'élections libres en RDA, M. Guerassimov affirmait publiquement à Moscou que l'URSS ne s'opposerait pas à l'avènement d'un gouvernement non communiste « *à la condition que la RDA reste dans le pacte de Varsovie* ». Cette exigence soviétique se comprend. Le pacte de Varsovie était un des principaux attributs de la puissance internationale de l'URSS. Dans les affaires européennes, il lui assurait une certaine symétrie stratégique face aux Etats-Unis. Il était son principal instrument politique dans les négociations concernant l'équilibre militaire, le désarmement et l'avenir politique du Vieux Continent.

Fin janvier 1990, alors que les négociations pour le retrait complet des troupes soviétiques de Hongrie et de Tchécoslovaquie étaient en cours, le président George Bush proposait à l'URSS une réduction des forces américaines et soviétiques en Europe, nettement plus forte que ce qui avait été convenu quelques semaines auparavant seulement. Il demandait une limite commune de 195 000 hommes en Europe centrale. Mais il souhaitait aussi que les Etats-Unis puissent conserver 30 000 hommes additionnels en Europe, en dehors de cette zone. Moscou refusa cette dernière exigence sans contrepartie, comme contraire au principe de l'*égalité* des droits et avantages. Pendant des années, l'URSS disposant d'une supériorité considérable en hommes de troupe en Europe, c'étaient les Etats-Unis qui réclamaient sans cesse l'*égalité*. La situation avait bien changé...

Le pacte de Varsovie, une coquille vide

LE pacte de Varsovie a été tant bien que mal maintenu. A cet égard, on pourrait même parler de succès diplomatique. Mais il s'agit d'un succès bien mince. Car, pour l'essentiel, c'est une coquille vide dépourvue de toute signification, sur le plan tant politique que militaire.

Avant son accession à la présidence de la Tchécoslovaquie, M. Vaclav Havel avait affirmé qu'un retrait complet des troupes soviétiques stationnées dans son pays devait faire partie de la négociation générale sur la réduction des forces conventionnelles en Europe. Position parfaitement en harmonie avec celle de l'URSS. Il devait cependant rapidement changer d'idée. Dans la foulée de la « révolution de velours », plusieurs manifestations populaires demandèrent le retrait « *immédiat et complet* » des 75 000 soldats soviétiques. Pour préserver ses bonnes relations avec la Tchécoslovaquie et le capital de sympathie politique gagné auprès de l'opinion internationale depuis l'automne 1980, l'URSS accepta d'ouvrir des négociations dès le 15 janvier 1990 pour un retrait qui doit être terminé en juin 1991.

En Hongrie, dès 1986, des négociations discrètes avaient été conduites par le gouvernement en vue d'un retrait, d'abord partiel, des 50 000 soldats soviétiques. A partir de 1989, avec la perspective d'élections libres et la nécessité d'améliorer son image, le gouvernement communiste de Budapest se montra beaucoup plus pressé. Le ministre des affaires étrangères, M. Gyula Horn, affirma publiquement que l'objectif, à terme, de la Hongrie était un statut de neutralité, et il alla même jusqu'à parler de l'hypothèse d'une adhésion de la Hongrie à l'organisation politique de l'alliance atlantique. Un accord définitif fut finalement annoncé le 10 mars 1990, quelques jours seulement avant les élections. Le retrait devait commencer le lendemain et se terminer en juin 1991, comme en Tchécoslovaquie. Il était symboliquement important pour Prague et Budapest que les deux pays ayant connu une intervention militaire de l'URSS obtiennent le départ de ses troupes.

L'armée rouge en sursis en RDA et en Pologne

M. Gorbatchev dut se résoudre à faire volte-face et à accepter les chiffres de M. Bush. D'ailleurs, dans l'état lamentable du pacte de Varsovie, la proposition américaine d'un plafond soviétique de 195 000 hommes constituait presque un cadeau, car elle pouvait servir à l'URSS à légitimer la demande du maintien de ses troupes dans la partie Est de l'Allemagne après l'unification.

Depuis lors, le sommet Kohl-Gorbatchev du 17 juillet dernier a définitivement réglé le problème puisque le retrait de toutes les troupes soviétiques du territoire actuel de la RDA devra être achevé dans un délai de trois à quatre ans.

Jusqu'à ce jour, la Pologne n'a pas demandé le retrait des troupes soviétiques, mais leur situation y demeure précaire. En janvier 1990, contre l'avis du gouvernement, M. Lech Walesa avait réclamé leur évacuation complète. Le gouvernement de M. Mazowiecki maintenait qu'il fallait attendre le règlement final du statut international de l'Allemagne unifiée.

Les conclusions positives de la réunion « 2+4 » du 18 juillet dernier auront nécessairement des conséquences sur la présence des troupes soviétiques. Dans la mesure où la question de la frontière polonaise est considérée comme « définitivement réglée » par la reconnaissance de l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse, avant même la prochaine réunion « 2+4 » à Moscou le 12 septembre prochain, et où l'Armée rouge se retirera, au plus tard en 1994, des cinq Länder de l'ex-RDA, Varsovie n'aura plus guère de raisons de ne pas suivre les exemples tchèque et hongrois.

Avant même l'accord sur la frontière orientale, le gouvernement polonais envisageait, avec l'accord de Moscou, une réduction du contingent soviétique de plus de 40 000 hommes et il cherchait à réduire autant que possible la signification de l'appartenance de la Pologne au pacte de Varsovie. Il étudie activement la possibilité d'achats d'armes à l'Ouest (en France notamment), la formation d'officiers à West-Point (Etats-Unis) et il a commencé à réduire l'intégration de l'armée polonaise au commandement unifié de ce qui reste du pacte.

Le gouvernement entré en fonctions à Budapest en mai dernier se propose d'adopter des mesures similaires. Une demande à cet effet a été rapidement inscrite à l'ordre du jour du Parlement tandis que le gouvernement annonçait, fin juillet, sa décision de quitter le pacte de Varsovie d'ici la fin de l'année.

Le pacte de Varsovie a quasiment perdu sa raison d'être militaire ; et il en va de même au plan politique. L'illustration la plus éloquente en avait été donnée lors de la réunion ministérielle des Etats membres en mars 1990, lorsque l'URSS s'était trouvée complètement isolée (avec l'abstention de la seule Bulgarie) sur la question de la neutralité de la future Allemagne et de son appartenance à l'OTAN. Alors qu'il s'agissait là, pour l'URSS, de la principale question de politique internationale, Moscou n'avait pu obtenir l'appui d'aucun de ses alliés.

Jusqu'à la fin 1989, l'objectif de la Pologne était de transformer le pacte de Varsovie en un organisme plus politique que militaire. Les choses ont changé : dans une déclaration récente (2), le ministre des affaires étrangères, M. Krystof Skubiszewski envisage un traité d'amitié avec d'autres pays, notamment avec la France : « *Dans le jeu international, de tels accords avec l'Allemagne et la France peuvent devenir de grands piliers de l'unité européenne. De même la Pologne veut réviser l'accord existant avec l'URSS pour l'adapter aux nouvelles conditions.* » Au début de l'année, la Pologne proposa que le commandement militaire intégré du pacte de Varsovie, qui a toujours été entre les mains de l'URSS, puisse « tourner » entre les Etats membres. L'idée fut aussi formulée par le gouvernement hongrois, encore dirigé alors par les

* Professeur à l'université du Québec à Montréal.

(1) Voir *Six mois qui ébranlèrent le monde*, chronologie établie par Charles Van Der Donckt, CQRI, Québec, mars 1990, p. 152.

(2) *Le Monde*, 21 juillet 1990.

L'Amérique envahie par

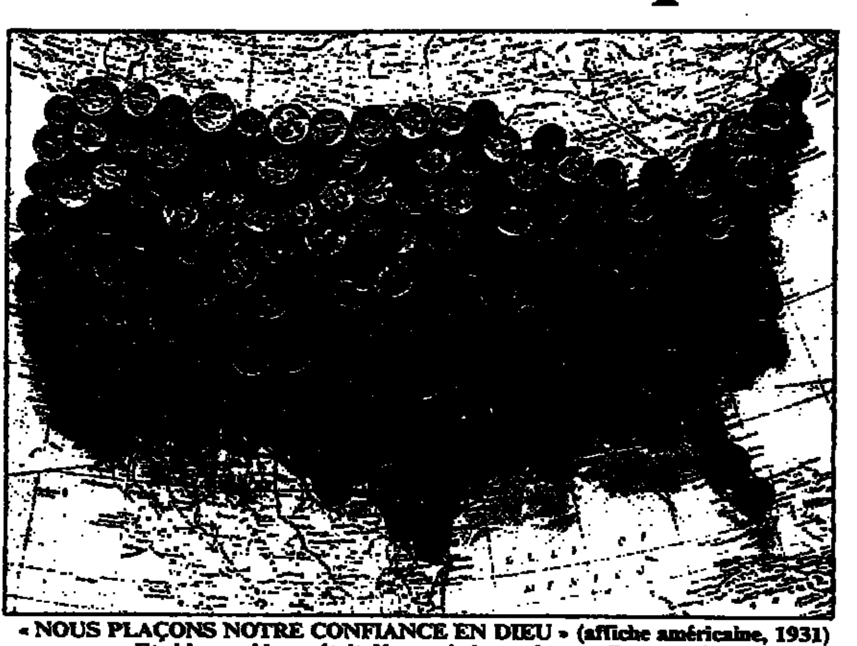
Par JACQUES DECORNOY

PARMI les justifications de la politique étrangère américaine que Washington avait intérêt à accréditer figurait en première place la rhétorique sur l'ardente obligation d'en finir avec le communisme. Et si, de fait, cette « mission » a occupé pendant plus de quatre décennies le devant de la scène, elle n'a pas, seule, inspiré une volonté impériale autrement globale. A l'égard du tiers-monde notamment, les interventions militaires et les menaces d'intervention ont cherché à dissuader toute remise en cause des intérêts américains, fût-elle l'œuvre de nationalismes ou de populismes de droite (1). Et, au sein de l'alliance atlantique, l'épine gaulliste dérangeait à cause de son affirmation de l'indépendance nationale.

La « menace communiste » ayant vécu (la Chine est devenue un aimable partenaire depuis 1978), certaines réalités devraient désormais échapper au camouflage dominant. Dans le Sud, tout d'abord. Sous le titre « Perte de terrain en Amérique latine », *US News and World Report* écrivait naguère : « *Alors que les événements vont dans le sens de Washington en Europe de l'Est, les problèmes ne cessent de se multiplier dans l'arrière-cour de l'Amérique – et nul n'y prête attention* (2). » En Europe aussi. Tout en soulignant l'importance de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, assurait à la veille du récent sommet de l'OTAN à Londres : « *L'OTAN continuera de jouer son rôle d'indispensable garant de la paix – et donc de gardien ultime de la démocratie et de la prospérité* (3). »

Mais, aujourd'hui que le capitalisme a atteint sa plénitude spatiale (avec d'énormes différences de pénétration dans les sociétés et les consciences), il n'a pas un leader unique, mais plusieurs pôles, dont deux au moins, le japonais et l'allemand sont ascendants. Travaillé par des concurrences où se mêlent les intérêts nationaux et ceux, supranationaux, des banques et des firmes industrielles ; tentant d'imposer partout son ordre – ce dont sont chargés, notamment, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, – le capitalisme a davantage besoin de stratèges des brevets et des flux financiers que de spécialistes des radars et des fusées. Pour mener cette stratégie-là, les Etats-Unis ne sont pas forcément les mieux placés.

Faisant le lien entre les deux problèmes, M. Daniel Patrick Moynihan, sénateur démocrate de New-York, note, d'une part, que plus de la moitié du budget militaire des Etats-Unis est consacré à défendre l'Europe occidentale « *contre l'invasion par les forces du pacte de Varsovie qui n'existe plus* » et que, d'autre part, les intérêts des emprunts de l'Amérique – une somme de 3 000 milliards de dollars « *qui se dirige vers les 4 000 milliards* » – « *représentent maintenant un cinquième du budget* ». Argumentant, de son côté, contre les nouveaux chantres du non-déclin de l'Amérique, l'historien Paul Kennedy écrit qu'il est certes sympathique de prôner un relèvement du taux de l'épargne et un allongement de l'année scolaire, mais il s'agit pour l'instant de vœux pieux dont



« NOUS PLAÇONS NOTRE CONFIANCE EN DIEU » (affiche américaine, 1931)
Et si la providence était désormais japonaise ou allemande ?

la réalisation ne suffirait de toute façon pas à rétablir l'Amérique dans son rôle dirigeant (4).

Conscients de l'ampleur de la tâche, différents acteurs de l'économie ont créé une association au nom symbolique, Rebuild America (Reconstruire l'Amérique), groupe de pression chargé de peser sur les pouvoirs pour promouvoir une politique industrielle – idée jusqu'à présent tabou pour le successeur de M. Reagan. Un autre groupe de pression, qui serait le plus vaste jamais mis en place – il regroupe treize mille sociétés – a pour mission de défendre les intérêts américains au cours des négociations du GATT ; l'influence de ce groupe de pression s'est nettement fait sentir lors du récent sommet des Sept à Houston et explique la virulence des déclarations américaines, en particulier contre la politique agricole commune de la CEE. De leur côté, onze des plus grandes sociétés fabriquant et commercialisant des ordinateurs (IBM, Apple Computer, Control Data, Digital Equipment, etc.) viennent de mettre en place un organisme qui doit « *encourager le gouvernement américain et le monde des affaires* » à mettre en œuvre « *une politique commerciale conséquente* ».

Il fut un temps – c'était hier – où la « guerre des étoiles » alimentait les discours. Le temps est venu de concentrer sur d'autres champs de bataille les moyens écornés de la puissance : le terrain japonais, omniprésent ; le terrain européen aussi. Nombre de firmes américaines se hâtent d'investir dans le Vieux Continent afin de profiter au mieux du tournant de 1993 et du dégel oriental.

Reconstruire l'Amérique, se donner une politique industrielle dégagée de la « logique » militaire... La loi l'exige, le déficit fédéral doit être progressivement et massivement abaissé. Plus des deux tiers des dépenses étant, en raison d'engagements antérieurs, incompressibles, faudra-t-il rogner encore plus sur ces secteurs – sociaux notamment – qu'il faudrait financer davantage ? A la fureur des conservateurs, M. George Bush a été amené à renier sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts. Mais rien ne garantit que les arbitrages seront nécessairement plus favorables qu'aujourd'hui aux dépenses sociales. D'autre part, aucune des récentes décisions de l'exécutif ne va précisément dans le sens d'une politique industrielle : des programmes de recherche associant le privé et le public et portant sur des secteurs économiquement stratégiques (télévision de haute définition, semi-conducteurs, etc.) ont

(1) Lire à ce sujet les longs développements de Gabriel Kolko dans *Confronting the Third World. United States Foreign Policy 1945-1980*, Pantheon Books, New-York, 1988.

(2) « Losing Ground in Latin America », *US News and World Report*, 22 janvier 1990.

(3) *International Herald Tribune*, 8 juin 1990.

(4) Daniel Patrick Moynihan, « The Peace Dividend », et Paul Kennedy, « Fin-de-Siècle America », *New-York Review of Books*, 28 juin 1990.

LA DÉRIVE

M. Mikhaïl Gorbatchev

communistes. Après quelques hésitations, l'Union soviétique, prête à presque tout pour sauver le pacte, accepta d'envisager l'idée, au plus grand embarras du gouvernement de Varsovie...

La volonté de la RDA d'être absorbée le plus rapidement possible par la RFA a mis fin radicalement à la plupart des prétentions de l'URSS dans les affaires européennes. L'exigence américaine, allemande et occidentale d'une appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN constituait, en effet, la plus humiliante et la plus grave remise en cause de son statut de puissance européenne majeure.

Et pourtant il aura fallu moins de deux mois à M. Gorbatchev pour se rendre aux exigences américaines et occidentales. Le 29 mai dernier, à Ottawa, il comparait l'insistance des Occidentaux à imposer leur solution sur le statut de l'Allemagne à un *« disque rayé »*. Le 31 mai, à l'occasion du sommet américano-soviétique, MM. Bush et Gorbatchev reconnaissaient que le choix de l'alliance militaire d'une Allemagne unie était du seul ressort des Allemands conformément aux résolutions de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et de la charte des Nations unies.

Mais le grand tournant se situe les 6 et 7 juillet lorsque, à Londres, les pays membres de l'alliance atlantique « déclarent la paix » à l'URSS et lancent à M. Gorbatchev l'invitation – qu'il acceptera – de venir s'exprimer devant l'OTAN à Bruxelles. L'avant-dernier acte fut le sommet des Sept à Houston, où la demande soviétique d'aide économique fit l'objet d'un accord de principe sans se traduire par des décisions concrètes communes. S'engouffrant dans la brèche M. Kohl, le 16 juillet, allait obtenir le feu vert à l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN, moyennant de sérieuses promesses de crédits.

Tout miser sur la CSCE ?

POURTANT la presse et les dirigeants soviétiques n'avaient cessé d'affirmer que l'intégration de l'Allemagne unifiée à l'OTAN poserait un problème de sécurité inacceptable à l'URSS parce qu'il est encore plus politique que militaire. Une fois l'Allemagne intégrée à l'OTAN, pendant que le pacte de Varsovie se désintègre et que le COMECON disparaît (ce qui arrivera sans doute encore plus rapidement), l'URSS risque d'être tenue à l'écart des institutions politiques et économiques de l'Europe et renvoyée aux franges de l'Asie. Or, pour MM. Gorbatchev et Chevardnadze, le principal objectif de la perestroïka en politique extérieure est justement d'ancrer, d'intégrer l'URSS à l'Europe, sur le plan tant économique que politique et culturel.

Il est certain que la déclaration de l'OTAN reconnaissant à la CSCE *« un rôle plus marqué dans la construction de l'Europe »* a constitué un important facteur de déblocage des positions soviétiques. D'autant qu'elle assigne aux participants de la Conférence, prévue à Paris en novembre, le soin de fixer *« la manière dont la CSCE peut être institutionnalisée pour devenir le lieu d'un dialogue politique plus large dans une Europe plus unie »* et qu'elle préconise une série de mesures telles que des rencontres régulières, la création d'un secrétariat permanent, un mécanisme de contrôle des élections, un organe parlementaire, etc. (3).

A terme, pour les dirigeants soviétiques, ce système devrait remplacer les deux alliances et fournirait ainsi à Moscou le cadre de son appartenance à l'Europe. Mais les Etats-Unis et leurs alliés continuent cependant de voir dans l'OTAN un terrain connu et un gage de stabilité politique pour l'Europe. Ils ne sont donc pas prêts à envisager sa disparition ou son remplacement, même si, à des degrés divers, ils sont favorables à un renforcement du processus d'Helsinki.

A cet égard, il existe des convergences non pas immédiates, mais de moyen terme, entre l'URSS et ses « alliés » d'Europe de l'Est. Ceux-ci sont beaucoup plus pressés que les membres de l'OTAN de voir émerger un véritable système de sécurité collective en Europe, et ce pour deux raisons.

Tout d'abord, s'ils se félicitent du maintien de l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN, ils doutent des capacités de cette dernière de pouvoir l' « endiguer » ou la contrôler très longtemps dans un contexte où la désintégration du pacte de Varsovie et la forte réduction de la menace soviétique ne pourront que favoriser le développement de forces centrifuges à l'Ouest. C'est le cas notamment en Pologne, où l'on ne croit pas aux professions de foi atlantistes de M. Kohl ni à sa volonté de voir renforcer l'intégration politique au sein de la CEE : *« Pourquoi un géant comme l'Allemagne une fois réunifiée insisterait-il pour qu'on restreigne sa liberté de manœuvre politique ? »*, s'interrogeait un conseiller du gouvernement polonais. Dans une telle perspective, seul, à terme, un système de sécurité collective auquel participeraient les Etats-Unis, le Canada, l'Europe de l'Est et l'URSS pourrait efficacement encadrer l'Allemagne et garantir un nouvel équilibre européen.

Par ailleurs, avec la désintégration du pacte de Varsovie et l'intensification des problèmes ethniques et nationaux à l'Est, les pays de la région s'inquiètent du vide structurel qui s'y crée sur le plan international. S'ils ne veulent plus de la *pax sovietica*, ils affirment la nécessité d'institutions européennes, incluant l'URSS, capables de servir de régulateur des conflits potentiels qui pourraient ne pas tarder à surgir, notamment à propos des Hongrois de Transylvanie et de Slovaquie, des Moldaves soviétiques, des pays baltes, *etc.*

Si la préoccupation fondamentale de M. Gorbatchev sur l'appartenance de l'Allemagne réunifiée à l'OTAN était d'ordre politique, cela ne veut évidemment pas dire que la dimension militaire de la question soit sans importance dans les milieux dirigeants soviétiques et surtout évidemment parmi les militaires. Alors qu'au cours des années précédentes ils avaient été humiliés et largement tenus à l'écart du processus décisionnel soviétique, ils ont fait depuis quelques mois une remontée politique importante. D'abord et surtout parce que M. Gorbatchev n'a cessé d'avoir recours à eux, depuis l'automne dernier, pour maintenir la fédération soviétique, que ce soit en Azerbaïdjan ou en Lituanie.

Les militaires font valoir que toutes les concessions, le plus souvent unilatérales, faites par l'URSS en matière de désarmement non seulement n'ont entraîné aucune concession comparable et n'ont toujours pas permis la conclusion des accords START, mais que, malgré l'abandon de l'Europe de l'Est, elles n'ont procuré à l'URSS aucun avantage *concret* (si ce n'est l'acceptation d'un plafond de 370 000 hommes pour l'armée de l'Allemagne unifiée, par M. Kohl le 16 juillet dernier).

Il est révélateur que ce discours des militaires ait trouvé actuellement un écho favorable chez certains des plus ardents défenseurs de la perestroïka. Ainsi, le commentateur Alexandre Bovin, qui avait soutenu le traité sur les euromissiles et les réductions plus nombreuses qu'il impliquait du côté soviétique en affirmant qu'il aurait un effet d'entraînement favorable sur les autres négociations, s'inquiétait récemment, en citant des sources américaines, de ce que l'accord START, alors envisagé, allait laisser les Etats-Unis avec 11 700 armes nucléaires contre 7 118 pour l'URSS. Il demandait à M. Gorbatchev de s'expliquer publiquement sur les causes de cette inégalité et sur ses implications pour la sécurité de l'URSS (4).


Erich Lessing-Magnum

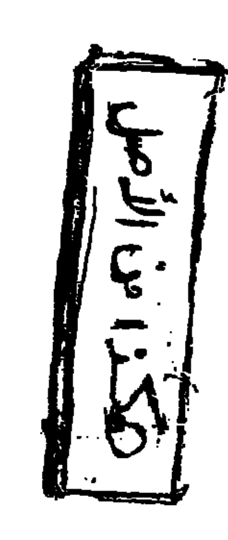
BUDAPEST 1956 : DESTRUCTION DE LA PROPAGANDE SOVIÉTIQUE
L'impossible étouffement de l'aspiration à la démocratie.

Est-ce à dire que M. Gorbatchev était devenu plus ou moins prisonnier des militaires. Le congrès du PC soviétique a montré qu'il n'en était rien. *(Lire, pages 8 et 9, l'article de Jean-Marie Chauvier.)* Après avoir éliminé ses adversaires conservateurs et rabroué les militaires, le président soviétique ayant désormais les mains libres du côté du Parti communiste, s'est empressé de recevoir M. Kohl et de programmer le retrait des troupes soviétiques de RDA, moyennant, il est vrai, le plafonnement à 370 000 hommes des forces armées de la future Allemagne et le renouvellement de la renonciation germanique aux armes chimiques et nucléaires.

Les avantages économiques consentis par Bonn et les autres capitales occidentales intervenant après le renforcement institutionnel de la CSCE ont fait le reste et mis fin à quarante-cinq ans de guerre froide.

JACQUES LEVESQUE.

(3) Voir *le Monde*, 8-9 juillet 1990.
(4) Voir *Izvestia*, 24 mai 1990.



ses ennemis de l'intérieur

été soit arrêtés, soit à ce point privés de fonds qu'ils n'ont guère de chances d'aboutir malgré les vœux du Pentagone (5). Et des voix s'élèvent au Congrès contre cette évolution au moment où – est-ce un hasard ? – se multiplient les rapports montrant l'accumulation des retards pris par les Etats-Unis dans des domaines-clés (6).

Mais, en admettant que les *a priori* idéologiques sur le rôle de la puissance publique soient oubliés, comment dégager des crédits alors que, élections ou pas, il faut parer au plus pressé, trouver d'énormes ressources pour liquider le scandale des caisses d'épargne et de crédit en faillite, et veiller au grain dans le monde fragile des banques commerciales (7) ? Dès janvier 1990, M. Richard Darman, directeur du budget, décrivait ainsi la situation : *« Aux impasses succèdent d'héroïques compromis qui font s'autocongratuler les diverses parties, mais rejettent dans l'avenir le gros des vraies solutions* (8). »

La baisse relative des déficits budgétaires depuis 1985 n'a pas permis une augmentation de l'épargne nationale nette, dans la mesure où elle s'est accompagnée d'une diminution plus importante encore de l'épargne privée nette. Les investissements productifs et les hausses de productivité demeurent d'autant plus maigres que les entreprises non financières doivent consacrer 24,4 % de leurs revenus avant impôt au remboursement des intérêts d'emprunts (ce pourcentage était de 14,2 en 1979). Les banques freinent de nouvelles attributions de crédits, les dépenses d'équipement ont aussi chuté, évolution inquiétante qui obère gravement l'avenir (9). La solution consiste-t-elle à augmenter les marges des entreprises par la hausse des prix de vente, et donc à accepter une inflation plus rapide ? Le risque serait alors de voir, sauf à jouer le dollar à la baisse, les produits étrangers gagner de nouvelles parts du marché américain, la balance commerciale accroître son déficit et, choc en retour, les poussées protectionnistes, déjà très fortes, s'accentuer plus encore (10).

Le pays le plus endetté du monde

LA position de faiblesse relative des Etats-Unis dans l'économie mondiale limite aussi la marge de manœuvre, notamment celle de la Réserve fédérale : *« L'Amérique, le pays le plus endetté du monde, est devenue si dépendante des crédits étrangers pour se maintenir hors de l'eau qu'elle ne peut seule fixer les taux d'intérêt la concernant* (11). »

Une augmentation des taux, par exemple à Tokyo ou Francfort, la prive des fonds nécessaires. Une baisse des taux américains, outre qu'elle relance l'inflation, fait fléchir l'épargne individuelle sans pour autant amorcer automatiquement une relance de l'investissement industriel.

« L'économie américaine est plus forte que celle du Japon, mais pour combien de temps ? », s'interrogeait, après tant d'autres, le *Wall Street Journal* du 20 juin. Le jour même où, à Tokyo, les statistiques donnaient, en projection à partir des chiffres du premier trimestre, une croissance annuelle de 10,4 %, tirée, de surcroît, par les exportations. Deux jours plus tard, le même journal, confirmant les difficultés (moindres que celles d'autres établissements) de la Citicorp, première banque américaine, citait cette boutade d'un responsable de la Deutsche Bank : *« Dans dix ans, la question que se poseront entre eux les investisseurs sera : « Avez-vous acheté la Citicorp ? » et non celle-ci : « Combien l'avez-vous payée ? »* Boutade ? Déjà, les banques américaines sont incapables, tant leur endettement externe mais surtout interne est grand, de dégager en direction de l'Est européen des crédits à la hauteur de l'enjeu et ne font pas le poids face, notamment, à la puissance allemande. *Business Week* écrit à ce propos : *« Les Tchèques, les Hongrois et aussi les Polonais sont désireux de voir s'affirmer la présence américaine comme contrepoids à la domination financière allemande. (...) Mais les institutions financières américaines ne vont, semble-t-il, pas se lancer massivement dans des opérations de prêts au-delà des frontières. En raison de leurs problèmes de prêts au tiers-monde, en raison des soucis que leur causent aux Etats-Unis le marché immobilier, les OPA, la Bourse, peu disposent de suffisamment de capitaux pour jouer un rôle autre que marginal* (12). » Cela explique aussi largement le refus des Etats-Unis d'apporter une aide financière à l'URSS, sauf pour cette dernière à accepter des conditions (telle la fin du soutien à Cuba) que M. Mitterrand a jugées *« dérisoires »* à l'issue du sommet de Houston.

Pour toutes ces raisons, les Etats-Unis ne sont sans doute pas à même de remplacer sur le théâtre européen une stratégie politico-militaire de guerre froide par une stratégie politico-financière de pareille ampleur. Du moins, sur cette scène-ci, la mutation intellectuelle est-elle largement engagée. Il n'en va pas de même sur l'autre grand terrain d'influence américain qu'est le Pacifique (13).

Cette zone change pourtant à une vitesse stupéfiante : le *statu quo* militaire américain aux Philippines paraît, pour la première fois, sérieusement compromis ; la rencontre entre les présidents soviétique et sud-coréen au début de juin aura symbolisé une double évolution considérable ; les très anticommunistes Taïwanais multiplient leurs investissements en Chine populaire et au Vietnam ; c'est aussi dans cette zone, de plus en plus sous contrôle nippon, que les Etats-Unis accumulent des déficits commerciaux – et plus particulièrement avec le Japon, Taïwan et la Corée du Sud. Mais Washington s'accroche dans le Pacifique à des conceptions archaïques de la puissance, qui ne lui évitent en rien le choc frontal avec l'économie nippone et les « dragons ». Elles le rendent même plus douloureux.

La victoire américaine sur le communisme, qui est peut-être la défaite du communisme par lui-même en raison de son incapacité à imaginer un type de développement qui n'aurait pas été une simple tentative de rattrapage du capitalisme, dévoile ses limites aussi rapidement que l'adversaire a étalé ses échecs. Les rois sont nus.

JACQUES DECORNOY.

(5) Sur ces programmes, lire David C. Morrison, « A l'aide du secteur privé : le complexe militaro-commercial américain », *le Monde diplomatique*, avril 1989. Sur la politique actuelle, lire notamment le *Financial Times*, 16 mai, 13 et 14 juin 1990.

(6) Le dernier en date, diffusé, avant même approbation de la Maison Blanche, par le ministère du commerce estime que l'industrie de l'électronique (200 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel) risque d'être balayé par les concurrents (Japon, Corée) dans les dix ans à venir si une stratégie n'est pas rapidement mise en place. Cf. *International Herald Tribune*, 11 juin 1990.

(7) *Cf. le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(8) Cité par le *Financial Times*, 8 juin 1990 : « The Bottom Line for Bush ».

(9) Sur ces évolutions, *US News and World Report*, 26 février 1990, et *BFCE Actualités*, revue de la Banque française du commerce extérieur, février 1990, qui parle de *« langueur durable »*.

(10) A propos des barrières non tarifaires, lire notamment « Uncle Sam as Unfair Trader », *US News and World Report*, 12 juin 1989.

(11) *US News and World Report*, 12 février 1990. Un responsable de la Réserve fédérale a décrit l'ampleur de ces changements dans le *Federal Reserve Bulletin* (Washington), de février 1989 (cf. *Problèmes économiques*, 8 novembre 1989, La Documentation française, Paris).

(12) *Business Week*, 2 juillet 1990.

(13) Sur cet immobilisme américain, lire Michel Chossudovsky, « L'alliance militaire Washington-Pékin ne faiblit pas », *le Monde diplomatique*, avril 1990, ainsi que Selig S. Harrison et Clyde V. Prestowitz, « Pacific Agenda : Defense or Economics ? », *Foreign Policy*, Washington, nº 79, été 1990. A propos du débat en cours au Japon, « US-Japan Security Pact : Time of Doubt », *International Herald Tribune*, 21 juin 1990.

LA NUIT ET LE JOUR A PRAGUE

Les petits ruisseaux des grands changements

Par MARIE-FRANÇOISE ALLAIN



LA révolution de novembre 1989, en Tchécoslovaquie, n'a certainement pas pris les Pragois au dépourvu. Elle a été, selon l'un des représentants de l'opposition, *« la très exacte et minutieuse préparation d'un acte politique (1) ».*

Aujourd'hui à Prague, dans la période qui suit les premières élections libres depuis 1946, et qui ont vu la victoire éclatante du Forum civique, les gens semblent être encore sous le coup du bonheur. Ce bonheur qui fait que la ville a changé. Subitement. Que c'est le jour et la nuit. Ou plutôt la nuit et le jour. Parce que le jour s'est fait, avant tout, dans la tête des gens.

Mais d'autres bouleversements, sociaux, économiques s'annoncent. Forcément douloureux : de 40 % jusqu'à parfois 90 % d'augmentation sur la plupart des produits alimentaires depuis le 9 juillet, par exemple. L'avenir est incertain, encombré, de surcroît, d' *« horreurs »*. Il faudra, selon l'injonction de Vaclav Havel, *« agir indépendamment, librement, et vite (2) »*. Le bonheur, c'est aussi savoir faire la part des choses...

« *AUX victimes et aux humiliés* », pouvait-on lire, en lettres géantes, apposées fin novembre 1989 sur le socle de l'énorme statue de Staline (démolie en 1963). Le 17 novembre à Prague, dans un ultime sursaut, les derniers staliniens réprimaient sauvagement une manifestation d'étudiants.

Le sang des blessés était encore là, sur les murs, au détour de certains passages du centre-ville, derrière les bougies et les fleurs, derrière les petits drapeaux tricolores.

Il fallait ces victimes-là, sans doute, pour que les autres, les innombrables victimes, les humiliés de vingt ans de *« normalisation »*, de quarante ans de mensonge, se lèvent en criant *« Liberté ! »*

Le *« pouvoir des sans-pouvoir »* s'est donc matérialisé par le *« réveil de la société civile (3)* réveil qui prend ses racines dans les traditions démocratiques du pays. Lors des gigantesques manifestations de l'automne 1989, quelque trois cent mille personnes, tournées vers le balcon où Alexander Dubcek et Vaclav Havel étaient apparus côte à côte, faisaient demi-tour à l'instant où retentissait la sirène signalant la fin du rassemblement. Sens de l'ordre, discipline. Malgré les milliers d'affichettes soigneusement collées aux vitrines, pas un seul graffiti n'a abîmé les murs. Aujourd'hui, on peut constater que, sur les visages naguère illuminés par la fatigue « libertaire » ne se lit presque plus cette euphorie qui, du jour au lendemain, avait succédé à la pesanteur grise, à cette peur gluante et généralisée, de la ville, *« cité dolente dans l'agonie de sa mi-existence et de sa mi-conscience (4) »*.

BIEN rétablir les repères. Avant, pendant, après – car on dirait que même l'air, toujours très pollué, de Prague n'est plus irrespirable. Maintenant, des adolescents sûrs d'eux, grands pichets de bière à la main, draguent les petites touristes accourues en nombre ; la foule est si dense sur le fameux pont Charles que même les cracheurs de feu venus... de l'esplanade de Beaubourg ont du mal à maintenir leur public à distance ; le menu peuple timide des provinces se presse au château, en hommage à son nouvel hôte, le bien-aimé Havel.

Les gardes du palais ont d'ailleurs troqué leurs fades uniformes kaki contre une tenue d'apparat bleu et gris, dessinée par le peintre Theodor Pistek, auteur des costumes d' *Amadeus*, le film de Milos Forman. Ce même Pistek (« Doda »), à la fin des années 50, sous la terreur, était l'un des seuls, avec Beda, Honsa, Franta, jeunes étudiants des Beaux-Arts, à oser nouer des contacts avec des visiteurs étrangers...

Ne pas oublier. Ne pas sous-estimer l'ampleur et la soudaineté des bouleversements survenus, tout au moins dans les comportements. Elles sont à la mesure de l'ampleur des dégâts. L'écrivain Vaclav Jamek (5) rappelle que *« tous les liens* [avec l'Occident] *ont été coupés pendant quarante ans... »* En conséquence, il n'est pas certain que, à l'Est, *« ils nous attendent »*, comme le titrait, avec un humour ambigu, un magazine français. Les artistes tchèques *« se retrouvent dans une situation entièrement nouvelle »*, écrit Ludvik Vaculik (6), s'adressant aux lecteurs européens. Dorénavant, écrit-il, *« une occasion unique »* leur est offerte. Celle de choisir d'échapper à la tentation de l'Occident, *« de ne pas vous rejoindre »*.

Les anciens humiliés ne veulent devenir les valets de personne...

Pourtant, les Tchèques, qui ne sont pas tous des artistes, s'adaptent vite : l'Hôtel Europa, par exemple, l'un des lieux de rencontre les plus fréquentés, avec le Slavia, fait désormais payer une taxe d'entrée aux non-clients de 7 couronnes (environ 5,50 francs). Difficile de résister aux premières petites tentations, dans un pays où, selon certains étudiants, *« tout passait par la corruption, depuis l'achat de chaussures jusqu'à l'accès à l'Université »*.

« On dit « avant novembre », « après novembre », explique Marta Slanska (7), figure tranquille et discrète de la résistance intérieure, *« car tout à coup, ils se sont aperçus que le roi était nu ! »* Prague et le secret des métamorphoses. Souvent teintées d'humour, elles passent immédiatement par le symbole et le langage : une race de petits chiens gris et barbichus, en vogue à Prague, est immédiatement surnommée *« Masaryk »* ; *« Obcanské forum »* (Forum civique) transformé en *« Ocekavam funkci »*, (« j'attends une fonction »). *« Révolution de velours », « de velours rapiécé »*, ironise-t-on, vu la situation économique. *« Velours égale pour moi pompes funèbres »*, déclarait, il y a quelques mois, Jan Trefulka, encore sous le choc. *« Quelle tendresse, quand les flics tabassaient les étudiants ? »*

L'état des choses est illustré de façon significative par l'adoption, le 20 avril 1990, par le Parlement fédéral de Tchécoslovaquie, du nouveau nom de l'Etat : *« République fédérative tchèque et slovaque »*. Le choix des mots reflète les bouleversements récents, et peut-être à venir. En effet, certains Tchèques, dont Jaroslav Jiru, chef du service étranger du quotidien indépendant *Lidové noviny* (tirage : trois cent mille exemplaires), craignent que l' *« extrémisme slovaque ne prépare la désintégration du pays »*. D'autres pensent, comme Tomas Runge, responsable au service étranger de l'agence de presse CTK, que le *« vrai problème »* est posé par la forte minorité hongroise de Slovaquie (environ 700 000 personnes), *« influencée par des nationalistes qui, avant novembre, revendiquaient peu »*. Mais il ne craint pas l'éclatement et croit que les revendications vers une plus grande autonomie s'opéreront *« dans le calme »*.

La révolution a cependant ses effets pervers immédiats, qui frappent de plein fouet des populations comme les travailleurs immigrés : Vietnamiens (37 000) et Cubains (5 300) devraient, aux termes des accords d'Helsinki, pouvoir demander l'asile politique mais se voient rapatriés d'office (certains Cubains auraient réussi à fuir vers l'Autriche). Lorsqu'ils obtiennent un sursis, comme les Vietnamiens, ils sont, avec les Tziganes (700 000 ou plus) victimes de persécutions, surtout de la part de bandes de skinheads. Et la police laisse faire.

Jachym Topol, poète, rédacteur à *Respekt*, hebdomadaire indépendant issu des publications clandestines *Revolver* et *Sport*, s'inquiète du nombre de lettres anonymes que son journal reçoit. Elles émanent de groupes ultranationalistes tchèques qui *« regrettent qu'il n'y ait pas de Ku Klux Klan dans le pays »*. *« Ces organisations*, dit-il, *n'existaient pas avant novembre, car elles avaient peur, bien que cet Etat ait toujours été antisémite et raciste. »*

Le *« triste héritage »* dont parle Havel commence à être exhumé. Et on découvre la pratique de la stérilisation des femmes tziganes, dénoncée par un tout dernier rapport de la Charte 77. Il faudra compter avec les Tziganes qui, selon une enquête du grand mensuel pour la jeunesse, *Mlady svets* (mars 1989) seront un million en l'an 2 000. Ils se sont rassemblés, avec l'aide du Forum civique, qui leur a prêté matériel et logistique, au sein d'une Initiative civique des Roms.

Pour Emil Scuka, leur représentant, les droits de l'homme et les devoirs envers les traités internationaux ne peuvent être mis en veilleuse, même s'ils sont impopulaires : *« Si ce gouvernement, qui se dit démocratique, est sincère, alors il doit prendre position contre les citoyens (8). »* il va falloir compter aussi sur l'intégrité d'un Vaclav Havel qui, une fois de plus, voyait loin lorsqu'il disait : *« Nous ne sommes pas bons ou mauvais parce que nous sommes Tchèques ou Slovaques ou Allemands ou Vietnamiens ou juifs (9). »*

LES Tchèques sont, ont le sait, d'excellents montreurs de marionnettes. Jadis, dans les années 50, sous Clément Gottwald, un petit film circulait sous le manteau. Il s'appelait *la Révolte des jouets*. On y voyait un SS tabassé, vaincu par des marionnettes en bois soudain animées par une force surprenante pour défendre leur créateur, un artisan qui faisait de la résistance. Et les jouets exultaient.

Comment exulte-t-on, à Prague, aujourd'hui ? On a le triomphe modeste, modulé, tempéré, civilisé en somme. Pourtant le peintre Jiri Sozansky, le têtu, dont les expositions étaient impitoyablement démantelées, et qui estimait, en 1987, dans le désespoir, que les artistes de sa génération, nés juste après la guerre, avaient *« perdu vingt ans de leur vie »*, qui ne peignait ou ne sculptait que des hommes en cage, éclaboussés de rouge dans leur chute vertigineuse, explose soudain dans des toiles immenses, *bleues*, fichées de pennes qui veulent prendre leur vol. Mais il n'est pas naïf. Pour lui, Prague ressemble désormais à un *« grand bordel »*, dans lequel *« on ne sait plus qui sont les adversaires »*. Il souhaite se *« tenir à l'écart »*, mais ajoute qu'il surveillera sa cote sur les marchés de l'art internationaux (10).

Cette volonté de rester vigilant anime aussi Karel Srp, actuel conseiller culturel de Vaclav Havel, ancien chef de la célèbre Section de jazz, aujourd'hui Art Forum, association culturelle indépendante, qui compte environ 20 000 membres. Karel Srp et d'autres musiciens, comme Ivan Bierhansel, rencontrés lors d'un concert de jazz à Eden Hall, dans les faubourgs de Prague, étaient plutôt pessimistes quant à leur avenir. Les salles, les théâtres, sont désormais quasi désertés par les Tchèques, qui découvrent enfin la télévision plurielle et l'information-spectacle.

Les artistes, qui avaient un poids de contestation politique indiscutable, l'ont perdu dans le nouveau contexte, même s'ils expriment, comme Srp, la volonté de demeurer *« underground »*. Ils vont devoir se mesurer, à la fois, aux lois du marché et aux artistes étrangers eux-mêmes, ce qu'ils ne refusent pas : Srp et Bierhansel avaient, par exemple, invité des musiciens d'avant-garde de tous les coins d'Europe. Mais, *« entre ce soir et demain, nous aurons perdu 20 000 couronnes »*, constatent-ils, amers. Ils insistent sur leur manque de moyens, sur la mauvaise qualité de la sono, des catalogues (ils sont aussi éditeurs d'art), etc. Pour eux, rien n'a encore changé.



Roger-Viollet

ENTRÉE DU PONT DE PRAGUE (1869)
L'air de la ville n'est plus irrespirable

Srp, impatient, ajoutait : *« Il n'y a pas de relève pour la société que nous voulons. Les jeunes ont été formés à une idéologie communiste, avec des manuels d'ancien régime. »*

JUSTEMENT, qui sont ces jeunes qui ont fait la révolution ? Monika Pajerova, vingt-cinq ans, est, avec Martin Mestjrik, l'une des deux personnalités estudiantines des événements de novembre. Rencontrée à ce moment-là, elle étonnait par sa détermination. Aujourd'hui, elle est de ceux qui ont le triomphe modeste. Ils ont dû vivre pendant leurs études *« dans une situation de schizophrénie totale »*, entre la nécessité d'assumer le statut de privilégié et celle de critiquer le système. *« C'était une situation très difficile »*, dit-elle. Elle ne souhaite pas de chasse aux sorcières, *« car qui peut prétendre être pur ? »*.

Dans cet extraordinaire tohu-bohu de l'après-novembre, il y a encore la crainte à l'égard de la police politique, la STB. *« Ils nous regardent. Ils sont toujours là. C'est un danger potentiel. »* S'expriment aussi l'animosité envers les communistes (*« Il faut leur rentrer dans le lard »*), la haine des parents ou de ceux qui ont pactisé pendant tant d'années. Cette haine explique, selon Jachym Topol, les actuels débordements à caractère fascisant et raciste des bandes de loubards de Prague, qui veulent montrer à leurs aînés de quoi ils sont capables. Cela pour le côté noir des choses. Plus positif, un groupe de jeunes, journalistes et étudiants, autour de Pavel Zacek, rédacteur au nouveau bimensuel *Studentské listy* (110 000 exemplaires). *« Nos parents ne nous ont pas aidés pendant la révolution. Ils étaient trop tranquilles. Mais les vieux nous comprennent. Notre journal est lu par les étudiants et les grand-mères. Nous écrivons contre nos parents. »*

Le bonheur de lever la tête, après tant d'humiliation. Qui avait dit que, en Tchécoslovaquie, un chien vivant valait mieux qu'un lion mort ?

(Lettrine de Jean Mineraud)

(1) Entretiens avec Jan Trefulka, *Hommage aux fous. Séduit et abandonné*, Gallimard, Paris, 1986 et 1990.

(2) Vaclav Havel, *L'amour et la vérité doivent triompher de la haine et du mensonge*, Editions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, 1990.

(3) Vaclav Havel, *Essais politiques*, préface de Jan Vladilav, Calmann-Lévy, Paris, 1989.

(4) Daniela Hodrova, « Cité dolente », *Prague, secrets et métamorphoses*, par Petr Kral et Xavier Galmiche, Autrement, Paris, 1990.

(5) Vaclav Jamek, *Traité des courtes merveilles*, Grasset, Paris, 1989.

(6) *Libération*, 12 décembre 1989. Ludvik Vaculik est l'auteur du *Manifeste des 2 000 mots*, en 1968 ; de *la Hache, les Cobayes*, Gallimard, Paris, 1966 et 1970 ; *la Clé des songes*, Actes Sud, Arles, 1989 *(cf. le Monde diplomatique*, septembre 1989).

(7) Fille de Rudolf Slansky, secrétaire général du PCT, exécuté en 1952 après un très célèbre procès stalinien.

(8) Entretien inédit avec Patrick Ourednik *(l'Autre Europe)*.

(9) Discours du 15 mars 1990.

(10) Jiri Sozansky présente ses œuvres dans le cadre d'une exposition collective jusqu'au 18 août à Manes, Prague ; et à la Défense, à Paris, en décembre 1990.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateurs délégués : Antoine Griset - Nelly Pierret
Imprimerie du *Monde* 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY
OJD 1989
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

FIN DE L'AUTARCIE, AMBITIONS DÉMOCRATIQUES

Temps de réforme en Albanie

RÉUNI à Tirana en pleine crise des ambassades, début juillet, le comité central du Parti des travailleurs albanais a démis de leurs fonctions quatre importants dirigeants – dont le ministre de l'intérieur et celui de la défense – considérés comme des « durs ». Il a soutenu le réformisme prudent de M. Ramiz Alia, et son programme pour autoriser une privatisation, timide, du petit commerce et de l'artisanat. Les salaires ont été augmentés de 10 % à 20 %. En l'absence de toute opposition organisée, M. Alia se heurte néanmoins au mécontentement populaire aggravé par la crise économique et sociale dont la résolution dépend, en partie, de l'aide de l'étranger. Les pressions internationales pour obtenir une amélioration de la situation des droits de l'homme se multiplient et une délégation de la Communauté économique européenne se rendra à cet effet à Tirana en septembre prochain.

Par JEAN-MICHEL DE WAELE *

« Certaines forces de l'extérieur et de l'intérieur » sont résolues à *« précipiter l'Albanie dans un abime sans fond »*, a déclaré M. Ramiz Alia, le secrétaire général du Parti des travailleurs albanais (PTA) au pouvoir depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il réagissait ainsi à l'exode de plusieurs milliers d'Albanais vers l'étranger, après avoir trouvé refuge dans les ambassades occidentales à Tirana. Pourtant, malgré ces accusations, un accord a pu être trouvé pour le départ de ces refugiés, et M. Alia semble déterminé à poursuivre les réformes qu'il a déjà engagées pour sortir le pays de la grave crise économique, sociale et politique qu'il traverse. Mais n'est-il pas déjà trop tard ?

Le niveau de vie des Albanais est demeuré spartiate, *« sans abondance »*, comme on dit pudiquement à Tirana. L'objectif, fixé par le dernier congrès du Parti des travailleurs en novembre 1986, d'assurer la distribution d'eau potable en quantité suffisante à tous les villages et centres habités en dit long sur les médiocres conditions d'existence dans les campagnes (1). L'économie souffre de maux semblables à ceux des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est, endettement en moins, autarcie en plus : faible productivité, plan rigide, lourdeur bureaucratique, incompétence, mauvaise qualité des produits, absentéisme élevé, manque d'initiative et d'innovation, priorité à l'industrie lourde au détriment de la production de biens de consommation, gabegie, corruption, népotisme...

L'appareil industriel est obsolète. Les objectifs du plan 1981-1985 n'ont été atteints qu'à 50 %. Le journal du parti, *Zeri i Popullit*, estime que, dans le secteur du bâtiment, 3 % à 4 % seulement des travaux sont effectués à l'aide de machines, les équipements existants étant pratiquement inutilisés (2). La modernisation de l'appareil industriel exigerait, selon des sources yougoslaves, des investissements et des achats de technologie d'un montant de 2,5 milliards de dollars.

L'agriculture, dont vivent les deux tiers de la population, est dans une situation catastrophique. L'approvisionnement s'est fortement dégradé ces dernières années, et certains produits de première nécessité ont disparu. M. Ramiz Alia avait lancé cet avertissement en février dernier : *« Nous devons être conscients du fait que, si cette situation se perpétue dans l'agriculture, elle finira par avoir des effets politiques néfastes* (3). » Paroles prémonitoires...

Face aux difficultés qui s'accumulaient, le pouvoir a tenté d'amorcer quelques timides changements sous l'impulsion de M. Ramiz Alia, qui a succédé en 1985 à Enver Hodja (4). Les idéologues ont, peu à peu, cédé la place à des gestionnaires plus jeunes et mieux formés. Mais les faibles résultats des premières mesures ainsi que l'accentuation des pressions internationales ont accéléré le mouvement vers la réforme à la fin de l'année dernière et au printemps de 1990.

Désormais, les entreprises disposeront de plus d'autonomie dans la production et la gestion (5). Si certains prix de produits de base, *« qui sont importants pour la qualité de vie du peuple, comme le pain, la farine, les pâtes alimentaires, le lait, les loyers* (...) *ne changeront pas »*, d'autres *« seront fixés en tenant mieux compte des coûts de production et selon l'offre et la demande* (6) ».

Pour tenter de résoudre le grave problème de l'habitat, il sera désormais possible de construire ou d'acheter son propre logement. Certaines exploitations agricoles seront divisées en unités de dimension plus réduite, autorisées de surcroît à vendre leurs produits en ville, aux prix du marché (7).

Ouvrir le pays sur le monde

DANS le contexte albanais, ces décisions sont fort hardies car elles remettent en question des dogmes sacrés. Mais, comme en Union soviétique, les dirigeants ont pris conscience qu'elles ne pouvaient aboutir sans ouverture politique. La démocratisation de la société est donc à l'ordre du jour.

La multiplicité des candidatures aux diverses élections a été encouragée, et certains dirigeants ont insisté pour que l'on mette fin à la règle de l'unanimité dans les réunions du parti. Ces choix se sont heurtés au manque de traditions démocratiques, à la méfiance de la population, à la mauvaise volonté d'une fraction de l'appareil du parti et aux traditions accumulées durant quarante-cinq années d'autoritarisme.

Très pédagogue, M. Alia a dû expliquer récemment que, *« pour favoriser le dialogue et le débat, il fallait écouter patiemment jusqu'à la fin son interlocuteur, respecter sa pensée et discuter avec des arguments à l'appui et non pas imposer son point de vue par l'autorité de son poste* (8) ».

En février 1990, M. Simon Stefani, alors ministre de l'intérieur – il a été limogé au mois de juillet – et considéré comme un des « durs » du régime, a évoqué pour la première fois, lors d'un entretien avec le quotidien *Zeri i Popullit*, le cas des personnes enfermées dans des camps de rééducation. Selon lui, leur nombre s'élève à trois mille huit cent cinquante, et il n'y aurait parmi elles aucun détenu en raison de sa foi religieuse, ce qui est douteux compte tenu de l'interdiction de toute pratique religieuse et de la fermeture des lieux de culte. De plus, le chiffre avancé est très inférieur à celui donné par les opposants au régime et qui se situe entre vingt mille et quarante mille prisonniers (9).

Lors de la réunion du comité central d'avril dernier, le premier secrétaire a annoncé la création d'un ministère de la justice et le rétablissement du rôle de l'avocat dans les procédures pénales... Avant la crise de juillet, le nombre d'évasions d'Albanais – surtout des jeunes – vers l'étranger avait dangereusement augmenté. Le gouvernement avait alors annoncé que les tentatives de fuite ne seront plus punies de la peine capitale mais de cinq années de prison et que chaque citoyen pourrait quitter le pays, s'il le désirait, une mesure que le Parlement avait entérinée le 21 juin, précipitant peut-être, sans le vouloir, la course vers les ambassades.

L'ensemble de cette politique vise à mettre fin à l'isolement diplomatique du pays, car l'Albanie a un besoin urgent de technologie étrangère, indispensable pour sortir du marasme économique (10) ; en 1987 le pays entretenait des relations diplomatiques avec cent cinq pays, contre soixante-quatorze en 1975.

Lors du dixième plénum du comité central du PTA, en avril 1990, l'Albanie a amorcé un tournant que l'on peut effectivement qualifier d'« historique ». Elle a exprimé le vœu de participer aux réunions de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne (CSCE) qu'elle avait boycottées jusque-là ; elle vient d'ailleurs d'y obtenir le statut d'observateur.

Tirana a aussi reconnu la réalité de la Communauté économique européenne et s'est prononcée pour des relations officielles avec la CEE. Enfin, et surtout, M. Alia a annoncé que *« bien que d'une nature très complexe, et en tenant compte des développements survenus, figure aussi à l'ordre du jour le problème des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et l'Union soviétique* (11) ». L'Albanie était le seul Etat au monde à refuser, pour des raisons de principe, d'entretenir des relations avec les Deux Grands. Ces efforts d'ouverture ont été encouragés par la visite à Tirana, en mai dernier, de M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, mais celui-ci a rappelé avec force à ses interlocuteurs l'importance de l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.


DR

« LE MONTEUR », de PETRO KOKUSHTA (1979)
Désormais il sera possible de construire ou d'acheter son propre logement

Fronde des intellectuels

CES multiples évolutions ont suscité, dès le départ, de nombreuses oppositions parmi certains cadres qui craignent une remise en question des idées d'Enver Hodja. M. Foto Cami, l'idéologue du parti, a dénoncé à plusieurs reprises ceux qui *« traînent les pieds »* et *« s'opposent au développement des initiatives »*. Une intense bataille oppose les réformateurs regroupés autour de M. Ramiz Alia et les conservateurs qui semblent avoir le soutien de Mme Nexhimije Hodja, veuve du « camarade Enver ».

Le comité central de juillet, réuni en pleine crise des ambassades, a permis à M. Alia de se débarrasser de quelques-uns des éléments les plus staliniens, en particulier les ministres de l'intérieur et de la défense – exclus, de surcroît, du bureau politique du parti – et de réaffirmer la nécessité de réformes économiques, du développement de l'initiative privée – le petit commerce a été autorisé, – ainsi que du processus de démocratisation.

Depuis plusieurs mois de nombreux intellectuels de renom ont attaqué ouvertement les conservateurs et l'omniprésente police politique, la Segurimi. Dans un entretien avec le journal *la Voix de la jeunesse*, le célèbre écrivain Ismaïl Kadaré (12) a dénoncé la lutte antireligieuse et *« ces gens qui ne comprennent rien aux aspirations du peuple albanais, jaugent les besoins matériels et spirituels à l'aune de leur propre cerveau étriqué, de leur esprit indigent.* (...) *Ceux qui ne voient pas que le bien-être national et la démocratisation sont les deux objectifs-clés pour la vie de ce pays n'ont rien compris aux aspirations de ses habitants* (13) ».

Le sociologue Hamit Beqeja a demandé une information plus *« objective »* et plus *« réaliste »* pour les jeunes. Sinon, ajoute-t-il, *« nous ne devrons pas être surpris qu'ils croient toutes les rumeurs sensationnelles et toutes sortes de bobards politiques* (14) ». Le cancérologue Sali Berisha s'en est pris, lui, à la police, qui empêche les intellectuels d'avoir accès aux informations de l'étranger *« sous des prétextes bureaucratiques et ridicules* (...), *comme si c'étaient des secrets d'Etat.* (...) *La bureaucratie oublie que le droit à l'information est le droit à la vérité. Ce qui est à la lumière du jour ne peut être caché* (15) ».

La frustration de la population est énorme ; la grande majorité des citoyens refusent la vie grise, monotone et sans avenir dans laquelle les enferme le pouvoir. La vie culturelle des jeunes est particulièrement vide, pauvre, et les rares invitations de groupes pop ou rock venus de l'étranger ne font qu'attiser les aspirations d'une population qui regarde régulièrement la télévision italienne ou yougoslave.

Si certains intellectuels se retrouvent aujourd'hui en première ligne, c'est que l'heure des choix décisifs a sonné. Jusqu'ici, les réformes avaient pu être entamées sans remettre en question ni le passé – la période Hodja – ni les principaux fondements idéologiques du régime. Mais la crise des ambassades montre que la population n'est plus prête à accepter les demi-mesures. Pour la première fois, les citoyens se sont organisés pour obtenir plus de libertés. De nouvelles revendications viendront d'autant plus vite que la peur aura disparu et que s'accentueront les pressions internationales.

Les dirigeants de l'Europe de l'Est ont été confrontés aux mêmes questions : comment réformer le système sans perdre le pouvoir ? Comment rattraper le temps perdu ? Comment faire évoluer un Etat dont les fondements idéologiques sont restés longtemps immuables ? Malgré la force du nationalisme, sur lequel le pouvoir avait fondé, en grande partie, sa légitimité, l'Albanie ne semble pas mieux armée que les anciennes démocraties populaires pour réussir là où les autres ont échoué.

* Chercheur à l'Institut de sociologie de l'université libre de Bruxelles.

(1) Lire Edith Lhomel, « Albanie 1986-1990 : vers plus de réalisme ? », *le Courrier des pays de l'Est*, nº 316, mars 1987.

(2) Lire Aurelio Giaccobazi, « L'Albanie en quête d'approches nouvelles », *la Nouvelle Revue internationale*, juillet 1989, Luxembourg.

(3) Cité dans *l'Albanie nouvelle*, nº 1, Tirana, 1989.

(4) Lire Jean-Michel de Waele, « La fin de l'immobilisme en Albanie ? », *Etudes internationales*, vol. XXI, nº 1, Québec, mars 1990.

(5) Bulletin de l'Agence télégraphique albanaise (ATA), nº 42, 20 mai 1990.

(6) ATA, nº 50, 10 juin 1990.

(7) *Le Monde*, 2 juin 1990.

(8) ATA, nº 36, 2 mai 1990.

(9) Lire Louis Zanga, « Statistics Released on Political Prisoners », Radio Free Europe, 23 mars 1990.

(10) Des accords de coopération fort importants ont été signés ces dernières années avec la RFA, l'Italie, la France, la Turquie, etc.

(11) ATA, nº 32, 19 avril 1990.

(12) Lire sa nouvelle, « L'abolition du métier d'imprécateur » dans *le Monde diplomatique* de mai 1990. Son dernier roman publié en français est *le Concert* (Fayard, 1989).

(13) *Le Monde*, 4 juin 1990.

(14) Lire Louis Zanga, « Advocates of Democracy in Albania », Radio Free Europe, 22 juin 1990.

(15) *Ibidem*. Sur le débat parmi les écrivains, lire Jean-Michel de Waele, « Hésitations albanaises » dans la brochure *Manière de voir* (nº 7), éditée par *le Monde diplomatique, Du communisme réel à l'ambition démocratique*, février 1990.

57, BOULEVARD STALINE. – Elisabeth et Jean-Paul Champseix

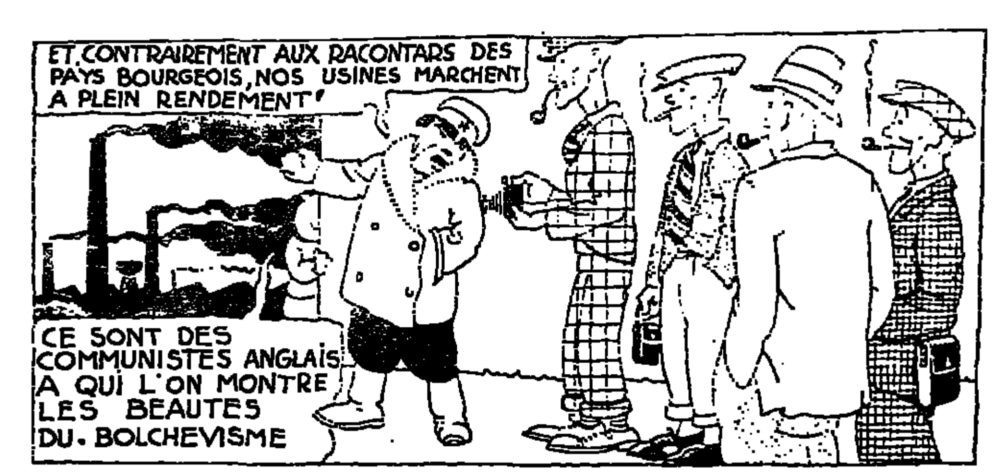
★ La Découverte, Paris, 1990, 312 pages, 125 F.

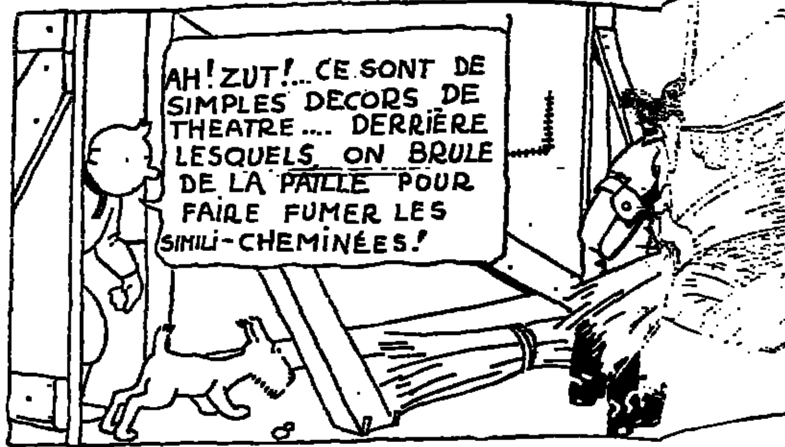
Pendant six ans, de 1982 à 1988, deux enseignants français ont vécu à Tirana. Seuls lecteurs étrangers en poste à l'université, ils ont rapporté de leur séjour une multitude d'impressions personnelles qui nous permettent de mieux comprendre comment se déroule la vie quotidienne dans le dernier bastion du communisme en Europe. Elles confirment le climat de crainte et de défiance qui y règne. Malheureusement écrit sur un ton condescendant, l'ouvrage rappelle d'une certaine manière les écrits des voyageurs occidentaux du dix-neuvième siècle qui, incapables d'en saisir la réalité profonde, n'ont retenu de cette nation balkanique que l'image d'un pays *« barbare et sauvage »*. Il y a trop de rumeurs et de on-dit dans ce témoignage, au demeurant fort intéressant, pour que l'on puisse avoir une idée précise de cette Albanie géographiquement si proche mais moins connue des Européens que certains pays du tiers-monde...

EDOUARD BAILBY.



1965 : renversement du régime sloviste en Braslavie. *Le Chaudron du diable*, une aventure de la Patrouille des Castors (MITacq-J. M. Charlier/Dupuis)





1929 : Tintin, reporter au « Petit Vingtième », au pays des Soviets (Hergé/Casterman)

LA GUERRE F
RACONTÉE AUX

L'écroulement du mur de Berlin, en novembre 1989, a pr
Les régimes communistes disparaissent l'un après l'autre de notre
de cet « autre bord », qu'alimentaient toutes sortes de productions culturell
et plus particulièrement en France, la guerre froide était racontée

Par PHILIPPE VIDELIER *

LA dictature ceausesciste s'est effondrée très exactement comme, vingt-cinq ans avant, l'avait fait le régime sloviste qui opprimait la Braslavie. Le bruit a couru, peu après sa chute, que le Conducator Nicolas Ceausescu ne possédait aucun livre. Pas même une bande dessinée, donc, où le « génie des Carpathes » aurait pu découvrir quel triste sort était réservé à ses semblables dans les histoires en images des magazines pour la jeunesse.

Depuis toujours, dans l'imaginaire ouest-européen des bandes dessinées, les dictatures froides de l'Est ont été le juste pendant des tyrannies chaudes de l'Amérique latine (1). Avant guerre, Tintin, la Guépéou à ses trousses, se lançait déjà dans une course échevelée à travers la steppe russe jusqu'à l'antre *« où Lénine, Trotsky et Staline ont amassé les trésors volés au peuple* (2) ». Outre ce fameux voyage de *Tintin au pays des Soviets* par lequel le célèbre reporter commença sa fabuleuse carrière en 1929, il existe nombre d'aventures de héros divers, en général bons catholiques, qui ont eu maille à partir avec des régimes totalitaires à la mode stalinienne.

Pour éviter les embrouillaminis diplomatiques, nos héros défendaient le bon droit dans des pays fictifs, et la carte de l'Europe s'est ainsi enrichie, au gré de l'inspiration, de nouvelles « républiques populaires » aux noms franchement slaves ou vaguement caucasiens, et aux régimes de fer : l'Esturie, la Braslavie, la Poldévie, l'Arakistan, etc.

Le plus célèbre est évidemment la Bordurie, où, en 1955, le professeur Tournesol fut retenu contre son gré dans la sinistre forteresse de Bakhine, par la volonté du terrible général Plekszy-Gladz dont les moustaches, fier symbole du régime, ornaient toutes les productions nationales.

Un véritable suppôt de Satan

DEUX ans à peine après le « coup de Prague » (1948) qui marque le début de la guerre froide, l'hebdomadaire *Petits Belges* envoie Johnny l'Orphelin, de retour du Congo, à la recherche de sa maman au *Pays de la grande angoisse*, un de ces *« tristes pays que l'on n'ose même pas nommer* (3) », aisément reconnaissable pourtant à la neige et aux barbelés qui le recouvrent comme aux étoiles rouges qui ornent les képis militaires. *« Chers amis de Belgique, priez bien pour nous. Et dès la semaine prochaine, vous pourrez suivre les péripéties de notre grand voyage »*, écrit Johnny aux lecteurs de cette *Bonne Presse* publiée sous l'égide de la Croisade eucharistique Pie-X de l'abbaye d'Averbode.

L'époque n'était pas alors aux convictions discrètes. En page 2 de *Petits Belges* se trouvaient le calendrier liturgique et une vie de saint, en page 3 la rubrique « Pour toi Croisé ». Le « Coin du philatéliste » célébrait les vingt et un ans des postes pontificales, et la rubrique théâtre présentait la pièce intitulée *les Croisades*... L'aventure de Johnny paraissait en première page : une histoire que ne renierait sans doute pas aujourd'hui un pape polonais qui a vu dans les récents événements survenus à l'Est rien de moins que *« le doigt de Dieu » !*

Moscou, à cette époque, sentait le soufre. Dans son premier album paru en 1951, Néro, le personnage de Marc Sleen très populaire en pays flamand, prenait connaissance du carnet d'adresses de Gérard le Diable, un véritable suppôt de Satan, et y trouvait les noms de Joseph Staline, Molotov et Cie : *« Que dites-vous de ça ! ? ! ? »*, disait l'inénarrable Néro. Vers la fin de l'album, ayant essuyé échec sur échec, Gérard le Diable rencontre son patron Lucifer, qui lui reproche son incompétence en tant que démon : *« Inscrivez-vous au Parti communiste. Là, vous pourrez peut-être encore faire carrière ! »* On avait tort de chercher un quelconque second degré : le communisme était, pour cette partie de l'opinion, véritablement diabolique.

De cet au-delà mal connu venait en effet la *grande menace. Grâce au génie scientifique du professeur* Tournesol, le dictateur Plekszy-Gladz prétend doter la Bordurie d'une arme terrible *« qui reléguera bientôt la bombe A et la bombe H au rang de la fronde et de l'arquebuse »*. Le tyran poldève qu'affronte Jean Valhardi dans les pages de l'hebdomadaire *Spirou* au début des années 50 fait fabriquer dans le plus grand secret la *« machine à conquérir le monde »* : d'énormes réflecteurs paraboliques capables d'envoyer dans toutes les directions le rayon super-gamma, faisceau mortel commandé par un cerveau électronique ! Dans le magazine concurrent *Tintin*, les célèbres Blake et Mortimer, d'Edgar P. Jacobs, mettent en échec les plans criminels d'une puissance étrangère jamais nommée, mais que l'on identifie sans peine au nom du savant chargé de les mettre en œuvre : Miloch Georgevitch.

On est bien loin, dans ces histoires, du communisme brouillon de *Tintin au pays des Soviets*. L'accent est mis désormais sur le totalitarisme, c'est-à-dire non plus sur une forme du désordre que le sens de la propriété et de l'efficience capitaliste aussi bien que l'orthodoxie catholique condamnent, mais, au contraire, sur un ordre monolithique, agressif, à la langue de bois : un monstre froid. L'affrontement social s'efface derrière le conflit entre systèmes constitués. L'idée première des histoires présentant les régimes de l'autre Europe est moins celle d'une redoutable révolution que celle de la guerre qu'« ils » préparent. Ces puissances sont donc, d'abord, expansionnistes, agressives et prédatrices. Incapables d'inventivité scientifique, elles s'approprient, par les voies les plus immorales, la science occidentale pour la mettre au service de leurs rêves de conquête.

L'espionnage militaro-industriel fait le fond de la plupart des bandes dessinées traitant des pays du monde communiste. Les services secrets borduriens enlèvent le professeur Tournesol à Moulinsart ; les agents poldèves *« exfiltrent »* le savant professeur Stagmus, inventeur irresponsable du rayon de la mort. Le dictateur de Moumagnie, autre pays du glacis imaginaire, séquestre Tif et Tondu pour se rendre maître du secret de la *« matière verte »*, celle qui rend le corps humain élastique et dont on peut supposer les incroyables applications militaires : *« C'est le pays le plus chapardeur d'idées de notre planète Terre. »* Les Esturiens enlèvent le professeur français Leblanc pour l'obliger à livrer ses découvertes et l'enferment dans un laboratoire secret entouré d'une triple enceinte de barbelés électrifiés étroitement surveillée par des soldats en armes.

Omniprésente police politique

HEUREUSEMENT, les scouts de la Patrouille des Castors aidés par les anciens scouts indigènes (le mouvement de Baden Powell est évidemment réprimé par un pouvoir sans Dieu) parviendront à faire évader le savant et à lui faire gagner la Westlande. Ces fameux scouts qui enchantèrent plus d'une génération ont eu d'autres occasions de défendre les valeurs de l'Occident. Après *la Bouteille à la mer* (1957), qui relate leur aventure en Esturie, ils démasquent *le Traître sans visage* (1960), un officier d'une base américaine en France (c'était avant que le général de Gaulle ne les ferme), qui livrait les secrets de l'OTAN à ceux d'en face. Dans l'épisode suivant, *le Signe indien* (1961-1962), ils volent au secours d'un vieil original russe partisan du tsar bien qu'inventeur d'un carburant qualifié de révolutionnaire, dont il n'entend évidemment pas faire cadeau aux communistes. *« Hélas ! Ma découverte coïncida avec le déclenchement de la révolution bolchévique... Fidèle au tsar, je refusai de dévoiler mon secret aux dirigeants soviétiques... Après mille tortures, je fus expédié au bagne, en Sibérie, et je ne pus m'évader de cet enfer qu'en 1932 »*, etc.

Vint ensuite leur aventure braslave *(la Couronne cachée* et *le Chaudron du diable)* en 1964-1965 : le renversement grâce à leur vaillant concours de la terrible dictature sloviste selon un scénario qui préfigurait la révolution roumaine et le rétablissement sur le trône de l'héritier légitime de Braslavie, le très jeune Mizca II, dit Aigle royal chez les scouts.

Les Français ont, semble-t-il, une capacité particulière à faire triompher le bon droit. Bibi Fricotin en personne, aidé de son ami Razibus et du *« fameux milliardaire philanthrope »* Ange Bonfieu, débarrasse l'Illystrie de son chef, boutefeu d'une *« révolution mondiale »*, le général Bombax, pour mettre à sa place... un Français improvisé colonel ! La radio annonce alors au monde la bonne nouvelle : *« En Illystrie, deux jeunes héros, deux Français, Bibi Fricotin et Razibus Zouzou, ont réalisé une révolution pacifique, sans tirer un coup de feu, ils ont déposé le tyran Bombax, nommé à sa place le colonel Meurdesoif, autre Français, et proclamé la République ! »*

Sur ces pays on n'apprend jamais grand-chose, sinon qu'ils sont fermés au monde extérieur, que les dictateurs couverts de galons et de médailles, bourreaux de leur peuple ont le goût des édifices pharaoniques (monument à Plekszy-Gladz de Szôhod en Bordurie ou palais présidentiel de Slov à Rjëk, capitale de la Braslavie), qu'ils donnent leur nom à des places et des villes (la place Plekszy-Gladz de Szôhod, l'ancienne Dratzõ de Poldévie rebaptisée Schlössgrüd en l'honneur du chef de l'Etat, Rüdu Schloss) et que les braves gens ne songent qu'à fuir au péril de leur vie. *« Si je pouvais atteindre le fleuve !... En le traversant je serais en pays libre »*, songe le héros éphémère de *Visage dans l'ombre*, une histoire de l'hebdomadaire *Hurrah !* (1955), en s'évadant d'une Moldavie a-historique, métaphore de l'Est tout entier.

La tentation est trop forte d'échapper par l'exil clandestin à l'atmosphère étouffante et invivable de tels pays, malgré l'interdiction, la surveillance et le danger toujours présents. Abattre un fuyard semble relever de la routine pour les gardes-frontières. Ainsi, le vigile poldève qui fait feu sur Jean Valhardi dans *le Rayon super-gamma* a ce commentaire cynique : *« Encore un fugitif qui passe la frontière !... Les ordres sont formels !... L'abattre sans sommation !... »* C'est en protégeant un réfugié blessé par les soldats braslaves que les scouts de la patrouille des Castors sont entraînés dans leur combat singulier contre le régime sloviste. En Arakistan, nul ne pénètre plus depuis que le maréchal Glam a pris le pouvoir : *« C'est pire que le rideau de fer !* explique-t-on à Marc Dacier dans la première séquence de *Chasse à l'homme. Il est pratiquement impossible pour un Arakistanais de sortir de son pays et, pour un étranger, obtenir un visa d'entrée est presque un exploit !... De toute façon, on dit que les rares visiteurs sont étroitement mais discrètement surveillés par la police arakistanaise. Ils ne peuvent faire un pas sans être filés ! »*

Des régimes haïssables qui dominent cet Est européen, on sait donc, essentiellement, qu'ils ont le culte de l'uniforme, qu'ils règnent par la terreur et sont dotés d'une police politique omniprésente. On connaît la terrible ZEP de Bordurie, dont les agents sont facilement repérables à leur imperméable bleu et à leur chapeau mou à galon vert. La police secrète d'Arakistan, plus orientale, porte le fez rouge avec les mêmes imperméables bleus (ce qui n'est pas de très bon goût). La police est le principal soutien du régime, elle entretient partout des mouchards et il faut parler à voix basse, faire attention au téléphone *(l'Affaire Tournesol)*, aux micros cachés dans les lustres *(Chasse à l'homme)* et aux... garçons d'étage !

« Tous fusillés pour haute trahison »

PARTOUT la peur, jusqu'aux sommets de l'Etat, puisque les mauvais serviteurs sont eux aussi susceptibles de passer à la trappe. *« Par tous les poils de la moustache de Plekszy-Gladz, qu'on les rattrape ou je vous fais passer par les armes ! »*, hurle au téléphone le colonel Sponsz, chef de la ZEP, perdant monocle et fume-cigarette (qui, dans la bande dessinée, sont les indispensables attributs graphiques du « méchant »). *« Je vous ferai casser et arrêter tous !!! »*, crie le ministre de l'intérieur poldève en laissant, lui aussi, choir son monocle (il n'a pas à ce moment-là son fume-cigarette). *« Ma police secrète est composée d'incapables,* tempête le président Slov dans son palais de Rjëk, *toi le premier, Ulrik ! Avoir laissé échapper Kubcic vous vaudrait d'être tous fusillés pour haute trahison ! »*

Le régime ne pardonne pas l'échec, et se trouver hors des frontières ne protège pas contre son courroux. L'agent poldève qui n'a pas réussi à éliminer

Valhardi est rappele
signifie : *« Je dois*
bateau en partance
entendre » annonce
c'est la disgrâce !
pas possible... Non
tente de s'echapper
Valhardi, abattu par s

On n'é
aux ser

LA police politique a
effet, de curieus
services chargés de
pourquoi certaines de
déroulent à l'Ouest
seconde aventure de
Cuvelier, par exemple
sode de la série Sandy
un village de Camargu
est en réalité un jeun
sécurité d'Etat voulait
mise au point d'une a
quitte pas les idees de
réussi à franchir la fron
le terrible secret conf
Francfort... Rotterdam
dans les Ardennes.. En
naïvement qu'« ils » ava
les dénommés Vlachow
ses talons : *« On n écha*
teur Livakine ! »

A la même époque
l'Australie où est censé
de Willy Lambil, se dero
toire . *« Dans mon pays*
travailler fabrication ar
raconte un autre étr

* Historien, CNRS, Mai
l'homme.

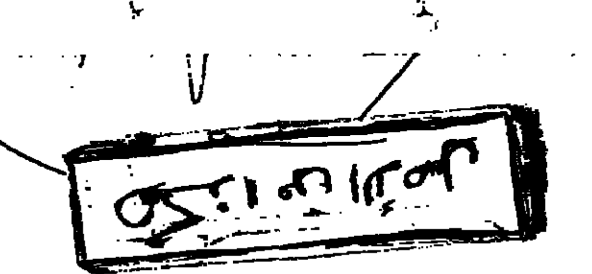


1958 : Bibi Fricotin défie la dictature collectiviste d'Illystrie. *Bibi Fricotin et le Frigo mondial* (P. Lacroix-Lortac/S.P.E.)



1957 : les Scouts de France en croisade pour l'Esturie. *La Bouteille à la mer*, une aventure de la Patrouille des Castors (MiTacq-J.-M. Charlier/Dupuis)

1985

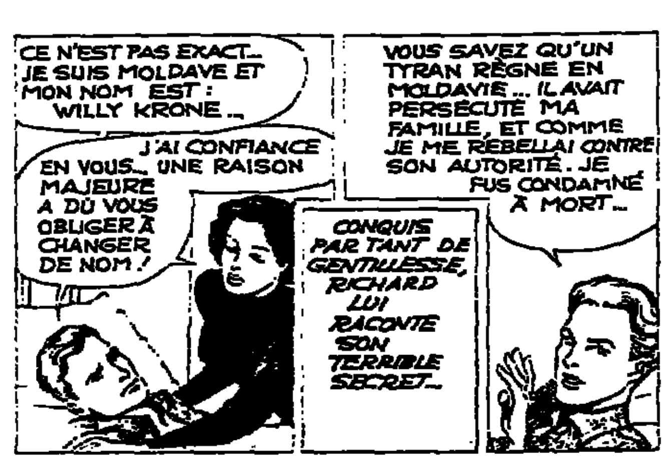


/Casterman)

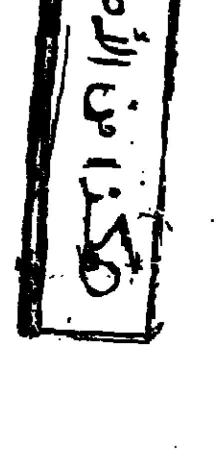




1955 : Tintin en Bordurie. *L'Affaire Tournesol* (Hergé/Casterman)



1955 : persécutions en Moldavie. *Visage dans l'ombre* (anonyme/Pub. périodiques modernes)



GUERRE FROIDE
...TÉE AUX ENFANTS

...du mur de Berlin, en novembre 1989, a précipité la fin d'un monde. ...disparaissent l'un après l'autre de notre horizon, et, avec eux, la peur diffuse ...ent toutes sortes de productions culturelles. Se souviendra-t-on comment en Occident, ...en France, la guerre froide était racontée aux enfants par la bande dessinée ?

Par PHILIPPE VIDELIER *

obtenir ... entrée est presque un ... toute fa... que les rares visiteurs ... discrètement surveillés ...arakistan ... ils ne peuvent faire un ... filés ! ...

...mes baissées ... dominent cet Est ... sait donc ... qu'ils ont le ...forme, ... par la terreur et ...une police ... omniprésente. On ...rible ZEP de ... dont les agents ...nt repérables ... imperméable bleu ...eau mou ... La police secrète ...plus orientale ... le fez rouge avec ...perméables ... ce qui n'est pas de ... La police est le principal soutien du ... entretient ... des mouchards et il ... voix basse ... attention au téléphone ...mesoï! ... cachés dans les lus-... à l'homme et aux garçons d'étage !

« Tous fusillés ...our haute trahison »

...la peur, jusqu'aux sommets de l'Etat, ... les mauvais serviteurs sont eux aussi ... de passer à la trappe. « *Par tous les ... moustache de Pleksz-Gladz, qu'on les ... je vous fais passer par les armes !* », ... phone le colonel Sponsz, chef de la ZEP, ... socle et fume cigarette (qui, dans la ... née sont les indispensables attributs ... méchant) ... « *Je vous ferai casser* » ... le ministre de l'intérieur pol... ... lui aussi ... son monocle (il n'a ... ment-là son fume-cigarette). « *Ma police ... composée d'incapables* », tempête le pre... ...ans son palais de Rjék, *toi le premier ... laissé échapper Kubcic vous vaudrait ... fusillés pour haute trahison !* »

... ne pardonne pas l'échec, et se trouver ... frontières ne protège pas contre son cour... ... poidève qu'il n'a pas réussi à éliminer

Valhardi est rappelé au pays, et il sait ce que cela signifie : « *Je dois vous embarquer sur le prochain bateau en partance !... Le comité central désire vous entendre* », annonce le chef du réseau. « *Mais... c'est la disgrâce !*, gémit le pauvre espion. *Ce n'est pas possible... Non ! Je ne veux pas retourner.* » Il tente de s'échapper et vient mourir sur le palier de Valhardi, abattu par ses anciens comparses...

On n'échappe pas aux services secrets

LA police politique a le bras long. A l'étranger, en effet, de curieuses ambassades abritent des services chargés *de traquer les dissidents. C'est* pourquoi certaines de ces histoires sur l'Est se déroulent à l'Ouest : *le Secret du Boucanier*, seconde aventure de Line la petite infirmière de Cuvelier, par exemple, ou *Destination Darwin*, épisode de la série Sandy. L'étranger blond que, dans un village de Camargue, on appelle « *le Boucanier* » est en réalité un jeune chimiste de talent que la sécurité d'Etat voulait contraindre *à travailler* à la mise au point d'une arme bactériologique : on ne quitte pas les idées de guerre et d'agression. « *J'ai réussi à franchir la frontière de mon pays, emportant le terrible secret*, confesse le Boucanier. *Depuis ? Francfort... Rotterdam... Anvers... Un coin perdu dans les Ardennes... Et puis ici... où je m'imaginais naïvement qu'« ils » avaient perdu ma trace.* » Mais *les dénommés Vlachow et Dimitri sont toujours sur* ses talons : « *On n'échappe pas à nos services, docteur Livakine !* »

A la même époque (1964), aux antipodes, dans l'Australie où est censé vivre Sandy, le jeune héros *de Willy Lambil, se déroule à peu près* la même histoire : « *Dans mon pays, je être physicien... obligé travailler fabrication arme terrible, effroyable !* », raconte un autre étranger présenté comme « slave »... « *Je pas vouloir contribuer cette chose horrible... vouloir partir.* » Des sbires de l'ambassade le recherchent pour le ramener « *à tout prix* ». Mais alors, que le Boucanier se refait une vie avec une nouvelle identité sur une île française du Pacifique grâce au père influent de l'héroïne Line, le « Slave » choisit finalement de se rendre aux autorités de son pays : « *Si je rester, eux me traquer toujours, toujours... jamais sûr... vous croire... mieux ainsi... Adieu mes amis... je jamais oublier !* » Les histoires ne peuvent pas toutes se terminer bien : « *Pauvre Stepan !*, dit-on en guise de conclusion, *sa décision est peut-être sage... prions seulement pour qu'on ne l'oblige plus à travailler sur ces engins de mort...*

Depuis les années 70, ces histoires n'avaient plus cours. Non que les nouveaux lecteurs de bandes dessinées aient été davantage complaisants à *l'égard du modèle soviétique (les jeunes au contraire* se sentaient proches des manifestants de Prague et d'ailleurs), mais ils avaient pris de la distance à l'égard du discours ressassé par la classe politique conservatrice et savaient manier la dérision.

La transformation de la manière dont la bande dessinée présentait le monde de l'Est est venue moins d'une chute de la tension internationale ou d'une fin encore hypothétique de la guerre froide (la Tchécoslovaquie est envahie en 1968) que d'une évolution interne au genre. Celui-ci a conquis un public plus adulte avec la rénovation de l'hebdomadaire *Pilote* fondé par René Goscinny et la création *du mensuel Charlie par l'équipe des Editions du* Square, déjà animatrice de *Hara-Kiri*, « *journal bête et méchant* ». Le temps n'était plus aux histoires de boy-scouts, mais au second degré, à l'humour corrosif et au conte politique. En 1977 paraissent les premières planches du *Goulag*, signées Dimitri, qui se tailleront un franc succès. Ces aventures truculentes de *Krampon l'Imputrescible* au « *camp 333* » ne se *démarquent en rien de* l'esprit des Editions du Square, bien que leur auteur, Guy Mouminoux, soit un ancien soldat des armées allemandes du front de l'Est, nullement repenti et qui, dans ses plus récentes productions, se sent autorisé par le contexte politique présent à réaffirmer crânement ses vieilles lubies...

A l'orée des années 80, le Suisse Ceppi dessine *le Repaire de Kolstov*, histoire d'un faux savant qui négocie son passage à l'Ouest contre de faux *secrets dans une atmosphère proche du roman* d'espionnage, à la tonalité plutôt désabusée et sans conclusions véritablement idéologiques. L'Est nourrit encore les scénarios de cette dernière *décennie*. Freddy Lombard, le personnage de Chaland, conçu sur le modèle parodique des héros des années 50, passe de mouvementées *Vacances à Budapest*. Avec un album très réussi *(le Prince de la B.D.)*, dans *un registre franchement humoristique*, René Pétillon met son détective lamentable, Jack Palmer, aux prises avec les agents secrets non moins lamentables *de la Bovnie-Hermétique et de son dictateur* Alexandre Tchaopantinscu, en qui chacun aura reconnu le défunt Nicolae Ceausescu.

Pierre Christin, professeur de journalisme et auteur de science-fiction, a su avant tout le monde *introduire dans la bande dessinée d'expression* française la dimension sociale et politique qui lui manquait. « *Je n'ai pas voulu délivrer un message bien carré*, dit-il, *mais inclure la B.D. dans son époque* (4). » Quelques mois avant l'effondrement définitif du bloc de l'Est, en 1989, Pierre Christin publie, avec le dessinateur Jean Vern, *le Mycologue et le Calman*, histoire de la tentative désespérée d'un vieux savant stalinien, *disciple* de Lyssenko, de raviver la guerre froide et de saboter la perestroïka.

Le chef-d'œuvre de la bande dessinée consacrée à l'autre Europe reste cependant l'album *Partie de chasse* du même Pierre Christin avec le dessinateur Enki Bilal, dans la collection des « Légendes d'aujourd'hui. » Cette tragique *Partie de chasse* a été racontée pendant l'hiver 1982-1983, au temps figé et glacial d'Andropov. Dans une somptueuse datcha de la campagne polonaise, de hauts responsables *communistes des pays du pacte de Varsovie*, qui ont tous subi les vicissitudes d'une histoire tourmentée, se rencontrent pour peser une dernière fois sur les destinées du bloc et régler ainsi les comptes de leurs vies.

Au nom des masses et de leurs souffrances

EN vase clos, on assiste au drame du mouvement communiste dans un subtil va-et-vient entre le fantastique et l'histoire vraie des quarante dernières *années*.

Après avoir liquidé de terrible manière le dossier de la succession, le principal personnage, le héros imaginaire de l'Etat soviétique Vassili Alexandrovitch Tchevtchenko, met fin à ses jours. Pendant ce *temps, un jeune apparatchik français cherche en vain* à saisir le cours des choses dans les propos que lui tient l'ami de toujours du vétéran communiste : « *Son dernier geste politique est celui d'un grand marxiste, contrairement à ce que tu penses. C'est le geste d'un homme qui croit à la réversibilité de l'histoire (...). Vois-tu, Vassili Alexandrovitch, précisément parce qu'il pense toujours aux masses et à leurs souffrances, a pris conscience de l'immobilisme mortel que son action à lui, parmi bien d'autres, faisait peser sur les pays du bloc, et avant de mourir il a voulu soulever le couvercle qu'un Serguei Chavanidze voulait maintenir hermétiquement clos au nom des intérêts russes.* »

Cette étrange histoire nous fut contée deux ans avant que le monde étonné n'apprenne à connaître Mikhaïl Gorbatchev, celui qui allait vraiment entreprendre de soulever le couvercle...

* *Historien, CNRS, Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme.*

(1) *Cf.* Philippe Videlier, « L'Amérique latine dans le miroir de la bande dessinée », *le Monde diplomatique*, septembre 1986.

(2) Quand parut cette aventure, Lénine était mort depuis cinq ans, Trotsky banni en Turquie et ses partisans déportés.

(3) *Petits Belges*, n° 22, 31e année, 28 mai 1950.

(4) *Café noir*, n° 3, juin 1988.

REPÈRES

1945-1948 : installation progressive des régimes communistes d'Europe de l'Est.

1948 : coup de Prague. Schisme Tito-Staline.

1949 : création du Comecon. Proclamation de la République démocratique allemande. Première bombe atomique russe. Procès Rajk en Hongrie.

1950 : guerre de Corée. Maccarthysme aux Etats-Unis.

1950-1951 : Johnny l'Orphelin : *Au pays de la grande angoisse* (Demoen/Marie-Hélène).

1951 : Néro : *le Chapeau de Gérard le Diable* (Marc Sleen).

1952 : procès Slansky en Tchécoslovaquie.

1952-1954 : Jean Valhardi : *le Rayon supergamma ; la Machine à conquérir le monde* (E. Paape/J.-M. Charlier).

1953 : mort de Staline. Emeutes en Allemagne de l'Est.

1955-1956 : Tintin : *l'Affaire Tournesol* (Hergé).

1956 : XXe congrès du PCUS : rapport Khrouchtchev. Révolte de Poznan (Pologne). Révolution en Hongrie et intervention militaire soviétique.

1957 : la Patrouille des Castors : *la Bouteille à la mer* (MiTacq/J.-M. Charlier).

1958-1959 : Blake et Mortimer : *S.O.S. Météores* (E. P. Jacobs) ; Bibi Fricotin : *le Frigo mondial* (P. Lacroix/Lortac).

***1961** : construction du mur de Berlin.*

1962 : crise des fusées à Cuba.

1964 : Khrouchtchev limogé et remplacé par le tandem Brejnev-Kossyguine.

1964 : Sandy : *Destination Darwin* (Willy Lambil) ; Line : *le Secret du boucanier* (P. Cuvelier/M. Greg).

1964-1965 : la Patrouille des Castors : *la Couronne cachée ; le Chaudron du diable* (MiTacq J.-M. Charlier) ; Marc Dacier : *Chasse à l'homme* (E. Paape/J.-M. Charlier).

1968 : Tif et Tondu : *Tif rebondit* (Will-Rosy).

1968 : révoltes étudiantes dans le monde. Printemps de Prague. Intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

1970 : émeutes de Gdansk (Pologne).

1973 : publication en Occident de *l'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne.

1977 : *le Goulag* (Dimitri).

1980 : Stéphane : *le Repaire de Kolstov* (D. Ceppi).

1980 : fondation du syndicat Solidarnosc en Pologne.

1981 : état de guerre en Pologne.

1982 : mort de Leonid Brejnev. Andropov lui succède.

1982-1983 : *Partie de chasse* (E. Bilal / P. Christin).

1985 : Jack Palmer : *le Prince de la B.D.* (R. Pétillon).

1985 : M. Mikhaïl Gorbatchev élu secrétaire général du PCUS. Début de la perestroïka.

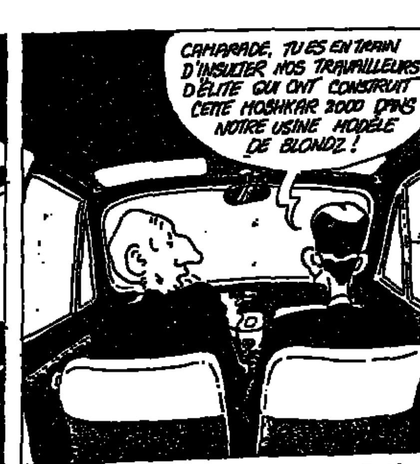
1989 : *le Mycologue et le Calman* (J. Vern/P. Christin).

1989 : chute du mur de Berlin ; effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est (à l'exception de l'Albanie).



...de pour l'Esturie. *La Bouteille à la mer*, une ... de la Patrouille ...tors (MiTacq-J.-M. Charlier Dupuis)





1985 : les espions du Guide Bien-aimé Alexandre Tchaopantinscu traquent les dissidents *Le Prince de la B.D. Une enquête de Jack Palmer* (Pétillon/Dargaud)





1983 : la tragique histoire d'une succession. *Partie de chasse* (E. Bilal-P. Christin/Humanoïdes Associés)

NAISSANCE D'UNE

Conquérante

(Suite de la première page.)

La bonne santé de son économie lui permet de disposer de la force de frappe financière nécessaire à l'unité allemande grâce à l'importance du marché des capitaux : l'épargne atteint 280 milliards de marks et les exportations de capitaux 120 milliards en 1989. M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, estime réaliste de refuser de recourir à l'emprunt sur le marché international des capitaux, essentiellement auprès du Japon, pour financer l'unification allemande.

Dans une combinaison originale mêlant savoir-faire technologique et manufacturier, gestion à long terme et culture commerciale et bancaire, les principaux agents de cette hégémonie sont les « konzerns », consortiums réunissant, sous une direction unique, des entreprises juridiquement indépendantes en vue d'une meilleure intégration verticale de la production. Démantelés en 1945 et reconstitués rapidement pendant la guerre froide, avec la bénédiction des Américains et des gouvernements occidentaux, ils modèlent aujourd'hui l'intégration à douze, l'élargissement à dix-huit avec les membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), – même à dix-neuf, si l'on inclut le Liechtenstein lié à l'AELE par un accord d'association – et l'ouverture à l'Est.

En 1988, 1 100 fusions d'entreprises, pour un montant de 135 milliards de marks, ont été autorisées par l'Office fédéral des cartels, contre 887 en 1987 et 802 en 1986. Loin de se ralentir, la concentration et la réorganisation du capital ne cessent de s'accélérer, débouchant sur la création de véritables empires industriels intimement liés aux grandes banques comme la Deutsche Bank.

L'exemple le plus spectaculaire est celui de Daimler Benz, premier groupe industriel de RFA, qui prend le contrôle de Messerschmitt Bölkow-Blohm (MBB), réunissant ainsi un ensemble de 400 000 salariés, avec un chiffre d'affaires de 80 milliards de marks articulé sur l'automobile et les hautes technologies civiles et militaires. A côté de Volkswagen, premier groupe automobile européen, les trois premiers chimistes mondiaux sont BASF, Hoechst et Bayer. Enfin, en électronique, Siemens dispose de 173 usines dans 35 pays, avec 373 000 salariés, dont 240 000 en RFA. En 1989-1990, une forte croissance externe lui permet d'acquérir les composants électroniques de Bendix (Etats-Unis), la division Téléphonie d'IBM, les activités Défense de Plessey au Royaume-Uni avec GEC, et le premier groupe informatique allemand Nixdorf grâce à une trésorerie florissante de 24 milliards de marks.

Les konzerns et la « destruction créatrice »

LES konzerns s'affirment de plus en plus en position dominante au sein de la CEE, jusqu'à menacer directement les équilibres industriels traditionnels des années 80. Le montage de l'Airbus à Hambourg, au détriment de Toulouse, ou la création d'une agence spatiale à Bonn traduisent la volonté de l'Allemagne de prendre la direction des activités de pointe – dans lesquelles elle occupait jusqu'ici une position secondaire – grâce aux transferts de technologies des grands programmes européens.

Avec l'intégration de la RDA, les konzerns se voient offrir une occasion sans précédent de se renforcer dans une Europe à *« douze et demi* (5) », grâce au principe de la *« destruction créatrice* (6) ». Selon les données d'Eurostat, la production manufacturière des deux Allemagnes représenterait en 1988 l'équivalent du cumul France - Royaume-Uni, ou encore 43 % du total de la CEE... *Mais des calculs plus réalistes*, compte tenu de l'état de délabrement du potentiel est-allemand, porteraient cet ensemble à seulement 36 % de la CEE (7).

Toujours est-il que, par son marché de 16 millions d'habitants, par sa main-d'œuvre jeune et qualifiée, par l'écart de coût salarial (environ 40 %), et par son sous-équipement généralisé, la RDA présente un potentiel de croissance considérable (8), même si, aujourd'hui, l'heure est à l'explosion du chômage (30 000 à 40 000 personnes perdent leur emploi chaque semaine). Ce marché est très largement captif : la RFA occupe 60 % des parts occidentales du marché, contre 5 % à la France, pourtant en deuxième position. Le commerce interallemand (9) est une donnée permanente qui peut déboucher sur une intégration technique poussée : Volkswagen, par exemple, produisait déjà les moteurs des automobiles Warburg et achetait pour plus de 50 millions de marks de pièces détachées à la RDA. Le groupe Robotron (RDA) réalise déjà un tiers de ses ventes à l'exportation hors du COMECON et, en mars 1990, il avait conclu 170 accords de coopération avec des firmes occidentales, dont 80 % en RFA.

Si le potentiel industriel des combinats, en RDA, est dans un état médiocre, voire déplorable, la situation doit cependant être nuancée. Dans le COMECON, la RDA possède un appareil de recherche-développement, de formation et de production capable de se relever rapidement, à condition de bénéficier d'investissements importants et d'une remobilisation de ses salariés. Ce pays est présent dans les hautes technologies avec Carl-Zeiss-Iéna ou Robotron. Cette société, avec ses 70 000 salariés, ses 18 usines et un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs en informatique, en logiciel, et *en électronique, représente l'un des* fleurons du COMECON ; elle a vendu récemment un procédé de technologie à cristaux liquides aux Japonais. Le groupe pharmaceutique Germed (14 usines, 16 500 salariés, 80 % de la demande en RDA) exporte déjà un tiers de sa production en RFA. A côté des hautes technologies, le tissu traditionnel n'est pas en reste dans les biens d'équipement, en particulier la mécanique.

C'est pourquoi les accords de coopération technique et technologique se sont multipliés jusqu'à ce qu'une loi, votée le 17 juin par le Parlement de Berlin-Est, confie à un organisme unique, le Treuhandanstalt, le soin de réorganiser et de privatiser un ensemble de 8 000 combinats et entreprises « propriété du peuple » représentant 80 % de l'économie de la RDA et quatre millions d'emplois. Les grands groupes de la RFA font la loi au « Treuhand » et sont en train de s'assurer le contrôle de la majeure partie du potentiel industriel est-allemand. Alors que les PME de l'Allemagne de l'Ouest dépendent encore des initiatives des chambres de commerce et d'industrie (DIH), comme les « bourses de coopération », les konzerns interviennent directement : AEG avec Henningsdorf dans les locomotives, Mercedes et IFA dans les voitures utilitaires... Les autres firmes européennes sont très en retard et souvent maintenues en état de dépendance. La Lyonnaise des eaux doit s'allier à Thyssen pour intervenir en RDA dans les activités d'environnement, et si Alcatel réussit à s'introduire sur ce marché, c'est uniquement grâce à sa puissante filiale allemande Standard Electrik Lorenz, rachetée à ITT Europe il y a quelques années. La Commission de Bruxelles s'inquiète déjà vivement de l'exclusion de fait des autres pays européens dans les fusions et acquisitions qui se réalisent en Allemagne de l'Est, au-delà de quelques exceptions comme celle de la reprise par le groupe français Lafarge de la grande cimenterie de Karsdorf. La commission ouest-allemande sur les monopoles a elle-même dénoncé les conditions « non compétitives » de certaines transactions comme l'accord entre Lufthansa et Interflug ou la prise de contrôle du principal producteur est-allemand de camions par Daimler Benz.

L'annexion de la RDA présente aussi des occasions d'ouverture absolument inédites vers l'Est, car les liens industriels tissés par la division du travail dans le cadre du COMECON perdureront nécessairement pendant plusieurs années. Faut-il rappeler que le russe était, jusqu'en juin 1990, la première langue vivante obligatoire dans le système scolaire de la RDA ? L'interdépendance des industries du COMECON à travers une relative spécialisation sectorielle, afin de réaliser des économies d'échelle, est illustrée par la volonté de l'URSS de rapatrier sur son territoire les activités militaires de la firme d'optique Carl-Zeiss-Iéna, en particulier en ce qui concerne les activités de recherche-développement. Dans la phase actuelle de la perestroïka, les Soviétiques ont un besoin vital de maintenir les liens techniques tissés avec la RDA et l'accord historique Kohl-Gorbatchev du 16 juillet dernier leur en apporte la garantie (10). Les carnets de commande des chantiers navals de Rostock sont pleins jusqu'en 1992, grâce aux Soviétiques ; mais un consortium est mis en place en février 1990, en collaboration avec les deux grands de RFA, HDW du groupe Salgitter et Bremer Vulkan, afin de reprendre au groupe suisse Sulzer ses activités moteurs Diesel lents. A Rostock, l'ancien et le nouveau cohabitent.

De grands programmes d'investissements

ENFIN, loin de se lancer dans l'inconnu, les konzerns sont assurés d'être préservés de trop graves tensions économiques et sociales puisque l'intervention de l'Etat et les financements publics visent à assurer la rentabilité des nouveaux investissements en RDA. Cette démarche se structure selon deux axes : la mise en place de nouvelles réglementations juridico-institutionnelles et la mise en œuvre de grands programmes d'investissements dans les infrastructures vitales pour la production industrielle (transports, énergie, télécommunications...), qui devraient bénéficier d'une enveloppe de 350 milliards de marks dans les dix prochaines années. Une grande partie des commandes reviendraient aux firmes allemandes et doperaient ainsi leur production. Face au désastre écologique – on sait que la RDA est l'un des pays les plus pollués d'Europe, – l'équivalent de 3,4 milliards de francs est débloqué en février 1990, tandis que la Deutsche Bundesbahn évalue à 100 millions de marks sur dix ans la rénovation des lignes ferroviaires (un quart seulement sont électrifiées). Dans cette même démarche, le gouvernement de Bonn annonce, en janvier 1990, l'ouverture d'une ligne de crédits à faibles taux d'intérêt de 6 milliards de marks, afin de *« promouvoir la modernisation des PME de RDA »*, ce qui assure du même coup autant de commandes aux firmes de la mécanique de RFA. En mai 1990, un fonds de 7 milliards de marks *« pour une aide immédiate à la restructuration des secteurs industriels en difficulté en RDA »* est mis en place, auxquels

(5) L'expression est de M. Klaus Murmann, président du patronat ouest-allemand : *« L'Europe à douze et demi, c'est une chance pour tout le monde »*, déclaration au *Monde*, 17 mars 1990.

(6) Hans Dieter Barbier, « Le redressement économique de la RDA grâce au principe de la « destruction créatrice », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 23 mars 1990.

(7) Michel Drancourt, « De quelques remarques sur les chiffres ». *Les 4 vérités*, ministère de l'industrie, nº 171, janvier 1990.

(8) Denis Clerc, « Le coût de l'unification allemande, une chance ou un handicap pour l'Europe ? », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(9) Marie Lavigne, « L'arme des échanges interallemands. Un géant commercial dans la maison commune », *le Monde diplomatique*, janvier 1990.

(10) *Lire le Monde*, 18 juillet 1990.

DÉCHIRANT SYMBOLE ET FUTURE CAPITALE

L'épineuse question du statut de Berlin

Par LAURENT LEBLOND*

LE 13 août 1961, la construction du mur avait symbolisé l'échec du régime de la RDA, incapable d'enrayer l'exode massif de ses citoyens vers la République fédérale. Sur les 3,5 millions d'habitants ayant quitté la RDA de 1949 à 1961, plus de 200 000 étaient passés chaque année à l'Ouest par Berlin. D'où la décision de Walter Ulbricht, secrétaire général du PC est-allemand (SED), prise avec l'accord du Kremlin.

Après la chute du mur (10 novembre 1989), les responsables des deux parties de la ville ont commencé à régler avec pragmatisme les questions soulevées par la nouvelle liberté de circulation de la population. L'avenir de la cité est étudié par une commission régionale où siègent les représentants du Sénat de Berlin-Ouest, de la municipalité de Berlin-Est, et des deux gouvernements allemands. Il est, en partie, fonction de la présence des Alliés à Berlin. Aussi, le 11 décembre 1989, les ambassadeurs des quatre puissances occupantes en Allemagne – ceux des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni en RFA, et celui de l'URSS en RDA – se sont rencontrés au quartier général des Alliés à Berlin-Ouest. C'était là leur première réunion depuis 1971.

Les droits des Alliés à Berlin ont été fixés par le protocole de Londres du 12 décembre 1944, dont la teneur fut confirmée lors de la conférence de Yalta (4 au 11 février 1945). Ce protocole prévoyait que l'Allemagne et sa capitale seraient divisées en quatre zones d'occupation. De juillet 1945 au 16 juin 1948, l'administration de Berlin fut donc assurée par une autorité gouvernementale interalliée, la Kommandantura, où siégeaient les commandants en chef des quatre secteurs de la ville. Les représentants soviétiques quittèrent cet organisme le 16 juin 1948 après que les Occidentaux eurent décidé à Londres, le 1er juin, de constituer, à l'Ouest, un Etat fédéral où se tiendraient des élections libres. A la suite de l'introduction, le 20 juin 1948, de la réforme monétaire et de la création du deutschemark dans les zones occidentales, l'URSS imposa un blocus économique à Berlin-Ouest (24 juin 1948-12 mai 1949), qui échoua grâce à un pont aérien mis en place par les Occidentaux.

Plusieurs incidents, et de multiples interventions soviétiques dans l'administration de la cité, obligèrent l'assemblée communale à transférer son siège à Berlin-Ouest le 1er décembre 1948. Par la suite, la proclamation de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (23 mai 1949) entraîna l'adoption de la Constitution de la République démocratique allemande, le 7 octobre 1949, à Berlin-Est qui devint la capitale du nouvel Etat.

La décision des autorités est-allemandes de faire de Berlin-Est leur capitale constituait une violation du statut quadripartite. Elle fut constamment dénoncée par les Occidentaux : en droit international, en effet, cette partie orientale de Berlin était toujours soumise au statut d'occupation de l'ensemble de la ville. Ces protestations n'empêchèrent aucunement l'incorporation progressive de Berlin-Est à la RDA : après que le gouvernement, la Chambre du peuple, et la STASI – la police politique du régime – s'y furent installés, des cartes d'identité de RDA furent délivrées à ses habitants en 1953. En 1962, la Kommandantura soviétique fut dissoute, et, désormais, le gouvernement est-allemand nomma lui-même un commandant pour ce secteur de la ville.

En 1979, lors de la première élection du Parlement européen au suffrage universel, la désignation, par la Chambre des députés de Berlin-Ouest, de trois représentants à Strasbourg servit de prétexte à la Chambre du peuple pour décider l'élection directe des députés de Berlin-Est. Conformément aux dispositions du statut quadripartite, ces derniers étaient jusqu'alors simplement désignés pour représenter la capitale de la RDA à la Chambre du peuple.

Fort soucieux de la défense de leurs droits d'occupants, les Occidentaux – qui entretiennent encore sur place 12 000 soldats – furent très vigilants lors de l'entrée en vigueur de la Constitution de Berlin-Ouest (1er octobre 1950), qui définissait cette partie de la ville comme un Land de la République fédérale. Ils refusèrent l'inclusion complète de Berlin dans le système constitutionnel ouest-allemand, et n'y autorisèrent l'application de la Loi fondamentale qu'avec d'importantes restrictions : *« Berlin ne peut envoyer de représentants ayant droit de vote au Parlement fédéral (Bundestag) ou au Conseil fédéral (Bundesrat) et ne peut être gouvernée par l'Etat fédéral. »*

Les vingt-deux députés de Berlin-Ouest au Bundestag ne sont donc pas élus directement, mais *« envoyés par la Chambre des députés de Berlin-Ouest »*. Ils ne votent pas les lois ni ne participent à l'élection du chancelier fédéral. En revanche, ils disposent du droit de vote dans les commissions du Bundestag et du Bundesrat, et ils participent à l'élection du président de la République au sein de l'Assemblée fédérale (Bundesversammlung).

En raison de l'opposition des Alliés, la législation fédérale n'est pas obligatoirement applicable à Berlin-Ouest : les députés doivent chaque fois le décider, par une loi particulière. Mais, tout en réaffirmant leurs responsabilités sur l'ensemble de Berlin dans l'accord quadripartite du 3 septembre 1971, les puissances occupantes se sont prononcées pour le maintien et le développement des liens entre la RFA et Berlin-Ouest. Actuellement, les cinquante institutions fédérales installées dans cette partie de la ville – comme l'Office de l'environnement – y emploient plus de quarante-quatre mille collaborateurs.

Berlin deviendra probablement la capitale de l'Allemagne unifiée. C'est là le vœu d'un peu plus de la moitié de la population de la RFA, d'une grande majorité des habitants de la RDA et des responsables actuels des deux Etats. Mais les Verts, à l'Ouest, et les militants du Nouveau Forum, à l'Est, sont particulièrement hostiles à ce que l'ancienne capitale de l'empire prussien, du gouvernement nazi et de la STASI retrouve sa primauté. Les dirigeants des Länder y sont, eux aussi, opposés, notamment à cause du coût (80 milliards de deutschemarks) du transfert à Berlin des 100 000 fonctionnaires travaillant à Bonn dans l'administration fédérale.

Mais la récente prise de position de M. Richard von Weizsäcker pourrait modifier les données du débat : le président fédéral s'est déclaré sans détours partisan de transférer à Berlin le siège du gouvernement, et ce, symboliquement, en raison du passé frondeur et rebelle de la ville : *« Cela ne peut que servir à la politique de s'exercer au milieu du public éveillé, ouvert au monde, critique, d'une métropole, au lieu de ne rencontrer qu'elle-même là où elle se fait* (1). »

DR

FELIX NUSSBAUM (1904-1944). – *« Der tolle Platz »*, 1931 (la Belle Place)

* Journaliste.

(1) Voir *le Monde*, 1er-2 juillet 1990.

NOUVELLE HÉGÉMONIE ?

Allemagne

s'ajouteront 115 milliards de marks prévus pour la constitution d'un *« fonds spécial pour les investissements à long terme »* en liaison avec les Länder.

Mais ce serait une erreur de limiter les ambitions allemandes à la seule RDA, comme on tend parfois à le croire dans certains milieux industriels français, en espérant qu'elle relâche sa pression sur d'autres espaces. La démarche des konzerns est double. D'une part, l'on se veut rassurant, ainsi qu'en témoignent les déclarations des dirigeants de Siemens ou de M. Heinz Dürr, président-directeur général d'AEG, filiale électronique de Daimler Benz (11).

D'autre part, l'on réaffirme systématiquement son attachement à la CEE et à ses marchés, comme le souligne M. Heinz Dürr dans le même entretien : *« Je pense plutôt que le danger est ailleurs. Nos capacités de production aujourd'hui tournent à plein régime. Les besoins énormes en RDA ne doivent en aucun cas nous conduire à délaisser certains autres marchés mondiaux. Nous ne pouvons absolument pas prendre le risque de nous éloigner d'autres marchés. »*

Les négociations que la Commission européenne a entreprises avec les six pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (12) et le Liechtenstein les 18 et 19 juin 1990 ont pour objectif de créer à terme un espace économique européen construit, comme le grand marché unique de 1992, sur la libre circulation des capitaux, des biens, des services et des hommes.

Cette extension permet à la fois de freiner les demandes d'adhésion à la CEE (l'Autriche a déposé la sienne le 17 juillet 1989), et de dépasser les contradictions politiques liées au statut de neutralité de la Suisse, de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède (13) et du Liechtenstein, tout en présentant une solution d'attente. Mais il est révélateur que les peuples soient totalement écartés des décisions prises par un aréopage de technocrates européens et qu'aucun débat n'ait lieu où que ce soit en Europe sur les enjeux du passage de douze à dix-neuf.

De fait, ce grand marché unique à dix-neuf, et non plus seulement à douze, offre aux firmes multinationales des possibilités de redéploiement inconnues jusqu'ici dans l'Europe à économie de marché. La place privilégiée qu'occupe le capital allemand va se trouver renforcée, car cette restructuration lui permettra d'accentuer toujours plus son avance face à ses concurrents – la RFA est déjà, au sein de la CEE, le premier fournisseur des pays de l'AELE. On voit ainsi émerger deux grands espaces :

– une Europe nordique avec la Norvège, la Suède et la Finlande, dans laquelle la RFA affirme nettement son hégémonie sur un marché de 22,5 millions de consommateurs. Parmi les douze de la CEE, la RFA est le premier partenaire de la Suède et de la Finlande, auxquelles elle fournit respectivement 36 % et 39 % de leurs importations. Même si l'emprise est moins pesante qu'au Sud, dès qu'ils le peuvent, les konzerns s'y implantent, tel Siemens, qui dispose de six unités de production réparties dans les trois pays en fonction de complémentarités sectorielles lui permettant de couvrir l'ensemble de ce marché nordique.

– au sud, une Europe alpine liant toujours plus étroitement à la RFA, la Suisse et l'Autriche. Cette intégration est à la fois monétaire, commerciale et industrielle à partir de liens historiques, culturels et linguistiques denses. En 1989, l'Autriche réalisait 68 % de ses importations et 64 % de ses exportations avec la CEE, dont 40 % et 31 % avec la seule RFA ; et la Suisse, respectivement 71 % et 56 % avec la CEE, dont 34 % et 21 % avec la RFA.

DR

CARL GROSSBERG (1894-1940). – « Avus », 1928 (Aire des industries automobiles)

L'intégration technique avec la Suisse et l'Autriche

CETTE place de premier client et premier fournisseur de la RFA s'explique par la forte intégration technique des appareils productifs des trois pays. Ainsi trouve-t-on en Autriche une présence massive de konzerns allemands (1 400 sociétés sur 2 000 firmes étrangères, et 40 % des investissements étrangers) avec Hoechst, BASF, Bayer, Siemens, Bosch, AEG... De fait, l'Autriche prolonge vers l'est le potentiel productif de l'Allemagne rhénane et de la Bavière : en 1988, la branche équipement automobile réalisait 85 % de son chiffre d'affaires avec la RFA, dont 33 % avec le seul groupe Volkswagen. En électronique, la firme Siemens, basée à Munich, utilise dans les lasers, par exemple, tout autant les capacités technologiques des universités de Munich, d'Erlangen et de Regensburg en Bavière que celles de Linz en Autriche. A quelques nuances près, le processus d'intégration entre la Suisse alémanique, la Bavière et le Bade-Wurtemberg est le même. Ainsi, Siemens est présent avec trois usines à Zurich, quatre à Vienne et deux dans le sud de l'Autriche...

D'autre part, ces deux pays représentent pour les konzerns des possibilités de coopération considérables avec les pays de l'Est. L'Autriche est le deuxième fournisseur occidental de la RDA, après la RFA, avec 20 % du marché, et ses liens avec l'URSS et la Hongrie sont très importants. Ce rôle de « porte vers l'Est » est encore rehaussé par le savoir-faire commercial accumulé (troc international, conseiller fiscal...) et les liens tissés dans la période précédente : 77 % des accords de joint-ventures signés à Budapest le sont par des firmes basées en Autriche. Ce rapprochement n'est-il pas symbolisé par la candidature unique de Budapest et de Vienne pour organiser l'Exposition universelle de 1995 ?

L'ouverture à l'Est déplace le centre de gravité de la CEE à douze vers la RFA. Le transfert par Daimler Benz, en *février* 1990, du siège social de ses activités de services à Berlin-Ouest est à cet égard symptomatique. Tout comme la Fondation pour la formation, créée à l'initiative de la Commission européenne pour faciliter l'adaptation du système de formation des pays de l'Est, et qui doit être opérationnelle en 1991, aura, elle aussi, son siège à Berlin. Dans l'industrie, General Motors choisit le site de Cologne, en avril 1990 – au détriment du Royaume-Uni – pour construire une nouvelle usine de moteurs automobiles devant desservir toute l'Europe. Ce pays est, en effet, le meilleur tremplin pour attaquer ces nouveaux marchés. En témoignent la reprise, en 1989, des acquisitions étrangères sur le marché obligataire, d'un montant de 22,4 milliards de marks, afin de se doter de filiales allemandes directement branchées sur eux et aussi la réduction d'un tiers des achats de titres (actions et obligations) à l'étranger des groupes allemands qui veulent disposer de moyens financiers pour leur implantation à l'Est (moins de 50 milliards de marks en 1989).

La présence allemande en Europe centrale est déjà forte. En effet, la RFA occupe une place dominante dans les importations originaires de l'Europe de l'Ouest : 60 % pour la Pologne, 57 % pour la Tchécoslovaquie, 52 % pour la Bulgarie et 50 % pour la Hongrie. En 1989, la RFA détenait 30 % des parts de marché de l'ensemble des pays de l'Est, contre seulement 7 % à l'Italie et 6,5 % à la France.

LES NEUF PREMIERS GROUPES OUEST-ALLEMANDS

Société	Chiffre d'affaires en 1988 *(en millions de marks)*	Salariés *(en milliers)*
Daimler	73 500	338,7
Siemens	59 374	353
Volkswagen	59 221	252
Veba	44 391	84,7
BASF	43 868	134,8
Hoechst	40 964	164,5
Bayer	40 468	165,7
Thyssen	29 220	128,7
Bosch	27 675	165,7

Source : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 juillet 1989.

Des implantations anciennes à l'Est

AU cours des dernières années, la position de la RFA n'a cessé de s'améliorer, en particulier grâce aux efforts des pays à économie planifiée pour moderniser leur industrie à l'aide des technologies occidentales (14) : entre 1985 et 1988, sa part dans les exportations des pays industrialisés qui leur étaient destinées est passée de 17 % à 21 %. Dans une branche traditionnelle, comme le textile-habillement, la RFA assure 57 % des ventes de la CEE dans cette région et réalise 62 % des achats (15). Son implantation dans les biens d'équipement est tout aussi forte ; par exemple, la moitié du potentiel industriel yougoslave est doté de matériels allemands. Dans un pays comme la Roumanie, elle est le premier fournisseur occidental, devant les Etats-Unis et la France qui vient loin derrière, et le deuxième client derrière l'Italie, devant les Etats-Unis et la France. Enfin, si la Hongrie a exporté en 1988 pour 120 millions de francs de logiciels – activité de matière grise s'il en est – vers l'Occident, la RFA en a acheté la moitié, témoignant ainsi d'une relative division du travail avec des konzerns qui sous-traitent certaines tâches à des pays où les coûts salariaux sont beaucoup plus faibles dans des emplois et qualifications de haut niveau.

Tels sont les fruits d'une stratégie de présence et de coopération se développant sur le long terme. La France, en revanche, incapable de gérer les héritages gaullistes qui la plaçaient dans une position favorable, a cédé dans les dix dernières années 30 % de ses parts de marché dans les pays de l'Est ; de fortes baisses ont été enregistrées en Pologne (de 13 % à 6,5 %), en Bulgarie (de 10 % à 6,5 %) et en Roumanie (de 13 % à 9 %), au profit de la RFA et, plus récemment, de l'Italie.

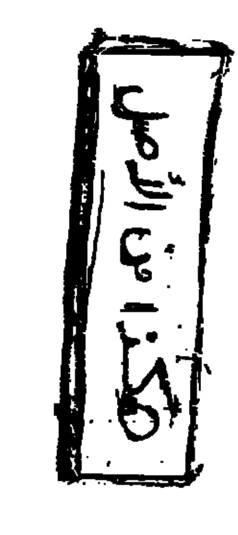
Les transformations politiques, économiques, financières et sociales actuellement en cours sont susceptibles de modifier encore plus rapidement les équilibres antérieurs. Les opérations de joint-ventures donnent une idée du dynamisme allemand. Selon l'ONU (16), en octobre 1987, la part de la RFA représentait 16 % des entreprises mixtes créées dans les pays de l'Est, avec cependant de fortes inégalités nationales : 11 % en URSS, 19 % en Pologne, 23 % en Hongrie et 28 % en Bulgarie. Mais, depuis cette date, l'offensive est remarquable. Ainsi en octobre 1988, la RFA passe au premier rang en Union soviétique avec 18 % des accords de coopération signés (soit 170 accords), largement en tête devant le Royaume-Uni (68), l'Italie (62) et la France (36). A elle seule, elle capte 42 % des contrats signés entre la CEE et l'URSS.

En mars 1990, le groupe tchécoslovaque Skoda choisit, pour un projet de fabrication de véhicule, l'allemand Volkswagen après de longues négociations avec quatre ou cinq firmes occidentales. Il reproche à Renault son incapacité à proposer une *« solution technique complète »* mettant ainsi en relief les faiblesses technologiques de l'industrie française face à la concurrence allemande. Dans le même ordre d'idées, si le français Alcatel réussit à s'imposer en Yougoslavie, il le doit, certes, à la qualité indéniable de ses équipements en centraux téléphoniques E 10, mais tout autant à l'éclatement politique de la fédération yougoslave : Alcatel signe avec Elektronska Industrija en Serbie ; le suédois Ericsson avec la Croatie et l'allemand Siemens – qui rafle aussi le marché tchèque en juin 1990, – avec la firme Iskra de Slovénie.

En somme, la construction du grand marché de 1993 sur des bases ultralibérales permet un renforcement sans précédent des firmes et de l'Etat qui déjà sont les plus puissants, au risque de transformer la CEE en vaste sphère de domination allemande. On mesure aussi le caractère profondément illusoire des projets visant à « ligoter » la puissance de la RFA par une accélération de l'unification économique et politique de la CEE dans un vaste ensemble où les décisions essentielles émaneraient d'un aréopage technocratique supranational. Face aux contradictions, aux hésitations ou aux tentatives de résistance qui s'affirment contre de tels projets, la réponse allemande est claire et brutale : la RFA joue à fond l'unification allemande – l'utilisant comme levier pour accroître son hégémonie dans la CEE –, comme tremplin pour la ruée de ses konzerns vers l'Est.

A l'heure du désarmement et de la remise en question des blocs, la « maison commune européenne » chère à M. Gorbatchev sera-t-elle celle des konzerns ? La réponse dépend à la fois d'une volonté des Etats et gouvernements de la CEE qui trouverait son expression sur les plans monétaire, financier et industriel et, surtout, de l'émergence chez les citoyens eux-mêmes d'une claire conscience des enjeux et de leurs moyens d'action à l'échelle nationale et européenne.

LAURENT CARROUÉ.



---

(11) Heinz Dürr, « La modernisation de la RFA est l'affaire de tous les Européens », *Tribune de l'Expansion*, 3 mai 1990, et Françoise Vaysse, « Soucieux d'apaiser les inquiétudes à l'Ouest, Siemens se montre rassurant dans ses projets à l'Est », *le Monde*, 2 avril 1990.

(12) L'AELE regroupe l'Islande, la Norvège, la Suède et la Finlande, pour les pays nordiques, et la Suisse, l'Autriche comme pays alpins, avec un Etat-associé : le Liechtenstein. Sur les aspects politiques de la construction européenne, voir Bernard Cassen, « La citadelle des Douze », *le Monde diplomatique*, juin 1990.

(13) Voir aussi les déclarations du roi de Suède Carl XVI Gustav, le 9 mai 1990, sur une adhésion avant 1995.

(14) Rapport mensuel de la Bundesbank, « Les échanges de la RFA avec les pays à économie planifiée », juillet 1989.

(15) Sur la division du travail dans le textile entre RFA et pays de l'Est, voir El Mouhoub Mouhoub, « Déspécialisation et délocalisation des secteurs intensifs en main-d'œuvre : une comparaison France-RFA », rapport de l'Institut de recherches et d'études syndicales, 1989, Paris.

(16) Commission économique des Nations unies pour l'Europe, *Les co-entreprises Ouest-Est*, New-York, 1988.

« LE CYCLE DE LA DISSUASION (1945-1990) », d'Alain Joxe

L'heure des remises en question

Par ANTOINE SANGUINETTI *

SELON Alain Joxe (1), on assiste en Europe, depuis 1987, à la fin d'une représentation du monde : la menace de guerre nucléaire bipolaire est finie, et les peuples, confrontés à l'impuissance des armées, reprennent le pouvoir par la rue. Les deux objets du conflit Est-Ouest, militaire et idéologique, disparaissent.

Ce grand retournement et la réunification de la civilisation européenne qui s'ensuit découlent de l'effondrement du système soviétique, mais aussi de mutations propres de l'Europe de l'Ouest qui ont permis au Kremlin de surmonter sa crainte d'une attaque occidentale. L'heure est donc à des remises en question : pactes et budgets militaires, conformisme politico-diplomatique, représentations archaïques du pouvoir et de la stratégie, course débridée aux armements et doctrines de défense subséquentes.

Sur le plan politique, l'incapacité de l'empire américain à se donner une autre source de légitimité que l'anticommunisme a abouti à la fin de l'hégémonie américaine. La victoire actuelle, dans toute l'Europe, d'un concept démocratique de droits de l'homme et des peuples, et de solidarité sociale, n'est pas un triomphe des valeurs américaines, mais bien de celles du Vieux Continent.

En France, où les problèmes de défense ont été moins débattus qu'ailleurs, cette analyse critique, claire et documentée, est utile et bienvenue ; elle était nécessaire pour rappeler certaines discordances, absurdités ou manipulations de la guerre froide, dans l'un et l'autre camp ; et tenter, à partir de là, de dégager, lucidement, les dangers et les enjeux du futur.

Car l'auteur constate, pour conclure cet *« essai de stratégie critique »*, que la fin de l'hégémonie politique des Etats-Unis ne signe pas celle de leur domination. Un cycle impérial persiste, fondé sur la connaissance scientifique et la technologie, symbolisées par la « dissuasion nucléaire », devenue une sorte d'idole sacralisée. Le risque demeure donc d'une rechute dans l'absurde ; et d'un retour à l'« empire du désordre ».

---

* Vice-amiral d'escadre (CR).

(1) Alain Joxe, *le Cycle de la dissuasion (1945-1990)*, la Découverte/Fondation pour les études de défense nationale, Paris, 1990, 317 pages, 180 F.

BERLIN 1961 - 1989

Cet été-là

UNE NOUVELLE D'ANNIE SAUMONT

Séparés par la construction du mur de Berlin en 1961, Franz et Karin vont enfin se retrouver. Presque trente ans après. Mais il y a le souvenir de Shavel « qui portait la kippa »...

ELLE disait qu'il lui avait donné rendez-vous. A Checkpoint Charlie. Qu'il lui demandait de tenir une rose à la main. Il serait vêtu d'un blouson de cuir noir et d'un pantalon de velours côtelé beige.

Elle disait (regard inquiet épaules crispées ongles rongés) que si l'on considérait le tour que prenaient les choses il y aurait là-bas beaucoup de monde. Des centaines de blousons de cuir et de pantalons beiges, peut-être des milliers.

Elle disait que cela faisait si longtemps à présent qu'ils étaient séparés. Depuis que le mur avait été construit. Autrefois, chaque été ils se rassemblaient dans Bernauerstrasse, elle et lui et les autres enfants du grand immeuble. Franz habitait côté cour au cinquième étage à gauche et elle passait les vacances chez sa grand-mère, au quatrième sur la rue. Elle disait qu'elle s'était toujours sentie à l'aise parmi les gens du quartier. Les enfants jouaient sur le trottoir. Franz était le meneur de jeu. Il aimait les billes, elle aimait les poupées. Elle disait, On jouait presque toujours aux billes.

Elle disait oui, qu'il y avait Franz, blond les yeux clairs, très beau. Et puis Wilhelm, Thomas, Heinrich, Konrad. Et puis et puis... Elle avait oublié les noms. Elle disait, Et puis Shavel.

Les jeux de billes, c'était rouli roulette, je te prends, je double, le pot, la gardille en équipe.

Des amusements de gamins, disait-elle. On était encore tout petits.

Et maintenant, reprenait-elle, à la radio les journalistes évoquent depuis ce matin la foule massée devant le mur. Elle demandait, agitée, Ne croyez-vous pas que dans cette multitude bien des amis trop longtemps séparés auront peine à se reconnaître ?

Elle a dit aussi, Ecoutez. Elle avait sorti les lettres du tiroir. A mi-voix elle lisait

> *Chère Karin, je te souhaite un bon anniversaire, et plein de bonheur. Je te fais une grosse bise.*

Au mois d'août de cette année-là, c'était la fin des jeux dans la rue. La fin de l'insouciance. Rue défoncée. Tas de pavés. Rue hostile, rue interdite. Chacun devait rentrer chez soi. Pour elle, Clinkastrasse. A l'Est.

Bernauerstrasse, côté Ouest. Elle y était revenue dix ans plus tard. Sa grand-mère était morte, elle avait été autorisée à passer la frontière pour assister à l'enterrement. Elle racontait son émotion tandis qu'elle écartait le linceul pour contempler un visage devenu presque étranger. Les retrouvailles maladroites avec les copains de la bande, de jeunes hommes à présent, qu'elle ne reconnaissait pas, qui lui rappelaient leurs noms, et seul manquait Shavel. Elle souriait à Franz, toujours aussi blond, très grand et solide, elle pleurait dans ses bras. Puis, immobile sur le trottoir, cependant qu'on chargeait le cercueil dans le fourgon, elle avait regardé le mur. Elle disait qu'il lui semblait voir au pied du mur une faible trace, juste à l'endroit où il y avait eu du sang. La tache de sang de ce jour lointain. Disait-elle.

CET été-là.

Elle disait que d'abord eux les gosses ils avaient observé les soldats déroulant les grillages. Déjà grand-mère recommandait, N'allez pas traîner de ce côté.

Ils y allaient. Disait-elle.

Dans le bruit des marteaux-piqueurs, le grondement des bétonneuses ils jouaient encore aux billes sur le trottoir. Les enfants. Une bonne douzaine. Elle était la seule fille, portant le jean comme les garçons, copiant les façons des petits mâles. protestant lorsqu'ils lui tiraient les cheveux que chaque matin grand-mère brossait et coiffait en queue de cheval, serrés dans un élastique.

Agaçants. Disait-elle. Les copains de vacances. De vrais machos pour la plupart. Non, pas Franz. Et pas Shavel.

Elle disait que Franz était le plus fort. On devinait déjà qu'il serait un athlète. Il a été l'as du décathlon. C'est encore un excellent perchiste.

> *Chère Karin. J'ai envie de te voir, c'est dur d'être séparés. Un jour je sauterai le mur comme on saute la barre sur le stade.*

Elle disait aussi que Franz n'avait jamais oublié son anniversaire. Ni elle le sien. Donc chaque année tous deux avaient échangé des nouvelles. Pendant vingt-huit ans. Sans guère parler du passé. Racontant simplement les petites choses de la vie.

Elle disait que Franz ne s'était pas marié. Elle non plus. Au cours des années parfois dans une lettre il avait fait allusion à des rencontres, nommé Gertrud ou Ilse ou Johanna. Elle aussi avait mentionné Rudolf, Otto, Günter. Les lettres de Franz elle les avait gardées. Toutes sauf une. La lettre qu'elle avait reçue pour son vingtième anniversaire: Cette fois Franz avait écrit ce qui ressemblait à un poème d'amour. C'était maladroit et touchant. Mais en ce temps, disait-elle, Franz et moi un mur nous séparait. Et le souvenir du sang sur les pavés près d'un rouleau de barbelés.

Elle disait encore que cet été-là, il y avait souvent des orages. Les copains s'excitaient : Drelin drelin et une main taquine tirait trop fort sur ses cheveux ; ils s'en prenaient aussi à Shavel qui portait la kippa : Charité mon bon môssieu et une main aux doigts jaunis de réglisse tendait à la ronde la calotte confisquée. Brimades puériles. Entre deux parties de billes.

Shavel faisait des envieux. Il possédait les plus jolies billes. Des agates. Elle contemplait fascinée, disait-elle, les remous bleus dans la pâte. Parfois Shavel, hésitait un instant et puis il murmurait, Celle-ci tu la voudrais ? Tiens, prends.

Franz criait, Hé, pour changer on pourrait jouer au ballon.

Elle disait qu'en ces derniers jours du mois d'août cet été-là ça n'aurait pas été facile de jouer au ballon dans l'agitation du quartier. Dans la poussière et le désordre. Le roulement des camions transportant du sable et du ciment. La hargne des vopos braillant qu'il était interdit d'approcher.

On en restait aux billes. Disait-elle. C'était un jeu tranquille. On ne descendait pas du trottoir. A toi. A moi. On jouait réglo. Jusqu'au moment où une des billes de Shavel heurtant une des billes de Franz l'avait projetée dans la bouche de l'égoût. Franz a dit, T'es con, puis il a haussé les épaules et enfin il a admis, Bon d'accord t'as pas fait exprès. Tout de même il a ajouté, C'était ma meilleure, en plus.

Jean Mineraud

Shavel aurait pu dire, Je te donne une des miennes. Il n'a rien dit. Le jeu a continué.

Franz s'énervait, disait-elle. Lui si précis d'habitude il contrôlait mal ses gestes. Wilhelm lui a pris trois billes. Konrad lui en a pris cinq.

C'est Shavel qui a écopé.

Elle disait qu'elle avait découvert un Franz inconnu, qui ne supportait pas de perdre. Il était pâle et buté. Et soudain il attrapait la calotte de Shavel, la tendait vers les copains, Une petite aumône m'sieu-dames. Pour un pauv' mec qui s'est fait arnaquer. Puis dans un accès de rage, il a jeté la kippa aussi loin qu'il a pu. Il a dit, Avance, va la chercher. Vas-y.

> *Chère Karin. Je te souhaite un heureux anniversaire. J'espère que tu n'as pas changé d'adresse. De notre côté du mur on n'oublie pas les amis. Je pense beaucoup à toi, tu sais.*

Moi aussi j'ai pensé à lui toutes ces années, disait-elle, je le voyais comme je l'avais vu la dernière fois, il avait dix-neuf ans. Et puis je voyais un garçon de neuf ans au beau visage, au corps déjà musclé.

Elle disait que la kippa il l'avait lancée en prenant son élan comme un vrai discobole. La kippa est tombée parmi les barbelés.

Shavel et moi cet été-là, disait-elle encore, on jouait quelquefois tous les deux, on s'occupait de mes poupées. On parlait du souci qu'elles donnaient ces petites, on les cajolait les lavait les battait. Shavel proposant, Si tu veux quand on sera grands on se mariera toi et moi, et puis on aura des enfants. Mais déjà il baissait la tête, Franz dit que c'est lui qui sera ton mari.

Elle disait, vingt-huit ans plus tard, non qu'elle n'avait jamais pensé que Franz serait un jour son mari. Elle disait, Quand nous avions vingt ans un mur nous séparait. Aujourd'hui le mur est ouvert. Il nous sépare encore. Disait-elle. Le souvenir d'une flaque de sang au pied du mur.

> *Chère Karin, Je te souhaite un heureux anniversaire. Je suis sûr que tu prends plaisir à tes études. Moi je viens d'obtenir mon diplôme d'architecte.*

Vous voyez, disait-elle, je les ai toutes gardées. Les lettres. Presque toutes. Et j'ai gardé en moi les souvenirs.

La kippa était tombée derrière les rouleaux de barbelés. Franz a encore hurlé, Eh bien Shavel, va la chercher. Hé froussard. Alors tu cales ?

Elle a dit que deux ou trois parmi les autres ont crié à leur tour, Vas-y. Elle s'était toujours demandé – se demanderait toujours, disait-elle – si elle aussi avait crié.

Shavel a hésité, s'est décidé, a bondi.

C'était il y a très longtemps. Disait-elle. Avant les échanges de lettres. Regardez. Ces feuillets. Le papier a jauni.

> *Chère Karin, Pour tes quinze ans je te souhaite un bon anniversaire. Je voulais t'envoyer un livre mais il paraît que c'est interdit.*

SHAVEL a couru, disait-elle. A plongé vers la kippa. Déjà vivement l'agrippait. On a entendu le coup de fusil.

Les vopos ont déclaré que c'était un accident. Que la nuit précédente il y avait eu des troubles. Que des mises à l'arrêt avaient sanctionné leur manque de surveillance, qu'ils étaient nerveux, fatigués.

> *Chère Karin, J'ai peine à croire qu'un jour nous pourrons librement nous revoir.*

Elle disait qu'elle avait cueilli la rose dans le square de son quartier. Une fleur miraculée d'un rosier remontant. La fleur était sans parfum, rien d'étonnant à la saison. Qu'elle s'était piqué le doigt aux épines. Une goutte de sang était tombée.

Que la goutte s'élargissait, devenait une flaque de sang. Au pied du mur. Cet été-là.

Ils bafouillaient, les vopos, parlant d'une balle perdue, tirée pour faire peur. Pour éloigner ceux qui tentaient de s'opposer au déploiement des barbelés. La réponse des vopos, disait-elle, à ces voix qui hurlaient, Vas-y.

Elle disait que tant et tant de fois elle se le répétait. Le chiffre. Six millions. Ils étaient six millions. On leur avait dit, Schnell. Schneller. Vorwäts, Six millions et encore un. L'enfant qui des années plus tard obéissait aux voix criant dans la même langue, Avance, Shavel, vas-y.

> *Chère Karin, Je t'attendrai demain soir à Checkpoint Charlie.*

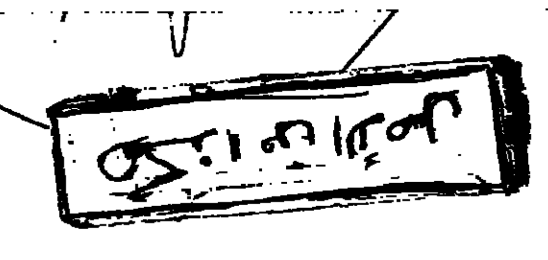
Elle disait que la dernière lettre était datée de la veille, elle l'avait reçue ce matin. Qu'elle n'irait pas au rendez-vous. Ce matin, ayant lu la lettre et déjà cueilli la rose attardée elle s'est dirigée vers le mur. Là-bas on chante et on boit. Le bruit de chaque bouchon qui saute ressemble à un coup de fusil.

Elle disait qu'elle s'était approchée. Qu'elle a vu. La foule. Entendu. Le tumulte. D'un jour de fête. Qu'elle a longtemps contemplé des hommes qui pourraient être Franz piétinant allègrement l'endroit où est tombé Shavel.

Elle disait qu'elle avait jeté la rose au pied du mur. Qu'elle était repartie vers l'Est.

Annie Saumont est née en 1927 à Cherbourg. Elle est l'auteur de neuf recueils de nouvelles. *Quelque-fois dans les cérémonies* (Gallimard) a reçu, en 1981, le prix Goncourt de la nouvelle, *Je suis pas un camion* (Seghers), en 1989, le Grand Prix de la nouvelle de la Société des gens de lettres.

En 1990, elle a publié : *Moi les enfants j'aime pas tellement* (Syros) et, *le Pont, la Rivière* (Métailié). Un nouveau recueil paraîtra, en février 1991, chez Seghers, Paris.



POURQUOI VOYAGER EN AVION EST DEVENU UN CAUCHEMAR

Convoitises sur les cieux européens

ON savait déjà que parmi les principales conséquences de la déréglementation de l'aéronautique civile aux Etats-Unis il y avait la baisse de la sécurité, l'inconfort du voyage et la très forte probabilité des retards, parfois considérables. L'Europe s'apprête-t-elle à suivre le même chemin ? Le trafic, déjà périodiquement désorganisé par les multiples revendications catégorielles des personnels de bord ou au sol, pourrait bientôt friser l'asphyxie en raison de l'encombrement d'un espace aérien exigu et de la mise en œuvre de politiques d'inspiration néolibérale à courte vue.

Par RENAUD ZUPPINGER *

Ce qui est bon pour une entreprise est-il bon pour ses clients ? L'Europe devra réfléchir à cette question si elle veut éviter que ne se reproduise chez elle le chaos issu de la déréglementation de l'aéronautique civile aux Etats-Unis. D'autant que, dès 1992, les aérogares européennes risquent l'asphyxie.

Jusqu'en 1978, la convention de Chicago de 1944 réglait tous les problèmes de concurrence et d'accords entre transporteurs ; l'IATA (1) regroupait les compagnies et réglementait destinations et tarifs. Aux Etats-Unis, en 1978 puis 1980, deux lois (2) ont ouvert la période dite des « cieux ouverts » (*open skies*). Leur but : l'éclatement des grands trusts et l'affaiblissement de l'IATA, exemptée à tort, selon l'Agence américaine de l'aéronautique civile (Civil Aeronautics Board), des règlements antitrusts (3). C'est un résultat exactement inverse qui fut obtenu puisque, des trente-six compagnies de 1978, dix-neuf n'ont pas survécu.

On assista à une lutte tarifaire sans merci qui entraîna le surgissement de micro-compagnies vulnérables, donc amenées à se regrouper ou à disparaître. Paradoxe : ceux-là mêmes qui avaient lancé les petites compagnies régionales, aux coûts d'exploitation réduits, se sont parfois retrouvés à la tête des plus grosses (4) après avoir presque entraîné la faillite des entreprises comme TWA ou PanAm, qui ont échappé de justesse au grand nettoyage du ciel américain. Sur les deux cent trente-quatre compagnies qui, à un moment ou à un autre, ont participé à l'aventure de la déréglementation, moins d'une cinquantaine subsistent à ce jour (on a dénombré deux cent quatorze faillites ou absorptions ces dernières années). Braniff a été l'une des victimes en novembre 1989, pour cause de recours excessif à la location-bail, puis d'une manipulation boursière qui consiste à acheter presque entièrement à crédit une société dont on revend ensuite les actifs pour rembourser les prêts et lancer une nouvelle opération identique : en langage de Wall Street, un LBO, pour *lift and buy out* (5).

Le laboratoire américain

ACCROISSEMENT du nombre des vols, chute des tarifs et hausse des coûts d'exploitation eurent raison de nombreuses compagnies aux marges bénéficiaires déjà restreintes. D'autres firent face par des baisses de salaires, obtenues, dans le cas mémorable de Continental en 1983, par la dissolution de l'entreprise (afin d'annuler les accords syndicaux), suivie de sa réouverture, quelques semaines plus tard, avec douze mille personnes de moins et des salaires diminués de moitié. Il fallut également réduire les immobilisations au sol des appareils par l'accélération des opérations d'avitaillement (approvisionnement en carburant, eau, nourriture, etc.) et de maintenance, d'où une baisse du niveau de la sécurité. Les prestations gratuites à bord – repas, boissons – devinrent payantes puis inexistantes.

Pour gérer au mieux de nouvelles destinations, les compagnies regroupent leurs activités sur un centre régional où convergent les lignes, d'où le nom de *hub* (moyeu) que portent ces quarante et une plates-formes situées dans vingt-huit villes. Ces centres sont exécrés par les voyageurs contraints d'y changer d'avion, mais pas de compagnie, la concurrence ne jouant pas dans ces chasses gardées. Files d'attente, retards, pertes de bagages y sont la règle. L'encombrement de l'espace est multiplié par dix, les durées de déplacement par deux.

Sans doute la déréglementation a-t-elle fait économiser 100 milliards de dollars au client en dix ans, et 90 % des vols sont à tarif réduit. Cela compense-t-il les quatre cent mille retards annuels, les pénibles conséquences pour les voyageurs, le triplement en cinq ans des quasi-collisions (trois cents en 1982, et plus de mille en 1987, alors que les mouvements n'augmentent que de 50 %), l'inconfort général et le vieillissement du parc : l'âge moyen des avions aux Etats-Unis est de treize ans (neuf ans pour Air France, quatre ans et demi pour Singapore Airlines) ?

Au bout du compte, on a assisté à des regroupements inattendus : de petites compagnies qui résistaient mieux que certaines, plus grosses, se sont unies pour racheter ces dernières. En 1987, vingt-cinq compagnies ont dû fusionner. Se constituèrent alors les *mega carriers*, compagnies plus importantes encore que celles qu'on avait voulu limiter en 1978 (exploitant cinq cents appareils et plus). Avant 1978, huit compagnies contrôlaient 85 % du marché ; aujourd'hui sept géantes se partagent 94 % du trafic. Au point que l'on parle aujourd'hui au Congrès d'une « re-réglementation » qui interdirait l'usage exclusif des systèmes de réservation informatisés, mettrait les *hubs* aux enchères et soumettrait les fusions et rachats de compagnies à l'aval du gouvernement. Mais M. George Bush a laissé entendre qu'il n'hésiterait pas, dans ce cas, à utiliser son droit de veto.

Avec 43 % du trafic mondial, les Etats-Unis constituent plus qu'un laboratoire pour l'Europe. Et, depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique, en juillet 1987, la Commission s'interroge sur la manière d'introduire effectivement la concurrence dans un marché verrouillé de trois côtés : par les accords de l'IATA, par les ententes bilatérales locales pour l'Europe, et par la mainmise plus ou moins directe des Etats membres sur les compagnies nationales. On sait cependant, depuis un arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 4 avril 1974, que les dispositions du traité de Rome en matière de concurrence concernent également le transport aérien. L'arrêt, dit « Nouvelles frontières », du 30 avril 1986 en a apporté la confirmation.

L'introduction brutale de la libre concurrence dans un monde jusqu'alors très réglementé aurait des effets dévastateurs. Les Etats membres sont partagés quant aux méthodes à adopter. Certains sont partisans d'une évolution très rapide, le « tout, tout de suite » ou presque : Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande. Les pays méditerranéens (Grèce, Italie, Espagne et Portugal), eux, souhaitent retarder l'échéance le plus longtemps possible par peur d'être débordés par des transporteurs puissants comme ceux que possèdent la France et la RFA, qui disent, quant à elles, préférer une stratégie évolutive, qui les maintiendrait, de fait, à la première place en Europe.

Les réactions des compagnies européennes reflètent fidèlement, dans leurs différences, les choix politiques des gouvernements respectifs :

– concentration autour d'une force nationalisée : c'est la solution française. Air France, après l'achat d'UTA et d'Air Inter, représente désormais 97 % du transport aérien français et atteint le septième rang mondial ;

– regroupement de compagnies privées ou privatisées : c'est la solution britannique avec British Airways qui a racheté British Caledonian. D'invisibles subventions locales permettent cependant aux pouvoirs publics de soutenir discrètement les entreprises nationales ;

– la création de filiales communes intra-européennes comme SWA (6), où chacun, en principe, devrait trouver son compte, mais qui demeure l'exception. Cette formule paraît cependant suspecte à la Commission.

La libéralisation du ciel européen ne saurait être réglée au seul niveau de la Communauté, ne serait-ce que parce qu'elle concerne plus d'une vingtaine d'Etats. Ni les regroupements nationaux, ni le changement d'échelle, ni même des associations intra-communautaires ne permettront ce redéploiement harmonieux que la Commission dit rechercher quand elle se donne pour but plus de concurrence, pour de meilleurs tarifs, sans mettre les entreprises en difficulté (7).

Parallèlement aux manœuvres intra-communautaires et aux réprimandes qu'elles inspirent au commissaire chargé de la concurrence, M. Leon Brittan (« communication de griefs » à Air France du 19 février 1990 pour « *abus de position dominante* » ou « communication de griefs » à SWA de juin 1990 pour « *entente* »), on assiste au développement d'accords internationaux extra-européens. Ainsi, récemment, Swissair, Finnair, Austrian Airlines et le scandinave SAS, ont-ils constitué une « centrale d'achat » afin d'acquérir deux cents avions de cent trente à cent soixante-dix places au meilleur prix. L'appel d'offres concerne Airbus et Mac Donnell-Douglas. Autres formules : l'accord entre Swissair, Singapore Airlines et l'américain Delta, avec prises de participation croisées de 5 %, ou la coopération entre Alitalia et US Air (8). Ces rapprochements semblent de nature à garantir une bien meilleure assise, face à la concurrence, que les regroupements exclusivement nationaux en France ou au Royaume-Uni.

Saborder un eldorado aérien ?

L'EUROPE de l'Ouest, en surface, correspond au tiers des Etats-Unis, les distances à parcourir y sont plus réduites et quatre-vingt-cinq millions de passagers y prennent l'avion chaque année contre quatre cent vingt-cinq millions aux Etats-Unis, mais les tarifs beaucoup plus élevés qui s'y pratiquent devraient permettre de substantiels profits. C'est pourquoi maints intérêts – ne relevant pas tous, il s'en faut, du souci du service public – ne tiennent pas à saborder cet eldorado aérien au nom du dogmatisme libéral. Pourquoi, par exemple, faudrait-il remettre en question, au nom de l'article 85 du traité de Rome sur les ententes, ces associations anciennes – et toujours très efficaces – que sont les groupes Atlas et KSSU (9) ? Elles permettent des économies d'échelle en répartissant parmi les compagnies du groupe les différentes tâches de maintenance des appareils.

La libéralisation du ciel civil n'est pas le seul défi auquel sont confrontés les transporteurs européens. Le doublement prévu du trafic d'ici à l'an 2000, à raison de 6 % par an, devra être géré avec précision. Les compagnies devront renégocier la desserte de l'Europe avec les transporteurs américains ou asiatiques : pour prendre ce seul exemple, Air France, avec 97 % des capacités françaises, n'assure que 16 % du trafic ayant la France comme origine ou destination. On voit mal une Europe géographique à deux vitesses : l'une où les dessertes seraient négociées en termes d'accords et de marchés, et l'autre où toute négociation serait assurée par Bruxelles. On arrivera pourtant rapidement à l'ubuesque situation d'une liberté imposée à coups de règlements et de réprimandes si M. Karel Van Miert, commissaire chargé des transports, obtient qu'après 1993 toute négociation avec un pays tiers soit menée par la Commission.

La croissance devra être anticipée avec compétence : une mauvaise politique de recrutement des pilotes, dans les années 80, a conduit les compagnies à devoir faire face à un cruel manque d'effectifs, avec des formations que la profession juge insuffisantes. La nécessité d'adapter le parc d'appareils à la nouvelle demande et aux différents types de capacités et de dessertes va entraîner une évolution erratique des carnets de commandes conduisant les constructeurs à une surembauche et à un surinvestissement qui se révéleront très coûteux à moyen terme.

En outre, hausse du trafic ne signifie pas hausse des profits : 6,9 % de passagers en plus en 1988 pour l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA) ont entraîné 37 % de baisse de revenus, et l'américain Eastern a appris à ses dépens que les prix bradés ne suffisent pas à remplir les avions (10).

A en juger par la santé des sociétés de location comme Guinness Peat Aviation (GPA), la formule est appelée à se développer jusqu'à ce que 20 % de la flotte mondiale soit en location-bail. GPA, petite société de cent soixante personnes, vient de commander huit cent dix-neuf appareils en trois ans, soit 10 % de la production mondiale, pour 30 milliards de dollars. Sa position sur le marché financier lui permet un ratio endettement/fonds propres jamais vu de 3/1, alors qu'aucune compagnie aérienne ne s'écarte du rapport 1/1.

La multiplication des vols et des destinations et la réduction des capacités auront pour conséquence l'engorgement des espaces aériens et aéroportuaires. Boudée pendant des années par les militaires et par les syndicats, la solution communautaire pour améliorer le contrôle aérien – Eurocontrol, – qui aurait impliqué le transfert des centres de contrôle nationaux vers un unique organisme supranational situé à Maestricht aux Pays-Bas, n'a jamais pu exercer pleinement ses prérogatives. Même en temps de paix, le transport demeure une composante logistique de la défense nationale, et l'espace aérien est géré conjointement par des contrôleurs civils *et* militaires. Toutefois, les ministres des transports, réunis à Paris le 24 avril dernier, ont accepté le principe d'un centre de contrôle unique à Bruxelles pour 1993, et l'on s'achemine vers une gestion intégrée de l'espace aérien européen (11).

La desserte efficace des différentes destinations européennes passera, au minimum, par une politique d'ensemble des vingt et un pays de l'Association des compagnies européennes. Une déréglementation « réglementée » par la Commission ne parviendrait qu'à lourdement handicaper les compagnies des pays de la Communauté. Pourquoi l'Europe devrait-elle singer le modèle américain ? Ne commet-on pas, comme le suggère M. Heinz Ruhman, président de Lufthansa, une erreur d'échelle en pensant traiter un problème planétaire par des règlements européens (12) ? C'est le Vieux Continent dans son ensemble qui doit affronter la concurrence mondiale, et pas seulement la Communauté. Faute de quoi, pour reprendre la formule de M. Jacques Delors, l'Europe ne sera pas « *ouverte* » mais purement et simplement « *offerte* ».

* Maître de conférences à l'université Paris-VIII.



CHRONOS POURSUIVI PAR L'OISEAU DE METAL (affiche de 1924)
L'avion est devenu le pénible synonyme de toutes sortes d'incommodités

LES EFFETS DE DIX ANS DE DÉRÉGLEMENTATION AUX ÉTATS-UNIS

	1978	1982	1987
Nombre de compagnies	36	123	70
Nombre de passagers (en millions) ..	240	290	420
Nombre de mouvements d'avions ...	4 900	4 900	6 400
Nombre de quasi-collisions	– de 100	300	+ de 1 000
Évolution du prix du billet	100 %	80 %	88 %
Bénéfices des compagnies (en milliards de dollars)	1,4	– 0,8	1,8

Sources : Air Transport Association et Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

(1) International Air Transport Association, créée en 1945 à La Havane, comprenant cent soixante membres.

(2) *Air Transportation Regulatory Reform Act* (24 octobre 1978) et *International Air Transportation Competition Act* (15 février 1980).

(3) Les *Big Six* d'avant 1978 (American, Delta, Eastern, PanAm, United et TWA) se sont toujours opposés aux projets de déréglementation.

(4) Ainsi M. Frank Lorenzo, qui, entre autres compagnies, a lancé Texas, et a été l'artisan de la dissolution de Continental en 1983.

(5) Voir Mathieu Saint-Yves, « Braniff, une faillite exemplaire », *Aviation Magazine international*, nº 1003, avril 1990, et *le Monde* des 8 et 9 novembre 1989.

(6) SWA (Sabena World Airways), créée le 13 décembre 1989 par Sabena, British Airways et KLM. Voir *le Monde* du 29 juin 1990.

(7) *Le Monde*, 18 et 19 juin 1990.

(8) *Le Monde*, 30 mai 1990.

(9) Atlas (1968) : Air France, Alitalia, Lufthansa, Sabena et Iberia (depuis 1972). KSSU (1969) : KLM, Swissair, SAS et UTA.

(10) Chiffres de l'Association of European Airlines (AEA). Voir *le Monde* 17-18 juin 1990. Pour les difficultés d'Eastern, voir *le Monde* du 21 avril 1990.

(11) Le Centre de contrôle de Bruxelles coûtera 600 millions d'écus. La couverture radar complète de l'Europe est prévue pour 1995.

(12) *Le Monde* daté 27-28 mai 1990.

EFFRAYER LES SOVIÉTIQUES, COMMENCER LA GUERRE FROIDE

Les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima

IL y a exactement quarante-cinq ans, les 6 et 9 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki étaient littéralement *« ramenées à l'âge de pierre »* par l'explosion des premières – et seules – bombes atomiques jamais utilisées dans un conflit. L'emploi d'armes aussi barbares était devenu indispensable – dit-on alors officiellement – pour arrêter la guerre et épargner des centaines de milliers de vies. Des documents récents démentent cependant cette thèse et révèlent que ces destructions, comme celle de Dresde le 13 février 1945, avaient pour objectif d'impressionner les Soviétiques, d'arrêter leur avance, et marquaient, en fait, le début de la guerre froide.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Le 7 mai 1945, lorsque le maréchal Jodl signa l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie, son allié, le Japon impérial, n'était déjà plus que l'ombre de lui-même : son arme d'élite d'autrefois, l'aviation, ne comprenait plus qu'un petit nombre d'adolescents désespérés mais prodigieusement courageux, et dont la plupart étaient assignés à des missions kamikazes ; il ne restait pratiquement plus rien de la marine marchande et de la marine de guerre. Les défenses antiaériennes s'étaient effondrées : entre le 9 mars et le 15 juin, les bombardiers B-29 américains avaient effectué plus de sept mille sorties en subissant seulement des pertes mimimes.

Le 10 mars précédent, plus de cent vingt-cinq mille personnes avaient été tuées ou blessées lors d'un bombardement sur Tokyo. Un événement, seulement dépassé dans l'horreur par les trois raids des aviations anglo-canadienne et américaine sur Dresde, dans la nuit du 13 au 14 février 1945. Pour le patron de l'US Air Force, le général Curtis Le May, il s'agissait de *« ramener le Japon à l'âge de pierre »*, métaphore qu'il répéterait sans cesse les années suivantes pour décrire la liquidation physique de dizaines de milliers de Coréens par ses chefs d'escadrilles.

Le Japon avait parfaitement compris ce que signifiait la dénonciation par l'URSS du pacte de non-agression signé entre les deux pays, et il n'avait pas oublié la défaite que le maréchal Joukov avait infligée à ses armées à la veille de la seconde guerre mondiale. Alors, pourquoi ce lancement d'une attaque nucléaire sur Hiroshima le 6 août 1945 ? Et, même en admettant le bien-fondé de la « solution finale » imposée à cette ville, comment justifier la seconde démonstration de la capacité d'extermination effectuée trois jours plus tard à Nagasaki ?

Tout au long de sa présidence, Harry Truman affirma que les destructions d'Hiroshima et de Nagasaki avaient sauvé un quart de million de vies humaines (1), mais, après la fin de son mandat, il commença à jongler avec les chiffres. Les journalistes qui écrivirent les « Mémoires » du président citèrent, dans leur première version, le chiffre d'un demi-million de pertes (américaines et alliées), dont au moins trois cents mille morts. A la sortie du livre, en 1955, le total était passé à un demi-million de vies américaines sauvées et, en certaines occasions, Harry Truman alla jusqu'à parler d'un million (2).

Le chiffre mythique d'un demi-million avait bien pu apaiser la conscience de Truman ; mais, d'autres acteurs, non directement impliqués dans ce jeu, allaient l'utiliser à des fins beaucoup plus explicites. Winston Churchill avait ses propres raisons, liées aux perspectives de guerre froide, pour pratiquer l'escalade : Hiroshima et Nagasaki, selon lui, avaient sauvé un million deux cent mille. L'homologue britannique de Curtis Le May, le maréchal Sir Arthur Harris, surnommé *bomber*, confident de Churchill et exécutant de la destruction de Dresde, alla même jusqu'à parler de trois à six millions de pertes évitées (3).

Le secrétaire d'Etat James Byrnes – qui, au Sénat, avait été le mentor de Truman avant que ce dernier n'accède à la présidence après la mort de Roosevelt le 12 avril 1945 – ne le cachait d'ailleurs pas. Leo Szilard, qui l'avait rencontré le 28 mai rapporte ainsi que *« Byrnes ne prétendait pas qu'il était nécessaire d'utiliser la bombe contre les villes japonaises pour gagner la guerre. Son idée était que la possession et l'usage de la bombe rendraient la Russie plus contrôlable »*. Le mot-clé n'est ni « compromis » ni « négociation » mais « contrôlable ». Ce que Truman confirma lui-même : *« Byrnes m'avait déjà dit* [en avril 1945] *qu'à son avis la bombe nous permettrait de dicter nos conditions à la fin de la guerre. »*

La solution finale d'Hiroshima et de Nagasaki servit donc de prélude et de prétexte à un déploiement mondial de la puissance économique et diplomatique américaine. Après l'explosion, couronnée de succès, de la première bombe atomique, le 16 juillet 1945, dans les sables du désert du Nouveau-Mexique, Truman avait décidé d'exclure l'URSS de tout rôle significatif dans l'occupation et le contrôle du Japon. Le même personnage, alors sénateur, répondant à Roosevelt qui plaidait pour un prêt-bail à une URSS en proie aux pires difficultés, s'était exclamé : *« Si nous voyons que l'Allemagne est en train de gagner la guerre, il faudrait que nous aidions la Russie, et si la Russie est sur le point de l'emporter, il faudrait que nous aidions l'Allemagne, pour qu'ils s'entretuent le plus possible. »*

presque universellement accepté et rendu moralement acceptable à *l'opinion américaine et aux autres*. C'est encore largement le cas.

Pourtant, même aux pires moments de la guerre froide, à la fin des années 40, des voix s'élevèrent pour le remettre en cause. L'une des premières contributions d'envergure fut celle du physicien britannique Patrick M. Blackett, de l'université de Londres, qui écrivit que *« la bombe fut la première opération d'importance dans la guerre froide diplomatique »* (6). Ce travail, et la publication, dans les années 50 et 60, de documents privés et d'archives américaines déclassées, constituèrent les bases de la monographie fondamentale de Gar Alperowitz (7).

Churchill reçut la nouvelle de la destruction des deux villes japonaises avec joie, en la parant de justifications mensongères. Il faut dire que c'était lui en personne – et non pas Sir Arthur Harris, chef du *Bomber Command* (la flotte aérienne de bombardement britannique), transformé plus tard en bouc émissaire – qui donna l'ordre de détruire Dresde, ville sans défense et dépourvue d'objectifs militaires. Pour reprendre les propos de Harris : *« L'attaque de Dresde fut, à l'époque, considérée comme une nécessité militaire par des personnages plus importants que moi. »* On compta plus de cent vingt mille victimes. Ce raid exterminatoire n'avait rien à voir avec une aide apportée à *« nos braves alliés soviétiques »* – pour reprendre la formule

n'aurait pu rêver d'un meilleur tandem que Truman et Churchill pour le développement stratégique de la guerre froide. Le soir du 10 février 1946, ils se réunirent à la Maison Blanche pour discuter du discours que l'homme au cigare allait prononcer, le 5 mai suivant, à Fulton dans le Missouri, et dans lequel il lancerait l'expression de *« rideau de fer »*. Non seulement ce manifeste de Fulton, qui formalisait le déclenchement de la guerre froide, fut couvert de louanges par Truman et son entourage, – particulièrement dans ses passages antisoviétiques où il préconisait une suprématie atomique américaine – mais on peut dire que ses ingrédients étaient une création anglo-américaine. Churchill discuta le contenu de son intervention en détail avec Truman le 10 février, avec Byrnes et le financier Bernard Baruch le 17 (9).

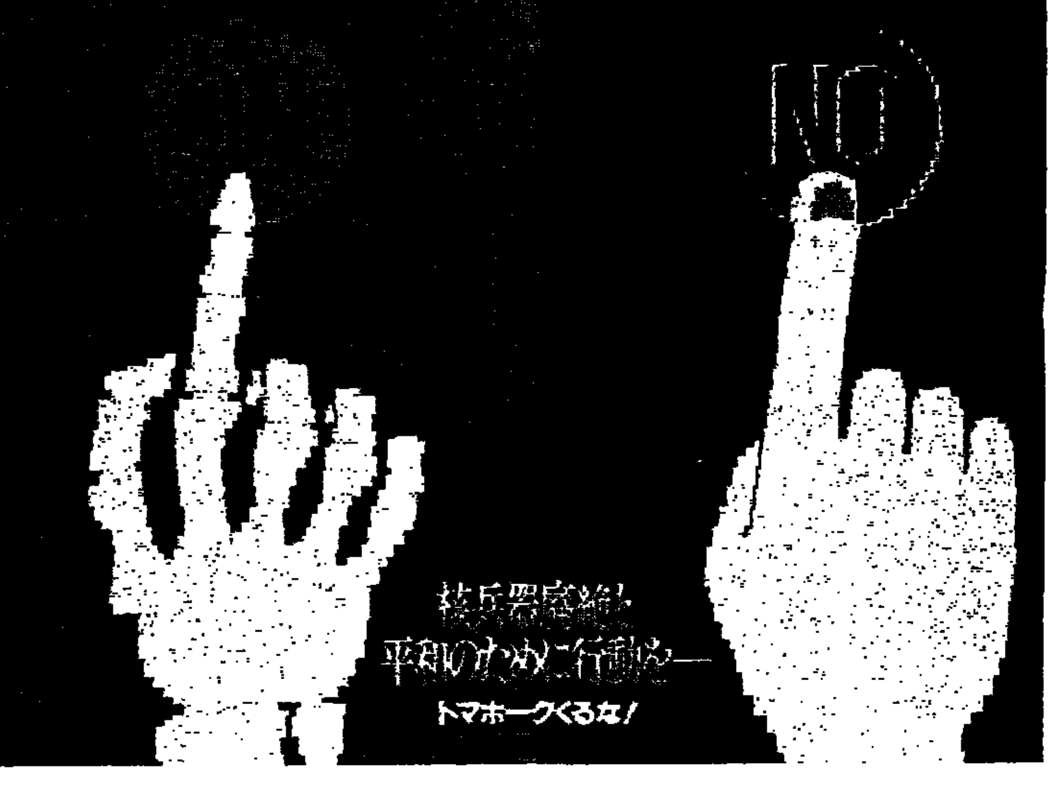
La diplomatie atomique de Truman, désormais couplée avec la base économique massive de la puissance américaine, ne se cristallisa pas seulement dans la doctrine Truman mais aussi dans l'incontrôlable course aux armements qui en constitua la séquelle, ainsi que dans les guerres coloniales contre les peuples luttant pour leur indépendance.

Nul besoin de sanctifier les exterminations d'Hiroshima-Nagasaki (ou, à cet égard, de Dresde) et de les élever *à la hauteur d'événements mystiques*. Elles constituèrent la synthèse d'une situation où des décisions vitales sont prises par un tout petit groupe d'individus, disposant d'énormes pouvoirs et

Les doutes du général Eisenhower

TOUS les chercheurs sérieux savaient que les chiffres de Truman étaient fantaisistes, mais une étude des services secrets américains, découverte en 1988 dans les archives nationales des Etats-Unis, en apporte la confirmation (4). Ce document est certainement l'une des évaluations les plus étonnantes qui soient parues après la fin de la guerre. On y découvre que l'invasion de la principale île de l'archipel japonais, Honshu, avait été jugée superflue. L'empereur, observe le rapport, avait décidé, dès le 20 juin 1945, de cesser les hostilités. A partir du 11 juillet, des tentatives pour négocier la paix avaient été effectuées par le biais de messages à Sato, ambassadeur japonais en Union soviétique. Le 12 juillet, le prince Konoye avait été désigné comme émissaire pour demander à Moscou d'utiliser ses bons offices afin de mettre un terme à la guerre.

Le rapport secret conclut explicitement que c'est la décision de l'Union soviétique, prise le 8 août, d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais, et non pas les bombardements d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août), qui constitua le facteur décisif menant à la fin des hostilités : *« Les recherches montrent que* [au sein du cabinet japonais] *il fut peu question de l'usage de la bombe atomique par les Etats-Unis lors des discussions menant à la décision d'arrêter les combats* [15 août 1945]. *Le lancement de la bombe fut le prétexte invoqué par tous les dirigeants, mais la chaîne des événements mentionnés plus haut donne à penser, de manière quasi certaine, que les Japonais auraient capitulé après l'entrée en guerre de l'URSS. »* La lecture des événements du 6 et du 9 août doit donc moins se faire en termes de fin des hostilités en Asie et dans le Pacifique qu'en termes de début de la guerre froide.



DR

« Appuyer ou pas » (affiche antinucléaire de Yutaka Hasegawa)

L'arme d'extermination massive ne fit pas l'unanimité au sein du petit noyau des décideurs. A son grand honneur, le général Dwight Eisenhower nota dans ses *Mémoires*, lorsqu'il fut informé de son usage imminent par le ministre de la guerre, Henry Stimson : *« Je lui fis part de la gravité de mes doutes. D'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà battu, et donc que l'utilisation de la bombe était complètement inutile. Ensuite, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale en utilisant une arme qui, à mon avis, n'était plus indispensable pour sauver des vies américaines. »* De la même manière, le chef d'état-major, l'amiral William Leahy, un partisan du New Deal, écrivit : *« Les Japonais étaient déjà battus et prêts à capituler. L'usage de cette arme barbare à Hiroshima et à Nagasaki n'a apporté aucune contribution matérielle à notre combat contre le Japon. »* Les Etats-Unis, poursuivit-il, *« en tant que premier pays à utiliser cette bombe ont adopté des normes éthiques semblables à celles des barbares du Haut Moyen Age »* (5). En revanche, lorsqu'il fut informé de l'holocauste de Nagasaki, en revenant de la conférence de Potsdam, à bord du croiseur *Augusta*, Truman fit part de sa jubilation au commandant du bâtiment : *« C'est la plus grande chose de l'histoire. »*

La revendication et la justification de cet holocauste par le trio Byrnes-Truman-Stimson, que les médias répercutèrent dans les heures et les semaines qui suivirent, furent extrêmement payantes. Un petit mensonge avait été métamorphosé avec succès en un gros mensonge qui allait être familière du temps de guerre – d'autant que leurs troupes n'étaient plus, ce jour-là, qu'à 130 kilomètres de l'ancienne capitale des rois de Saxe. Il s'agissait plutôt d'une démonstration de force à l'égard de cet allié.

Au premier coup d'œil, les photographies aériennes prises par les Mosquito de la RAF montrèrent que la destruction de la ville de Dresde n'avait aucune justification militaire. C'est seulement après le raid que les équipages des bombardiers s'en rendirent compte. Dans la grande vision churchillienne, Dresde et Hiroshima n'étaient qu'un élément de la stratégie plus globale de la guerre froide en train de naître. On aura une idée de l'état d'esprit du premier ministre britannique à la lecture du journal de lord Alanbrooke à la date du 22 juillet 1945 : selon Churchill, *« nous avions désormais entre les mains quelque chose qui rétablirait l'équilibre avec les Russes. Le secret de cet explosif et la capacité de l'utiliser modifieraient complètement l'équilibre diplomatique qui était à la dérive depuis la défaite de l'Allemagne »*. Et lord Alanbrooke d'ajouter laconiquement : *« Churchill se voyait déjà en mesure d'éliminer tous les centres industriels soviétiques et toutes les zones à forte concentration de population. Il s'était immédiatement peint une magnifique image de lui-même comme unique détenteur de ces bombes, capable de les lancer où il le voulait, donc devenu tout-puissant et en mesure de dicter ses volontés à Staline »* (8).

Les années de guerre n'avaient pas changé la façon de voir de Churchill, mais seulement sa tactique et sa rhétorique. Profondément enracinée dans son esprit demeurait l'idée que *« le bolchévisme n'est pas une politique, mais une maladie »*. C'est pourquoi on agissant sur la base de prémisses erronées. Mais, de ces tragédies, il nous faut tirer des enseignements, toujours aussi pertinents, quarante-cinq ans après : compte tenu de la formidable complexité des relations internationales et de la capacité d'annihilation des armes nucléaires, nous n'avons pas d'autre choix que ceux de la souplesse, du compromis et de la négociation.

Dans son numéro d'octobre 1986, *le Monde diplomatique* a publié une nouvelle de l'écrivain japonais Tamiki Hara, *Fleurs d'été*. C'est le pathétique récit des conséquences de l'explosion de la première bombe atomique à Hiroshima, le 6 août 1945, dont l'auteur fut le témoin.

(1) Voir les archives publiques de la présidence, *Public Papers of the Presidents : Harry S. Truman*. Government Printing Office, Washington DC, 1965.

(2) Harry S. Truman, Mémoires, *Years of Decision*, vol. 1, Doubleday, New-York, 1955.

(3) Dudley Saward, *Bomber Harris : The Authorized Biography*, Cassell, Londres, 1984.

(4) Voir *The New York Times*, 4 août 1989. L'étude, découverte dans un dossier du ministère de la guerre, sur « Les conversations américano-britanniques », avait été élaborée au début de 1946 par les spécialistes du renseignement de la division des opérations, qui constituait alors l'échelon suprême de la planification dans l'armée de terre.

(5) William D. Leahy, *I Was There*, McGraw Hill, New-York, 1956.

(6) Patrick M. Blackett, *Fear, War and the Bomb : Military and Political Consequences of Atomic Energy*, Turnstile Press, Londres, 1948.

(7) Gar Alperowitz, *Atomic Diplomacy : Hiroshima and Potsdam : The Use of the Atomic Bomb and the American Confrontation with the Soviet Power*, Secker and Warburg, Londres, 1965.

(8) *Ibid.*

(9) Voir Fraser Harbutt, *The Iron Curtain : Churchill, America and the Origins of the Cold War*, Oxford University Press, 1986.

ÉCONOMIE CONTRE XÉNOPHOBIE

Le Japon s'entrouvre à l'immigration

UNE loi contre l'immigration clandestine au Japon est entrée en vigueur le 1er juin dernier. Ces travailleurs ne sont guère plus de 300 000 qui s'ajoutent aux 941 000 (72 % de Coréens) vivant officiellement dans l'archipel. Nombre très faible comparé à ceux des Etats-Unis ou de la CEE. D'autant que, en raison de la baisse démographique, la pénurie de main-d'œuvre reste importante et que le pays, pour poursuivre sa croissance, est contraint de s'entrouvrir à l'immigration. L'Empire du soleil levant saura-t-il accueillir correctement ses voisins asiatiques pauvres ?

Par KAROLINE POSTEL-VINAY *

Les récentes mesures du gouvernement japonais contre l'immigration clandestine sont entrées en vigueur le 1er juin dernier. L'annonce, au début de l'année, d'une modification de la législation avait provoqué une panique croissante parmi les résidents illégaux de l'archipel, qui, par milliers, se sont dénoncés auprès des autorités, craignant des sanctions particulièrement sévères. Les rumeurs à l'origine de cette inquiétude étaient infondées, mais le mouvement a néanmoins pris une ampleur telle que le ministre de la justice, M. Shin Hasegawa, a dû présenter des excuses pour la confusion causée par une campagne d'information « *inadéquate* ».

L'inquiétude des travailleurs étrangers a sans doute été aussi aggravée par celle de leurs employeurs. Dans la pratique, la nouvelle loi sur l'immigration ne vise pas tant les premiers, à l'égard desquels les dispositions n'ont pas changé (le renvoi au pays d'origine), que les seconds qui, jusqu'à présent mis hors de cause, seront désormais passibles d'une amende de 2 millions de yens et de trois ans de prison au maximum. Dans son principe, elle n'innove pas : elle réaffirme la volonté du Japon de fermer ses portes aux travailleurs étrangers non qualifiés, et de les ouvrir aux techniciens.

Pour certains, ce texte a le mérite d'introduire une pause dans une très vive polémique qui est loin d'être achevée. Selon le dernier recensement du ministère de la justice, vivent au Japon 941 000 étrangers, dont 72 % de Coréens (du Nord et du Sud), en majorité des descendants des travailleurs amenés de force sur l'archipel après l'annexion de la Corée en 1910. Le nombre de résidents illégaux est estimé officiellement à environ 100 000 mais il serait de 200 000 à 300 000, selon d'autres sources. Par rapport à la population japonaise (122 millions d'habitants) et comparés à ceux de la France ou de l'Allemagne, ces chiffres peuvent paraître dérisoires. Mais le nombre de travailleurs clandestins augmente très rapidement : les arrestations se sont multipliées par six entre 1983 et 1989.

Toutes les conditions sont réunies pour que ce mouvement se poursuive. La première est démographique : à partir de 1995, la population jeune du Japon devrait chuter, celle du sud de l'Asie continuant de s'accroître (1). Les plus faibles estimations, celles du ministère du travail, chiffrent à 1,87 million d'emplois la pénurie de main-d'œuvre japonaise en 2010. Cette carence se manifeste déjà dans certains secteurs où le travail est dur et mal payé, et répugne de plus en plus aux jeunes Japonais. Compte aussi pour beaucoup le facteur économique : l'écart de richesse entre le Japon et ses voisins s'accentue progressivement, rendant l'archipel de plus en plus attirant pour les autres Asiatiques. Les résultats de l'enquête publiée par le ministère de la justice (2) sont révélateurs. La majorité des travailleurs illégaux viennent des pays les plus peuplés et les plus pauvres de la région : Philippines (37 %), Bangladesh (20 %), Pakistan (17 %). Les voisins immédiats – Coréens du Sud et Taïwanais – sont moins nombreux, la situation économique de leur pays s'améliorant. Ironie de l'histoire, les *nikkei* d'Amérique du Sud (descendants d'émigrants japonais (3) reviennent en nombre croissant sur la terre de leurs ancêtres pour y faire fortune. Mais leur situation, précise Eiko Shinotsuka, spécialiste d'économie sociale, est très différente de celle des autres travailleurs clandestins. Leur origine leur donne droit à un visa de deux ans pour rendre visite à leur famille. Ce statut ne leur permet pas, en théorie, de travailler, mais il facilite cependant leur insertion dans l'économie. Les *nikkei* sont d'autant mieux acceptés qu'ils parlent encore le japonais : ils peuvent, dans ce cas, même prétendre à un travail un peu plus attrayant que la moyenne.

Les immigrants clandestins sont généralement dirigés vers les emplois les plus dépréciés : les hommes sur les chantiers de construction (42 %) et dans les usines de sous-traitance (39 %), et les femmes dans les bars et les clubs privés (80 %). La modification du rapport hommes/femmes dans le nombre de clandestins est aussi significative. Jusqu'en 1987, la majorité d'entre eux étaient des femmes travaillant dans des secteurs marginaux ; depuis 1988, plus de la moitié sont des hommes exerçant des tâches pour lesquelles les employeurs ont de plus en plus de mal à recruter des Japonais.

Un patronat inquiet de la pénurie de main d'œuvre

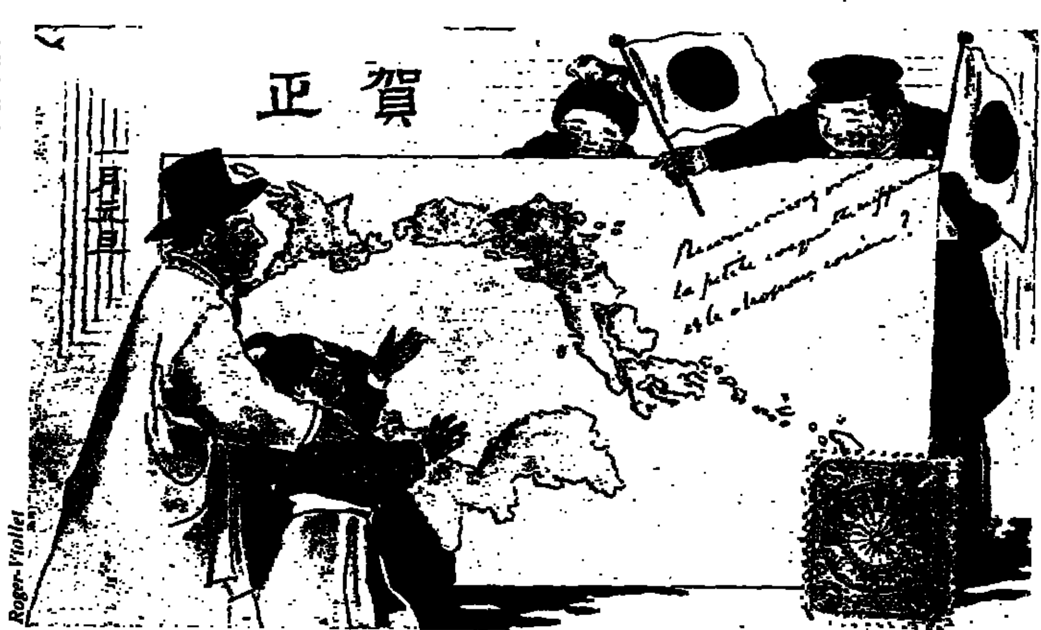
LA présence de ces nouveaux venus, bien qu'encore modeste, suscite des débats d'autant plus nombreux et cacophoniques que la pratique de l'immigration dans les autres pays riches n'est guère éclairante. L'opinion publique reflète cette confusion. En 1988, lors d'une enquête des services du premier ministre, 60 % des personnes interrogées considéraient qu'embaucher des étrangers pour les travaux dédaignés par les Japonais n'était pas souhaitable, mais autant estimaient que c'était inévitable. La moitié était pour une politique d'immigration plus ouverte, l'autre était contre, ou hésitait. Cette absence de consensus est aussi manifeste au sein du gouvernement que parmi les divers groupes d'influence.

Le ministère de la justice et le ministère du travail sont les plus attachés au maintien du *statu quo*. Refuser tout travailleur étranger non qualifié est, d'après eux, la seule façon de maintenir l'équilibre social, de garantir la qualité des conditions de travail et de prévenir les risques de tension en cas de soudaine récession économique. Ce point de vue est partagé par les syndicats ouvriers, en particulier dans les domaines concernés, telle la construction. En apparence, la nouvelle législation respecte cette ligne conservatrice mais certaines de ses dispositions semblent annoncer des compromis. Elle élargit, par exemple, le choix d'activités professionnelles autorisées aux étrangers en y incluant, entre autres, l'aide médicale, secteur dangereusement déserté par les Japonais, ainsi que le révélait la manifestation des infirmiers en mai dernier à Tokyo.

Le ministère du commerce extérieur et de l'industrie (MITI) qui, avec l'Agence de la planification économique (EPA), s'inquiète surtout de la pénurie de main-d'œuvre, a proposé une solution moyenne : l'élargissement des quotas de stagiaires étrangers dans les compagnies nippones. En outre, le stage de durée limitée, composé de formation et de travail effectif rémunéré, est une forme d'aide au développement que le Japon doit apporter tout particulièrement en Asie, soutient-on au ministère.

Ce type de mesures, remarque l'économiste Yasuo Kuwahara (4), et toutes celles visant à l'importation de main-d'œuvre non qualifiée peuvent être acceptables si elles sont strictement contrôlées : au moyen, par exemple, de contrats précis (tant pour la durée que pour les conditions de travail), dans le cadre de conventions bilatérales entre les pays d'origine et les pays d'accueil. Beaucoup d'autres experts préconisent une immigration « rationalisée » en vue de protéger tant les Japonais que les étrangers. Or, pour les seconds, la question est déjà d'actualité. En avril dernier, huit Philippins admis comme stagiaires dans une usine de Toyo (quatrième producteur japonais de pneus) ont dénoncé leur employeur qui leur avait confisqué leurs passeports, leurs billets d'avion de retour, et les faisait travailler douze heures d'affilée, le jour ou la nuit, sans les payer. Cet exemple d'abus n'est pas unique.

Au gouvernement les groupes humanitaires reprochent son analyse trop économique du problème. Le pasteur Hidetoshi Watanabe, qui anime Kalabaw-no-kai, une association de solidarité avec les travailleurs étrangers, souligne que « *la notion de droits de l'homme est totalement absente des débats* ». « *Les patrons d'entreprise étudient les problèmes liés à l'immigration en Europe, mais ils auraient fort à apprendre en inspectant leurs propres usines* », ajoute-t-il. Une étude de l'Association des avocats du Kantô (la région de Tokyo) (5) montre l'importance des réseaux d'agents recruteurs qui opèrent entre l'archipel et le reste de l'Asie. Leurs victimes se font exploiter à des degrés divers : la plupart doivent verser des commissions élevées, d'autres sont privés de leur passeport et de leur salaire, les femmes étant souvent forcées à se prostituer. Ces réseaux relèvent, en général, d'organisations de *yakuza* (le syndicat du crime japonais) qui contrôlent traditionnellement le marché saisonnier au Japon même. Leurs agissements à l'égard des travailleurs clandestins semblent être facilités par une relative indifférence de la police, peu encline à s'émouvoir du sort d'étrangers asiatiques. Une délégation internationale d'organisations chrétiennes, lors d'une mission récente au Japon, a qualifié le système judiciaire de ce pays de « *discriminatoire, à tous les niveaux, à l'égard des Asiatiques* » (non-Japonais). Le rapport d'enquête sera présenté en février 1991 devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies.



Roger-Viollet

ENFANTS JAPONAIS ACCUEILLANT LEURS CAMARADES CORÉENS APRÈS L'ANNEXION (Carte postale, 1911)
La notion des droits de l'homme est totalement absente des débats.

L'attitude des Japonais dans leur ensemble doit aussi être prise en compte. Le sociologue Takashi Miyajima, qui a étudié le problème de l'immigration en Europe et au Japon (6), insiste sur la nécessité d'élargir le débat par une approche socio-culturelle. Une question se pose, en effet : quelle est la faculté de la société japonaise, compte tenu de son histoire et de ses spécificités, d'accueillir des étrangers des pays pauvres ?

L'exemple de la communauté coréenne ne manque pas d'être instructif. Depuis une vingtaine d'années, cette dernière a bénéficié de l'enrichissement général du pays : ses conditions socio-économiques se sont, dans l'ensemble, améliorées. Elle est aussi mieux intégrée, les mariages mixtes nippo-coréens étant de plus en plus fréquents. Mais, à bien des égards, et notamment dans le monde du travail, cette minorité reste confrontée à des préjugés enracinés dans un épais conformisme. Il y a pourtant des signes de changement. Au printemps dernier, la chaîne publique NHK a commencé la diffusion d'un feuilleton télévisé sur la vie d'un Coréen d'Osaka, montrant les discriminations dont ses compatriotes et lui-même sont l'objet. Une telle émission constitue une première. Le scénariste Won Soo-il s'en réjouit mais considère, avec l'ensemble des Coréens, qu'une évolution plus profonde est conditionnée par la position des Japonais face à l'héritage de la guerre. Tel était le sens officiel de la visite en juin du président sud-coréen, M. Roh Tae-woo, à Tokyo.

---

(1) *World Demographic Estimates and Projections, 1950-2025*, Nations unies, New-York, 1988.

(2) *Shôwa 63nen-ni okeru jôrikukyohisha oyobi nyûkanhôihan jiken-no gaikyô-ni tsuite*, ministère de la justice, Tokyo, 1988.

(3) Lire Isabelle Lausent-Herrera « Heurs et malheurs de la communauté japonaise au Pérou », *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

(4) Hanami Tadashi, Kuwahara Yasuo, *Ashita-no rinjin, Gaikokujinarôdôsha*, Tôyô-keizai shinhôsha, Tokyo, 1989.

(5) Kantô bongoshi-kai rongôkai, *Gaikokujin rôdôsha-no shûrô to jinken*, Akaishi shoten, Tokyo, 1990.

(6) Takashi Miyajima, *Gaikokujin rôdôsha mukaeire-no ronri*, Akaishi shoten, Tokyo, 1989.

* Chercheur à l'université nationale de Tokyo.

DÉMONS ET MERVEILLES DE LA TÉLÉVISION AMÉRICAINE

Tout est bousculé. Les trois grands réseaux de la télévision américaine – ABC, CBS, NBC – voient leur crise s'aggraver. A eux seuls, ils contrôlaient près de 90 % de l'audience aux heures de grande écoute ; aujourd'hui, à peine 60 %. La concurrence des stations indépendantes, la multiplication des réseaux câblés et l'apparition de nouveaux géants comme la Fox Broadcasting, de M. Ruppert Murdoch, en passe de devenir le quatrième grand *network* des Etats-Unis, ainsi que le succès de la chaîne permanente CNN, de M. Ted Turner, sont les principales causes de ce déclin.

Devant la perspective de voir les recettes publicitaires diminuer (les trois réseaux contrôlent encore 80 % de la publicité télévisée), un certain affolement se manifeste. La guerre des chaînes fait rage pour reconquérir l'audience. Et on n'hésite plus, dans le domaine de l'information, à reconstituer des événements afin de rendre les journaux télévisés plus sensationnels *(lire, ci-contre, l'article de Mouny Berrah)*. On fait également appel aux millions de propriétaires de caméscopes qui proposent des séquences généralement sans intérêt mais effectivement filmées sur le vif. La vulgarité et le mensonge, déjà fortement présents, sont en voie de généralisation *(lire, ci-dessous, le texte de Don Foresta)*. Déjà, cette influence se fait sentir en France : le 1er juin dernier, TF 1 a diffusé un faux documentaire choc, tourné avec des figurants rémunérés ; d'autre part, TF 1 et la Cinq sollicitent également les vidéastes amateurs et promettent de diffuser, aux heures de grande écoute, gags familiaux et voyeurisme troupier.

Cette imitation des pires aspects de la télévision américaine risque de s'étendre à l'Est, encouragée par la fin du monopole de l'Etat, ou du parti, sur l'audiovisuel. Pourtant, une télévision intelligente existe aux Etats-Unis *(lire, page 23, l'article de Serge Halimi)*, comme le montre la chaîne C-SPAN, un des rares modèles de télévision civique au monde, qui s'adresse enfin, sans mépris et sans dédain, au téléspectateur citoyen.

I. R.

PLUS VRAIES,

A l'heure des

Par MOUNY BERRAH*

GIGANTESQUE machine à produire et à diffuser, la télévision américaine, c'est environ neuf cent trente chaînes privées et quatre chaînes nationales, sans compter les deux chaînes C-SPAN *(lire page 23 l'article de Serge Halimi)*. C'est en fonction du taux de pénétration dans les foyers des stations qu'ils contrôlent que les *networks* (les réseaux) prennent la mesure de leur impact. NBC, ABC et CBS, les trois grands, possèdent une vingtaine de stations dominant les marchés les plus importants. Ces *networks* fournissent à leurs stations, ou à celles qui leur sont affiliées, les informations nationales, les grosses productions de fiction et les grandes émissions sportives. Toutefois, les stations locales ne sont pas tenues de diffuser les programmes proposés par les *networks* au cours de la tranche horaire 19 h-21 h, dite *prime time*, sauf les journaux télévisés.

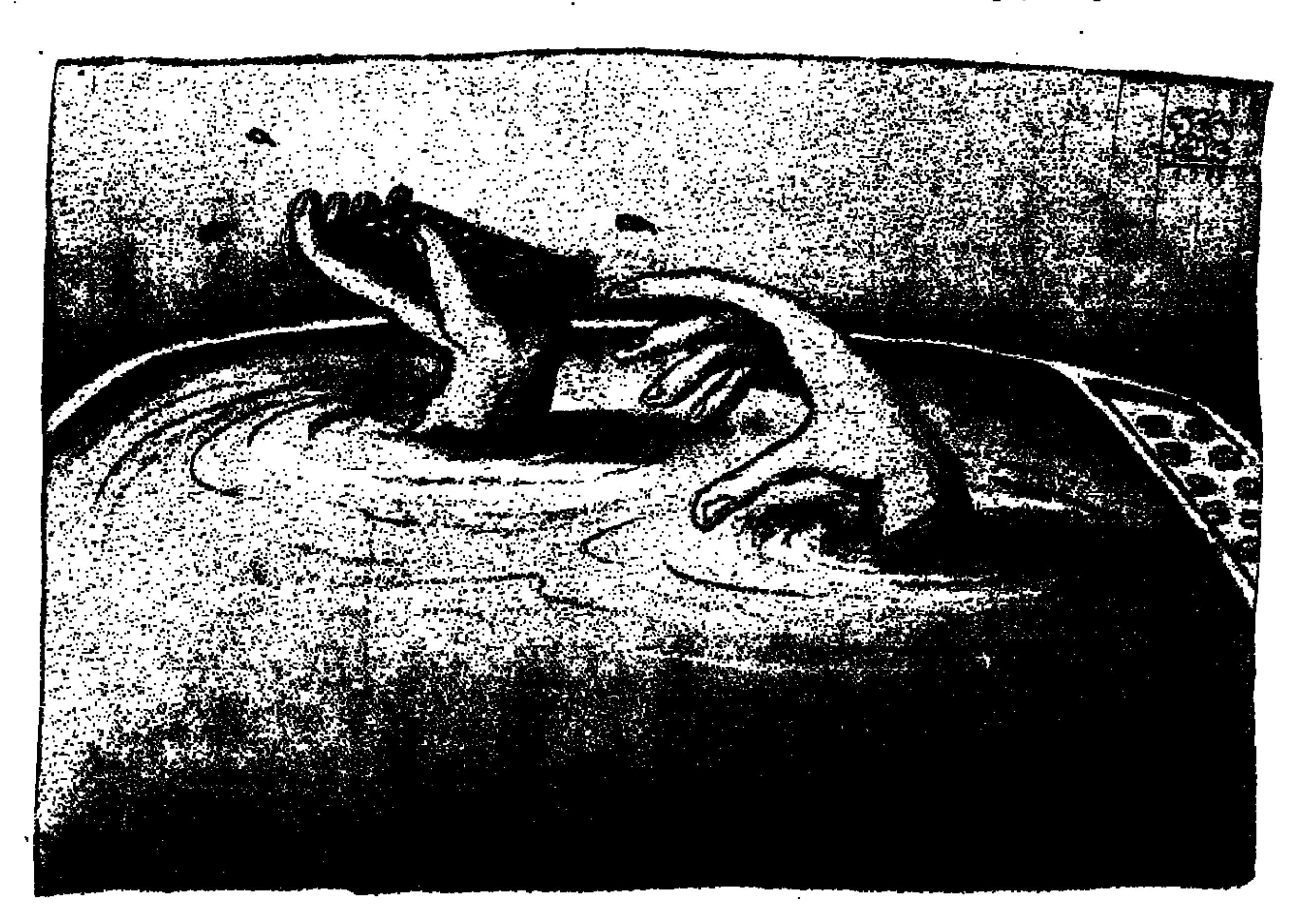
Saturé, surexploité, livré au seul système de régulation de l'initiative privée, ce créneau horaire est l'objet d'une concurrence féroce, d'une lutte sauvage (réellement inconcevable pour un non-Américain) dans le but de fidéliser l'audience. Pendant ce temps, le téléspectateur « zappe » pour échapper à la publicité, ou pratique la méthode plus récente du *grazing* (frôlement). 75 % des foyers possèdent la télécommande et plus de la moitié des téléspectateurs avouent changer fréquemment de chaîne, note une enquête publiée en 1989 par la revue *Channels*.

Séries, films, *soap operas* constituent, avec les sports, l'essentiel des programmes. Viennent ensuite les émissions de jeux et les *specials* (mini-séries, grandes variétés). La proximité de la fiction déteint en quelque sorte sur l'information. Et cela d'autant plus fortement que la production fictionnelle emprunte beaucoup de ses techniques. Une fiction consacrée au monde médical, à la police ou à la justice, par exemple, s'appuiera sur un solide fonds documentaire ; le documentaire, de son côté, s'inspire des techniques du film de fiction. Fiction et documentaire se rejoignent, se brassent, sans états d'âme, et ont recours, tous deux, de façon massive, aux méthodes de la publicité, qui reste le fonds culturel dominant. Fiction, documentaire et publicité s'expriment ainsi dans le même style et déroutent le téléspectateur.

Les journaux télévisés sont, de surcroît, concurrencés sur le terrain de l'information par les *tabloïds*, émissions spécialisées dans la reconstitution de faits divers ou de grands événements.

Comment fonctionne un *tabloïd ?* Juste avant de se suicider, David Goodman a enregistré ses dernières volontés sur bande-vidéo. Ce testament peu ordinaire est diffusé par la très populaire émission *A Current Affair*. Dans un entretien, la mère de David accuse Terry Hoffman, une amie de son fils, de *« meurtre par suggestion »*. Le *Dallas Morning News* prend le relais et titre : « Dead by mind control ». Pour étayer cette thèse, les réalisateurs de l'émission insèrent, parmi les documents authentiques relatifs à l'affaire, des scènes de voyance, de lévitation, de magie noire, comme autant d'arguments au crédit de l'accusation. En une fraction de seconde, en surimpression et en tous petits caractères, le mot *dramatization* s'incruste sur ces images ajoutées, hors contexte, mais qui condamnent l'accusée plus efficacement que toutes les suppositions émises jusque-là. Elles en viennent à constituer la seule preuve matérielle.

* Sociologue, Washington.



Fiction et réalité se confondent

LA fiction parasite la réalité de plus en plus fréquemment. Un exemple : les ligues de vertu reprochent au groupe de rock Heavy Metal de distiller une *« musique du diable »*. Le cardinal O'Connor le soupçonne, dans un sermon cité par la presse écrite, de propager *« la violence sur l'instigation du démon »*, de piéger *« spécialement les adolescents en les incitant à des pratiques sataniques »* (1). L'émission *A Current Affair* aborde ce cas sous le titre « Devil Music ». Pour illustrer sa démonstration, l'émission intercale, sans citer, des extraits du film *The Devil*. Sur la base de ce trucage, l'émission réalise un sondage et demande aux téléspectateurs s'ils estiment que *« Heavy Metal est en train de tuer nos enfants »*...

Il arrive encore que, soutenu par un seul commentaire en voix off, un fait divers soit entièrement « reconstitué », comme ce fut le cas dans une récente émission de *« America's Most Wanted »* Très fréquemment, la délinquance, dont la télévision parle sans cesse, est totalement remise en scène. C'est *« Cops »* dont l'esprit tient de *Miami Vice* (*Deux flics à Miami*) de *Détective* (2).

Ces émissions, auxquelles s'ajoutent *Unsolved Mysteries* spécialisée dans l'étrange et le surnaturel, constituent les plus spectaculaires manifestations de la télévision à sensation. Bénéficiant d'une large audience, elles sont programmées en soirée, à l'heure de plus grande écoute. *A Current Affair* est diffusée quotidiennement à 19 h 30, après *Cosby Show*, l'émission vedette de MBC. Au même moment, CBS propose *Wheel of Fortune* (La roue de la fortune) et ABC, *Evening Magazine*. Le samedi, *A Current Affair*, selon la technique du *lead-in* (consistant à diffuser une émission très cotée pour faire bénéficier la suivante de son audience) sert de locomotive à *Cops*.

Les techniques de montage sont si sophistiquées que, devant ces émissions, le téléspectateur est souvent incapable de déceler la frontière entre la réalité et la fiction. Cela ne choque pas le téléspectateur américain. Elevé dans l'esprit du *« voir c'est croire »*, règle d'or du cinéma hollywoodien, l'image a d'abord pour lui une réalité matérielle. Les concepts de distanciation, de crédibilité perdent de leur validité et deviennent inopérants. Fiction et réalité se confondent. Ainsi, JR (de *Dallas*) raconte qu'il est souvent pris à partie en public pour les mauvais traitements qu'il fait subir à Sue Elen. Plus récemment encore, un acteur de *America's Most Wanted*, était remis aux autorités par un téléspectateur qui l'avait confondu avec le malfrat dont il interprétait le rôle (3).

Les techniques si efficaces des *tabloïds* ont été adaptées aux informations. Les téléspectateurs ont pu le constater, à propos de la Chine, en 1989. Sur la place Tiananmen s'est alors livrée une bataille peu glorieuse. Tandis que les étudiants affrontaient les chars au nom de la liberté, la chaîne CBS menait, au nom du scoop, une bataille moins héroïque. La concurrence était forte. Il fallait créer l'événement. Avec un sens du rebondissement qu'envieraient bien des scénaristes, la rédaction de CBS, dirigée par Dan Rather, l'a fait. Les autorités chinoises ayant annoncé leur intention de suspendre les transmissions par satellite, CBS acheta la dernière tranche de temps disponible. Pas pour rendre compte de la réalité du terrain, mais pour mettre en scène le médium.

(1) *Time*, 19 mars 1990.

(2) *Cf.* Serge Halimi, « une Amérique plus gentille et plus tendre à la télévision », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

(3) *Time*, 9 octobre 1989.

Une permanente insulte à l'intelligence

Par DON FORESTA *

TÉLÉVISION haute définition, transmissions par satellite, distribution par câble, chaînes multiples, diffusions multinationales : on nous propose *« le monde et ses merveilles pour quelques francs par mois »*. Ce qui gêne dans toutes ces évocations, c'est l'absence presque totale de réflexion concernant le contenu de cet avenir visuel merveilleux. Quel monde veut-on mettre dans nos postes ? Qui s'intéresse à la nature des programmes d'aujourd'hui et à leurs effets à long terme ? Les possibilités de la télévision sont énormes, mais à condition que la niaiserie internationale n'empêche pas de bâtir un des outils culturels majeurs de notre époque.

Ce que l'on nous propose comme modèle de télévision n'est qu'un médium dépourvu de contenu, dont le niveau intellectuel est maintenu, à dessein, au ras de terre, et que l'on nous débite sur un sempiternel ton infantile. Il s'agit, en fait, d'une insulte permanente à l'intelligence du téléspectateur.

Sous l'influence de la télévision américaine, les productions destinées au plus grand nombre sont vite devenues la norme universelle. On sait qu'il revient moins cher, en Europe, d'acheter les séries américaines. Des formules faciles *(lire, ci-dessus, l'article de Mouny Berrah)* sont copiées dans le monde entier pour toucher un public de masse. Les images de ce meilleur des mondes, commencent à nous être familières ; les sports tiennent lieu de substitut à l'identité collective ; la notion de « victoire » devient primordiale comme le montrent les jeux télévisés, les remises de prix ou d'oscars. Tout doit donner le sentiment qu'on assiste à un événement exceptionnel comportant un *« gagnant »*, et créer un climat d'euphorie afin de mieux faire passer les messages de la publicité.

Les séries, fondées sur une intrigue puérile que l'on retrouve partout, constituent d'autres formules universelles. Les émissions de variétés nagent dans la même vulgarité, éliminant les vrais talents.

Une télévision mondiale se crée ainsi, qui efface toutes les différences culturelles, selon des formules qui ont déjà fait leurs preuves dans la publicité.

En Amérique, la plupart des émissions sont conçues pour un public jeune ou ne s'adressent qu'au côté immature de chaque adulte. Cet abaissement progressif du niveau intellectuel des grandes émissions de masse a provoqué une véritable infantilisation de la population, et permet une manipulation plus facile du public (1). Cette mixture médiocre d'intrigues simplistes, de journalisme superficiel, de programmes de variétés indigents — le tout entrelardé de messages publicitaires visant à faire acheter des produits inutiles. Pour ôter au public tout sens critique, les producteurs emploient la technique du « clin d'œil » et lui disent en quelque sorte : *« Nous savons que cette émission est idiote, nous savons aussi que vous le savez, mais amusons-nous ! »* Des gens pourtant avisés, comme vous et moi, se surprennent ainsi à regarder des émissions et des publicités d'un niveau lamentable.

On le sait, la grande philosophie de la télévision, c'est l'amusement. Des années de programmes « amusants » commencent maintenant à produire leur effet néfaste, et l'on est en train de se rendre compte que notre culture, peu à peu, et celle de nos enfants menace ruine.

L'Europe doit résister à la pénétration d'un modèle de télévision qui a déjà causé d'inestimables dommages à la culture des États-Unis et que l'écrivain américain Ian Mitroff décrivait comme étant *« responsable de la chute de la civilisation »*.

La gourmandise des puissances économiques a réduit le plus complet des médias au néant, lui imposant un contenu intellectuel affligeant. Cette merveilleuse invention ne propose qu'un pâle ramassis d'images pasteurisées, sans personnalité, des programmes-formules à bas prix, répétant les mêmes clichés à un public de plus en plus anesthésié par leur stupidité (2). L'objectif est d'attirer la plus grande audience et de lui vendre des messages publicitaires. La publicité est devenue l'unique arbitre de ce que l'on verra à la télévision. Lorsque l'objectif d'un programme devient, explicitement, le profit, il y a peu d'espoir que le produit final ait une quelconque valeur. La publicité a dégradé notre environnement et a tout transformé en marchandise (3).

Un tel modèle exclut, en particulier, l'artiste utilisant les moyens de création électronique, le vidéo-créateur, sous prétexte que ses œuvres ne sont pas adaptées aux objectifs de ce médium. L'art vidéo implique une culture spécifique et demande un effort. Cet effort est rédhibitoire pour la grande majorité des chaînes de télévision. Elles estiment, dans le meilleur des cas, qu'une programmation à vocation « culturelle » doit se borner à évoquer des formes artistiques traditionnelles, sans surprise et sans risque, plutôt que d'explorer les possibilités créatrices de leur propre médium.

L'art vidéo pourrait venir à la rescousse de la télévision. Grâce à lui, ce moyen sophistiqué de communication électronique pourrait trouver finalement un contenu à la hauteur de sa complexité technique. Le rôle de l'artiste comme *« éducateur des perceptions »* dont parle Marshall MacLuhan justifie la présence du créateur à la télévision, tout comme dans les autres circuits de communication, où il contribuerait à l'exploration et au développement du langage électronique. L'artiste peut ajouter à ces réseaux une dimension supplémentaire, les rendant plus humains et conférant à leur langage une plus grande profondeur.

Les nouveaux réseaux de communications internationales ne concernent pas seulement la télévision, mais aussi le téléphone, le télex, la télécopie, la radio, les flux de données informatiques —, toutes techniques présentes dans un système en train de trouver sa propre logique. Ce monde nouveau de communications instantanées a grandi anarchiquement, répondant aux besoins à court terme des consommateurs, à ceux des gouvernements, des militaires et des multinationales. Les industries électroniques ont dessiné ce nouveau paysage dans un style pauvre, linéaire et évolutif. Il est temps pour tous — industrie, école, gouvernement et citoyens — de les mettre enfin au service de la créativité humaine.

* Ancien diplomate américain ; directeur de la section vidéo de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, Paris.

(1) *Cf.* Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Flammarion, Paris, 1986.

(2) Revoir, à ce propos, *Ginger et Fred*, le terrible film-satire sur les ravages de la télévision de masse, de Federico Fellini (1987).

(3) *Cf.* Michel Henry, *la Barbarie*, Grasset, Paris, 1987.

PLUS DRAMATIQUES, PLUS SPECTACULAIRES

informations hyperréalistes

Pour les besoins de la cause – celle du journal de CBS et non plus celle de la démocratie, – Dan Rather, le présentateur, et John Sheahan, le reporter, vont alors reconstituer une séquence qui se serait effectivement déroulée une semaine plus tôt. Des officiels chinois avaient interrompu Rather alors qu'il enregistrait à Pékin, et avaient empêché l'équipe de filmer. Sheahan s'arrange donc avec le temps de transmission pour intervenir en direct dans le journal du soir. Il reste peu de temps du satellite ; l'image s'arrête. Pour le téléspectateur américain, tout se passe comme si quelqu'un là-bas, à Pékin, avait brusquement coupé l'image. Au studio, Rather coupait en même temps la communication téléphonique qui était, elle, parfaitement normale. Du travail d'orfèvre. « *Nous avons minuté cela de telle manière que la coupure de la transmission par satellite intervienne exactement durant le reportage* », déclarait quelques jours après le producteur du journal (4). Ainsi, tandis que se déroulait à Pékin un drame qui ne faisait plus recette, se jouait sur CBS ce *remake* palpitant.

De telles méthodes de travail font l'objet d'un débat entre, d'un côté, les tenants de la véracité du fait et, de l'autre, les *golden boys* de l'information, producteurs des *news*. Ceux-ci estiment que la conquête de l'audience autorise quelques entorses à la déontologie, et notamment le recours à la reconstitution pourvu qu'elle soit signalée par le mot *dramatization*.

Mais ce mot – *dramatization* – apparaît déjà pratiquement dans tous les spots publicitaires qui s'insèrent au milieu des programmes. Les techniques de coupe sont tellement raffinées que certains *commercials* se glissent parfaitement dans la trame du récit. Un dessin animé sera interrompu par un *cartoon* dont les héros sont des céréales ; et la toilette de l'héroïne d'une série par l'intrusion, dans une salle de bains identique à celle du film, d'un cosmétique miracle. L'esthétique de la publicité américaine, plus réaliste et moins codée qu'en Europe, se prête bien à ce style d'inserts. Tout cela est estampillé *dramatization*, et ce sceau produit son propre effet d'accoutumance. Noyé dans un flot d'informations écrites, l'avertissement fait partie intégrante du spectacle. Il ne signale plus rien, il banalise. Il est, en fait, destiné aux avocats pour éviter le procès.

Tout cela autorise de plus en plus la reconstitution d'événements, qui parasite désormais l'information. C'est ainsi que se construisent les émissions vedettes que sont *Yesterday, Today and Tomorrow* ou encore *Saturday Night*, toutes programmées en *prime time*. Ces émissions, qui n'ont rien à voir avec les *tabloïds*, sont appelées *news shows* et sont les enfants des techniques de marketing. Un sondage (5) montre que 52 % des téléspectateurs choisissent leur journal télévisé en fonction du présentateur *(anchorman)*, 83 % estiment qu'il est crédible, et 94 % qu'il maîtrise bien l'information.

Reconquête de l'audience

DANS les coulisses de ce théâtre peu banal, les hommes de marketing testent des outils sophistiqués. Ils savent maintenant que l'information, beaucoup moins coûteuse que la fiction, rapporte autant. Ils s'emploient donc à la « coloriser » : en féminisant la profession et en reconstituant la réalité là où elle fait défaut. Sur ce terrain, des présentateurs comme Connie Chung et Diane Sawyer ont depuis longtemps déboulonné les personnages de *Dallas*. Un journaliste du *Time* écrit à propos de Diane Sawyer : « *Elle ne se contente pas de donner l'information, elle la joue.* » Cette figure du journaliste-interprète, soignant en priorité son image, ne va pas sans altérer la nature et la portée du message qu'il délivre, mais qui s'en préoccupe ? Souvent la seule victime du « montage » et ses avocats.

En juillet 1989, l'affaire Felix Bloch, diplomate américain en poste en Autriche de 1981 à 1987, et soupçonné de travailler pour le KGB, a fait la une de la presse. Dans l'été débutant, ses aventures allaient bientôt constituer la trame d'un beau roman d'espionnage. La chaîne ABC, dans *World News Tonight*, diffusait une « *preuve irréfutable* » de la collusion de Bloch avec Moscou. Au cours d'une séquence « exclusive », Felix Bloch remettait une serviette à un agent soviétique. On apprendra plus tard que la scène était un faux, une reconstitution. ABC s'en excusera plus tard, trop tard.

Dan Rather, le célèbre présentateur de *CBS Evening News*, excelle aussi dans la fabrication de faux. Dès 1980, il a innové en présentant des séquences d'une « bataille » en Afghanistan spécialement taillée à la mesure d'*Evening News*. La bataille n'avait eu lieu qu'à la seule intention des caméras. En 1984, il récidive avec les moudjahidins qui, complaisamment, font sauter quelques pylônes électriques « *au cours de la plus large opération de sabotage de la guerre* » (6). La même année, il va plus loin en montrant des cohortes d'Afghans « *fuyant sous le feu des attaques soviétiques* ». Autant de scoops, autant de faux. Les libertés que Dan Rather prend avec les faits sont révélatrices d'une situation que Phil Donahue croque avec humour quand il déclare : « *Dans une nation qui n'a aucun goût pour les nouvelles sérieuses, je ne veux pas risquer d'être pris pour le show intelligent* » (7). Tom Brockaw, l'*anchorman* de NBC, estime, lui, que « *la nouvelle technologie par satellite est merveilleuse, mais elle fait de nous les otages d'une conception de l'information qui doit être instantanée* ».

L'enjeu s'exprime en parts du marché. Celle des *networks* s'amenuise dans le *prime time* : elle est passée de 92 % en 1978 à 70 % en 1988. C'est dans le cadre de ce manque à gagner qu'il faut saisir ces tentatives peu orthodoxes de reconquête de l'audience et qui mêlent à loisir journalisme et show-business. A noter également le développement hautement concurrentiel des chaînes spécialisées dans l'information telle que Cable News Network (CNN), qui diffuse vingt-quatre heures sur vingt-quatre et est passée de 1 million et demi d'abonnés en 1980 à 29 millions de foyers actuellement.

En attendant, le téléspectateur fourbit ses propres armes. *America's Funniest Home Video* est actuellement l'émission de plus forte audience. Que croyez-vous que ce soit ? Une émission entièrement faite *par* le public. Il se filme à demeure, assure le casting et la mise en scène. Certaines séquences sont prises sur le vif, la plupart reconstituées (8). Récemment, l'un des gagnants a filmé son épouse, une dame bien en chair, coincée dans son lave-vaisselle... La *dramatization* a encore de beaux jours devant elle...

MOUNY BERRAH.

(4) *Time*, 5 juin 1989.

(5) *Time*, 7 août 1989.

(6) *Time*, 9 octobre 1989.

(7) *The Washington Post*, 28 novembre 1988.

(8) En France, TF1 diffuse, depuis le 8 juillet, sous le titre « Vidéo gags », le dimanche à 19 h 25, des séquences de cette émission de la chaîne américaine ABC.

C-SPAN, UNE CHAINE ANTIBÊTISE

Montrer la démocratie au travail

Par SERGE HALIMI*

LES conventions des deux grands partis américains durent quatre jours ; aucune chaîne de télévision commerciale n'est assez folle pour en retransmettre l'intégralité. Le Congrès des Etats-Unis est en session près de deux mille heures par an ; le public intéressé par ces débats est, à l'évidence, trop restreint pour justifier que l'un des trois grands réseaux de télévision (ABC, CBS, NBC) les diffuse *in extenso*. De nombreuses activités politiques, sociales et culturelles se déroulent ainsi, tout au long de l'année, sans que la télévision, au grand dam des organisateurs et de beaucoup de citoyens, daigne en parler.

Pour toutes ces campagnes électorales qui seraient sans public, pour toutes ces procédures législatives qui seraient sans témoins, pour tous ces discours qui seraient sans auditeurs, il y a aux Etats-Unis un système de diffusion télévisée original et eficace : C-SPAN.

Deux stations de télévision câblées retransmettent « *sept jours sur sept et vingt-quatre heures sur vingt-quatre* » les conventions et les conférences, les congrès et les colloques qu'aucune autre chaîne ne programmerait. Le tout sans coupure d'aucune sorte et sans commentaire. Ce n'est pas toujours passionnant bien sûr ; cela ressemble à une démocratie au travail avec ses procédures et avec ses lenteurs. Mais la télévision américaine a rarement produit un modèle plus digne d'émulation. Et, de surcroît, cela marche ! Plus de cinquante millions de foyers ont accès à C-SPAN : près de la moitié de ce total en profite dix heures par mois en moyenne.

Il n'est pas nécessaire de représenter une organisation puissante pour se faire entendre : C-SPAN diffuse, et rediffuse, de cinq à quinze événements par jour. Quiconque a regretté une seule fois de ne pas entendre l'intégralité d'un discours, de ne pas connaître le détail d'une conférence de presse, de ne pas pouvoir assister au déroulement d'un colloque comprendra facilement pourquoi aujourd'hui des millions d'Américains estiment que l'existence de C-SPAN est à marquer d'une pierre blanche dans un univers télévisuel par ailleurs assez blafard.

Créée en 1979, C-SPAN représente un peu le vaisseau amiral de l'industrie de la télévision par câble. Aujourd'hui, l'une au moins des deux chaînes (C-SPAN ou C-SPAN II) fait presque automatiquement partie de l'ensemble de stations câblées ouvertes au souscripteur de base en échange de sa cotisation mensuelle (1). Certes, la plupart de ceux qui s'abonnent au câble sont attirés par des chaînes qui diffusent des films récents sans coupure publicitaire (HBO), des concerts (MTV) ou du sport (ESPN), davantage que pour suivre les débats de la Chambre des représentants ou les conférences de presse du département d'Etat. Mais le fait demeure : plus la popularité du câble s'étend, plus les Américains disposent de la faculté de s'informer du déroulement détaillé de leur vie publique (2).

Le paradoxe est aussi surprenant que remarquable : sans doute pour rehausser une réputation d'ensemble plutôt médiocre, l'industrie de la télévision câblée – industrie privée dont le profit est l'unique motivation – a permis et financé l'éclosion des stations C-SPAN qui assurent des missions de service public. Et qui le font sans publicité (3) et sans souci d'audience.

Un champ d'action très étendu

A l'origine, C-SPAN fut conçue avec l'intention exclusive de retransmettre les travaux de la Chambre des représentants. Une telle mission s'accommodait d'une programmation minimale (trois heures par jour) et n'avait pour débouché qu'une audience potentielle maximale de 3 500 000 foyers. C'était assez peu, mais quelques centaines de milliers de téléspectateurs plus instruits, plus riches et plus impliqués dans la vie publique justifiaient l'effort.

En 1986, en dépit des réticences initiales d'élus craignant que la retransmission des sessions conduise à une dérive démagogique des travaux parlementaires, le Sénat s'est à son tour ouvert à C-SPAN. Les discussions législatives n'ont pas été affectées. Adversaire au départ de la retransmission, le sénateur Danforth reconnaît aujourd'hui : « *Nous sommes moins conscients de la présence des caméras que je le craignais.* »

Même si, selon M. Brian Lamb, fondateur et directeur de C-SPAN, la diffusion des travaux du Congrès demeure « *la colonne vertébrale de la programmation* » de la chaîne, les séances parlementaires ne représentent aujourd'hui que 15 % à 20 % du total des retransmissions. Portée par un public croissant, soutenue par un budget annuel qui est passé de 500 000 dollars à 14 millions de dollars en dix ans, animée par une équipe de professionnels qui s'est élargie de quatre à cent cinquante-cinq membres (4), C-SPAN n'a cessé d'étendre et de diversifier son champ d'action.

Premier exemple : les élections présidentielles. Depuis 1984, C-SPAN est devenue la seule chaîne de télévision retransmettant l'intégralité des deux grandes conventions qui désignent, tous les quatre ans, les candidats démocrate et républicain à la présidence des Etats-Unis (5). De l'ouverture à la clôture des travaux, les téléspectateurs peuvent écouter chacun des discours, assister à chacune des prières, voir chacun des lancers de ballons ou des levers de drapeaux qui, ensemble, constituent le rituel des conventions politiques.

Pendant toute la période des primaires, C-SPAN est la seule station qui permette au citoyen-téléspectateur de suivre chacun des candidats dans chacun des Etats et d'écouter ce qu'ils disent, le tout sans la moindre interprétation ou coupure. Un long discours poétique de M. Jesse Jackson à New-York devant une foule émue ; un débat agricole entre candidats républicains en Iowa ; une interminable séance de poignées de main dans une cafétéria d'un Etat obscur. Parfois, un de ces moments-là frappe la mémoire bien davantage que le commentaire convenu de ces journalistes qui s'écoutent commenter des sondages ou arpentent le terrain vague des idées reçues.

Ouverture sur le monde

COURS magistral d'instruction civique, « *têtes qui parlent pour des têtes qui écoutent* », C-SPAN n'en finit pas de grandir et de se diversifier. Chaque organisation qui tient colloque, chaque grande manifestation de rue est désormais susceptible de s'installer à l'antenne. Parfois, seules les caméras de C-SPAN sont présentes. Jamais un mot de présentation ou de commentaire pendant la retransmission ; l'impartialité n'est pas non plus prise en défaut lorsqu'on voit la diversité des groupes dont les travaux sont rendus publics. Une convention du lobby pro-israélien AIPAC précède la réunion d'une organisation d'Arabes américains ; le rassemblement annuel des adversaires de l'avortement suit la marche sur Washington des partisans du droit de choisir ; un colloque de la Brookings Institution (classée plutôt à gauche) servira de contrepoint à un séminaire de l'American Enterprise Institute (d'obédience plus conservatrice). Et, lorsque des journalistes de la chaîne interrogent – toujours sans agressivité – sénateurs et gouverneurs, premiers ministres étrangers et syndicalistes, la gamme des interviewés va souvent au-delà du traditionnel centre droit/centre gauche qu'affectionnent les grands journaux télévisés.

Le souci du spectaculaire est tout à fait absent. La chaîne ne fait d'ailleurs aucun effort pour cerner l'audience respective de chacune de ses retransmissions. C'est ce qu'explique Kristin Wennberg, l'une des responsables de C-SPAN : « *Un programme pourrait n'avoir que quatre auditeurs. L'essentiel resterait pour nous d'avoir proposé à chacun d'entre eux une émission qui les intéressait.* »

Nulle préoccupation d'« harmonie des programmes » non plus. Le public trouvera par lui-même ce qui l'intéresse dans les quatre mille cinq cents heures de programmation annuelle (6). Pour réduire le risque des rendez-vous manqués, chaque émission sera ensuite rediffusée sur l'une ou l'autre des deux stations, en moyenne trois fois dans la semaine. Et les téléspectateurs peuvent aussi réagir en posant des questions aux invités de la chaîne ou en faisant part à l'antenne des commentaires que l'actualité leur inspire. Ils ne s'en privent guère : en 1989, C-SPAN a diffusé près de treize mille appels dont plus d'une centaine provenaient de l'étranger.

L'ouverture sur l'extérieur constitue peut-être l'aspect le plus novateur de l'expansion de C-SPAN. Depuis 1983, la chaîne diffuse les sessions importantes du Parlement canadien ; depuis 1989, les téléspectateurs américains peuvent également assister aux séances de questions au gouvernement de la Chambre des communes de Londres. Dans ces deux cas, l'usage d'une même langue facilite bien sûr les choses, encore que les débats du Parlement canadien fassent très souvent appel au français. Et puis, C-SPAN prévoit aussi de retransmettre les travaux de la Knesset israélienne, de la Diète japonaise et de l'Assemblée nationale française. Les débats du Parlement européen ont déjà fait partie des programmes.

Les frais d'opération se limitent pour ainsi dire aux salaires des techniciens et des journalistes : les organisations dont C-SPAN diffuse les réunions sont trop heureuses de se faire mieux connaître pour jamais exiger une rémunération ; le principe de base des retransmissions (sauf problème technique, tous les discours que la chaîne décide d'enregistrer seront ensuite diffusés tels quels) réduit le travail de montage à presque rien. C'est pour toutes ces raisons que les deux stations de C-SPAN sont sans doute les seules qui puissent se permettre de programmer dix-sept mille cinq cent vingt heures d'émissions annuelles et de rediffusions (quarante-huit heures par jour chacun des jours de l'année) pour un coût de 14 millions de dollars. Qui d'autre pourrait faire autant avec aussi peu ?

Les étudiants en science politique sont servis. Les journalistes reconnaissent qu'il leur arrive de mieux suivre une campagne électorale en regardant C-SPAN qu'en accompagnant eux-mêmes les candidats dans leurs déplacements. Et l'audience ne cesse de croître, alors même que les grands journaux télévisés de CBS, NBC ou ABC perdent du terrain presque chaque année. On irait cependant un peu vite en concluant que la politique passionne les Américains : les taux décroissants de participation électorale démontrent le contraire. Mais pour ceux – assurément une minorité – que la politique intérieure et étrangère intéresse, pour ceux qui préfèrent le document de référence au commentaire qui l'occulte en prétendant l'expliquer, C-SPAN est devenue tout simplement irremplaçable.

* Auteur de *A l'américaine : faire un président* (Aubier, Paris, 1986).

(1) Cette cotisation se situe aux alentours de 15 dollars par mois (90 francs). Sur ce total, la part qui sert à financer les opérations de C-SPAN ne dépasse pas 4 cents (environ 25 centimes).

(2) 58 % des foyers américains sont abonnés au câble. 95 % des foyers câblés reçoivent l'une, au moins, des deux stations de C-SPAN.

(3) A l'heure actuelle, 2 % à 3 % des recettes de C-SPAN proviennent du mécénat. Mais, craignant une confusion avec de la publicité, les responsables de la chaîne ont prévu de renoncer à ce type de financement.

(4) Données tirées de *Congressional Quarterly*, 11 mars 1989.

(5) La chaîne CNN retransmet également une partie importante des travaux. Mais pas leur intégralité, pas sans publicité et pas sans commentaires.

(6) A l'origine plus âgé, plus masculin et plus éduqué que la moyenne américaine, le public de C-SPAN est devenu aujourd'hui relativement jeune (14 % de 18 à 24 ans, 54 % de 25 à 44 ans), plus populaire et tout à fait mixte. Il reste cependant plus instruit que la moyenne et – bien sûr – beaucoup plus politisé (78 % d'électeurs aux présidentielles de 1988 contre 50 % à l'échelon national).

Calendrier des fêtes nationales

1er-31 août

1er SUISSE	Anniversaire de la fondation de la Confédération
4 BURKINA-FASO	Fête de l'indépendance
6 BOLIVIE	Fête de l'indépendance
6 JAMAIQUE	Fête de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Anniversaire de l'indépendance
10 ÉQUATEUR	Fête de l'indépendance
15 RÉP. POPULAIRE DU CONGO	Fête de l'indépendance
17 GABON	Anniversaire de l'indépendance
17 INDONÉSIE	Fête de l'indépendance
25 URUGUAY	Fête de l'indépendance
31 MALAISIE	Fête de l'indépendance
31 TRINITÉ-ET TOBAGO	Fête de l'indépendance

AMOUR DE L'ART ET GOUT DE L'ARGENT

Qui subventionne la culture aux Etats-Unis ?

LE bon fonctionnement, aux Etats-Unis, de nombreux hôpitaux, des meilleures universités et de nombreuses institutions sociales repose, on le sait, sur le renouvellement annuel de dons à caractère « philanthropique ». Ces dons sont littéralement indispensables dans le secteur artistique : opéras, musées, théâtres ne pourraient pas exister sans cet apport crucial. En dehors des avantages fiscaux, qu'est-ce qui pousse les riches à faire preuve d'*une telle générosité* ?

Par PATRICK TALBOT *

Au cours de l'année 1988 (les chiffres de 1989 ne sont pas encore disponibles), le montant total des sommes données par les Américains à l'ensemble des activités relevant du secteur qualifié de *« philanthropique »* s'élevait à plus de 104 milliards de dollars. Traduit en dollars constants, ce chiffre — qui comptabilise dons aussi bien individuels que collectifs — est en augmentation de 1,82 % par rapport à l'année précédente (de 6,7 % en valeur non corrigée). Il a doublé au cours des vingt-cinq dernières années et sa valeur nominale a été multipliée par huit.

L'analyse détaillée des chiffres et des pourcentages permet de dresser un relevé précis des préoccupations et centres d'intérêt de la société américaine. Si on regarde, en premier lieu, où vont les sommes collectées auprès d'innombrables contributeurs, on constate que pour 46,19 % du total (soit 48 milliards de dollars) elles aboutissent dans les caisses des Eglises ; très loin derrière, le secteur éducatif reçoit 9,37 % du total (9,78 milliards de dollars) ; celui de la santé, 9,13 % (9,52 milliards de dollars) ; les arts, la culture et les humanités, 6,54 % (6,82 milliards de dollars), tandis que tout ce qui peut être rassemblé sous la double étiquette des services sociaux et des associations diverses en capte environ 13 % (13,51 milliards de dollars (1).

A deux titres au moins, ces chiffres ne peuvent manquer de surprendre : d'abord, ils mettent en évidence l'ampleur de la ponction opérée par toute sorte d'entreprises confessionnelles sur cette manne providentielle (2), et confirment ainsi ce qu'il ne faut jamais oublier lorsqu'on analyse la société américaine : son imprégnation profonde par le moralisme religieux. En second lieu, ils montrent que les arts et la culture — dont il est pourtant admis que le contact garantit prestige et notoriété — sont, en fait, réduits à la portion congrue.

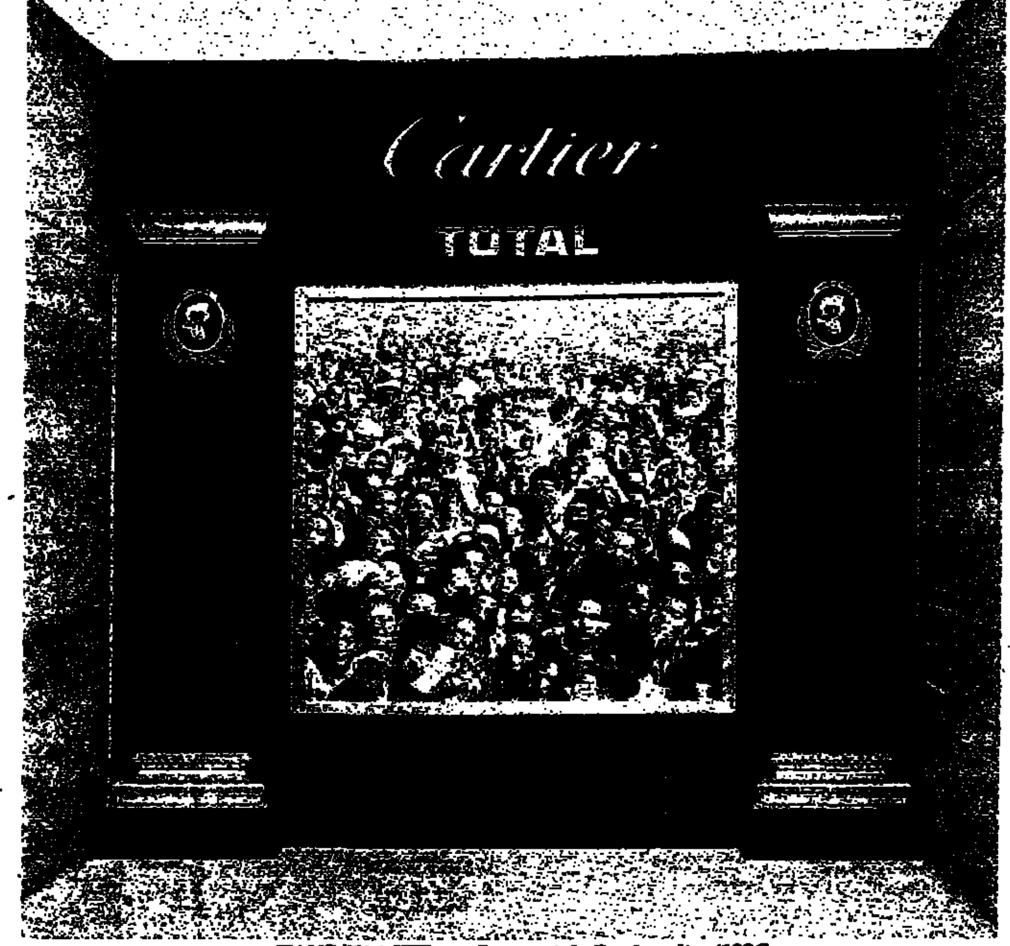
Qu'ils soient rares ou abondants, ces fonds d'origine philanthropique sont toujours d'une importance vitale pour la vie sociale puisque le bon fonctionnement des hôpitaux, des centres de recherche, de nombreuses écoles et universités — *les meilleures du pays*, — de stations de radio ou de télévision repose sur leur renouvellement annuel, et, en ce qui concerne les grandes machines artistiques — opéras, orchestres symphoniques, musées, compagnies de danse classique ou moderne, théâtres, — elles ne pourraient littéralement pas exister sans cet apport crucial, nécessaire à leur survie.

Dans le budget des institutions, au chapitre des recettes, les entrées dues au « mécénat » ne sont pas répertoriées en tant que ressources extraordinaires, mais comme un apport régulier, indispensable à l'équilibre financier ; c'est dire qu'on ne compte pas seulement sur elles pour produire des spectacles ou des événements exceptionnels mais, plus prosaïquement, pour régler les factures d'électricité ou de chauffage, payer le salaire des employés, rémunérer les artistes...

C'est pourquoi l'obsession du « mécénat », la recherche de subventions, est une donnée de base de la vie culturelle aux Etats-Unis, à laquelle une personne ou une équipe de *fund raisers* (chercheurs de fonds) consacre, dans chaque institution, l'intégralité de son temps. Tout entière orientée vers l'identification, l'approche et la négociation avec de potentiels bailleurs de fonds, l'activité déployée par cette équipe serait sans vertu si le directeur, le président, le *chairman of the board* ne considéraient pas qu'ils doivent en permanence mobiliser les réseaux de relations dont ils disposent dans les milieux financiers et industriels, au bénéfice des institutions à la réussite desquelles ils ont attaché leur nom.

Cette obsession se conjugue avec le primat de la communication. La loi qui les tient sous le même joug s'énonce ainsi : pour être attractif, il faut être visible ; pour être visible, il faut ne jamais perdre une occasion de se montrer ou de se faire entendre. Les secteurs du *fund raising*, des relations publiques et de la communication doivent *donc unir leurs capacités* inventives pour imaginer ensemble les recettes propres à maintenir, de toutes les manières possibles, la compagnie ou l'institution dans l'actualité : une soirée de gala qu'honorera de sa présence une vedette connue ; une exposition hors du commun ; un projet immobilier controversé ; la médiatisation bruyante d'une donation exceptionnelle — tout cela, qui garantit plusieurs articles dans la presse et quelques passages à la télévision, aide à gagner la faveur des « mécènes », des « sponsors ». Ces contraintes répétitives font évidemment peser sur l'indépendance et l'intégrité des choix artistiques une menace permanente ; de même favorisent-elles les institutions puissantes au détriment des plus modestes ; les opérations sans risque et le répertoire traditionnel de préférence aux innovations hasardeuses et à la création vivante, toujours susceptibles d'être mal reçues par un public conservateur.

L'analyse de la répartition du groupe des donateurs montre que la grande majorité d'entre eux sont des individus. Ensemble, ils ont apporté, en 1988, 83,07 % du total des sommes comptabilisées (86,7 milliards de dollars), soit en moyenne 2,13 % du revenu personnel de chaque Américain. Les legs, principalement destinés aux écoles et aux universités, entrent pour 6,51 % dans le total, les fondations pour 5,88 %, les entreprises — qui l'eût cru ? — pour 4,51 % seulement (4,75 milliards de dollars) en régression de 1,45 % par rapport à l'année précédente, malgré des profits *ayant avoisiné en 1988 un taux moyen* de 10 %.



HANS HAACKE — « Les must de Rembrandt » (1986)
Une œuvre qui interroge les motivations des « mécènes »

Une doctrine de l'intérêt bien entendu

COMPRENDRE les motivations de cette masse impressionnante de donateurs individuels suppose un bref détour par l'histoire car s'il est vrai, comme l'a écrit, au dix-huitième siècle, Alexis de Tocqueville — auquel on n'échappe pas lorsqu'il est question des Etats-Unis, — qu'on trouve *« l'amour des richesses comme principal ou accessoire au fond des actions des Américains »*, on trouve aussi chez eux *« une doctrine de l'intérêt bien entendu »* en vertu de laquelle chaque individu a conscience que son bien-être personnel dépend largement de celui de ses concitoyens.

Or, dès les premiers moments de leur histoire, les Américains surent qu'ils devaient exclusivement compter sur eux-mêmes pour améliorer leur condition propre, individuellement aussi bien que collectivement. Engagées dans la conquête et la domestication d'un continent, les communautés locales et souvent isolées n'attendirent jamais d'un pouvoir politique distant qu'il leur prodigue sécurité, ordre et protection ou qu'il les gratifie des distractions sociales et culturelles universellement liées à des formes de vie civilisée.

La doctrine de l'intérêt bien entendu recommandait que, dans chaque communauté, les plus riches et les mieux lotis réservent une part de leurs richesses et de leurs profits à des œuvres d'intérêt collectif. Ce qu'en général ils firent. Agissant de la sorte, ils ne cédaient pas pour autant à une vague effusion sentimentale ; l'esprit pratique, la morale puritaine et l'utilité, tels que décrits par Max Weber dans l'*Ethique sociale du protestantisme*, rendent mieux compte de leurs intentions. Sans intempérance suspecte et sans ostentation excessive, leur geste a toujours été d'autant mieux accueilli et considéré dans le monde nord-américain qu'il participait du credo libéral selon lequel les initiatives individuelles ou privées sont toujours plus efficaces et plus respectables que celles de la puissance publique.

Dans un tel contexte historico-idéologique, faut-il insister sur le fait que les possibilités de déductions fiscales liées aux donations demeurent le *« moteur caché de l'Amérique »*, la pierre angulaire d'un système visant à faire prendre en charge par l'initiative privée des missions d'intérêt général ? *« Amour des richesses »* et *« intérêt bien entendu »* peuvent faire cause commune.

Même si, curieusement, le *Tax Reform Act* de 1986 — adopté par une administration républicaine, celle de M. Reagan, qui ne manquait pourtant jamais une occasion de proclamer son attachement indéfectible aux valeurs ultralibérales — a rendu ces déductions plus complexes et, dans certains cas, moins avantageuses. Les quelque 7 milliards de dollars qu'elles procurent annuellement dans le seul domaine des activités artistiques et culturelles doivent, pour faire l'objet d'un étalonnage objectif, être rapportés aux 170 millions de dollars (quarante fois moins) dont dispose pour la même période le National Endowment for the Arts (NEA) — l'agence fédérale qu'on pourrait, le plus valablement, comparer à un ministère de la culture dans un pays européen.

Les avantages fiscaux ne sont pas les seuls bénéfices que « sponsors » et « mécènes » escomptent des opérations auxquelles ils s'associent car, dans un univers strictement défini par les contraintes du marché, ils en attendent également une valorisation substantielle de l'image qu'ils entendent donner d'eux-mêmes — ou de leur entreprise. *Depuis deux décennies*, l'artiste américain Hans Haacke réalise un travail portant sur les ambiguïtés propres à une telle situation. Ses œuvres interrogent les motivations des « mécènes » en deçà et au-delà de leurs discours officiels, civiques et moralisateurs. Créant des connexions imprévues entre deux ou plusieurs réalités ordinairement séparées, refusant d'accepter la fiction d'une parfaite étanchéité entre les différents domaines d'activité d'une même entreprise, Hans Haacke donne à voir ce que tout le dispositif de la mise en scène sociale a pour fonction d'occulter.

En 1973, par exemple, dans un tableau intitulé *Solomon R. Guggenheim Museum Board of Trustees*, il mettait en évidence l'implication active de certains administrateurs du Guggenheim Museum de New-York — mécènes respectés, courtois, sensibles et cultivés — dans le coup d'Etat dirigé, en septembre de la même année, contre le chef de l'Etat chilien, Salvador Allende.

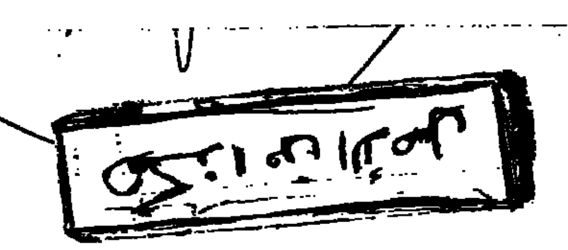
La générosité philanthropique, lorsqu'elle se déploie dans une société qui lui garantit une puissante armature juridique et fiscale, devient une affaire sérieuse à laquelle le désir, l'amour et le plaisir n'ont plus une part aussi franche que là où elle demeure plus artisanale et spontanée. Pour qu'elle puisse effectivement assumer les missions qu'on lui réserve, il faut de toute façon que le niveau des fortunes dans la société considérée soit tel qu'il permette d'identifier, par exemple, un Leonard Stern à même de donner 30 millions de dollars à son université préférée — New York University, en l'occurrence — ou les soixante personnes qui ont chacune donné, toujours en 1988, 1 million de dollars à différentes institutions.

Cela suppose — il serait grave de l'oublier — une accumulation de richesse inouïe dont l'inévitable corollaire est l'inégalité des conditions d'existence entre les individus, aux Etats-Unis mêmes et, compte tenu de la stature internationale de ce pays, sur toute l'étendue des terres émergées.

* Directeur adjoint de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Paris, ancien conseiller culturel à New-York.

(1) L'ensemble des chiffres contenus dans cet article proviennent d'un rapport intitulé « Giving America », publié annuellement par l'AAFRC Trust for philanthropy, 25 West 43rd Street, New York, NY 10036.

(2) Voir Ingrid Carlander, « La foire aux miracles des télévangélistes américains », *le Monde diplomatique*, juin 1988.



« A L'EST, LA MÉMOIRE RETROUVÉE »

Une guerre de symboles

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

UN moment exceptionnel de l'histoire de la culture universelle – un aspect essentiel de la libération du stalinisme, mais aussi une instrumentalisation du passé dans les choix politiques du présent : c'est ce que nous offre *A l'Est, la Mémoire retrouvée* (1) avec ces regards croisés de témoins et d'historiens de l'Est et de l'Ouest, où l'émotion et l'intelligence œuvrent ensemble à une vraie connaissance.

La mémoire est retrouvée d'abord là où elle fut effacée par le mensonge officiel. C'est, en URSS, le « retour de Staline », de la mémoire des années de lave et de sang que les censeurs brejnéviens avaient tenté d'anesthésier pendant vingt ans, après l'entrouverture de la déstalinisation khrouchtchévienne. Vainement. Bien avant les bouleversements récents, *« une activité intense et protéiforme de la mémoire sociale »* était discernable, qu'il s'agisse des romans, des nouvelles, nullement clandestins ou dissidents, de films condamnés au placard, ou encore de cette « petite mémoire » non institutionnelle de l'espace familial, privé, des microréseaux de sociabilité. En un temps où les Havel et les Sakharov sont rares, les « Chveik » (2) sont nombreux et ils ne sont pas, *« contrairement à ce que pensait Alexandre Zinoviev* (3), *des rats suradaptés et conformes au système mortifère : ils n'en pensaient pas moins... »* Lorsque les censures s'effondrent (en 1987-1989 en URSS), comme le remarquait Véronique Garros dans un autre livre-lumière venu des profondeurs de la nuit stalinienne (4), *« l'Histoire ne s'écrit pas encore. Elle se témoigne. Elle se rouvre, et sans anesthésie, cette plaie purulente qui n'a jamais cicatrisé ».* La *« véritable catharsis pour libérer la société d'un passé oppressant »* fait également *« sortir des archives la foule des petits délateurs, bourreaux et autres exécuteurs »* ; il y a là, observe Maria Ferretti, *« une forme de repentir ou de purification collective ».* Memorial en est, en URSS, le fer de lance, et il n'est pas rare que le KGB collabore à cette action, comme le confirme l'enquête de Jean-Yves Potel à Irkoutsk, « porte de l'exil sibérien ».

SI la « mémoire retrouvée » des peuples de l'Est se confond parfois avec une dénonciation et un rejet sans nuance du passé communiste, c'est parce qu'elle est aussi le deuil d'une promesse qui devient à son tour indicible, voire taboue. De ce point de vue, l'écroulement du socialisme réel est signe *« de la crise mortelle d'une culture de l'espérance dans l'espace européen tout entier »*, de l'effondrement de l'Histoire homogène, téléologique ou utopique – dont étaient pétries nos modernités aussi bien libérale que marxiste.

Si la mémoire se délivre des silences (Katyn, la collaboration Hitler-Staline, Imre Nagy et l'insurrection hongroise de 1956, les noms de personnes et de lieux *biffés*), si elle se défait des manipulations (le culte de *Lénine*, les monuments et les musées historiques des pays de l'Est), elle ne se met pas nécessairement à l'abri de nouvelles mystifications. Contre l'étoile rouge, la *faucille et le marteau*, la guerre des symboles s'acharne, en Europe centrale comme dans les pays baltes, à ressusciter des cultes impériaux, royaux, cléricaux et même autoritaires et fascistes. Le mérite de l'ouvrage est d'éviter l'écueil de la complaisance envers des visions nationalistes du passé.

Ces visions, qui se présentent comme autant de « vérités » dressées contre les « mensonges » communistes, ont été préparées, à l'intérieur des rangs communistes, par les pouvoirs en place. Loin, très loin d'un marxisme même dogmatique, les historiographes staliniens en Russie ou post-staliniens en Pologne, ceux de Ceausescu en Roumanie ont *récupéré et actualisé* les traditions nationaliste et xénophobe. Même dans l'URSS, que l'on disait uniforme, les enfants d'Azerbaïdjan, d'Arménie ou de Géorgie apprenaient depuis longtemps dans les écoles des Histoires assez contradictoires. Et pétries de mythes nationaux. La « mémoire retrouvée » est donc disputée : en Russie entre « nationaux » et occidentalistes anti-staliniens, dont Denis Paillard montre l' « abandon » de la question russe (aux nationalistes) et l'impatience de se référer à une nouvelle légitimité importée de l'Ouest. Les deux « mémoires » se confondent trop facilement avec des enjeux de pouvoir. On peut en dire autant de ces mémoires « libanisées » du Caucase ou de la Yougoslavie (où, note Zoran Kacarevic, la « bataille du Kosovo » mobilise les intellectuels dans des discours de haine réciproque), des querelles polono-lituaniennes autour de Vilnius – que relate Catherine Gousseff.

« Les héros de mes rêves d'enfant, c'étaient ceux qui avaient combattu Hitler », dit l'émouvant témoignage d'Annette Leo, historienne de RDA – *le pays de l'Est qui s'était forgé une identité dans la tradition antifasciste.* La mémoire officielle n'y était pas négation de l'Histoire réelle, mais son occultation, au sens de superposition de mémoires et de mythes. Ce que relève Jean-Charles Szurek à propos de l'histoire d'Auschwitz racontée aux Polonais. Qu'en sera-t-il dans la Pologne de Walesa et du cardinal Glemp ? A Varsovie comme à Berlin, à Budapest comme à Riga, l'antifascisme risque, à son tour, d'être occulté. Tout comme le sont déjà, à Moscou, les misères et les luttes de l'ancienne Russie dans le discours des pourfendeurs de 1917. Espérons qu'une mémoire ne chasse pas l'autre et que, dans un esprit critique et respectueux, l'Histoire véridique soit enfin écrite et connue.

(1) *A l'Est, la mémoire retrouvée*, sous la direction d'Alain Brossat, Sonia Combe, Jean-Yves Potel et Jean-Charles Szurek, La Découverte, Paris, 1990, 570 pages, 250 F.

(2) *Cf. Le Brave Soldat Chveik*, de Jaroslav Hasek.

(3) Célèbre écrivain dissident russe exilé. Publié aux éditions L'Age d'homme.

(4) Introduction à *Boukharine, ma passion*, Gallimard, 1990.

DEUX LIVRES SUR L'INTIFADA

Radiographie d'une révolte

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

LE 8 décembre 1987 commençait cette étrange révolte populaire des Palestiniens vivant dans les territoires occupés, dont le nom arabe est désormais entré dans l'Histoire : l'Intifada. Déjà l'ébranlement qu'elle a provoqué dans toute la région a eu de significatives conséquences politiques : l'abandon par le roi Hussein de ses prérogatives sur la Cisjordanie, la proclamation d'un Etat palestinien indépendant, la reconnaissance par l'OLP de l'existence d'Israël...

Mais si, depuis plus de deux ans et demi, la question palestinienne a été ainsi posée à la communauté internationale en termes dramatiquement pressants, elle n'a toujours pas été résolue : l'Intifada demeure une lutte de chaque jour et rien ne permet de dire quand elle s'achèvera. De là l'importance des travaux qui lui sont consacrés. Zachary Lockman et Joel Beinin viennent justement de publier aux Etats-Unis un ouvrage collectif (1) sur la nature de la révolte palestinienne, sa sociologie, ses racines historiques et psychologiques, qui contient quelques-unes des meilleures études que l'on ait pu lire jusqu'ici sur le sujet.

Quant au livre de Ze'ev Schiff et Ehud Yaari (2), il a peut-être plus de portée politique. Ces deux auteurs comptent parmi les journalistes les plus influents d'Israël, le premier étant le plus important chroniqueur militaire du pays, le second l'un des plus célèbres commentateurs de la télévision. Tous deux ont été les auteurs des plus saisissantes révélations sur la guerre du Liban de 1982 dans un autre ouvrage qu'ils ont écrit ensemble (3).

Leur enquête sur l'Intifada et, en particulier les précisions qu'ils apportent sur le rôle de M. Itzkak Shamir et de M. Itzkak Rabin, du roi Hussein et de M. Yasser Arafat, et de MM. George Shultz et James Baker en font un document politique de première valeur. Leur conclusion surtout est frappante. Pour eux, l'Intifada a définitivement et catégoriquement établi que la paix ne peut intervenir sans qu'Israël prenne l'OLP comme interlocuteur. L'analyse qu'ils font des conditions d'un règlement politique, dans le dernier chapitre du livre, en est une implacable démonstration.

* Directeur de la revue *Défense nationale*, auteur de *Requiem pour les révolutions*, Flammarion, Paris, 1990.

(1) *Intifada : The Palestinian Uprising against Israel Occupation*, sous la direction de Zachary Lockman et Joel Beinin, South End Press, Boston, 1989, 423 pages.

(2) *Intifada : The Palestinian Uprising – Israel's Third Front*, par Ze'ev Schiff and Ehud Ya'ari, Simon and Schuster, New-York, 1990, 352 pages.

(3) *Israel's Lebanon War*, George Allen & Unwin, Londres, 1985.

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Organisation de coopération et de développement économiques

• FINANCEMENT ET DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT 1989 *(OCDE, Paris, 1990, 225 pages, 130 F.)*

• ALLEMAGNE 1989/1990 : dans quelles conditions s'effectuera la fusion RFA/RDA. *(OCDE, Paris, 1990, 131 pages, 50 F.)*

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

• RAPPORT ET PERSPECTIVES SUR LES PRODUITS 1989/1990 : analyse de la chute des cours mondiaux des produits agricoles durant les dix dernières années. *(FAO, Rome, 1990, 111 pages.)*

Fonds des Nations unies pour l'enfance

• UNICEF. RAPPORT ANNUEL 1990. *(UNICEF, Genève, 1990, 56 pages.)*

Banque européenne d'investissement

• RAPPORT ANNUEL 1989. *(BEI, Luxembourg, 1990, 112 pages.)*

Dans les revues...

■ **STRATÉGIE.** Un texte de François Géré, « De la victoire froide » (N° 2/90, juillet, trimestriel, 65 F. – Fondation pour les études de défense nationale, hôtel des Invalides, 75007 Paris.)

■ **REVISTA DE DEFENSA.** Un article d'Andrés Ortega : « *Le* rôle de la CSCE dans la nouvelle Europe ». (N° 29, juillet-août, mensuel, 250 PTA. – Paseo de la Castellana, 109, 28046 Madrid.)

■ **HAUTE FINANCE.** Un article de Valéry Giscard d'Estaing, « L'Europe unifiée par la monnaie unique », et une étude de Paolo Panerai sur « le capitalisme à l'italienne ». (N° 7, été, trimestriel, 150 F. – 25, rue Leblanc, 75015 Paris.)

■ **ALTERNATIVES ECONOMIQUES.** Un dossier sur la démographie française, moins catastrophique qu'il n'y paraît, et des analyses sur le mark nouveau et la construction de l'Europe monétaire. (N° 79, juillet-août, dix numéros par an, 17 F. – 12, rue du Chaignot, 21000 Dijon.)

■ **POUVOIRS.** Thème : le ministère des finances en France : quelle puissance ? Qui commande ? (N° 53, trimestriel, 91 F. – PUF, département des revues, 14, avenue du Bois-de-l'Epine, BP 90, 91003 Evry Cedex.)

■ **GERER ET COMPRENDRE.** Une enquête de Philippe Roqueplo sur le fonctionnement des cabinets ministériels, leurs rapports avec l'administration, les arbitrages de Matignon, le poids de l'Elysée, etc. (N° 19, juin, trimestriel, 80 F. – GEDIM, 19, rue du Grand-Moulin, 42029 Saint-Etienne Cedex 1.)

■ **LE TRIMESTRE DU MONDE.** Un dossier, « La diplomatie de l'écologie : un nouveau défi international ». (Juillet, trimestriel, 70 F. – 30, cours Albert-Ier, 75008 Paris.)

■ **OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES.** Les perspectives de l'économie française en 1990-1991, une étude sur le nouveau potentiel de l'Allemagne unifiée et une réflexion sur les risques d'éviction du Sud qu'entraîne l'ouverture à l'Est. (N° 33, juillet, trimestriel, 95 F. – OFCE, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris.)

■ **ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI.** Une étude des résultats des premières élections libres en RDA et des élections régionales en RFA. (N° 112, avril-juin, trimestriel, abonnement un an : 155 F. – Claude Lasset, Jérôme Vaillant, 8, rue Faraday, 75017 Paris.)

■ **THE NATION.** Analyse du mouvement néo-nazi aux Etats-Unis. (16 juillet, hebdomadaire, 1,75 dollar. – Box 1953, Marion, OH 43305, Etats-Unis.)

■ **CELSIUS.** Un article sur les services secrets et la subversion d'extrême droite en Italie à lire au moment de l'acquittement des auteurs de l'attentat de Bologne. (N° 30, juin, mensuel, 30 F. – Mantrant, BP 284, 75228 Paris Cedex 05.)

■ **CEMOTI.** La Communauté européenne et la Turquie devant la question de l'adhésion : approche culturelle d'une relation politique. (N° 10, juin, deux fois par an, 50 F. – AFEMOTI/CERI, 4, rue de Chevreuse, 75006 Paris.)

■ **TAYAD-INFO.** Analyse des mesures spéciales imposées par Ankara au Kurdistan. (N° 3, mai-juin, bimestriel, abonnement un an : 60 F. – 38, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

■ **LES TEMPS MODERNES.** Un texte de Josefa Slanska, la femme de Rudolf Slanski, victime d'un grand procès stalinien et pendu en 1952 à Prague ; elle raconte ses souvenirs de cette année 1951, « capitale et tragique ». (N° 528, juillet, mensuel, 50 F. – 4, rue Férou, Paris 6e.)

■ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** Un bilan de l'économie soviétique en 1989 complété par les chiffres-clés des quinze républiques. (N° 349, avril, mensuel, 50 F. – La Documentation française, Paris.)

■ **REPUBLIQUE.** Un document : la proclamation de Timisoara considérée comme la charte de l'opposition en Roumanie. (N° 9, printemps, trimestriel, 80 F. – 52, rue de Bourgogne, 75007 Paris.)

■ **CRITIQUE COMMUNISTE.** Deux textes à lire : « Le communisme irréel », par Patrick Tort, et « Démocratie représentative, démocratie délégative, démocratie directe », par Tony Andréani. (N° 98, trimestriel, été, 40 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois.)

■ **M.** Un dossier consacré au marxisme, à contre-courant des modes et des idées reçues. (N° 38-39, juin-juillet, mensuel, 40 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

■ **COMMENTAIRE.** Poursuite du débat sur « la fin de l'histoire » et un article de Francis Fukuyama, « Réponse à mes contradicteurs ». (N° 50, trimestriel, 100 F. – Julliard, Paris.)

■ **LA REGLE DU JEU.** Un dossier sur Roland Barthes et des textes d'Antonin Liehm, de René Girard et de Carlos Fuentes. (N° 1, mai, trimestriel, 88 F. – 54, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.)

■ **SCIENCE ADMINISTRATIVE.** Trois études sur les Constitutions de l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. (N° 26-27, trimestriel, 130 F. – Institut régional d'administration de Bastia, quai des Martyrs, 20200 Bastia.)

■ **LES CAHIERS DU GRIF.** Un autre visage du Liban, celui des gens, celui de la majorité silencieuse qui résiste à la violence des milices. (N° 43/44, printemps, trimestriel, 95 F. – 3, cité d'Angoulême, 75011 Paris.)

■ **MIDDLE EAST REPORT.** Un dossier consacré à l'an III de l'Intifada. (N° 164-165, mai-août, bimestriel, 6 dollars. – Suite 119, 1500 Massachusetts ave., NW, Washington, DC 20005.)

■ **SOLIDARITE ORIENT.** Qu'en est-il des réflexes éthiques et spirituels du peuple juif face à l'Intifada ? (N° 174, 2/1990 ; trimestriel. – 8, rue Marie-de-Bourgogne, B 1040 Bruxelles, Belgique.)

■ **POLITIQUE AFRICAINE.** Un numéro entièrement consacré au Niger, un Etat en pleine crise politique et sociale. (N° 38, juin, trimestriel, 75 F. – 22-24, boulevard Arago, 75013 Paris.)

■ **REVISTA DE AFRICA Y MEDIO ORIENTE.** Un article sur le développement industriel au Zimbabwe, un autre sur la chute du gouvernement Mahdi au Soudan. (Vol. 2, n° 1, trimestriel. – Ave. 3 ra. N° 1805, e/18 y 20, Miramar, Playa, La Havane, Cuba.)

■ **LIAISON ENERGIE-FRANCOPHONIE.** Une livraison consacrée aux problèmes énergétiques du Sahel francophone. (N° 7, 2e trimestre, pas d'indication de prix. – Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français, 690, grande allée Est, Québec (Québec) G1R 2K5.)

■ **CONSTRUIRE ENSEMBLE.** Un dossier sur les animateurs paysans et leur rôle dans la promotion de l'agriculture africaine. (N° 1/2, bimestriel, 1000 F/CFA. – CESAO, BP 305, Bobo Dioulasso, Burkina Faso.)

■ **AFRIQUE CONTEMPORAINE.** La revue ouvre un débat sur les problèmes de l'ethnisme avec un article de Dominique Darbon sur quatre sociétés multiraciales : Burundi, Afrique du Sud, Zimbabwe et Nouvelle-Calédonie. (N° 154, deuxième trimestre, trimestriel, 43 F. – La Documentation française, Paris.)

■ **REVUE EUROPÉENNE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES.** Une livraison consacrée à l'immigration aux Etats-Unis dans ses dimensions historique, démographique, économique, juridique et sociale. (Volume 6, n° 1, trois numéros par an, abonnement un an : 280 F. – CDR – Centrale des revues, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge Cedex.)

■ **ÉTUDES.** Un article d'Edmundo Rodriguez, « Les Hispaniques aux Etats-Unis ». (Juillet-août, mensuel, 48 F - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ **REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES.** Un numéro entièrement consacré aux « paysanneries ». A lire : « Modernisation paysanne et stratégies paysannes en Amérique latine », par Jacques Chonchol. (N° 124, mai, trimestriel, 115 F - UNESCO, Paris.)

■ **NACLA.** Un dossier sur la Colombie et la « guerre de la drogue ». (Vol. XXIII, n° 6, avril, trimestriel, 3,5 dollars. - 475 Riverside Drive, Suite 454, New York, NY 10115.)

■ **POLITIQUE INTERNATIONALE.** Deux séries d'articles : sur la drogue en Amérique latine (Alain Labrousse, Guy Hermet) et sur Cuba (Jean-Pierre Clerc, Rafael del Pino). (N° 48, été, trimestriel, 70 F - 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

■ **L'AUTRE JOURNAL.** Un entretien avec l'ethnologue Jean Monod sur les Indiens Piaroas d'Amazonie et un reportage sur Naples : « Le foot, la misère et la mort ». (Juillet-août, mensuel, 38 F. - 2, rue du Colonel-Driant, 75001 Paris.)

■ **SOCIAL COMPASS.** Un numéro consacré à « la sociologie de la papauté ». A lire : « La politique vaticane en Amérique latine » et « The Vatican and the Palestinian Question. (Vol. 37, N° 2, juin, trimestriel, 7 livres sterling. - 28, Banner Street, Londres EC1Y 8QE.)

■ **ACTES.** « Droit et sida » : droit du travail, des personnes et des biens, intégrité physique et vie privée, protection sociale, assurances, etc. (N° 71-72, juin, cinq numéros par an, 83 F - 39, rue Bobillot, 75013 Paris.)

■ **FUTURIBLES.** Une étude novatrice de Gilbert Cette et Dominique Taddéi sur les bénéfices économiques de la réduction du temps de travail, combinée avec l'allongement de la durée d'utilisation des équipements. (N° 114, juin, mensuel, 50 F - 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.)

■ **MULTIPLE.** La rénovation du secteur psychiatrique, toujours recommencée, telle que la voit la fédération santé de la CFDT. (N° 33, juin, mensuel, 15 F - 26, rue de Montholon, 75439 Paris Cedex 09.)

■ **AGORA.** Un dossier autour du suicide avec les points de vue du médecin, du sociologue, du juriste, du philosophe (un beau texte d'André Comte-Sponville). (Nos 15-16, juin, trimestriel, 100 F - Hôpital Rothschild, 33, boulevard Picpus, 75711 Paris Cedex 12.)

■ **LETTRE.** Une nouvelle revue, à la charnière entre la culture et la science, avec un dossier sur la « bioéthique : raison et déraison » comportant les signatures d'Albert Jacquard, Alain Finkielkraut et Claire Ambroselli. (N° 2, printemps, trimestriel, abonnement un an : 200 F - 109, boulevard Beaumarchais, boîte 37, 75003 Paris.)

■ **LA RECHERCHE.** Une étude de Pierre Thuillier sur « magie et technosciences : la grande mutation du Moyen Age » et un dossier de Martine Barrère sur la marche forcée – mais risquée – de l'Espagne vers l'hypermodernité scientifique et technologique. (N° 223, juillet-août, onze numéros par an, 35 F - 57, rue de Seine, 75006 Paris.)

■ **VEILLE TECHNOLOGIQUE ET STRATÉGIQUE.** Au sommaire de cette publication, qui prend la relève de CPE-Bulletin, une étude sur la stratégie industrielle japonaise à travers le cas d'une grande société pharmaceutique et la liste des rapports des conseillers scientifiques des ambassades de France accessibles au public. (N° 2, juin, dix numéros par an, abonnement un an : 900 F - ADITECH, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

■ **EXTRA !** Analyse de la campagne de presse pour ressusciter le nucléaire aux Etats-Unis. (Vol. 3, n° 5, mai-juin, bimestriel, 3,50 dollars - 130 West 25 th Street, New York, NY 10001.)

■ **SPÉCIAL OPTIONS.** Deuxième numéro d'une série sur le thème « Où va la Terre ? », consacré aux problèmes de développement, de la faim et de la santé, d'un nouvel ordre mondial. (N° 31, juin, trimestriel, 45 F - Case 431, 93514 Montreuil Cedex.)

■ **DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL.** Une livraison consacrée à « science et télévision », avec les points de vue, notamment, de Sylvie Blum, Françoise Dumas, Michel Serres et Jean-Marc Lévy-Leblond. (N° 31, mai-juin, bimestriel, 54 F - La Documentation française, Paris.)

■ **RÉSEAUX.** Un numéro consacré à « la publicité » avec des textes d'Armand Mattelart, Michaël Palmer, Giuseppe Richeri, Antoine Hennion. (N° 42, bimestriel, juillet-août, 50 F - CNET, 38-40, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux.)

■ **QUADERNI.** Une analyse des différentes réformes de l'audiovisuel en France. (N° 10, trimestriel, printemps, 70 F - CREDAP, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75016 Paris.)

■ **POSITIF.** Une étude de Barthélémy Amengual sur le cinéma muet russe. (Nos 353-354, juillet-août, mensuel, 55 F - 1, quai Conti, 75006 Paris.)

■ **CIRAC MEDIA.** Les scénarios de l'unification des paysages audiovisuels allemands et la description détaillée d'une émission à succès, Dossier XY... non classé, que certains apparentent à la télédélation... (N° 3, juillet, trimestriel, abonnement un an : 650 F - 9, rue de Téhéran, 75008 Paris.)

■ **LUMIÈRES DE LA VILLE.** Thème : « Ville et démocratie ». Des textes de Patrick Talbot, Jean-Paul Dollé, Albert Memmi, Vassilis Vassilikos, Paul Thibaud... (N° 2, juin, trimestriel, 90 F - 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

■ **LES CAHIERS DU RENARD.** Un numéro spécial sur le thème : « L'art, les artistes et la ville » avec, notamment, Jean-Pierre Le Dantec, Jean-Paul Dollé et Jacques Leenhardt. (N° 4, trimestriel, 45 F - ANFIAC, 19, rue du Renard, 75004 Paris.)

■ **TRANSVERSALES.** Au sommaire, une contribution de Bernard Cassen sur l'imbrication entre langue, science et culture, et une réflexion de Philippe Lorino sur l'entreprise et la société. (N° 4, juillet-août, bimestriel, abonnement un an : 300 F - 29, rue Marsoulan, 75012 Paris.)

■ **CAHIERS PÉDAGOGIQUES.** Un dossier très complet sur les finalités de l'enseignement des langues, les raisons des choix de l'une ou de l'autre, les outils disponibles. (Nos 284-285, mai-juin, dix numéros par an, 60 F - 5, impasse Bon-Secours, 75543 Paris Cedex 11.)

■ **LE FRANÇAIS DANS LE MONDE.** Comment apprendre à se débrouiller en japonais en deux cents heures. Egalement une réflexion sur la traduction comme moyen d'enrichir la connaissance de sa propre langue. (N° 234, juillet, huit numéros par an, 49 F - 26, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ **LES LETTRES FRANÇAISES.** Le journal fondé par Jacques Decour et Jean Paulhan et dont Aragon fut le directeur jusqu'à sa disparition en 1972 renaît aujourd'hui sous la direction de Jean Ristat. Un entretien avec le cinéaste Manuel de Oliveira, un autre avec Heiner Muller sur Brecht, un dossier spécial sur Avignon, etc. (N° 1, juillet, le prochain numéro paraîtra en septembre, 20 F, abonnement 6 numéros : 100 F - 26, rue de Condé, 75006 Paris.)

■ **LA QUINZAINE LITTÉRAIRE.** Thème « grand public » du numéro d'été : Que sont nos ex-colonies devenues ? Etudes sur le « pré-carré » africain, l'ORSTOM, la créolité, le réveil kanak, la crise du Vietnam, etc. Revenant sur leur engagement anticolonialiste des années 50 et 60, R. Bonnaud, F. Jeanson, J. Chesneaux, F. Maspero persistent et signent. (N° 560, bimensuel. – 43, rue du Temple, 75004 Paris.)

■ **LE SERPENT A PLUMES.** Cette revue, au format singulier, propose des nouvelles inédites des grands écrivains du monde entier. Dans cette livraison, René Depestre, Bertrand Visage, Ahmadou Kourouma... (N° 8, trimestriel, 60 F - 78, rue du Bac, 75007 Paris.)

■ **J'ACCUSE.** Des articles sur les faits divers d'ici et d'ailleurs par Manuel Vazquez Montalban, Didier Daeninckx, Edward Limonov... et une nouvelle inédite de Ray Bradbury. (N° 5, juillet-août, mensuel, 30 F - 85, rue Pierre-Larousse, 92240 Malakoff.)



L'AMÉRIQUE DES ANNÉES 30

Les habits neufs du gangster Schultz

BILLY BATHGATE, de E.L. Doctorow (traduit de l'anglais par Michel Lederer), Julliard, Paris, 375 pages, 130 F.

LES gangsters sont sympas. Ou en tous les cas bien plus intéressants que tout le monde. Les meilleurs furent les truands des années 30 *made in USA*, on n'a pas fini de le dire.

Arrive des Etats-Unis la dernière mouture d'un mythe dont, semble-t-il, beaucoup de gens ne se lassent pas puisque *Billy Bathgate* a été l'an dernier un best-seller en Amérique du Nord.

L'auteur, E.L. Doctorow, s'est spécialisé dans le roman historique, où il mélange personnages fictifs et réels dans le but d'explorer quelques rêveries américaines et *de leur frotter un peu le nez à l'histoire. Ici, il choisit 1935, l'époque de la grande* crise économique, de la prohibition, et Dutch Schultz, un gangster juif qui se convertit au catholicisme pour mieux consolider ses liens d'affaires avec un mafioso italien dont la confiance à son égard ne se révéla pas totale puisque ce mafioso le fit assez promptement assassiner.

Le livre est un roman d'éducation, celle de Billy Bathgate, un garçon de quinze ans sorti des taudis du Bronx new-yorkais, que Schultz prend sous son aile et à qui il donne l'occasion de montrer son talent, d'utiliser son sens du risque et de l'action. Dans le premier chapitre, Billy, innocent et curieux (il le reste tout le long du roman), assiste à une exécution mafieuse « haut de gamme ». Un truand d'une bande rivale attend avec une patience quasi stoïque que le ciment durcisse dans le baquet où sont plongés ses pieds. Il sera ensuite cérémonieusement balancé à la mer.

Notre héros picaresque, Billy, vivra ensuite une série d'aventures caractéristiques des années de dépression (pour la pègre en tout cas) ; il côtoira des personnages typés psychologiquement ou sociologiquement comme les gangsters Lulu Rosenkrantz (taciturne et borné), Abbadabba Berman (un génie en mathématique), Irving (aussi méticuleux pour confectionner ses cocktails que pour débarrasser des cadavres), Drew Pearson (la riche héritière), etc.

Billy raconte son histoire bien plus tard, alors qu'il est devenu *« quelqu'un d'important »* et qu'il ne peut confier au lecteur si c'est *« dans le monde criminel »* ou celui de la politique ou des affaires qu'il vit à présent. Le charme du roman (comme c'était déjà le cas dans *Jack Legs Diamond* (1), de William Kennedy, un livre assez semblable à celui de Doctorow) vient du ton du narrateur, et de sa position morale ambiguë.

CHACUN trouvera du plaisir à lire cette prose d'un écrivain qui a assimilé les modernistes au point de sembler parfois les parodier légèrement, mais il faut dire un mot de ce qu'on pourrait appeler, faute de mieux, la position morale de l'auteur (qui serait plutôt une faiblesse de vision littéraire). Si notre oisillon Billy, sous la direction de son tu(t)eur Schultz, fait l'expérience de la violence et de la mort, il sort aussi indemne de tout ce sang versé qui lui a glissé sur les plumes. Bien sûr, nous ne demandons pas à Doctorow (*via* Billy ou autrement) de condamner les « méchants », mais lisons-nous ici autre chose qu'une nouvelle version sophistiquée de la traditionnelle fascination pour les truands, un réaménagement habile de l'idée qu'ils vivent plus vite que nous tous, que leurs passions (et leurs vengeances) sont plus fortes que les nôtres, qu'ils sont des hommes d'affaires *« with a difference »* dans un monde de toute manière injuste et violent ?

Cela dit, on ne peut pas faire autrement que de tomber dans le (merveilleux) panneau de *Billy Bathgate* et de lire avec grand plaisir... tout en s'interrogeant sur la pérennité du goût fort trouble qu'on a en Amérique, en France (partout ?), pour la « grande » criminalité, surtout lorsqu'elle est présentée avec panache, ornée des séductions du lyrisme et de la rébellion.

CLAUDE GRIMAL.

(1) *Jack Legs Diamond*, de William Kennedy, Belfond, Paris, 1988.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : CHEMINS CROISÉS. – *Actes du colloque organisé par le CERPANA* (université de Montpellier)

★ Silex, Paris 1990, 228 pages, 80 F.

Ouvrage bilingue, les actes du colloque de Montpellier (mai 1988) n'ont guère perdu de leur intérêt, malgré l'évolution politique en Afrique australe. Abordant, en première partie, la situation littéraire du pays, divers auteurs étudient l'impact de la politique d'apartheid dans les œuvres de Nadine Gordimer et d'Alex La Guma ainsi que *« l'écriture carcérale »* chez Dennis Brutus, Molephe Pheto et Breyten Breytenbach, tous marqués par l'étouffement *« labyrinthique »* de la prison. La dernière partie est consacrée à une réflexion sur l'interaction de la politique, de la littérature et de la langue, et pose le problème de la future culture nationale sud-africaine.

ODILE FELGINE.

RETOUR EN ÉTHIOPIE. – Marc de Gouvenain, présenté par Hugo Pratt

★ Actes Sud, Aix, 1990, 155 pages, 95 F.

De ses voyages effectués entre 1972 et 1990 en Ethiopie – le mystérieux « empire du prêtre Jean » – Marc de Gouvenain a tiré un bien joli récit, « délicat et tendre ». Recension des plaisirs du marcheur, des lents surgissements de paysages rares de pierres et de poussières, des rencontres d'êtres dignes et souvent miséreux : autant de petites touches qui témoignent des beautés d'une civilisation millénaire que n'arrive pas à annihiler la violence du présent.

O. F.

THE FORTUNATE ISLES. – A Study in African Transformation. – Basil Davidson

★ Hutchinson, Londres, 1989, 221 pages, 7,95 livres.

Tant de rêves issus des indépendances africaines se sont effondrés qu'il faut apprécier les rares exemples de réussite, particulièrement celui des îles du Cap-Vert, longtemps sous domination portugaise, et dont la lutte pour l'indépendance, longue et acharnée, fut symbolisée par un homme, au prestige demeuré intact, Amilcar Cabral. Basil Davidson a séjourné longtemps au Cap-Vert ; il raconte l'histoire de cette société, sa lutte contre la métropole, l'accesssion à l'indépendance. Il accorde une grande importance aux choix de développement, à la participation politique et au rôle des femmes.

ALAIN GRESH.

LA PRISON NOMADE. – Claude Le Borgne

★ Françoise Bourin, Paris, 1990, 320 pages, 119 F.

Sous l'apparence de la fiction romanesque, le récit des lentes aventures au siècle dernier de deux naufragés captifs de tribus maures et, de ce fait, observateurs des mœurs, organisation et environnement de leurs geôliers, sont une occasion d'intéresser le non-spécialiste à la géographie saharienne, à la technologie chamelière, à l'anthropologie nomade et à l'islamologie bédouine.

LOUIS-JEAN DUCLOS.

PROCHE-ORIENT

LE KOWEIT. Evolution politique, économique et sociale. – Habib Ishow

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 202 pages, 120 F.

Cité marchande et portuaire située sur les marches orientales de l'Empire ottoman, le Koweït a obtenu son indépendance en 1961 à l'issue d'un très long protectorat britannique. Après avoir rappelé l'histoire de cette base de pénétration anglaise en Mésopotamie et en Arabie, Habib Ishow raconte l'évolution de la politique intérieure et, en particulier, les tentatives parlementaires, deux fois brisées par la famille régnante. L'auteur consacre les deux dernières parties du livre aux ressources économiques – en particulier le recyclage des pétrodollars (100 milliards de dollars réinvestis à l'étranger en 1987) – puis aux données sociales de cet Etat où les étrangers constituent 60 % de la population.

RUDOLF EL-KAREH.

AMÉRIQUES

BARBARIAN SENTIMENTS. – William Pfaff

★ Hill and Wang, New-York, 1989, 198 pages.

Comment s'achève le siècle américain : c'est le sous-titre du nouveau livre du journaliste et politologue William Pfaff, *Barbarian Sentiments.* Son premier mérite, en effet, et le plus grand sans doute, est de proposer la première réflexion cohérente et globale sur le grand tournant de l'histoire auquel nous sommes en train d'assister et qui paraît conclure, de façon spectaculaire et brutale, les longues décennies où s'exerça la suprématie des Etats-Unis, c'est-à-dire le « siècle américain ».

William Pfaff s'inscrit sans ambages dans le courant traditionnellement prépondérant de la pensée politique américaine, et il ne faut s'attendre ici ni à un dévoilement audacieux de ce qui a été l'« empire américain », ou, si l'on préfère, l'impérialisme des Etats-Unis, ni à une révision des conformismes habituels de la classe politique américaine – par exemple à propos des tentatives de politique indépendante de la France initiées par le général de Gaulle, tentatives toujours considérées comme *« réactionnaires »* et *« archaïques »*. Mais l'auteur développe une analyse neuve et, par certains côtés, provocante des *« théâtres d'opération »* où les Etats-Unis doivent agir. Rompant avec les vues habituelles, il situe délibérément en Europe les sources nouvelles de rivalités et même de dangers qu'ils doivent désormais affronter. A son avis, c'est en eux-mêmes qu'ils ont à trouver les forces dont ils ont besoin et en eux-mêmes qu'il leur faut accomplir les changements intellectuels et moraux autant qu'économiques et politiques qui leur seront nécessaires. La « frontière », au sens américain du mot, où ils ont à se battre et à progresser, c'est une « frontière intérieure », la *« frontière la plus contraignante et la plus mystérieuse »* qu'ils aient eu à dépasser.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

L'AFFAIRE NORIEGA. – Frederick Kempe

★ Presses de la Renaissance, Paris, 1990, 504 pages, 120 F.

On sait aujourd'hui que l'invasion du Panama par les troupes américaines en décembre 1989 ne fut pas cette promenade militaire dont parla la presse de l'époque ; que des milliers de civils panaméens innocents furent tués, victimes des erreurs tactiques de l'état-major américain, et que près de la moitié des morts du corps expéditionnaire des Etats-Unis sont dues à des balles américaines.

Le livre de Frederick Kempe reconstitue l'ascension du général Noriega, rappelle ses liens étroits avec la CIA (que dirigeait alors M. George Bush), précise le rôle du dictateur dans l'affaire Iran-Contra et révèle les dessous de l'intervention américaine de décembre dernier. Ce livre manque peut-être de vision plus générale et n'inscrit pas toujours la crise panaméenne dans le contexte international (cf. *Time*, 4 juin 1990), mais apporte au lecteur une mine de renseignements inédits.

I.R.

SCIENCES

CONTRE LA PEUR. De la science à l'éthique, une aventure infinie. – Dominique Lecourt

★ Hachette, Paris, 1990, 156 pages, 69 F.

Le « scientisme » du dix-neuvième siècle voyait dans la science la *« religion du progrès »*, la réponse à tous les maux de l'humanité. Aujourd'hui, à l'époque des accidents nucléaires, des armes chimiques, des possibilités de manipulation génétique, un certain pessimisme conduit parfois à faire du savant un *« apprenti sorcier »*. Epistémologue, Dominique Lecourt nous propose dans ce court et brillant essai de reparcourir l'histoire de la science et des sciences pour être attentif à un certain type de pensée qui s'y fait jour. Examinant les positions de Marx, de Weber, mais aussi de Sartre, de Husserl, de Heidegger et de Habermas, s'interrogeant sur ce que signifient Hiroshima ou l'eugénisme pour la science, il montre que la seule possibilité de poser avec rigueur des questions éthiques sur la science, c'est de méditer l'essence même de sa démarche.

J.-M. P.

LA PRÉVISION DES SÉISMES. – Haroun Tazieff (préface de Dominique Lecourt)

★ Hachette, collection « Questions de science », Paris, 1989, 132 pages, 69 F.

Les récents et meurtriers tremblements de terre en Iran et aux Philippines devraient remettre au premier plan les préoccupations des responsables administratifs et politiques du monde entier pour la question de la prévision des séismes. Haroun Tazieff, avec son enthousiasme et toute la force de sa conviction, affirme que la méthode VAN (initiales des noms de trois savants grecs, Varotsos, Alexopoulos et Nomicos), à partir de l'enregistrement en continu des courants telluriques, grâce à un réseau de capteurs, répond à cette exigence. Et il montre qu'elle n'a jamais failli lorsque les conditions de sa mise en œuvre étaient réunies.

Si VAN marche – en marge des théories géophysiques existantes, – Tazieff considère qu'il serait criminel de ne pas l'utiliser. Ce qui n'empêche en rien de se défendre contre les tremblements de terre par les constructions parasismiques, l'éducation des populations, l'organisation des secours. Et, à cet égard, l'ancien ministre n'est pas tendre pour l'administration, les experts et les gouvernements français successifs.

BERNARD CASSEN.

EUROPE

LES SAISONS DE MOSCOU 1933-1990. – Lila Loungiuna

★ Plon, Paris, 1990, 219 pages, 150 F.

Intellectuelle, traductrice de Colette et de Boris Vian, Lila Loungiuna a connu, en Union soviétique, l'édification du système stalinien, puis son démantèlement par Khrouchtchev, sa restauration molle par Brejnev et sa mise à mort par Gorbatchev. Ni dissidente ni laudatrice du régime, juive, elle raconte la vie réelle, quotidienne, de sa génération, qu'elle définit d'un mot : *« absurde »*. Cet itinéraire – dans lequel la seconde guerre mondiale, *« en dépit des souffrances, (...) reste l'un des meilleurs moments de l'histoire »*, – croise celui d'hommes comme Victor Nekrassov, Ilia Ehrenbourg, Evgueni Evtouchenko. A l'issue du voyage, l'auteur cite Pouchkine pour exprimer ses craintes face aux actuels bouleversements : *« Dieu nous préserve de vivre l'émeute russe, dépourvue de sens et sans merci. »*

A.G.

DICTIONNAIRE DES NATIONALITÉS ET DES MINORITÉS EN URSS. – Roger Caratini

★ Larousse, Paris, 1990, 272 pages, 145 F.

Des Abas aux Zyriènes, tout sur les dizaines de peuples qui constituent l'immense Union soviétique et les différentes formes d'organisation de celle-ci – les quinze républiques fédérées, les vingt républiques autonomes, les huit régions autonomes et les dix districts autonomes. Le livre est complété par une chronologie, une bibliographie, de nombreux tableaux et cartes.

A.G.

L'EUROPE ET SES NATIONS. – Krzysztof Pomian

★ Gallimard, collection « Le Débat », Paris, 1990, 252 pages, 100 F.

Un survol synthétique de quinze siècles d'histoire de l'Europe, de ses nations et de ses frontières et donc de ses conflits. La grille de lecture : les forces qui ont agi dans le sens de l'unification du Vieux Continent ou, au contraire, ont favorisé sa dislocation. L'auteur, Polonais vivant en France, évoque la *« première unification »*, à caractère religieux, coextensive à la chrétienté latine à partir du douzième siècle et qui s'achèvera à la Réforme. La *« seconde unification »* sera celle de la République des lettres, des élites, au siècle des Lumières. Elle ne survivra pas aux mouvements démocratiques et nationaux engendrés par la Révolution française. La troisième unification, si elle intervient, marquerait la fin des traumatismes des deux guerres mondiales, surtout de la première, et la neutralisation des virus nationalistes dont rien n'indique qu'ils soient définitivement assoupis.

B. C.

BACKGROUND TO CONTEMPORARY GREECE. – Sous la direction de Marion Sarafis et Martin Eve

★ Merlin Press, Londres, 1990, 359 pages.

Archéologue et veuve du chef militaire de la résistance grecque, Marion Sarafis fait le point sur la Grèce d'aujourd'hui. Les onze auteurs (britanniques, grecs, français, allemand) sont tous des spécialistes. Les pages les plus sombres de l'histoire du vingtième siècle y sont abordées : dictature d'avant guerre, résistance, guerre civile et période des colonels. Certaines contributions abordent des domaines encore peu connus : la littérature, la langue néo-hellénique, la place de la femme... Enfin, l'historien allemand Heinz Richter fait le point sur un sujet d'actualité : le conflit gréco-turc, du traité de Lausanne en 1923 au rapprochement scellé à Davos en 1988.

CHRISTOPHE CHICLET.

HISTOIRE

LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES DE LA FRANCE ET DE LA GRANDE-BRETAGNE DEPUIS 1945. – Sous la direction de Françoise de la Serre, Jacques Leruez et Helen Wallace

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1990, 298 pages, 176 F

La montée en puissance du géant allemand – désormais partenaire privilégié des Etats-Unis et de l'Union soviétique en Europe de l'Ouest – a conduit depuis quelques mois les gouvernements de Paris et de Londres à resserrer leurs liens et, en tout cas, à tenter d'élaborer des approches communes. D'où l'intérêt de cet ouvrage collectif, résultant d'une intense coopération entre chercheurs des deux rives de la Manche, et qui jette un regard croisé, privilégiant dans chaque domaine le paramètre constitué par la démarche du partenaire, sur les stratégies française et britannique à l'égard des superpuissances, en matière de défense, de politique commerciale extérieure et de construction de l'Europe. Sont également traité, dans cette optique comparative, la gestion de l'héritage colonial, la politique envers le Moyen-Orient et l'Asie.

Les deux derniers chapitres constituent une réflexion plus théorique sur les mécanismes distincts d'élaboration d'une politique extérieure et sur le rôle que s'assignent deux puissances moyennes mais à vocation mondiale. Une somme, à la fois érudite et agréable à lire, où, à partir d'un angle original, sont abordés tous les grands dossiers de l'après-guerre.

B.C.

ROUMANIE RAVAGÉE

Fantômes dans le brouillard

LA SAISON MORTE, de Georgeta Horodinca, Ramsay, Paris, 327 pages, 139 F.

LA mémoire traverse l'histoire, à l'image de cette immense plaine du Danube dont la tristesse rejaillit sur tant d'évocations. Georgeta Horodinca nous offre avec cette *Saison morte*, directement écrit en français, l'un des plus beaux romans sur la Roumanie. L'émotion que l'on ressent à sa lecture tient autant à la musicalité de son style, à sa poésie, qu'à toutes ces images surgies du fond de la mémoire et dont chacune porte en elle son poids de souffrances historiques et d'espoirs déçus. Pour évoquer la Roumanie, des années qui précèdent la seconde guerre mondiale à la période stalinienne, elle a choisi quelques familles. Des gens simples, dont les existences entremêlent leurs fils. Un cheminot, en poste dans une gare minuscule et qui attend en vain sa mutation. Il recevra toujours la même réponse laconique : la conjoncture historique n'est pas favorable... En fait, la seule mutation qu'il obtiendra, c'est près du front, au moment où la guerre contre l'URSS est perdue. Figure grise sur un paysage gris : c'est à travers la tristesse de cette vie que l'auteur fait surgir tout un monde.

Une Roumanie avec encore des éléments de féodalisme, ses grands propriétaires terriens, ses villages dans la plaine, ses paysans. L'histoire les en déloge implacablement. Peu de passages du roman sont aussi effrayants que ceux qui évoquent les crimes commis par la Garde de fer, milices fascistes qui chassent les juifs et les massacrent, au nom de la « révolution nationale ». Ceux qui s'opposent à leurs exactions deviennent des traîtres. La guerre avec l'URSS entraîne de nouveaux pogroms. Mais la Roumanie est un allié peu sûr. L'alliance avec l'Allemagne hitlérienne engendre le malheur. La libération par l'armée rouge qui viole et pille n'apporte pas le bonheur.

Après les ravages de la guerre vient le temps des retrouvailles. Quelques instants de paix avant de nouveaux désastres. Massacrés par les fascistes, par les soldats roumains, les juifs sont toujours suspects. Georgeta Horodinca trace un portrait étonnant de l'instauration du communisme, des rêves qu'il fait naître et des désillusions aussi. Toutes les classes sociales sont représentées dans son admirable fresque. Le paysan victime de la collectivisation forcée, les ouvriers sceptiques ou enthousiastes et surtout la narratrice, une jeune fille comme les autres, qui, après une enfance passée dans une gare, découvre la ville, la politique à travers sa collaboration à un journal. Elle croit en la justice et se trouve confrontée à des structures ubuesques et kafkaïennes.

De critique en autocritique, elle devient une *non-personne* lorsque la littérature de plan quinquennal remplace la réflexion critique. Tandis qu'on abat des quartiers entiers de Bucarest, qu'on édifie des constructions nouvelles dont la coupole s'effondre, elle reste à contempler des fantômes dans le brouillard. Sa vie aurait pu être heureuse. L'histoire en a décidé autrement. Il ne lui reste qu'un mélange de courage et de lucidité pour affronter la tristesse à venir. Seule, avec sa vie gâchée, elle se demande s'il est possible d'aimer entre le Danube et les Carpathes.

A travers ce roman exceptionnel, par sa sensibilité à vif, Georgeta Horodinca, écrivain roumain fixé depuis 1983 en France, nous offre sans doute l'une des œuvres les plus fortes pour comprendre la Roumanie d'aujourd'hui. Dans sa description de ces vies qui s'étiolent, de la pauvreté du quotidien où les gestes les plus simples semblent perdre leur sens, elle est bouleversante.

JEAN-MICHEL PALMIER.

du mois



IDÉES

PHILOSOPHIE. – Karl Jaspers (traduit de l'allemand par Jeanne Hersch)

★ **Springer Verlag, Paris, Berlin, Heidelberg, 1990, 819 pages, 249 F.**

Injustement oublié, Karl Jaspers fut sans aucun doute l'une des figures philosophiques les plus importantes de l'après-guerre. Très lié dans les années 20 avec Heidegger, sa notoriété a curieusement sans cesse été en contrepoint avec celle de l'auteur de *Etre et Temps.* En 1945, alors que Heidegger doit affronter la commission d'épuration de l'armée française, répondre de son attitude sous le IIIe Reich, Jaspers, antinazi de la première heure, apparaît comme une véritable conscience morale. Lorsque l'audience de Heidegger s'étend en Europe, la sienne disparaît peu à peu. Ce livre, écrit en 1931, contient l'essentiel des intuitions qui détermineront toute sa pensée. Exposé magistral et didactique, écrit à la première personne, c'est un résumé de toute son œuvre.

J.-M. P.

IDÉES NEUVES POUR SOCIÉTÉS EN CRISE. – Claude Quin

★ ***Messidor, Paris, 1990, 237 pages, 95 F.***

L'auteur analyse les différentes crises qui secouent depuis vingt ans l'ensemble des sociétés industrialisées, à l'Est comme à l'Ouest, et en bouleversent tous les aspects.

Bien documenté quoique souvent trop rapide, l'ouvrage reprend certaines idées déjà avancées par le Parti communiste. Mais il prend aussi place dans le mouvement de ressourcement et de renouvellement de la pensée communiste, quand il reconnaît la crise profonde qui secoue les pays socialistes, ou qu'il prend en compte la dimension éthique de la lutte politique.

ALAIN BIHR.

INÉVITABLE MORALE. – Paul Valadier

★ **Seuil, Paris, 1990, 224 pages, 95 F.**

A partir de quatre exemples qui concernent fortement tous les citoyens (le terrorisme, la torture, l'information et la société pluriculturelle), Paul Valadier rappelle le risque de la morale et ce que ce risque suppose *« quand il est question d'éthique politique ». « En un sens, nous ne savons pas très bien,* écrit l'auteur, *ce que nous disons quand nous parlons des droits de l'homme : et en un autre, nous pressentons que cette référence nous engage bien plus loin que nous ne pensons d'abord. »* Il nous faut donc prendre le risque d'opter pour un monde sensé.

Ce monde est aussi celui de la vérité. Mais une démocratie *« doit éviter les risques d'une recherche inquisitoriale du vrai et de son appui policier »*, même dans sa lutte contre le terrorisme. A propos de la communication, l'auteur estime que la mise en scène médiatique peut conduire à la falsification. Sur le pluralisme culturel des nations occidentales, Paul Valadier s'interroge : une société peut-elle faire le deuil de son unité au profit d'une diversité sans frontières ?

Ces passionnantes réflexions s'inscrivent, on le voit, au cœur des grandes interrogations contemporaines. Le retour de la morale est réclamé par nombre de citoyens déboussolés : *« La tâche du moraliste,* écrit Paul Valadier, *est de suggérer qu'il est sensé de croire en ce qui porte l'homme à se dépasser. »*

I. R.

L'INERTIE POLAIRE. – Paul Virilio

★ **Christian Bourgois, Paris, 1990, 176 pages, 80 F.**

Le nouvel essai de Paul Virilio apporte, une fois encore, une mine d'idées et confirme cet auteur comme l'un des penseurs français les plus originaux. Paul Virilio continue de s'intéresser (à la suite de ses deux ouvrages précédents, *l'Insécurité du territoire* et *l'Espace critique)* au statut de l'espace contemporain. Il part de ce constat fort paradoxal : des siècles de progrès technoscientifiques aboutissent à faire de l'inertie *« l'horizon prioritaire de l'activité humaine. L'incapacité à se mouvoir pour agir – qui paraissait le signe du handicap et de l'infirmité – devient symbole de progrès et de maîtrise du milieu »*. C'est dans cet esprit qu'il analyse l'effet des moyens de télécommunication instantanés. Toutes les machines pour voir à distance, en temps réel, dépassent en efficacité celles fondées sur la vitesse ; elles permettent de reconstruire le monde autour du confinement domestique, qui apparaît alors comme *« le comble du confort et de l'autonomie ». « Tout arrive désormais,* affirme Paul Virilio, *sans qu'il soit nécessaire de partir... »*

I. R.

COMMUNICATION

APPRENDRE AVEC L'INFORMATION TÉLÉVISÉE. – Guy Lochard

★ **Retz, Paris, 1989, 112 pages, 72 F.**

Les journaux télévisés, on le sait, restent la principale source d'information des Français. Ce livre, d'une très grande clarté et avec une vocation pédagogique, décrit dans le détail la fabrication des journaux télévisés, mais aussi les magazines d'information, les débats... L'auteur s'adresse en premier lieu aux étudiants et aux enseignants ; il cherche à développer l'esprit critique des téléspectateurs, insiste sur la mise en scène, sur les conséquences de la connaissance, sur les lois du spectacle.

Une importante bibliographie et une liste d'adresses utiles complètent cet ouvrage qui ambitionne, en prenant la télévision au sérieux, de *« former des citoyens »*.

I.R.

L'ENTRE-IMAGES. – Raymond Bellour

★ **La Différence, Paris, 1990, 352 pages, 160 F.**

Le Musée national d'art moderne, au Centre Georges-Pompidou de Paris, prépare pour l'automne prochain (du 18 septembre au 18 novembre 1990) la première grande exposition internationale consacrée aux images contemporaines issues de la photographie, du cinéma et de la vidéo. Raymond Bellour, l'un des plus brillants théoriciens du cinéma, est à l'origine de cette singulière exposition intitulée « Passages de l'image ». Son livre en constitue la base théorique ; dans une série de courts textes passionnants, il analyse comment un système de transformations, passant de la peinture à la photo, puis au cinéma, et enfin à la vidéo, a permis, surtout depuis les années 60, d'enrichir l'art des images. Il souligne l'importance esthétique de la planète vidéo et établit, pour la première fois, une relation intelligente entre les trois arts nés de l'image mécanique : photo, cinéma, télévision.

I. R.

SOCIÉTÉ

TRAVAILLER AU NOIR. – Jean-François Lae

★ **Métailié, Paris, 1989, 226 pages, 115 F.**

Comment et pourquoi devient-on travailleur au noir ? Qui sont-ils au juste ces quelques millions qui en prennent à leur aise avec le droit et perturbent les règles de bonne concurrence ? L'enquête « ethnologique » de Jean-François Lae nous permet d'y voir plus clair à cet égard. Elle révèle la grande diversité des motivations et situations rencontrées dans les souterrains de l'emploi. Du travail illégal d'appoint (« petit noir ») au travail à plein temps (*« all black »*), en passant par les entreprises spécialisées dans ces pratiques, la gamme est presque infinie de pratiques fondées sur des rapports de confiance-complicité.

L'auteur insiste également sur le phénomène d'inégalité face... au travail noir. Les mieux nantis, détenteurs d'un métier, y ont accès plus aisément que les autres. Une enquête passionnante, souvent surprenante et pittoresque au terme de laquelle Jean-François Lae plaide, non pour le « blanchiment », mais pour une politique réaliste alliant répression et ouverture de zones franches d'activités non ponctionnées par l'Etat.

JACQUES LE GOFF.

Mémoires, d'Andreï Sakharov

Par YVES FLORENNE

JAMAIS préface n'a été aussi éclairante dans sa brièveté. Quelques lignes, puis : *« A présent, il est devant vous. » « Il » :* le livre (1). Mais c'est pour apprendre au lecteur qu'entrepris quatre ans plus tôt, sur les instances de sa femme Lioussia, à qui il est dédié et grâce à qui nous l'avons, le plus gros du manuscrit avait été « volé » (Sakharov étant alors formellement libre) par le KGB. Le livre était presque reconstitué lorsque l'exil permit à la police politique une nouvelle saisie. Second travail acharné de reconstitution. Le nouveau manuscrit put être transmis par morceaux, la nuit, par Lioussia, très malade et systématiquement privée de soins efficaces. Voilà comment : *« Je peux écrire à nouveau : à présent le livre est devant vous. »* Cette édition française est datée par Sakharov : *« Moscou, mai 1989 »*. Il avait entrepris l'œuvre onze ans plus tôt. Il lui restait sept mois à vivre.

Bien attachants, et combien instructifs, les premiers chapitres. La famille, purement russe (mais qui, avec Andreï, connaîtra des alliances « impures »), était de bonne vieille bourgeoisie. Ses photographies en témoignent, qui remontent à la cinquième génération. Elle vécut et travailla aussi tranquillement qu'il était possible aux temps les plus noirs du stalinisme, où c'est *« par millions »* qu'on mourait au goulag. Andreï n'en écrira pas moins, quinze ans plus tard : *« Je suis encore sous le coup de la mort d'un grand homme. Je songe à son humanité. »* C'était dans une lettre à sa femme. Il pouvait la taire. Mais par un réflexe très russe, il entend confesser sa honte rétrospective. Il explique d'ailleurs le mot « humanité » : il croyait alors, comme tout le monde en Russie, que Staline ne voulait la puissance de son pays que pour *« bâtir la paix universelle »,* tout en assurant le salut de la patrie menacée. Aussi, son loyalisme ne fut pas plus ébranlé que ses illusions. Le premier trouble lui viendra quand son entourage scientifique s'extasiera sur la *« superbe physique »* qu'était la théorie nucléaire, laquelle lui devait déjà tant. C'est à ce point que commence pour lui le « sens » de son livre : *« Montrer comment, dans* [sa] *destinée, ont coexisté des lignes de vie si différentes. »* Cela s'affirmera dans une résistance aussi désespérée qu'inutile, à sa mutation, par Beria : de la recherche théorique à la « pratique » nucléaire.

C'est dans ce centre, très isolé et protégé, qu'il mit au point son *« Idée n° 3 »,* considérée comme si énorme qu'on hésita à l'essayer. Ce fut un succès aussi total que sans bavure. Au banquet très fermé qui le célébrait, présidé par un maréchal, celui-ci invita le triomphateur à porter le premier toast. Sakharov leva son verre *« pour que nos engins explosent toujours au-dessus des polygones, jamais sur les villes »*. Silence glacial. Le maréchal commença par un apologue *« mi-obscène mi blasphématoire »* et conclut en buvant énergiquement : *« A nos forces. »*

Dès lors, les positions étaient clairement arrêtées. Plus tard, il y eut *« l'altercation »* avec Khrouchtchev quand Sakharov proposa fermement la suspension des essais. Puis l'éclat, quand il fut à la tête des opposants à l'imposteur Lyssenko, dont Khrouchtchev attendait merveille pour « son » agriculture. Khrouchtchev limogé, Brejnev se souvint que lui-même avait dit : *« Sakharov éprouve des doutes et des états d'âme. Nous devons le comprendre et l'aider. »*

Pendant l'orageuse élection académique qui marqua la fin de Lyssenko, quelqu'un avait demandé, montrant Sakharov : *« Qui donc est celui-là ? »* A voix non moins haute, la réponse fut : *« Le père de la bombe H. »* Ce fut comme si la bombe était tombée. Une sorte d'effet semblable dut s'exercer longtemps sur le pouvoir, jusqu'au coup d'arrêt brutal de 1980. Pourtant, le *« seuil de rupture »* aurait dû être atteint dix ans plus tôt : quand Sakharov fut de ceux qui s'opposèrent à la réhabilitation de Staline.

Dès qu'il avait été convaincu que la « bombe » était préparée, non pour la dissuasion, mais pour l'attaque, l'intérêt scientifique s'effaça pour lui devant le problème purement moral et politique que posait l'existence même de l'arme nucléaire. Ce qui le conduisait à traiter plus généralement des *« problèmes fondamentaux contemporains »*. D'où ce grand texte, tranquillement subversif : *Réflexion sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle.* Il montra son courage en rejetant toutes les exhortations et injonctions à ne pas le publier au-dehors. Ce qu'il fit. Le retentissement en fut considérable, à la mesure de son tirage : 18 millions d'exemplaires. *« Plus qu'Agatha Christie »,* écrit-il avec son émouvante candeur.

Pourtant, cette espèce de tolérance forcée dura la douzaine d'années pendant laquelle il multiplia déclarations, interventions, protestations, et ses appels et rapports à Brejnev ; surtout ses conférences de presse pour les journalistes étrangers. Cette attitude bravant le reniement de ses collègues, de la plupart des intellectuels et artistes, la publication régulière dans la *Pravda,* les *Izvestia,* etc. de lettres innombrables, émanant de tous les secteurs de la société, pour dénoncer violemment ce *« traître à la patrie »* et appeler sur lui un juste châtiment.

Lequel n'arrivait toujours pas. Enfin, Sakharov fut arrêté tout bonnement dans la rue. On lui signifia le retrait de tous ses titres, dignités, décorations, et son « exil » à Gorki. Cependant qu'on téléphonait à Lioussia qu'elle avait deux heures pour faire ses bagages et rejoindre son mari à l'aéroport. Ainsi commencèrent sept années d'épreuves, de harcèlement, de menaces ; tous les obstacles furent mis à la possibilité de se soigner efficacement pour une femme gravement malade. De leur côté, ce furent résistances et luttes de toutes sortes, grèves de la faim... Et d'abord, toujours, ce travail de Pénélope inversé que fut la rédaction des *Mémoires.*

La fin de l'exil, si elle fut aussi soudaine que l'arrestation, eut un caractère beaucoup plus exceptionnel, et même solennel. On vint rétablir leur téléphone, en leur annonçant un appel pour le lendemain. Ils attendirent. Une voix leur dit qu'ils étaient libres. Elle s'était annoncée d'abord : Mikhaïl Gorbatchev.

On sait la suite. Ce *« traître à la patrie »,* cet *« ennemi du peuple »* devenait, en quelque sorte officiellement, ce qu'il était depuis vingt ans : une conscience politique et morale. Il survécut juste assez pour que le pays apprît cette étonnante métamorphose.

ON est tenté de finir sur la découverte la plus douloureuse que Sakharov exprime en quelques lignes : *« On ne peut qu'être stupéfié par la passivité, l'indifférence, l'absence de toute volonté de savoir, là où nos fils se sont retrouvés dans le rôle de bourreaux, d'assassins, de violeurs, tout en étant les victimes d'une guerre terrible, cruelle, inhumaine... »* Mais l'exigence de la liberté, de la dignité humaines, fut-elle jamais la plus dominante, en dehors de quelques-uns, chez un grand peuple, par ailleurs si attachant ? Ou serait-ce que, sous d'autres formes, la vieille mystique messianique d'une nation en charge du salut du monde aurait porté son peuple à croire que les Ivan le Terrible et les Staline étaient envoyés à la Sainte Russie pour la sanctionner davantage – ou autrement – en vue de sa mission ?

(1) Andreï Sakharov, *Mémoires,* Le Seuil, Paris, 1990, 816 pages, *160 F.*

DÉFENSE

COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE ET DÉPENSES MILITAIRES. – Sous la direction de François Chesnais

★ **CPE/Economica, Paris, 1990, 245 pages, 140 F.**

Alors qu'aux *Etats-Unis,* et même dans la Grande-Bretagne thatchérienne, de très nombreuses études ont été menées, et rendues publiques, sur l'impact de la recherche militaire et des grands programmes d'armement, sur la capacité d'innovation technologique nationale et la santé du tissu industriel, rien de semblable n'a été tenté en France. Toujours le fameux « secret » militaire ! C'est un des grands mérites de cet ouvrage collectif, résultat d'un séminaire du Centre de prospective et d'études (CPE), que d'ouvrir une première brèche dans ce mur du silence pour aboutir à des conclusions dévastatrices pour le lobby militaro-industriel français ; dans l'un des trois chapitres consacrés à l'Hexagone, François Chesnais et Claude Serfati concluent que, *« en termes d'accumulation du capital et de compétitivité structurelle, le secteur militaire a surtout l'aspect et les effets d'une sorte d'excroissance parasitaire »*.

Les trois chapitres consacrés aux Etats-Unis montrent bien le revirement qui s'est opéré dans ce domaine dès le milieu des années 80 et la volonté du Pentagone de mettre l'accent, dans les programmes qu'il finance, sur le renforcement des technologies de production et des recherches à caractère faiblement finalisé, c'est-à-dire à double usage civil et militaire. Un ouvrage remarquablement documenté, stimulant et très dérangeant...

B. C.

MEMENTO DÉFENSE-DÉSARMEMENTS 1990.

★ **Groupe de recherche et d'information sur la paix, Bruxelles, 1990, 287 pages, 595 FB.**

Le livre se divise en cinq parties : négociations et relations Est-Ouest ; armements et rapports de forces Est-Ouest ; défense et sécurité en Europe ; économie des armements ; les conflits dans le monde. Chaque chapitre est accompagné d'une riche documentation – chronologies, tableaux, mais aussi rapports et déclarations des protagonistes.

A.G.

SIPRI YEARBOOK 1990. World Armaments and Disarmament

★ **Oxford University Press, Londres, 1990, 714 pages, 40 livres.**

Le domaine des armements et de leur contrôle est largement affecté par la détente internationale, la politique menée par M. Gorbatchev et les changements en Europe de l'Est. La nouvelle édition de l'annuaire du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) permet de faire le point sur des sujets en pleine évolution : armements et technologie ; dépenses militaires et commerce des armes (avec notamment une intéressante étude sur dette et sécurité et une autre sur la prolifération des missiles balistiques) ; développements dans le contrôle des armements (application du traité INF, discussion sur les armes chimiques, etc.).

A.G.

RELIGION

CROSS CURRENTS. Exploring the Implications of Christianity For Our Time (sous la direction de William Birmingham)

★ **Crossroad, 370 Lexington Avenue, New York, 1989, 327 pages, 19,95 dollars.**

En 1950, de jeunes Américains, en majorité catholiques, décidaient de publier une revue, *Cross Currents,* où s'exprimeraient des penseurs de grande qualité réfléchissant sur le sens et les implications de leur foi. Une revue exigeante, sans concession aux pouvoirs, fussent-ils romains, ni aux modes, fussent-elles astreignantes. Ce livre présente une sélection d'articles majeurs écrits entre 1950 et 1989 : Emmanuel Mounier, Karl Rahner, Martin Buber, Jean Lacroix, Leonardo Boff, Raimundo Panikkar, etc. Toutes ces réflexions demeurent plus que jamais valables, ainsi celle de Sœur Madonna Kolbenschlag sur l'économie américaine confrontée aux impératifs de la morale – qui a valeur universelle et peut être appliquée aux autres économies, comme ont valeur universelle les remarques de R. Panikkar sur la notion de « peuple élu ».

JACQUES DECORNOY.

- AU-DELA DE LA DÉMOCRATIE *(Atelier de création libertaire, 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, 1990, 82 pages, 40 F) :* penser un système dans lequel le pouvoir puisse réellement être exercé par chacun.
- APRÈS TROIS DÉCENNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT, OPTIMISME OU PESSIMISME *(Centre de documentation tiers-monde, 20, rue Rochechouart, 75009 Paris, 1990, 48 pages, 35 F) :* notamment une réponse aux thèses de Jean-Claude Chesnais, auteur de *la Revanche du tiers-monde.*
- CRISTALLISATION DE LA CONSCIENCE NATIONALE DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS PAR ISRAËL DEPUIS 1967 *(GREMAMO, université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris, 1990, 146 pages) :* des racines de l'Intifada en Cisjordanie et à Gaza.
- VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN BAHREIN *(Committee for the defence of political prisoners, BBC Box 199, vester brogade, 1800 FRBG.C, Danemark, 1990, 76 pages) :* tortures, disparitions, prisonniers politiques, etc.
- AFRICASCOPE 1989-1990 *(Paris, éditions Mermon, 1990, 272 pages, 100 F) :* un guide économique des pays francophones.
- MOZAMBIQUE : ANALYSE POLITIQUE DE CONJONCTURE. – Michel Cahen *(Indigo, Paris, 1990, 61 pages, 600 F) :* libéralisation économique et négociations pour la paix.
- THE NATIONAL UNION FOR THE TOTAL INDEPENDENCE OF ANGOLA (UNITA) AS DESCRIBED BY EX-PARTICIPANTS AND FOREIGN VISITORS. – William Minter *(1839 Newton St. NW, Washington, DC 20010, 1990, 18 pages) :* un bilan accablant pour l'organisation rebelle angolaise.
- MOTS DIRE LA TORTURE et CAHIER NOIR D'OCTOBRE *(Comité national contre la torture, Alger, 1989, 79 et 125 pages) :* actes d'une rencontre universitaire et témoignages émouvants.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

UNE DÉVIATION DE LA MODERNITÉ

Qu'est-ce que l'islamisme ?

Par JACQUES BERQUE *

L'*ISLAMISME contre l'islam* (1), tel est le titre, provocant à souhait, que le traducteur français donne au livre d'un haut magistrat égyptien, Muhammad Saïd Al-Ashmawi, intitulé en arabe : *l'Islam politique. Si le traducteur a mis là quelque intention* maligne, il n'a pas pour autant trahi la thèse centrale des nombreux écrits et propos que l'auteur, juriste, partisan convaincu de la rationalité et de la division des pouvoirs, a prodigués sur un problème que l'Occident suit avec *inquiétude depuis l'accession au pouvoir*, en 1979, de l'imam Khomeiny en Iran.

Comment dénommer l'ensemble d'idées et de comportements qui avait pris en Iran le tour d'une révolution culturelle ? Ici commence la perplexité pour les Occidentaux. Entendez-les parler d'*« islamisme »*, d'*« intégrisme »*, de *« fondamentalisme »*, de *« mouvement des Frères musulmans »*, etc. On mêle ainsi les néologismes, les analogies fallacieuses et l'anachronisme, ce qui n'est pas une bonne méthode pour comprendre une réalité spécifique...

Alors, de quoi s'agit-il au juste ? Assurément pas du seul retour aux sources, aspiration que cette école musulmane partage avec ses analogues dans d'autres familles religieuses. Il ne s'agit pas non plus d'un extrémisme de la croyance traditionnelle, ni même d'une réplique de ce wahhabisme (2) qui s'est répandu en Arabie depuis la fin du dix-huitième siècle.

Si l'on cherche un plus grand commun dénominateur à des dynamiques aussi variées que celles prônées par un Hassan Al-Banna en *Egypte, un Mawdoudi au Pakistan (3)* et un Khomeiny en Iran, on observera qu'elles se soucient moins de renaissance spirituelle ou de réforme doctrinale que d'une reprise en main de sociétés en passe d'acculturation et d'occidentalisation. Ces thèses se greffent sur une évolution contemporaine qu'elles se proposent non de refuser, mais de capter et d'infléchir. Non pas tellement « réactionnaires », en somme, que « fascisantes », pourrait-on dire, dans la mesure où le fascisme européen procédait aussi d'une déviation de la modernité. Mais, bien entendu, ce rapprochement déforme la spécificité du phénomène.

Un défi à la *laïcité* envahissante

CONTRAIREMENT à tant d'autres options qui, au cours des âges, avaient agité l'islam, en voici une qui, au lieu d'insister sur la controverse théologique, le fait sur la critique des régimes et des institutions, et cela de la manière la plus radicale, sans reculer parfois devant l'attentat. Si elle brandit le Coran, ce n'est pas en tant que recours métaphysique, mais comme substitut aux normes en vigueur, comme panacée contre l'adultération générale des mœurs, défi lancé à la laïcité envahissante, et démarcation par rapport aux cultures occidentales. Elle le dote de contenus encyclopédiques et l'érige en vecteur unique de l'avenir.

Le droit constitutionnel et surtout le droit pénal s'offrent, dans cette « voie » (tel est le sens primitif du mot *charia*), comme un instrument nécessaire. D'où l'ardente querelle visant à confisquer la judicature, à épurer des législations nationales « infectées » par l'apport externe, et à élaborer des codifications tirées, ou exclusivement inspirées, du texte vénérable.

Cette parole simpliste, mais puissante, intervient en ce moment de doute que traversent la plupart des sociétés arabes à l'heure des bilans amers de la première génération d'après les indépendances. Muhammad Saïd Al-Ashmawi y oppose deux sortes d'objections. D'abord un postulat : à savoir que *« Dieu voulait que l'islam fût une religion, mais* [que] *les hommes en ont fait une politique »*. De là procéderaient des erreurs et des abus qui auraient transformé le califat, clef de voûte politique de l'islam, en suite ininterrompue de désastres. Nous verrons plus loin quelles réserves inspire cette affirmation.

Matraquage de l'opinion, confiscation des libertés

LA seconde objection nous retiendra davantage, car elle repose sur la critique textuelle. La matière juridique n'occupe dans le Coran qu'une place mineure et lacunaire : sur plus de 6 200 versets, il n'y en aurait que 80 auxquels on puisse appliquer strictement l'appellation de *charia*. Mais le vocable déborda en fait sur les élaborations ultérieures, à *quoi Al-Ashmawi réserve le nom de fiqh*, ou « jurisprudence ». Ainsi, parler de droit coranique, c'est à ses yeux bâtir l'arbitrage humain sur une confusion mi-héritée mi-délibérée ; le mettre en action, c'est imposer un sophisme par voie de matraquage de l'opinion et de confiscation des libertés. C'est, du même coup, faire bon marché d'un formidable passé d'échecs, dus précisément à la collusion du spirituel avec le politique.

On se doute qu'une prise de position aussi abrupte soulève la contestation et même la colère. Le lecteur ne peut qu'apprécier la vigueur avec laquelle Muhammad Saïd Al-Ashmawi présente et défend ses thèses. Il le fait en juriste. Cela confère à beaucoup de ses démonstrations pertinence et clarté. On regrettera *néanmoins que l'atmosphère polémique* qui empreint le débat transforme son exposé sur le califat en un réquisitoire où l'apport positif de ces dynasties ne trouve que peu, ou pas, de place. Un peu de comparatisme aurait induit un verdict plus équilibré. Faut-il rappeler que l'islam n'a pas été le seul à pratiquer ce qui correspond chez lui à nos *« politiques tirées de l'Ecriture sainte »*, ou à nos *« royautés de droit divin »* ?

Il est vrai que ce sont là, pour l'Europe, les souvenirs d'un passé révolu, tandis que les partisans de la thèse islamique plaident et revendiquent pour le présent. A preuve que l'imam Khomeiny a publié une œuvre-programme réclamant *le Pouvoir pour le faqih* (c'est-à-dire pour l'exégète scripturaire). On ne peut s'empêcher de trouver cet objectif quelque peu paradoxal à l'époque des fusées interplanétaires, si l'on veut bien se rappeler que ni le Prophète ni Soliman le Magnifique ne se qualifiaient de *faqih* !...

Si Ashmawi a bien raison d'opposer la parcimonie frappante des préceptes juridiques du Coran au foisonnement des réglementations dans la Bible, il n'est pas fondé pour autant à requérir, pour l'époque qui suivit immédiatement la mort de Mahomet, un passage à la sécularité en matière législative. C'est là reporter rétroactivement un concept que l'humanité a mis bien du temps à concevoir ; l'argumentation de Muhammad Saïd Al-Ashmawi, historiciste pour l'essentiel, risque ainsi de se contredire elle-même...



DR

LE SCRIBE (Bagdad, 1287)
Réexaminer des solutions vétustes

Son combat n'en est pas moins nécessaire et courageux. Il s'inscrit dans la lignée libérale égyptienne, celle qu'illustrèrent, à des titres très divers, et pour ne parler que des juristes, des hommes comme les cheikhs Abdouh, Ali et Mustafa Abderrazeq, Amin Al-Khouli, les professeurs Sanhouri, Chafiq Chehata, d'autres encore. Il est réconfortant de voir l'apport continué aujourd'hui avec les changements indispensables. L'Egypte, malgré les déboires qu'elle éprouve périodiquement, n'aura jamais abandonné, depuis près de deux siècles, son élan vers la modernité, et c'est cela qui a toujours fini par prévaloir en elle.

Les adversaires de Muhammad Saïd Al-Ashmawi feraient donc bien de ne pas s'en tenir à l'invective, mais de discuter, cas par cas, son analyse diversifiée des versets juridiques du Coran, sa critique du syllogisme d'analogie et sa réfutation des raisonnements fondés sur des traditions douteuses.

Ce qu'on appelle aujourd'hui, dans l'Ecole, « droit islamique » a pris forme pour l'essentiel au début du neuvième siècle ; cela implique près de deux siècles d'élaboration humaine à partir des textes consacrés. Comment épargner à ce *corpus* les contrôles de la raison, recommandés par le Coran lui-même ? Pourquoi ne pas réexaminer des solutions vétustes en fonction de problèmes nouveaux et d'exigences nouvelles ? En un mot, est-il recevable de fétichiser un certain passé en déclarant fermée la « porte de l'*Ijtihâd* », ou « recherche doctrinale », juste au moment où la société musulmane, autour du juriste, se mondialise de plus en plus ?

Il est vrai que ce serait faire preuve de naïveté que de compter sur la logique pour s'imposer à des adversaires convaincus. Ce qui devrait les frapper davantage, c'est la stagnation actuelle des études dont ils se réclament. On ne peut à la fois plaider pour le retour aux sources et laisser en friche les sciences religieuses. Celles-ci devraient en islam, comme ce fut le cas pour la Bible et les Evangiles depuis le milieu du dix-neuvième siècle, profiter des enseignements de la critique philologique et historique. On ne peut à la fois s'autoriser des *ouçoul*, « principes », « fondements », « racines », et négliger d'en mettre au jour les potentialités.

(1) *Muhammad Saïd Al-Ashmawi, l'Islamisme contre l'islam* (traduction et préface de Richard Jacquemond), La Découverte, Paris-Le Caire, 1989 ; lire aussi, du même auteur : *Maâlim al-Islâm* (« Traits caractéristiques de l'islam »), Sina lial-Nashr, Le Caire, 1989 ; et *Al-Khilâfatu'l'Islâmiya* (« le Califat islamique »), même éd., Le Caire, 1990.

(2) NDLR. – Courant de pensée fondé, à la fin du dix-huitième siècle, par Mohammed Ibn Abd-al-Wahhab, qui s'oppose à toutes les innovations dans l'islam. Le wahhabisme s'est renforcé avec la prise du pouvoir, en Arabie, au début du vingtième siècle, par Abd-el-Aziz Ibn Saoud, qui se réclamait de cette pensée.

(3) NDLR. – Hassan al-Banna fut le fondateur des Frères musulmans en 1928 ; Mawdoudi, important penseur pakistanais, est mort en 1979.

* Professeur honoraire au Collège de France.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de juillet 1990 a été tiré à 165 000 exemplaires.

